



---

# Évaluation des menaces pour la paix et la démocratie au niveau mondial

---

Indice  
Normandie 2025

---



ÉTUDE

---

**EPRS | Service de recherche du Parlement européen**

Auteur principal: Branislav Stanicek  
Service de recherche pour les députés  
PE 782.582 – janvier 2026



FR



# Évaluation des menaces pour la paix et la démocratie au niveau mondial

---

## Indice Normandie 2025

Dans le contexte des guerres en Ukraine et dans d'autres régions du monde, et des retombées de plus en plus mondiales – sur le plan matériel et politique – des conflits, il est plus important que jamais de mesurer le niveau des menaces pour la paix, la sécurité et la démocratie dans le monde. L'indice Normandie présente une mesure annuelle de ces menaces depuis le Forum Normandie pour la paix de 2019. Les conclusions de l'exercice 2025 montrent que le niveau des menaces pour la paix n'a jamais été aussi élevé depuis que l'indice est publié. Cela confirme la tendance à la baisse de la sécurité mondiale, qui s'explique par des conflits, des rivalités géopolitiques, une militarisation en hausse et des menaces hybrides. Les conclusions de l'exercice 2025 s'appuient sur les données compilées en 2024 et 2025, afin de comparer le niveau de paix – défini sur la base des performances d'un pays donné par rapport à une série de menaces prédéterminées – entre pays et régions. Se fondant sur l'indice, 63 études de cas nationales donnent un aperçu de l'état de la paix dans le monde aujourd'hui.

## AUTEURS

Auteur principal: Branislav Staniček, service de recherche pour les députés

Graphiques: Nadejda Kresnichka-Nikolchova

Le présent document a été rédigé par le service de recherche pour les députés, au sein de la direction générale des services de recherche parlementaire (EPRS) du secrétariat général du Parlement européen. Les données utilisées ont été fournies par l'Institut pour l'économie et la paix. Bruno Bilquin, Anna Caprile, Carmen-Cristina Cirlig, Sebastian Clapp, Enrico D'Ambrogio, Angelos Delivorias, Gisela Grieger, Ulrich Jochheim, Marc Jutten, Gabija Leclerc, Eric Pichon, Jakub Przetacznik, Rosamund Shreeves, Marcin Szczepanski et Armin Wisdorff ont rédigé les études de cas de cette édition de l'indice Normandie. L'auteur principal tient à souligner la contribution d'Elena Lazarou, sa co-autrice sur plusieurs éditions antérieures de l'indice Normandie.

Le présent document a été finalisé en décembre 2025. Il met à jour et développe les éditions [2019](#), [2020](#), [2021](#), [2022](#), [2023](#) et [2024](#) de l'indice Normandie, toutes disponibles sur le site web du Parlement européen.

Pour contacter les auteurs, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante: [eprs@europarl.europa.eu](mailto:eprs@europarl.europa.eu)

## VERSIONS LINGUISTIQUES

Original: EN

Traduction: FR

Manuscrit achevé en décembre 2025.

## CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ ET DROITS D'AUTEUR

Le présent document a été préparé à l'attention des députés et du personnel du Parlement européen comme documentation de référence dans le but de les aider dans leur travail parlementaire. Le contenu de ce document relève de la responsabilité exclusive des auteurs et les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.

La reproduction et la traduction sont autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et information préalable avec envoi d'une copie au Parlement européen.

Bruxelles, © Union européenne, 2026

Crédits photo: © Who is Danny / Adobe Stock.

PE 782.582

ISBN: 978-92-848-3311-5

ISSN: 2600-3465

DOI:10.2861/0998261

QA-01-25-299-FR-N

[eprs@ep.europa.eu](mailto:eprs@ep.europa.eu)

<http://eprs.in.ep.europa.eu/> (intranet)

<https://www.europarl.europa.eu/thinktank/fr/home> (internet)

<http://epthinktank.eu> (blog)

## Préface



Créé par le Service de recherche du Parlement européen (EPRS) à la suite du Forum Normandie pour la paix de 2019, l'indice Normandie pour la paix est rapidement devenu une ressource importante pour les décideurs politiques et la société civile en tant que mesure annuelle des menaces qui pèsent sur la paix dans le monde. Les résultats du présent indice, le plus récent, suggèrent que le niveau de menace n'a jamais été aussi élevé, ce qui s'explique par les tendances générales à la détérioration des niveaux de sécurité dans le monde du fait des conflits, de la rivalité géopolitique, de la militarisation croissante, des guerres commerciales et des menaces hybrides. Dans le même temps, la tendance au protectionnisme représente une grave menace pour la paix, la stabilité et la prospérité mondiales, à mesure que les relations d'interdépendance fondées sur des échanges commerciaux ouverts se défont lentement.

Dans notre monde interconnecté, nous savons que les conflits se cantonnent rarement à la zone géographique dans laquelle ils se déroulent. Aujourd'hui, les guerres ont des conséquences humaines, matérielles et politiques de plus en

plus mondiales, qui se répercutent sur tous les continents et façonnent l'ordre international. Nous le constatons avec la guerre menée actuellement par la Russie en Ukraine, qui a intensifié de nombreuses tendances mondiales, de l'inflation à la dégradation de l'environnement. Pour suivre ces changements, il est essentiel de bien comprendre les menaces qui pèsent sur la paix, la sécurité et la démocratie dans le monde. Cela fait de l'indice Normandie un outil précieux pour s'orienter dans le monde d'aujourd'hui, et je tiens à remercier le Service de recherche du Parlement européen pour son travail assidu sur cette dernière édition.

L'Union européenne s'est efforcée de faire face à cette situation mondiale complexe dans l'unité et avec détermination, tant sur son territoire qu'à l'étranger – et le Parlement européen montre la voie. Ce Parlement a été le premier à demander un renforcement des sanctions à l'encontre de la Russie et la fin de la dépendance de l'Europe à l'égard de l'énergie russe, tout en approuvant des niveaux d'aide sans précédent en faveur des Ukrainiens dans le besoin. Dans le même temps, l'Europe a continué de renforcer sa coopération avec ses partenaires internationaux afin d'atténuer les perturbations mondiales sur les marchés de l'énergie et des denrées alimentaires provoquées par l'agression russe. Toutefois, nous savons qu'en fin de compte, l'Europe est toujours plus forte lorsque nous travaillons ensemble: c'est la raison pour laquelle ce Parlement a soutenu l'Ukraine, la Moldavie et les Balkans occidentaux sur la voie de leur adhésion à notre Union.

Sur la scène mondiale, l'Union européenne continue d'appeler à la fin des conflits actuels par la diplomatie et la coopération, en collaborant avec des partenaires partageant les mêmes valeurs afin d'obtenir un impact maximal. À Gaza, le Parlement n'a cessé de plaider avec force en faveur de la fin du cycle de guerre atroce lancé par le Hamas le 7 octobre 2023 et il reste un partenaire fiable et solidaire de tous ceux qui, dans la région, souhaitent bâtir la paix. Dans le même temps, l'Europe fournit de l'aide aux

personnes qui en ont désespérément besoin dans les zones de guerre et lors des crises humanitaires dans le monde entier, en notre qualité de premier donateur d'aide humanitaire au monde.

Il est important de tenir compte des enseignements du passé de l'Europe lorsque nous tournons notre regard vers l'avenir de notre continent. L'édition de l'indice de cette année coïncide avec le 80<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe. Les immenses dévastations et pertes humaines de ce conflit sont un rappel solennel du coût de la guerre, de la valeur de la paix et de la responsabilité qui incombe durablement aux générations actuelles et futures dans la préservation et le renforcement des fondements de la coopération internationale. Cinq ans plus tard seulement, dans les décombres de ce conflit, la déclaration Schuman mettait en place ce qui deviendrait finalement l'Union européenne. Il s'agissait d'une vision courageuse et ambitieuse de la paix et du partenariat, et l'Union d'aujourd'hui doit œuvrer en faveur d'un monde plus pacifique avec le même courage et la même conviction. Pour reprendre les termes de Robert Schuman, auteur de cette déclaration: «La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent».

Roberta Metsola

Présidente du Parlement européen

## Table des matières

|                                                                                                      |           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Préface .....                                                                                        | I         |
| <b>1. À la recherche de la paix dans un monde plus connecté, plus disputé et plus complexe .....</b> | <b>1</b>  |
| 1.1. Mesurer la paix .....                                                                           | 2         |
| 1.2. Recenser les menaces et définir des politiques: indices et élaboration des politiques .....     | 3         |
| <b>2. L'indice Normandie .....</b>                                                                   | <b>5</b>  |
| 2.1. L'indice Normandie 2025: Conclusions et fonctions .....                                         | 9         |
| <b>3. L'indice Normandie et sa pertinence pour le Parlement européen .....</b>                       | <b>13</b> |
| <b>4. La valeur ajoutée des études de cas .....</b>                                                  | <b>14</b> |
| Afghanistan .....                                                                                    | 15        |
| Afrique du Sud .....                                                                                 | 16        |
| Albanie .....                                                                                        | 17        |
| Algérie .....                                                                                        | 18        |
| Arabie saoudite .....                                                                                | 19        |
| Arménie .....                                                                                        | 20        |
| Australie .....                                                                                      | 21        |
| Azerbaïdjan .....                                                                                    | 22        |
| Bangladesh .....                                                                                     | 23        |
| Biélorussie .....                                                                                    | 24        |
| Bolivie .....                                                                                        | 25        |
| Bosnie-Herzégovine .....                                                                             | 26        |
| Brésil .....                                                                                         | 27        |
| Burkina Faso .....                                                                                   | 28        |
| Canada .....                                                                                         | 29        |
| Chine .....                                                                                          | 30        |
| Colombie .....                                                                                       | 31        |
| Corée du Nord .....                                                                                  | 32        |
| Corée du Sud .....                                                                                   | 33        |
| Costa Rica .....                                                                                     | 34        |
| Côte d'Ivoire .....                                                                                  | 35        |
| Égypte .....                                                                                         | 36        |
| Érythrée .....                                                                                       | 37        |
| États-Unis .....                                                                                     | 38        |
| Éthiopie .....                                                                                       | 39        |
| Géorgie .....                                                                                        | 40        |
| Inde .....                                                                                           | 41        |

|                                  |    |
|----------------------------------|----|
| Indonésie                        | 42 |
| Iran                             | 43 |
| Iraq                             | 44 |
| Israël                           | 45 |
| Kazakhstan                       | 46 |
| Kosovo*                          | 47 |
| Liban                            | 48 |
| Libye                            | 49 |
| Macédoine du Nord                | 50 |
| Mali                             | 51 |
| Maroc                            | 52 |
| Mauritanie                       | 53 |
| Mexique                          | 54 |
| Moldavie                         | 55 |
| Mongolie                         | 56 |
| Mozambique                       | 57 |
| Myanmar/Birmanie                 | 58 |
| Niger                            | 59 |
| Nigeria                          | 60 |
| Nouvelle-Zélande                 | 61 |
| Pakistan                         | 62 |
| Philippines                      | 63 |
| République centrafricaine        | 64 |
| République démocratique du Congo | 65 |
| Royaume-Uni                      | 66 |
| Russie                           | 67 |
| Serbie                           | 68 |
| Somalie                          | 69 |
| Soudan                           | 70 |
| Syrie                            | 71 |
| Tchad                            | 72 |
| Thaïlande                        | 73 |
| Tunisie                          | 74 |
| Turquie                          | 75 |
| Ukraine                          | 76 |
| Venezuela                        | 77 |
| Yémen                            | 78 |

|                                                                                                |           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>ANNEXE – L’indice Normandie: Méthode</b>                                                    | <b>79</b> |
| <b>5. Méthode employée pour établir l’indice Normandie</b>                                     | <b>80</b> |
| 5.1. Contexte                                                                                  | 80        |
| 5.2. Détail des domaines et description des indicateurs                                        | 83        |
| 5.3. Pondération des indicateurs                                                               | 90        |
| 5.4. Calculs relatifs aux domaines                                                             | 90        |
| 5.5. Agrégation des scores dans les domaines pour obtenir le score final de l’indice Normandie | 91        |



# 1. À la recherche de la paix dans un monde plus connecté: plus disputé et plus complexe

La politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne a longtemps fait l'objet de débats universitaires divers et animés, concernant tant la capacité et la légitimité de l'Union à agir que la nécessité pour elle de se doter d'une stratégie, d'une vision et d'objectifs. La première stratégie européenne de sécurité de 2003, présentée par Javier Solana, alors haut représentant/vice-président de la Commission (HR/VP), a tenté de définir le champ d'application de la politique étrangère et de sécurité de l'Union, ainsi que les principaux défis et menaces, tels que le terrorisme, l'insécurité énergétique et la prolifération des armes de destruction massive (ADM), mais sans éléments opérationnels clairs.<sup>1</sup> Afin, entre autres, de faire face à certaines de ces questions, la stratégie globale de l'Union européenne, lancée en 2016 par la HR/VP de l'époque, Federica Mogherini,<sup>2</sup> présente une vision structurée et cohérente de la politique étrangère et de sécurité de l'Union dans un environnement géopolitique et socio-économique mondial de plus en plus complexe. S'appuyant sur les dispositions des traités fondateurs de l'Union, en particulier du traité de Lisbonne, la stratégie globale fixe le niveau d'ambition de l'Union en tant qu'acteur de politique étrangère à la poursuite des objectifs définis dans le traité, notamment l'objectif clé de la recherche de la paix, tant dans l'Union que dans le reste du monde.

Bien que la stratégie globale ne soit pas un exercice classique d'évaluation des menaces, elle saisit dans son approche un certain nombre de menaces pour la paix et la sécurité mondiales et va au-delà de la conception traditionnelle de la sécurité en incluant dans ces menaces des problèmes traditionnels et émergents qui mettent la paix en péril. Elle s'intéresse également aux liens cruciaux entre les évolutions qui ont le potentiel d'exacerber, de catalyser et d'amplifier les menaces définies.

En 2020, les 27 États membres de l'Union (ci-après, l'UE-27) ont relevé le défi de réaliser la toute première analyse conjointe indépendante de l'ensemble des menaces et des enjeux auxquels l'Union européenne est actuellement confrontée ou pourrait l'être dans un avenir proche, en tant que première partie du processus de la boussole stratégique, qui s'étend sur deux ans. La boussole, qui a été approuvée par le Conseil européen en mars 2022,<sup>3</sup> vise à orienter la culture stratégique de l'Union. Elle définit un plan d'action ambitieux assorti de produits concrets, visant à renforcer la politique de sécurité et de défense de l'Union d'ici à 2030. Elle présente les menaces sur quatre sections: la première décrit le retour d'une politique de rapports de force et un monde multipolaire disputé; la deuxième recense les menaces et les enjeux associés à des zones géographiques spécifiques à travers le monde (de la Chine à l'Amérique latine); la troisième fait état des menaces émergentes et transnationales; puis la quatrième et dernière partie conclut sur les conséquences stratégiques pour l'Union. Il est intéressant de noter que la troisième partie, qui, sur le fond, aborde concrètement les types de menaces, coïncide largement avec les catégories définies dans la stratégie globale, tout en insistant sur les technologies émergentes et de rupture, la santé, les secteurs maritime et spatial en tant que domaines où la menace est prononcée. Elle recense également la militarisation des ressources naturelles parmi les menaces. À l'instar de la stratégie globale avant elle, l'analyse des menaces effectuée dans le cadre de la boussole stratégique met en exergue les interconnexions entre les menaces et le caractère hybride de leur environnement. Une mise à jour de l'analyse commune des menaces a eu lieu en décembre 2022 afin de l'adapter à l'évolution du contexte stratégique et sécuritaire, y compris aux conséquences mondiales de l'agression russe contre l'Ukraine. À l'avenir, la boussole stratégique prévoit des mises à jour régulières avec le soutien d'une capacité unique renforcée d'analyse du renseignement.<sup>4</sup>

<sup>1</sup> [Stratégie européenne de sécurité: Une Europe sûre dans un monde meilleur](#), Conseil européen, 2009.

<sup>2</sup> [Une stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne](#), SEAE, novembre 2016.

<sup>3</sup> [Une boussole stratégique en matière de sécurité et de défense](#), Conseil de l'Union européenne, mars 2022.

<sup>4</sup> [Rapport annuel sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la boussole stratégique en matière de sécurité et de défense](#), SEAE, mars 2023.

Suivant la logique de l'interconnexion des menaces, l'indice Normandie, fruit d'un mémorandum d'accord de 2018 entre la région de Normandie et le Parlement européen, vise à donner une image globale du monde (régions et pays) à travers le prisme de la recherche de la paix, mesurée au regard des menaces explicitement définies dans la stratégie globale. Son objectif est de donner aux décideurs de l'Union un outil leur permettant de concevoir des instruments d'action extérieure ciblés. Il est délibérément conçu pour être concis et aisément compréhensible, afin de permettre aux députés de communiquer auprès du grand public, tant pour lui faire mieux comprendre les menaces qui existent à travers le monde que pour l'informer sur l'action extérieure de l'Union.

## 1.1. Mesurer la paix

La définition moderne de la paix ne se réfère pas seulement à l'absence de guerre mais inclut également des éléments de bien-être, d'ordre social et de justice pour les particuliers, car les gens attendent et exigent davantage de la paix.<sup>5</sup> La paix englobe aussi le droit à l'intégrité physique et les droits liés aux valeurs morales et culturelles. Tous les êtres humains ont droit à la vie et aux moyens nécessaires à leur épanouissement. Cette dimension positive de la paix est difficile à mesurer car elle correspond à un continuum qui va de la guerre entre États à des perceptions positives du public. Ce continuum comprend des violences internationales (ex: guerres, conflits hybrides) et intranationales (ex: violence des gangs ou violences policières, déplacements forcés et guerres civiles).<sup>6</sup> Toute mesure de la paix doit dès lors tenir compte d'un grand nombre de dimensions. Un rapport de 2022 de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) affirme qu'une compréhension systémique de la paix est nécessaire pour comprendre les questions fondamentales liées à la consolidation de la paix, y compris «quelle version de la paix est-on en train de construire» et comment la rendre durable.<sup>7</sup> Le même document postule également qu'«en raison de la complexité, les méthodes mixtes qui utilisent des données tant qualitatives que quantitatives, ainsi que la triangulation à partir de sources multiples constituent des éléments importants de la base factuelle permettant de mesurer l'impact sur la paix».

Une autre façon de mesurer la paix est de prendre en considération le niveau des menaces qui pèsent sur elle, afin de les combattre et d'éviter une éventuelle dégradation de la situation. En effet, plusieurs États sont confrontés à des menaces multiples, qui non seulement pèsent séparément sur la paix mais pourraient aussi s'amalgamer pour faire naître de nouveaux dangers – ainsi qu'à des menaces hybrides. Tant l'invasion de l'Ukraine par la Russie que les tensions récentes en Iran et au Venezuela ont entraîné une insécurité énergétique accrue. En outre, les décisions politiques et la géopolitique ont également des répercussions sur le commerce mondial, comme en témoignent le pic de 2022 de l'indice de stabilité des chaînes d'approvisionnement de KPMG<sup>8</sup> ou la décision du président américain Donald Trump d'introduire un «tarif réciproque» en avril 2025.<sup>9</sup> Enfin, la prolifération des armes de destruction massive et les essais nucléaires sont réapparus comme une menace pour la paix en octobre 2025, lorsque le président russe Vladimir Poutine a annoncé l'essai d'un nouveau missile de croisière et d'une torpille autonome à propulsion nucléaire. Face à ce défi, le président Trump a ordonné la reprise des essais d'armes nucléaires, annulant une décision antérieure du président George Bush concernant un moratoire américain des essais en 1992.<sup>10</sup> L'Union soviétique a testé des armes nucléaires pour la dernière fois en 1990, et la Chine en 1996.

<sup>5</sup> [Déclaration sur une culture de la paix](#) adoptée lors de la 107<sup>e</sup> session plénière de l'Assemblée générale des Nations unies, Bibliothèque numérique des Nations unies, 1999.

<sup>6</sup> M. Caparini, G. Milante, [Sustaining peace and sustainable development in dangerous places](#), SIPRI, 2017.

<sup>7</sup> E. Brusset, G. Milante, M. Riquier, C. Delgado, [Measuring Peace Impact](#), SIPRI, 2022.

<sup>8</sup> [KPMG Supply Chain Stability Index](#), KPMG, 2025.

<sup>9</sup> [Décret présidentiel 14257](#) du 2 avril 2025, «Regulating imports with a reciprocal tariff to rectify trade practices that contribute to large and persistent annual United States goods trade deficits».

<sup>10</sup> H. Williams, L. MacKenzie, [Russia's Latest Nuclear Saber-Rattling: Nuclear Testing?](#), Centre pour les études stratégiques et internationales, novembre 2025.

Compte tenu de l'interconnexion des menaces, la raison d'être de l'indice Normandie est double. Premièrement, l'indice se concentre sur l'action extérieure de l'Union européenne, en sélectionnant et en mesurant les menaces perçues par l'Union, et que l'Union vise à combattre, à éviter, à résorber ou à résoudre. Deuxièmement, il vise à surveiller la probabilité (ou l'existence) d'un conflit (ou d'une déstabilisation de la paix et de la sécurité) dans un pays donné sur la base du niveau global de ces menaces.

## 1.2. Recenser les menaces et définir des politiques: indices et élaboration des politiques

Les indices peuvent être utilisés comme des systèmes d'alerte rapide et sont conçus pour fournir aux décideurs des informations sur les risques potentiels et l'évolution des facteurs économiques, sociaux, environnementaux, sécuritaires et politiques. Les indices quantitatifs sont également de bons outils à des fins d'agrégation et de comparaison, ainsi que pour démontrer le changement, l'évolution et le degré de cette évolution de manière normalisée. En fonction de leur composition, ces indices peuvent quantifier la probabilité qu'un événement se produise dans un avenir proche ou prévisible, ce qui en fait des outils de prospective. La prospective, telle que définie dans le rapport du système européen d'analyse stratégique et politique (ESPAS) intitulé «Tendances mondiales à l'horizon 2030», est un «exercice intellectuel consistant à imaginer différents scénarios pour l'avenir [...] et à esquisser les chemins qui y mènent».<sup>11</sup> En ce sens, la prospective est un outil qui aide à déterminer et à choisir des axes d'intervention; c'est un «principe d'organisation mais aussi de sélection». L'une des justifications invoquées par la Commission européenne pour intégrer la prospective stratégique dans l'élaboration des politiques est qu'il s'agit d'élaborer et d'utiliser une intelligence collective afin d'anticiper les évolutions et de se préparer plus tôt et plus efficacement aux nouvelles perspectives et aux nouveaux enjeux.<sup>12</sup> Les indicateurs composites (ou indices) peuvent rassembler cette intelligence collective pour fournir aux décideurs une «vue d'ensemble», essentielle à l'élaboration des politiques.

Un indice peut également donner un aperçu général d'une situation sur la base d'un panier de facteurs sous-jacents. Les indices existants liés à la paix et à la sécurité proposent différentes versions de tels paniers en tenant compte d'une sélection de variables qui leur permet d'élaborer leurs mesures des niveaux de conflit et de paix. Certains indices s'apparentent à des dispositifs de suivi des conflits, qui se concentrent spécifiquement sur la prévention de la violence létale et sur son importance pour la politique étrangère d'une région ou d'un pays donnés.<sup>13</sup> D'autres indices cherchent à renseigner de manière générale sur les niveaux d'une multitude de facteurs tels que la sûreté et la sécurité sociétales, les conflits internes et internationaux ainsi que le degré de militarisation. Une troisième catégorie, qui comprend le classement de l'indice des États fragiles, discerne les domaines de vulnérabilité qui contribuent au risque de fragilité de l'État. L'insécurité énergétique pourrait se mesurer à l'aune de la consommation d'électricité par habitant et des importations nettes d'énergie. Le produit intérieur brut (PIB) étant de l'énergie transformée en biens et en services, l'insécurité énergétique fait présager un développement économique atone ou une stagnation, et cette tendance s'accroîtra avec le déploiement des infrastructures d'intelligence artificielle (IA).

Nous pouvons déjà mesurer le recul de l'industrie énergétique russe, qui s'est intensifié en 2024 et 2025, en raison des sanctions internationales et des attaques de l'Ukraine contre les raffineries, lesquelles se répercutent sur les exportations. En septembre 2025, les recettes mensuelles des exportations russes de combustibles fossiles ont diminué de 4 % en glissement mensuel pour atteindre 546 millions EUR par jour, soit le niveau le plus bas depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. Environ 70 % des exportations de pétrole par voie maritime de la Russie sont désormais touchées par les restrictions américaines. Selon l'Agence internationale de l'énergie, les recettes de la Russie provenant des

<sup>11</sup> [Global Trends to 2030](#), European Strategy and Policy Analysis System (ESPAS), avril 2019.

<sup>12</sup> [Rapport de prospective stratégique](#), Commission européenne, septembre 2020.

<sup>13</sup> [Global Conflict Tracker](#), Council on Foreign Relations, 2023.

exportations de pétrole brut et de produits raffinés ont diminué en septembre (-26 %), en octobre (-27 %) et à nouveau en novembre (-32,7 %) en raison de la baisse des volumes d'exportation et de la baisse des prix. Les recettes de la Russie provenant des ventes à l'exportation de pétrole brut et de carburant sont tombées à 10,97 milliards USD en novembre, soit une baisse de 3,59 milliards USD par rapport au même mois il y a un an. Les prix du pétrole Urals ont chuté de 8,2 USD, pour tomber à 43,52 USD le baril, ramenant les recettes d'exportation à leur niveau le plus bas depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022.<sup>14</sup>

Par conséquent, comme le note la Banque de Finlande, «le dernier cadre budgétaire préliminaire approuvé par le gouvernement russe suggère un resserrement de l'orientation budgétaire du gouvernement ... Les dépenses [publiques] ont augmenté si rapidement (en hausse de 20 % en glissement annuel en janvier-juillet) que, même si l'estimation actuelle des dépenses se matérialise, la croissance annuelle des dépenses budgétaires resterait à zéro pour le reste de l'année, en accroissant le risque que l'économie russe sombre dans la récession».<sup>15</sup> En revanche, la capacité d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) de l'Amérique du Nord pourrait plus que doubler d'ici à 2029.<sup>16</sup>

La mise en œuvre des politiques est naturellement tributaire des ressources, du temps et de la situation politique. Pourtant, même rétrospectivement, les indices peuvent aider à comprendre les éléments qui ont contribué à l'adéquation d'une politique pour faire face à des événements critiques. Globalement, ces ensembles de données et indicateurs visent à mesurer, à des fins de comparaison, le niveau de variables prédéfinies au sein d'une région ou à l'échelle mondiale; à proposer des évaluations des risques politiques pour l'avenir; et à contribuer à l'action des décideurs et d'autres acteurs de la politique étrangère. L'indice Normandie a pour rôle de mettre ces fonctions au service de la politique étrangère de l'Union, en cohérence avec les buts et objectifs de celle-ci. Cette démarche est tout à fait d'actualité, étant donné les nouveaux enjeux et les nouvelles perspectives, tels que les demandes d'adhésion à l'Union européenne de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie, suivies de la désignation de nouveaux pays candidats et pré-candidats en juin 2022. Roberta Metsola, Présidente du Parlement, a fait observer que «l'élargissement, c'est l'instrument géopolitique le plus puissant de l'Union. Dans ce nouvel environnement géostratégique, une Union élargie, fondée sur des objectifs, des critères et des valeurs clairs, c'est un investissement dans la paix, la sécurité, la stabilité et la prospérité du continent européen. Toutes les parties concernées ont à y gagner.». En outre, la connaissance des menaces géopolitiques et économiques qui pèsent sur les pays du voisinage immédiat de l'Union fournit des informations supplémentaires aux décideurs et peut faciliter l'intégration européenne de ces pays et la poursuite de la coopération avec les voisins du sud et de l'est. Au-delà du voisinage de l'Union européenne, l'indice Normandie offre une vision claire et stratégique de l'évolution des politiques mondiales, grâce à des approches géographiques et sectorielles transversales.

<sup>14</sup> [IEA Oil Market Report \(OMR\)](#), Agence internationale de l'énergie, 11 décembre 2025.

<sup>15</sup> H. Simola, [Russian budget framework for 2026-2028 foresees tax hikes and lots of red ink](#), Bulletin de la Banque de Finlande, Banque de Finlande, octobre 2025.

<sup>16</sup> [US Energy Information Administration](#), octobre 2025.

## 2. L'indice Normandie

L'indice Normandie se distingue des autres indices dans la mesure où il suit une approche établie par l'Union européenne et spécifiquement adaptée à son action. Il définit également le conflit et les nombreux états intermédiaires entre la paix parfaite et la guerre totale comme un produit de facteurs liés aux principales menaces que l'Union recense dans sa stratégie d'action extérieure. La stratégie globale de l'Union recense les 11 menaces suivantes comme principaux défis actuels pour la paix et la sécurité.<sup>17</sup>

|                        |                            |                                    |                       |
|------------------------|----------------------------|------------------------------------|-----------------------|
| Terrorisme             | Menaces hybrides           | Crises économiques                 | Changement climatique |
| Insécurité énergétique | Conflits violents          | Cybersécurité                      | Désinformation        |
| États fragiles         | Criminalité transfrontière | Armes de destruction massive (ADM) |                       |

L'indice s'appuie sur 9 de ces 11 menaces, auxquelles il attribue un poids égal dans le calcul du résultat final pour 138 pays des Nations unies (l'UE-27 étant comptabilisée comme une seule entité). Une innovation majeure consiste à associer des indicateurs géopolitiques et des données économiques et sociales. Les tendances à l'inflation, à la perturbation des échanges commerciaux et de l'approvisionnement énergétique, et à l'affaiblissement des économies, en cours depuis 2021, se sont maintenues en 2025. La croissance du PIB mondial a ralenti en 2022 pour s'établir à 3,2 %, un taux inférieur de plus de 1 point de pourcentage aux prévisions de la fin de 2021, principalement sous l'effet de la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine. Après 2,6 % en 2023 et un chiffre modéré de 2,8 % en 2024, elle devrait atteindre 3,2 % en 2025 et 3,1 % en 2026.<sup>18</sup> Dans le même temps, Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international, a lancé un avertissement sévère en octobre 2025 à propos de la montée des risques qui menacent l'économie mondiale, en déclarant: «attachez vos ceintures: l'incertitude est la nouvelle normalité».<sup>19</sup>

La dette publique brute rapportée au PIB a également progressé sur une trajectoire à long terme: de 73,2 % en 2013, à 110,2 % en 2025 pour les économies avancées; la dette des économies émergentes et en développement est passée de 49,7 % à 72,4 % (FMI, 2025).<sup>20</sup> «La dette publique n'est qu'un impôt différé. Il sera payé par les futurs contribuables, soit par une augmentation fiscale explicite, soit par l'inflation», affirme le professeur Steve Hanke.<sup>21</sup> L'émission de dette hors budget, que la Commission, à la suite de la pandémie de COVID-19 et de la guerre menée par la Russie en Ukraine, a portée à près de mille milliards d'euros, pourrait également devenir une source d'instabilité, étant donné que les taux d'intérêt ont considérablement augmenté depuis 2022. Eurostat n'a pas inclus cette dette dans la dette publique de l'UE, qui s'élève actuellement à environ 14 500 milliards d'euros (2024), ce qui équivaut à 80,7 % de son PIB.<sup>22</sup>

L'indice Normandie comprend désormais trois indicateurs composites: l'insécurité énergétique, la crise économique et la criminalité. En ce qui concerne la criminalité, bien qu'aucun ensemble de données solide mesurant la criminalité transfrontière à l'échelle mondiale ne soit actuellement disponible, le niveau de criminalité dans les 138 entités étudiées est évalué au moyen d'un indicateur composite qui mesure de

<sup>17</sup> Il convient de noter que ces mêmes menaces figurent également dans l'analyse des menaces de la boussole stratégique de 2022, avec une seule différence: l'indicateur «criminalité transfrontière» est qualifié de «criminalité organisée».

<sup>18</sup> [Dans une économie mondiale en constante évolution, les perspectives restent sombres. Perspectives de l'économie mondiale](#), FMI, octobre 2025.

<sup>19</sup> [Le chef du FMI avertit que «l'incertitude est la nouvelle normalité» dans l'économie mondiale](#), The Guardian, 8 octobre 2025. Voir également [Annual Meetings 2025 Wrap-up: IMF and World Bank declare uncertainty the 'new normal' amid spectacle showcasing US and private capital interests](#), Bretton Woods Project, 21 octobre 2025.

<sup>20</sup> [Dette publique brute](#), FMI, octobre 2025.

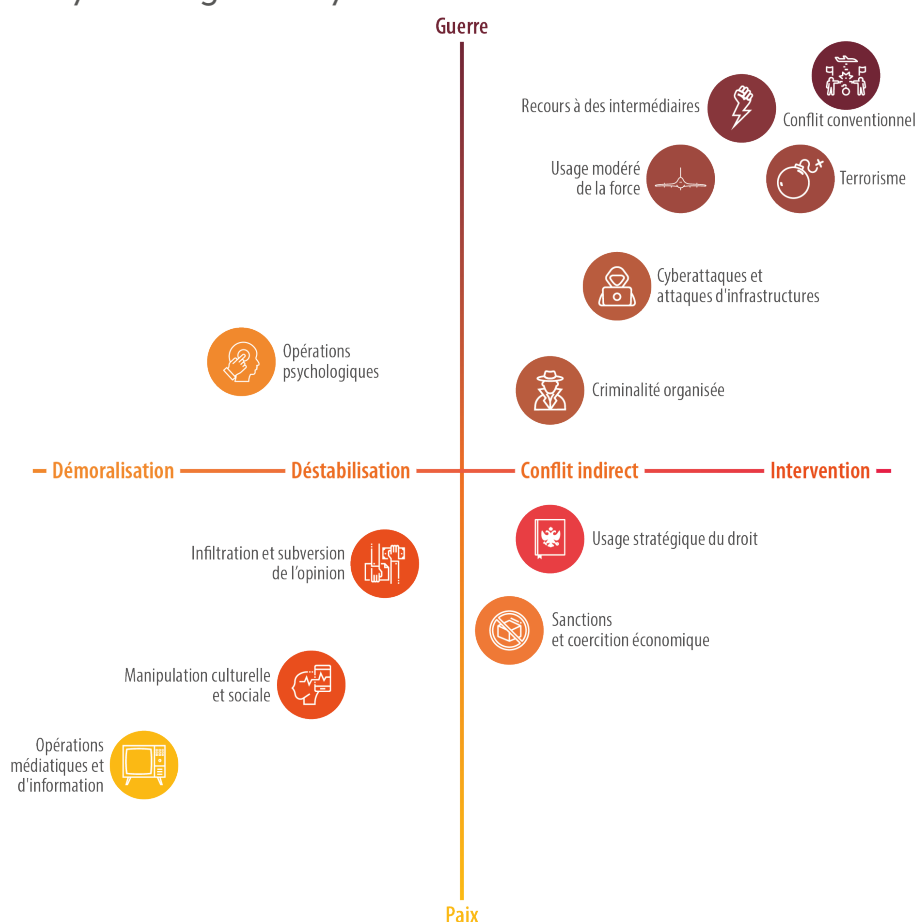
<sup>21</sup> S. Hanke, M. Sekerke, [Making Money Work: How to Rewrite the Rules of Our Financial System](#), Wiley, 2025.

<sup>22</sup> G. Claeyss, C. McCaffrey and L. Welslau, [The rising cost of European Union borrowing and what to do about it](#), Bruegel, mai 2023.

manière globale le crime organisé: le nombre d'homicides (75 % de l'indicateur composite) et un indicateur sur la perception de la criminalité (25 %).

La catégorie des menaces hybrides est exclue de l'indice Normandie, dans la mesure où ces menaces sont, par nature, à multiples facettes et consistent en une combinaison de plusieurs facteurs (voir figure 1). C'est pourquoi l'indice appréhende les menaces hybrides de manière indirecte par la compilation de leurs différentes dimensions (insécurité énergétique, crises économiques, désinformation, cyberattaques). Dans sa version en ligne, l'indice Normandie permet aux utilisateurs de visualiser les 138 entités classées en fonction du panier de menaces qui, ensemble, constituent les menaces «hybrides».<sup>23</sup> La quantification voire l'estimation du niveau de désinformation dans un pays donné continue de diviser les spécialistes, à mesure de l'émergence de nouvelles connaissances en la matière. C'est pour cela que la première version de l'indice Normandie lui substituait une mesure de la «liberté de la presse», tout en reconnaissant que le paysage médiatique n'est qu'un des nombreux facteurs ayant une incidence sur la résilience face à la désinformation. Des données sur la diffusion d'opinions trompeuses et de fausses informations par les gouvernements et les partis politiques sont disponibles grâce au projet Variétés de la démocratie (V-DEM). Sans être exhaustif, l'indice Normandie utilise les données collectées par le V-DEM pour mesurer la menace de désinformation<sup>24</sup>.

Figure 1 – Moyens de guerre hybride



Source: Center for European Policy Analysis, 2021.

Aux dix facteurs susmentionnés, l'indice Normandie ajoute la qualité du processus démocratique, dès lors que le soutien à la démocratie constitue une dimension essentielle de l'action extérieure de l'Union

<sup>23</sup> [Indice Normandie](#), EPRS, Parlement européen, 2025.

<sup>24</sup> Il convient de noter que l'indice Normandie 2022 a été calculé rétroactivement pour inclure de nouveaux indicateurs sur les crises économiques (dette publique par rapport au PIB) ainsi qu'un calcul plus précis d'autres indicateurs, tels que l'insécurité énergétique (par le calcul de la consommation annuelle d'énergie électrique par habitant). Pour plus d'informations sur l'approche méthodologique, veuillez consulter l'annexe de cette étude.

européenne. En outre, il existe une forte corrélation entre, d'une part, la faiblesse des processus démocratiques et, d'autre part, les menaces à la paix et à la sécurité. Compte tenu de la complexité et du caractère multidimensionnel des domaines abordés, la méthode choisie pour l'indice Normandie se fonde sur une sélection d'un ou de plusieurs indicateurs représentatifs clés pour chacun des domaines, en fonction des publications officielles et universitaires actuelles ainsi que des données disponibles.

Tableau 1 – Résumé des domaines, des indicateurs et des sources

| Domaine                 | Indicateurs                                                             | Définition                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Source                                      | Nombre de pays étudiés | Données les plus récentes |
|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|------------------------|---------------------------|
| Changement climatique   | Indice mondial pour la gestion des risques INFORM                       | INFORM est un modèle global et de source ouverte d'évaluation des risques de crise humanitaire et de catastrophes.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Nations unies                               | 191                    | 2024                      |
| Cybersécurité           | Indice de cybersécurité                                                 | L'indice de cybersécurité dans le monde (Global Cybersecurity Index) mesure l'engagement des États membres en matière de cybersécurité à des fins de sensibilisation. Il s'agit du seul indice de cybersécurité de source ouverte disponible.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Union internationale des télécommunications | 193                    | 2024                      |
| Processus démocratiques | Indice de démocratie participative                                      | Indicateur de la mesure dans laquelle l'idéal de la démocratie participative est atteint dans un pays.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | V-Dem                                       | 178                    | 2024                      |
| Crises économiques      | Vulnérabilité financière – prêts non productifs en % du total des prêts | Le ratio prêts non productifs/total brut des prêts est calculé en retenant la valeur des prêts non productifs (PNP) comme numérateur et la valeur totale du portefeuille de prêts comme dénominateur. Il est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des actifs.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Banque mondiale                             | 143                    | 2023                      |
|                         | Dette de l'administration centrale, total (% du PIB)                    | Dette de l'administration centrale, total (% du PIB)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Fonds monétaire international               | 135                    | 2024                      |
| Insécurité énergétique  | Importations d'énergie                                                  | Importations nettes d'énergie (en % de l'utilisation d'énergie). Valeur fixée à 0 si le pays est un exportateur net d'énergie.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Banque mondiale                             | 187                    | 2023                      |
|                         | Consommation d'énergie électrique (kWh par habitant)                    | Consommation d'énergie électrique (kWh par habitant)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Banque mondiale                             | 142                    | 2024                      |
| États fragiles          | Indice des États fragiles                                               | L'indice des États fragiles (Fragile States Index, FSI) est un classement annuel de 178 pays, établi sur la base des différentes pressions auxquelles ils sont confrontés et qui ont une incidence sur leur niveau de fragilité. Cet indice se fonde sur l'approche analytique du Fonds pour la paix et de son outil propriétaire Conflict Assessment System Tool (CAST). Sur la base d'une méthode complète de sciences sociales, trois flux primaires de données – quantitatives, qualitatives et validées par des experts – sont triangulés et soumis à un examen critique afin d'obtenir des scores finaux pour le FSI. | Fonds pour la paix                          | 178                    | 2024                      |

| Domaine                        | Indicateurs                                                | Définition                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Source                                                        | Nombre de pays étudiés | Données les plus récentes |
|--------------------------------|------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|------------------------|---------------------------|
| Criminalité                    | Taux d'homicide pour 100 000 personnes                     | Taux d'homicides pour 100 000 personnes – utilisé comme indicateur de la criminalité                                                                                                                                                                                                                                                                  | Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) | 192                    | 2023                      |
|                                | Perception de la criminalité en bande                      | Réponses à la question du sondage mondial Gallup: «Vous sentez-vous en sécurité lorsque vous marchez seul?»                                                                                                                                                                                                                                           | Gallup                                                        | 163                    | 2024                      |
| Résilience à la désinformation | Résilience à la désinformation                             | Mesure de la fréquence à laquelle les gouvernements ainsi que les partis politiques nationaux et étrangers utilisent les médias sociaux et la publicité pour pratiquer la désinformation dans le pays.                                                                                                                                                | V-Dem                                                         | 177                    | 2024                      |
| Terrorisme                     | Indice mondial du terrorisme                               | Il s'agit d'un indice composite dans lequel les pays sont classés en fonction des opérations terroristes dont ils sont la cible. Ce classement prend en considération les attentats, les morts, les blessés et les dommages matériels causés par le terrorisme.                                                                                       | Institut pour l'économie et la paix                           | 163                    | 2024                      |
| Conflits violents              | Sous-indicateurs de conflit de l'indice mondial de la paix | Plus mauvais score parmi les indicateurs suivants de l'indice mondial de la paix:<br>1) Intensité des conflits internes;<br>2) Décès dus aux conflits internes;<br>3) Nombre de conflits internes;<br>4) Intensité des conflits externes;<br>5) Décès dus aux conflits externes.                                                                      | Institut pour l'économie et la paix                           | 163                    | 2024                      |
| ADM                            | Indice de menace nucléaire                                 | L'indice de menace nucléaire évalue les progrès réalisés par les pays en matière de sécurité nucléaire, met en évidence les lacunes dans ce domaine et recommande aux gouvernements des mesures visant à mieux protéger les matières et installations nucléaires ainsi qu'à mettre en place une architecture de sécurité nucléaire mondiale efficace. | Economist Intelligence Unit (EIU)                             | 176                    | 2023                      |

Source: Institut pour l'économie et la paix et EPRS, 2025.

L'indice Normandie est donc un outil dont les décideurs de l'Union européenne peuvent se servir pour évaluer les pays les plus à risque dans le monde selon la stratégie globale de l'Union, et pour diriger l'action de l'Union. **Il ne s'agit pas d'un classement des pays en fonction de leur niveau de paix, mais plutôt d'un classement des menaces spécifiques pesant sur la paix par pays.** Au fur et à mesure que de nouvelles données se font disponibles, l'indice Normandie évolue sur le plan de l'exactitude, de la répartition géographique et de la précision. En outre, de nouveaux conflits armés ou crises politiques et économiques internes peuvent amener les stratèges en matière de sécurité du monde entier à adapter les outils politiques et en élaborer de nouveaux au regard de la sécurité et de la paix. Au fil des événements, l'indice Normandie sera adapté à l'évolution de l'approche stratégique de l'Union en matière de paix et de sécurité, avec l'inclusion potentielle de nouvelles menaces dans les versions futures.

Comme indiqué précédemment, l'adoption de la boussole stratégique et du nouveau concept stratégique de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a renforcé la capacité des États européens en matière de sécurité et de défense.<sup>25</sup> En avril 2023, la Finlande est devenue le 31<sup>e</sup> membre de l'OTAN, tandis que la Suède en devenait le 32<sup>e</sup> membre le 7 mars 2024. Toutefois, les menaces ne

<sup>25</sup> [Concept stratégique de l'OTAN 2022](#), OTAN, juin 2022.

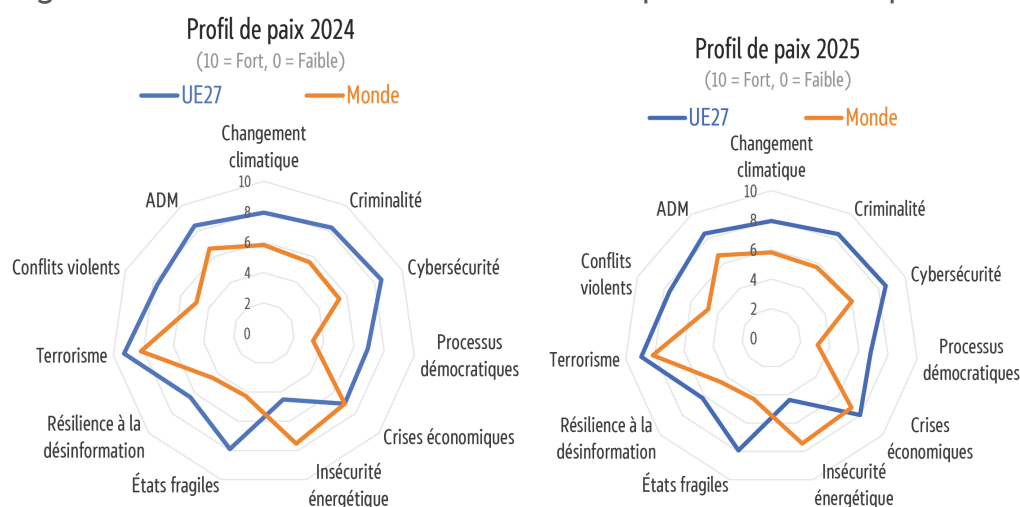
peuvent pas toutes être contrées par les seuls moyens militaires. Au-delà des stratégies classiques de défense, l'Union vise systématiquement à développer des capacités qui promeuvent la paix, la sécurité et la résilience, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières, en recourant à un éventail de politiques. La pandémie et la guerre en Ukraine ont démontré que les outils de préservation de la paix dépassent largement la conception traditionnelle de la sécurité. Ils comprennent, par exemple, les progrès vers une Union européenne de la santé, REPowerEU – pour lutter contre l'insécurité énergétique – et la stratégie pour l'industrie européenne de la défense, présentée en mars 2024 pour renforcer la base industrielle et technologique de défense européenne et préparer l'industrie en matière de défense. La stratégie de sécurité économique de 2023 dévoilée par la Commission européenne en juin 2023 répond également aux préoccupations relatives à la sécurité et à la démocratie. Pour la Commission, l'observation selon laquelle «les risques inhérents à certains liens économiques évoluent rapidement dans l'environnement géopolitique et technologique actuel et sont de plus en plus associés à des préoccupations en matière de sécurité» sous-tend l'esprit de réduction des risques de la stratégie.

Une autre qualité de l'indice Normandie réside dans sa capacité à déterminer les principales menaces auxquelles sont confrontés les pays et les régions évalués, ce qui permet de mieux comprendre le dosage politique nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité dans la région en question. La version en ligne de l'indice Normandie propose des comparaisons entre régions, pays et périodes permettant aux décideurs de l'Union européenne de comprendre quels secteurs sont à prendre davantage en considération lorsqu'ils aident des partenaires du monde entier, que ce soit au niveau national ou régional, tout en surveillant éventuellement l'amélioration (ou l'absence d'amélioration) de la résilience face à ces menaces dans les pays où l'Union est déjà engagée.

## 2.1. L'indice Normandie 2025: Conclusions et fonctions

Pour chacun des 137 pays et pour l'UE-27, l'indice Normandie prend en considération les 11 menaces pour la paix et les compare aux 11 mêmes dimensions pour d'autres pays de la même région (ou du monde) car l'environnement régional est supposé jouer un rôle important dans la résilience des pays face aux menaces. Pour chaque dimension, 10 correspond à une absence de risques et 0 à une menace grave. Dans l'exemple ci-dessus (figure 2), l'UE-27, par rapport au reste du monde, semble moins exposée aux risques pour 10 dimensions sur 11 en 2025, tout en étant plus exposée dans le domaine de la sécurité énergétique et exposée à un risque presque égal de crise économique et de terrorisme. La comparaison entre les deux années indique que, pour l'UE-27, contrairement à d'autres pays et régions, aucun changement significatif dans le profil des menaces à la paix n'a été observé d'une année à l'autre (abstraction faite de l'indicateur de crise économique, qui s'est détérioré en 2025).

Figure 2 – UE-27 Profil des menaces à la paix de l'UE-27 pour 2024 et 2025



Source: Indice Normandie, 2024 et 2025.

La crise géopolitique dans le voisinage européen a touché les approvisionnements énergétiques et fait chuter de 3 places, en 2024, le classement mondial de l'UE-27. En 2025, le classement de l'UE-27 reste identique à celui de l'année précédente (10<sup>e</sup> place au niveau mondial). Après une légère amélioration entre 2019 et 2022, le profil mondial des menaces à la paix (moyenne de 5,74 en 2023-2024) s'est également dégradé au cours de l'année écoulée, pour atteindre 5,79 – sans surprise compte tenu des tensions géopolitiques actuelles. Les conclusions de l'exercice 2025 montrent que le niveau des menaces à la paix dans le monde n'a jamais été aussi élevé au cours des sept années écoulées depuis que l'indice est publié. Cela confirme la tendance à la baisse de la sécurité mondiale, qui s'explique par la guerre en Ukraine, les crises et conflits multiples, les rivalités géopolitiques, une militarisation en hausse et des menaces hybrides, y compris celles liées aux dimensions économique, numérique et environnementale.

Figure 3 – Les pays les plus et les moins performants en 2025

| Les 10 pays les mieux classés |           |           |           | Les 10 pays les moins bien classés |           |           |           |
|-------------------------------|-----------|-----------|-----------|------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| pays                          | rang 2024 | rang 2025 | variation | pays                               | rang 2024 | rang 2025 | variation |
| Suisse                        | 1         | 1         | ➡ 0       | Haïti                              | 126       | 129       | ↓ -3      |
| Islande                       | 4         | 2         | ↑ 2       | Congo                              | 119       | 130       | ↓ -11     |
| Norvège                       | 2         | 2         | ➡ 0       | Soudan du Sud                      | 131       | 131       | ➡ 0       |
| Nouvelle-Zélande              | 5         | 4         | ↑ 1       | Yémen                              | 132       | 132       | ➡ 0       |
| Australie                     | 3         | 5         | ↓ -2      | Mali                               | 129       | 133       | ↓ -4      |
| Maurice                       | 14        | 6         | ↑ 8       | Syrie                              | 138       | 134       | ↑ 4       |
| Canada                        | 6         | 7         | ↓ -1      | Tchad                              | 135       | 135       | ➡ 0       |
| Uruguay                       | 13        | 8         | ↑ 5       | Somalie                            | 133       | 136       | ↓ -3      |
| Malaisie                      | 8         | 9         | ↓ -1      | Afghanistan                        | 137       | 137       | ➡ 0       |
| UE27                          | 10        | 10        | ➡ 0       | République centrafricaine          | 136       | 138       | ↓ -2      |

Source des données: Indice Normandie, 2024 et 2025.

Le lancement de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a eu une incidence sur la sécurité et la paix mondiales: plus particulièrement, la moyenne mondiale en matière de sécurité énergétique a diminué, ce qui donne à penser que les menaces liées à la sécurité et à l'énergie ont augmenté. En se concentrant sur les 10 premiers et les 10 derniers pays du classement (voir figure 3), il est évident que le changement est marginal pour les pays les plus performants et très lent pour les moins performants. Les pays affichant le score le plus élevé (Suisse, Islande, Norvège) continuent d'obtenir de bons résultats, progressant dans un cercle vertueux d'année en année. Certains sont également moins touchés par l'insécurité et les menaces mondiales, notamment en raison d'une position géographique insulaire avantageuse (Australie, Islande, Nouvelle-Zélande). À l'autre extrémité, la paix et la sécurité dans un certain nombre de pays, tels que Haïti, le Congo et le Mali, ont continué de décliner en 2025. Les trois pays les moins bien classés (République centrafricaine, Afghanistan et Somalie) sont confrontés à de multiples menaces négatives. Cela indique que le processus de transformation vers la paix et la sécurité se déroule sur un laps de temps plus long qu'une seule année, et cela montre les effets à long terme des cercles vicieux, qui ont eu tendance à entretenir une «polycrise mondiale».<sup>26</sup>

<sup>26</sup> [Global Risks Report 2024](#), Forum économique mondial, Janvier 2024.

Figure 4 – Hausses ou chutes? Principaux changements du classement 2025

| 10 pays dont le classement augmente le plus |           |           |           | 10 pays dont le classement baisse le plus |           |           |           |
|---------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| pays                                        | rang 2024 | rang 2025 | variation | pays                                      | rang 2024 | rang 2025 | variation |
| Mauritanie                                  | 87        | 62        | ↑ 25      | Sénégal                                   | 28        | 76        | ↓ -48     |
| République démocratique du Congo            | 134       | 109       | ↑ 25      | Équateur                                  | 50        | 85        | ↓ -35     |
| Monténégro                                  | 45        | 21        | ↑ 24      | Chine                                     | 32        | 62        | ↓ -30     |
| Arabie saoudite                             | 48        | 24        | ↑ 24      | Cambodge                                  | 64        | 92        | ↓ -28     |
| Angola                                      | 103       | 81        | ↑ 22      | Géorgie                                   | 30        | 56        | ↓ -26     |
| Bolivie                                     | 60        | 39        | ↑ 21      | Bangladesh                                | 80        | 103       | ↓ -23     |
| Bahreïn                                     | 58        | 38        | ↑ 20      | Algérie                                   | 65        | 86        | ↓ -21     |
| Tanzanie                                    | 76        | 59        | ↑ 17      | Palestine                                 | 94        | 111       | ↓ -17     |
| Bhoutan                                     | 49        | 33        | ↑ 16      | Bosnie-Herzégovine                        | 38        | 54        | ↓ -16     |
| États-Unis                                  | 90        | 74        | ↑ 16      | Russie                                    | 108       | 124       | ↓ -16     |

Source des données: Indice Normandie, 2024 et 2025.

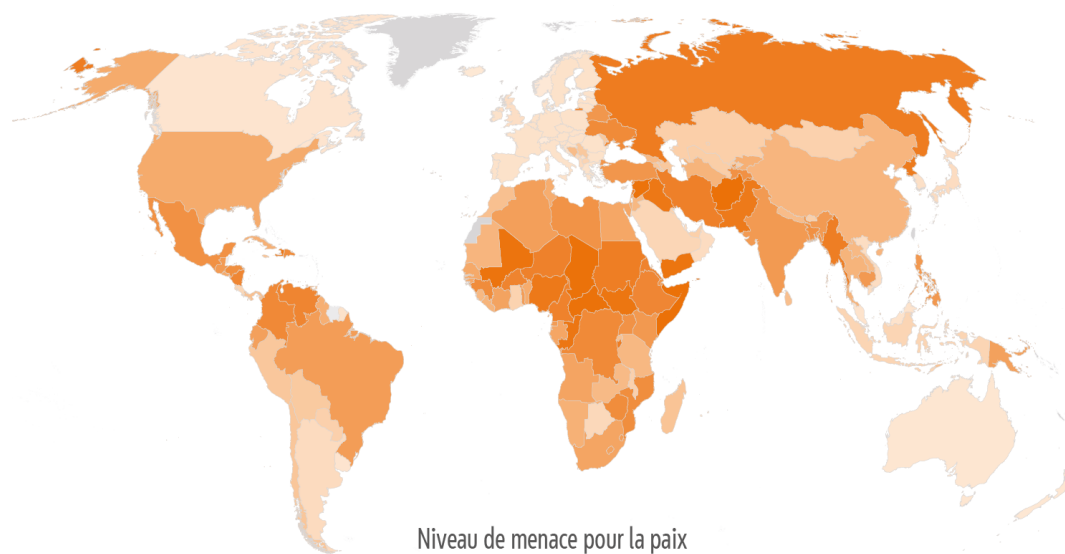
Néanmoins, certains pays (Figure 4), tels que la Mauritanie (+ 25, 62<sup>e</sup>), la République démocratique du Congo (+ 25, 109<sup>e</sup>), le Monténégro (+ 24, 21<sup>e</sup>) et l'Arabie saoudite (+ 24, 24<sup>e</sup>), signalent une évolution positive. La source d'une progression dans le classement diffère pour chaque pays et l'indice doit être utilisé pour un examen attentif de ce point. La progression peut parfois être attribuée aux processus de paix et à la médiation, ou à des variables énergétiques et économiques, telles que l'augmentation des prix du pétrole et du gaz pour les exportateurs nets d'énergie. Dans d'autres cas, une législation soutenant la résilience face aux principales menaces ou l'amélioration de la démocratie peut renforcer le classement d'un pays donné. Cette observation justifie d'autant plus l'accent que met l'Union européenne sur le renforcement de la résilience, au niveau interne, dans son voisinage et au-delà.

En outre, plusieurs puissances mondiales, telles que la Chine (-30, 62<sup>e</sup>) et la Fédération de Russie (-16, 124<sup>e</sup>), ont chuté dans les classements en 2025 en raison d'une résilience fragile dans des conditions défavorables et de l'incertitude économique. Les conséquences des sanctions mondiales et l'accentuation des difficultés internes se font de plus en plus sentir en Russie et chez ses alliés à mesure que la guerre qu'elle mène contre l'Ukraine se poursuit. La situation en Ukraine semble se stabiliser, le pays ayant progressé de 10 places en 2025, pour atteindre la 108<sup>e</sup> place. En 2024, l'Ukraine a perdu 5 places, après une forte baisse de 11 places en 2023. La guerre en Ukraine touche également les alliés régionaux de la Russie: la Biélorussie a perdu 5 places en 2025 pour tomber à la 95<sup>e</sup> place. Il est possible d'examiner les différents facteurs à l'origine de tels changements (par exemple un changement important d'un indicateur spécifique ou simplement une stabilité relative par rapport à d'autres pays) sur la base des indicateurs qui composent l'indice Normandie, et figurent sur son site web, ainsi qu'au moyen des 63 exemples d'instantanés de pays inclus dans la présente étude.

La version en ligne interactive de l'indice Normandie permet également de faire des comparaisons entre les pays, entre des pays individuels et des régions, et dans le temps. En outre, des classements de pays fondés sur une seule ou sur plusieurs menaces sont également disponibles, en utilisant les indicateurs sources.<sup>27</sup>

<sup>27</sup> [Indice Normandie](#), EPRS, Parlement européen, 2025.

Figure 5 – Indice Normandie, 2025



| plus à risque |                        |      |           |  | risque modéré |                             |             |           |  | moins à risque |                                  |      |           |  |
|---------------|------------------------|------|-----------|--|---------------|-----------------------------|-------------|-----------|--|----------------|----------------------------------|------|-----------|--|
| Rang          | Pays                   | IN   | variation |  | Rang          | Pays                        | IN          | variation |  | Rang           | Pays                             | IN   | variation |  |
| 1             | Suisse                 | 8.52 | 0         |  | 48            | Rwanda                      | 6.19        | -8        |  | 93             | Kenya                            | 5.46 | -15       |  |
| 2             | Norvège                | 8.35 | 0         |  | 48            | Timor-Oriental              | 6.17        | 9         |  | 94             | Philippines                      | 5.39 | -2        |  |
| 2             | Islande                | 8.35 | 2         |  | 50            | Panama                      | 6.17        | 4         |  | 95             | Biélorussie                      | 5.35 | -6        |  |
| 4             | Nouvelle-Zélande       | 8.20 | 1         |  | 50            | Maroc                       | 6.16        | 6         |  | 96             | Turquie                          | 5.31 | -2        |  |
| 5             | Australie              | 7.97 | -2        |  | 52            | Sri Lanka                   | 6.16        | 10        |  | 97             | Djibouti                         | 5.29 | 7         |  |
| 6             | Maurice                | 7.75 | 8         |  | 53            | Gambie                      | 6.14        | 2         |  | 98             | Togo                             | 5.27 | 1         |  |
| 7             | Canada                 | 7.71 | -1        |  | 54            | Népal                       | 6.10        | -8        |  | 99             | Libye                            | 5.23 | 2         |  |
| 8             | Uruguay                | 7.69 | 5         |  | 54            | Bosnie-Herzégovine          | 6.10        | -16       |  | 100            | Ouganda                          | 5.21 | 9         |  |
| 9             | Malaisie               | 7.62 | -1        |  | 56            | Zambie                      | 6.05        | 12        |  | 101            | Mexique                          | 5.20 | -5        |  |
| 10            | UE27                   | 7.56 | 0         |  | 56            | Géorgie                     | 6.05        | -26       |  | 101            | Tadjikistan                      | 5.20 | 6         |  |
| 11            | Singapour              | 7.53 | -4        |  | 58            | Laos                        | 6.04        | 14        |  | 103            | Bangladesh                       | 5.19 | -23       |  |
| 12            | Corée du Sud           | 7.44 | -3        |  | 59            | Jordanie                    | 6.03        | 10        |  | 104            | Honduras                         | 5.14 | -4        |  |
| 13            | Kosovo                 | 7.41 | 5         |  | 59            | Tanzanie                    | 6.03        | 17        |  | 105            | Mozambique                       | 5.12 | 1         |  |
| 14            | Royaume-Uni            | 7.35 | 3         |  | 59            | Sierra Leone                | 6.03        | -15       |  | 106            | Zimbabwe                         | 5.07 | -4        |  |
| 15            | Qatar                  | 7.29 | 4         |  | 62            | Mauritanie                  | 5.95        | 25        |  | 107            | Guinée                           | 4.97 | 5         |  |
| 16            | Viêt Nam               | 7.25 | -5        |  | 62            | Chine                       | 5.95        | -30       |  | 108            | Ukraine                          | 4.92 | 10        |  |
| 17            | Japon                  | 7.19 | 3         |  | 64            | Thaïlande                   | 5.94        | 5         |  | 109            | République démocratique du Congo | 4.88 | 25        |  |
| 18            | Oman                   | 7.02 | -6        |  | 64            | Turkménistan                | 5.94        | 9         |  | 110            | Colombie                         | 4.74 | 4         |  |
| 19            | Argentine              | 6.99 | -3        |  | 64            | Liberia                     | 5.94        | -5        |  | 111            | Palestine                        | 4.73 | -17       |  |
| 20            | Albanie                | 6.96 | 6         |  | 67            | Namibie                     | 5.90        | 7         |  | 112            | Éthiopie                         | 4.72 | 10        |  |
| 21            | Monténégro             | 6.87 | 24        |  | 68            | Cuba                        | 5.89        | -5        |  | 113            | Nicaragua                        | 4.64 | -8        |  |
| 21            | Botswana               | 6.87 | 4         |  | 69            | Kirghizstan                 | 5.88        | 13        |  | 114            | Venezuela                        | 4.61 | 11        |  |
| 23            | Costa Rica             | 6.86 | -8        |  | 69            | Guyana                      | 5.88        | -4        |  | 115            | Burkina Faso                     | 4.58 | -2        |  |
| 24            | Arabie saoudite        | 6.77 | 24        |  | 71            | Israël                      | 5.85        | 0         |  | 116            | Érythrée                         | 4.56 | 10        |  |
| 25            | Indonésie              | 6.75 | -3        |  | 72            | Tunisie                     | 5.84        | -12       |  | 117            | Cameroun                         | 4.44 | -7        |  |
| 26            | Macédoine du Nord      | 6.74 | -5        |  |               | <b>Moyenne mondiale</b>     | <b>5.79</b> | -1        |  | 118            | Niger                            | 4.41 | -2        |  |
| 27            | Koweït                 | 6.71 | -3        |  | 73            | Bénin                       | 5.77        | -6        |  | 119            | Iran                             | 4.40 | -9        |  |
| 28            | Ghana                  | 6.69 | -5        |  | 74            | États-Unis                  | 5.74        | 16        |  | 120            | Liban                            | 4.37 | 1         |  |
| 29            | Émirats arabes unis    | 6.67 | 3         |  | 75            | El Salvador                 | 5.72        | 7         |  | 121            | Burundi                          | 4.35 | -1        |  |
| 30            | Mongolie               | 6.65 | -3        |  | 76            | Sénégal                     | 5.71        | -48       |  | 122            | Soudan                           | 4.34 | -6        |  |
| 31            | Malawi                 | 6.63 | 5         |  | 77            | Guinée-Bissau               | 5.69        | 0         |  | 122            | Myanmar/Birmanie                 | 4.34 | 2         |  |
| 32            | Paraguay               | 6.60 | -3        |  | 78            | Égypte                      | 5.68        | 12        |  | 124            | Russie                           | 4.32 | -16       |  |
| 33            | Bhoutan                | 6.52 | 16        |  | 79            | Gabon                       | 5.66        | 5         |  | 125            | Corée du Nord                    | 4.31 | 3         |  |
| 34            | Ouzbékistan            | 6.48 | 7         |  | 80            | Afrique du Sud              | 5.62        | 0         |  | 126            | Pakistan                         | 4.30 | -4        |  |
| 34            | Kazakhstan             | 6.48 | 13        |  | 81            | Angola                      | 5.59        | 22        |  | 127            | Nigeria                          | 4.29 | -12       |  |
| 36            | Azerbaïdjan            | 6.46 | -2        |  | 82            | Lesotho                     | 5.57        | 3         |  | 128            | Iraq                             | 4.18 | 2         |  |
| 37            | Trinité-et-Tobago      | 6.42 | 0         |  | 82            | Côte d'Ivoire               | 5.57        | 3         |  | 129            | Haïti                            | 3.86 | -3        |  |
| 38            | Bahreïn                | 6.41 | 20        |  | 84            | Papouasie - Nouvelle-Guinée | 5.56        | -6        |  | 130            | Congo                            | 3.83 | -11       |  |
| 39            | Bolivie                | 6.36 | 21        |  | 85            | Équateur                    | 5.55        | -35       |  | 131            | Soudan du Sud                    | 3.78 | 0         |  |
| 40            | Moldavie               | 6.33 | 1         |  | 86            | Algérie                     | 5.54        | -21       |  | 132            | Yémen                            | 3.74 | 0         |  |
| 41            | Serbie                 | 6.30 | -6        |  | 87            | Eswatini                    | 5.53        | 11        |  | 133            | Mali                             | 3.70 | -4        |  |
| 42            | Pérou                  | 6.27 | 10        |  | 88            | Brésil                      | 5.52        | 0         |  | 134            | Syrie                            | 3.56 | 4         |  |
| 43            | Chili                  | 6.25 | -5        |  | 89            | Guinée équatoriale          | 5.51        | -14       |  | 135            | Tchad                            | 3.55 | 0         |  |
| 43            | Jamaïque               | 6.25 | 10        |  | 90            | Guatemala                   | 5.50        | 6         |  | 136            | Somalie                          | 3.51 | -3        |  |
| 43            | Arménie                | 6.25 | -12       |  | 91            | Inde                        | 5.49        | 2         |  | 137            | Afghanistan                      | 3.45 | 0         |  |
| 46            | Madagascar             | 6.22 | 4         |  | 92            | Cambodge                    | 5.48        | -28       |  | 138            | République centrafricaine        | 3.37 | -2        |  |
| 47            | République dominicaine | 6.21 | -6        |  |               |                             |             |           |  |                |                                  |      |           |  |

### 3. L'indice Normandie et sa pertinence pour le Parlement européen

Selon les enquêtes Eurobaromètre du printemps 2025, publiées en septembre 2025, dans un monde de plus en plus imprévisible, l'Union apparaît comme un lieu de stabilité aux yeux des citoyens.<sup>28</sup> Si l'appartenance à l'Union a atteint son taux d'approbation le plus élevé en 2025 (73 % affirment que leur pays en a bénéficié), il existe également de fortes attentes quant au rôle futur de l'Union, les citoyens mettant l'accent sur la sécurité, la défense, l'économie, la paix et la démocratie. Les Européens sont favorables à une plus grande unité entre les États membres et à des moyens plus solides pour s'orienter dans le contexte international actuel. Les enjeux mondiaux leur apparaissent de plus en plus sérieux – 90 % affirment que les États membres de l'Union devraient être plus unis pour les relever. En outre, 68 % déclarent que le rôle de l'Union dans la protection de ses citoyens face aux crises mondiales et aux risques pour la sécurité devrait être renforcé à l'avenir. Lorsque les citoyens réfléchissent à la manière dont l'Union devrait renforcer sa position dans le monde, la défense et la sécurité sont les premiers thèmes qui leur viennent à l'esprit (37 %).

Quoique la politique étrangère et de sécurité de l'Union demeure, bien plus que d'autres domaines d'action, dans la sphère intergouvernementale, le traité de Lisbonne a contribué à l'augmentation de la participation des institutions supranationales de l'Union à ce secteur. Pour le Parlement européen, les dispositions les plus importantes à cet égard ont trait à la consultation, au contrôle, à la reddition de comptes et aux fonctions budgétaires. L'article 36 du traité sur l'Union européenne (traité UE) impose au haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/vice-président de la Commission européenne (HR/VP) de consulter régulièrement le Parlement européen sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Il précise également que le Parlement doit être tenu informé de l'évolution des politiques et que les points de vue du Parlement doivent être « dûment pris en considération ». C'est pourquoi le Parlement européen organise chaque année des débats sur l'état d'avancement de la PESC et de la PSDC, sur la base de rapports annuels concernant l'évolution de leur mise en œuvre. Le Parlement se prononce également sur deux rapports d'initiative annuels (INI) relatifs à la mise en œuvre de la PESC et de la PSDC, pose des questions au HR/VP (y compris lors de l'heure des questions consacrée à cet effet pendant les séances plénières) et formule des recommandations à l'intention du HR/VP et du Conseil sur des sujets connexes. Le Parlement exerce son autorité sur les questions de sécurité et de défense en sa qualité d'autorité budgétaire. Surtout, il supervise les aspects civils de la PSDC, financés par le budget de l'Union (article 41 du traité UE).

L'indice Normandie vise à aider le Parlement européen à assumer son rôle d'élaboration et de contrôle de la politique étrangère. Il fournit aux députés du Parlement un indicateur des menaces pesant sur la paix dans le monde qui est cohérent avec la stratégie globale de l'Union et, comme cela a été montré, avec la boussole stratégique. Il répond par conséquent à la demande accrue de responsabilisation des acteurs de la PESC et de la PSDC, et fournit un argument empirique à l'appui de la nécessité d'accorder aux régions et pays à risques toute l'attention requise. En cette période d'exigence toujours plus pressante de légitimité et de transparence des institutions européennes, la participation grandissante du Parlement européen à la PESC a contribué à accroître le contrôle démocratique. Bien que le Parlement européen ne dispose officiellement que de prérogatives limitées en ce qui concerne la PESC, il exerce une influence croissante en tant qu'« entrepreneur de normes » en matière de droits de l'homme et de démocratie, du fait de sa relation avec le HR/VP et en tant qu'acteur diplomatique, grâce à ses délégations, son activité de médiation et sa diplomatie parlementaire. Il est important de signaler que, dans d'autres domaines d'élaboration des politiques en rapport croissant avec la paix, tels que la recherche et l'intelligence artificielle (par exemple en ce qui concerne les technologies de la défense ou les nouvelles technologies) et le climat, le Parlement européen est pleinement habilité à légiférer.

<sup>28</sup> [Eurobaromètre – enquête de printemps 2025](#), Parlement européen, 2025

## 4. La valeur ajoutée des études de cas

Afin d'illustrer le potentiel de l'indice Normandie pour assurer le suivi de la paix et de la sécurité, 63 études de cas sont présentées dans les pages qui suivent. Chaque étude de cas comprend une analyse des facteurs traditionnels d'instabilité et des menaces pour la paix, une représentation graphique de la situation du pays par rapport à d'autres pays de la même région, ainsi que des points d'intérêt notables concernant la performance du pays dans le classement. Une attention particulière accordée aux nouvelles sources d'insécurité, ainsi qu'une analyse de la contribution et du soutien qu'apporte l'Union européenne au renforcement de la résilience grâce à son action dans le pays en question, complètent le tableau.

La contribution de l'Union revêt de nombreuses formes (coopération au développement, soutien à la démocratie et aux droits de l'homme, coopération dans le cadre de la politique européenne de voisinage ou de la coopération régionale, aide de préadhésion, maintien de la paix, accords commerciaux et également, désormais, fourniture d'équipements militaires) et varie en fonction du pays, selon le degré et le type de coopération en place. Les études de cas se penchent sur des partenaires clés de l'Union (partenaires stratégiques ou partenaires commerciaux), des pays dans lesquels l'Union mène des missions militaires ou civiles, des membres du G20, ou des pays présentant des vulnérabilités ou des accomplissements notables sur une ou plusieurs variables de l'indice Normandie. De nouvelles études de cas ont été ajoutées à l'étude de l'année dernière.

Toutes les études de cas sont disponibles sous forme interactive sur le site web de l'indice Normandie<sup>29</sup>. Le site web permet aux utilisateurs de produire des graphiques comparatifs pour l'UE-27 et chacun des 137 pays étudiés.

---

<sup>29</sup> Voir la version en ligne à l'adresse suivante:  
<https://www.europarl.europa.eu/thinktank/infographics/peaceandsecurity/index.html>.

## Afghanistan

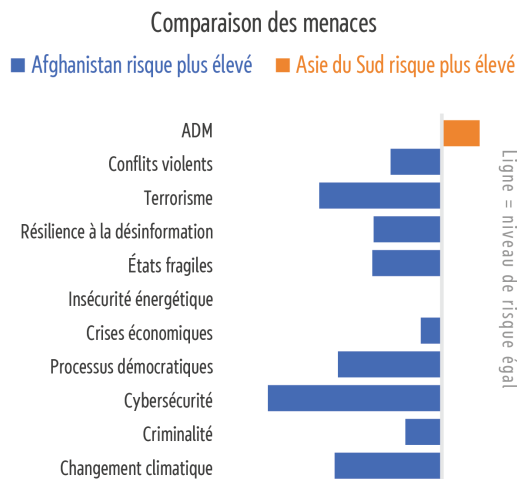
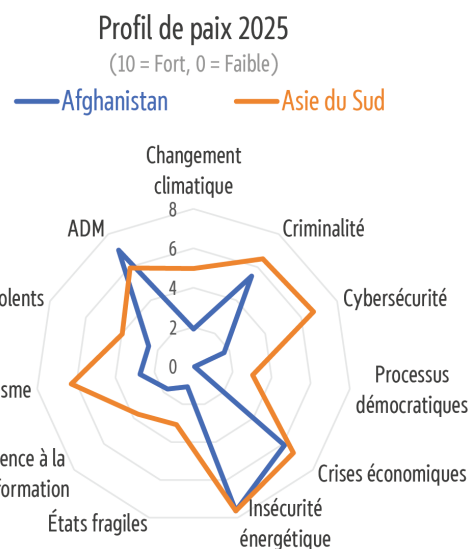
L'Afghanistan occupe la 137<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. À la suite de la prise du pouvoir par les talibans, en 2021, et du retrait consécutif des troupes américaines et de l'OTAN, le pays souffre d'une grande instabilité et subit un effondrement de son économie. La crise est aggravée par les effets du changement climatique et d'une succession de catastrophes liées au climat, et le pays est menacé d'une famine généralisée.

### Contexte et principaux enjeux

La guerre froide a vu une invasion prolongée et infructueuse de l'Afghanistan par les forces soviétiques, qui s'est terminée par le retrait des troupes soviétiques en 1989 après 10 ans de guerre. Le conflit persistant entre le gouvernement afghan, soutenu par l'Union soviétique, et les moudjahiddines a conduit à la prise de pouvoir par les [talibans](#) en 1995, sur la promesse d'apporter la paix. Les événements du 11 septembre 2001 et la réaction des talibans à cette attaque ont relancé un conflit très violent, avec l'invasion du pays par les forces américaines pour tenter de chasser les talibans. Pendant 20 ans, des gouvernements appuyés par les États-Unis ont été au pouvoir dans le pays. Mais après une nouvelle prise de contrôle de Kaboul par les talibans en août 2021, les forces américaines et alliées de l'OTAN ont quitté l'Afghanistan.

### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

L'Afghanistan souffre de plus en plus des conséquences du changement climatique et des catastrophes naturelles, qui exacerbent les tensions existantes. L'[Indice d'adaptation mondiale de Notre-Dame \(Notre Dame Global Adaptation Index\) de 2023](#) le classe à la 12<sup>e</sup> place des pays les plus vulnérables au changement climatique. Depuis 2018, le pays a été confronté à une succession de [catastrophes](#) liées au climat, telles qu'une [sécheresse extrême](#) et des [crues éclairs](#), deux facteurs importants de déplacement de population et d'insécurité alimentaire. En outre, au cours des dernières années (y compris en août 2025), de puissants tremblements de terre ont frappé le pays, touchant des millions de personnes et aggravant encore la situation humanitaire déjà désastreuse. Les événements météorologiques extrêmes, les catastrophes naturelles et les conflits ont entraîné le [déplacement](#) de millions de personnes; en 2025, 10,3 millions d'Afghans étaient toujours déplacés à l'intérieur de leur pays ou dans les [pays voisins](#). En 2025, l'Afghanistan était le neuvième pays le plus touché par le [terrorisme](#).



### Rôle de l'Union européenne

L'Union [soutient](#) l'Afghanistan au moyen d'une aide au développement et d'une aide humanitaire depuis des décennies, avec un financement d'environ 2 milliards d'euros depuis 1994. À la suite du retour du régime taliban en août 2021, l'Union a [établi](#) une présence minimale sur le terrain à Kaboul, en continuant à fournir une aide humanitaire, des moyens de subsistance et une aide pour subvenir aux besoins fondamentaux aux côtés de partenaires internationaux. L'[engagement](#) opérationnel de l'Union dépend du comportement du nouveau gouvernement afghan - mesuré selon cinq critères, dont l'engagement du gouvernement à ce que l'Afghanistan ne serve pas de base à l'exportation du terrorisme vers d'autres pays et le respect des droits de l'homme, en particulier des [droits des femmes](#), de l'état de droit et de la liberté des médias.

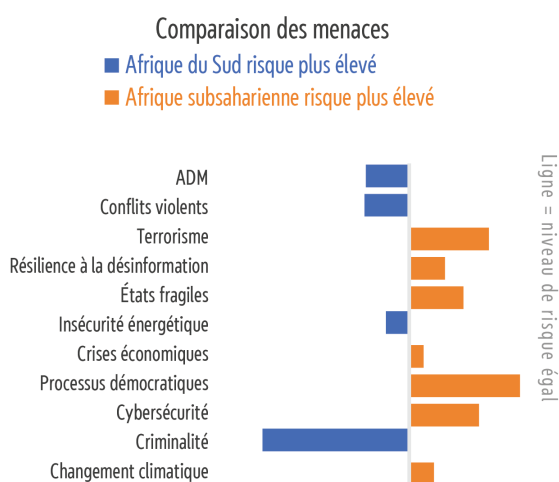
## Afrique du Sud

L'Afrique du Sud occupe la 80<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Elle obtient des notes supérieures à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, en particulier pour ce qui est de la cybersécurité, des processus démocratiques et de la vulnérabilité au terrorisme. Bien que ce pays soit considéré comme à faible risque, et malgré la fin de l'apartheid en 1994, l'Afrique du Sud reste en proie à des inégalités extrêmes et à des taux élevés de criminalité.

### Contexte et principaux enjeux

L'Afrique du Sud affiche systématiquement l'un des pires scores au monde en matière d'inégalités de revenus; environ 25 % de sa population vit sous le seuil de pauvreté. Malgré des processus démocratiques solides et son statut de deuxième économie africaine, ce pays figure à la 80<sup>e</sup> place de l'[indice des États fragiles](#) 2025. Les taux élevés de criminalité violente en Afrique du Sud contribuent à cette fragilité. Le taux d'homicides augmente, plaçant le pays parmi les plus vulnérables au [monde](#). Les élections législatives de mai 2024 ont confirmé la baisse annoncée du soutien au Congrès national africain (ANC), qui a perdu sa majorité parlementaire. Ayant forgé une alliance avec quatre autres partis pour former un gouvernement, Cyril Ramaphosa, président de l'ANC, a été reconduit par le Parlement à la présidence du pays en juin 2024. En 1991, l'Afrique du Sud a été le premier pays à mettre fin à son programme d'armement nucléaire.

### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

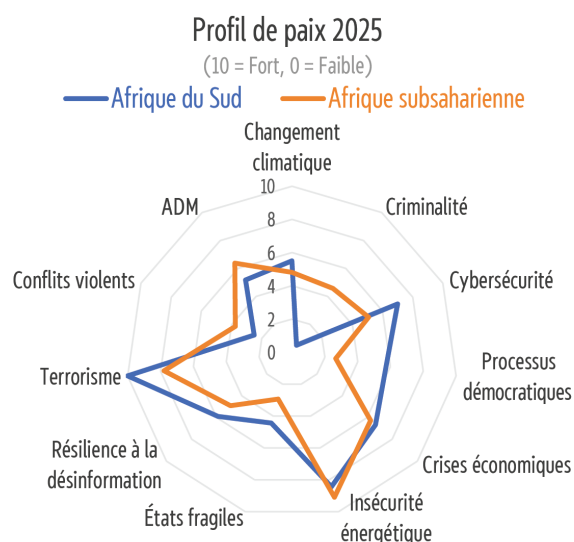


L'Afrique du Sud est très résiliente face à la désinformation, notamment parce que son système politique est pluraliste. Elle occupe la 27<sup>e</sup> place du classement mondial de la liberté de la presse 2025 et obtient un score relativement bon par rapport à la région en matière de cybersécurité. Le changement climatique fait peser des risques particuliers sur l'Afrique du Sud. En 2021, le pays [s'est engagé](#) à atteindre la neutralité en matière d'émissions de carbone d'ici à 2050. En mai 2024, il a envisagé de déposer une [plainte](#) auprès de l'Organisation mondiale du commerce contre le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne. L'affaire du génocide ([Afrique du Sud contre Israël](#)) portée par Pretoria devant la CIJ en décembre 2023, son soutien au mandat d'arrêt émis par la Cour pénale internationale à l'encontre du Premier

ministre israélien Benjamin Netanyahu et de l'ancien ministre israélien de la défense, et ses liens étroits avec l'Iran ont terni les relations entre l'Afrique du Sud et la seconde administration Trump.

### Rôle de l'Union européenne

L'Union européenne place l'Afrique du Sud parmi ses dix [partenaires stratégiques](#) au niveau mondial. Leurs relations étroites sont fondées sur l'[accord bilatéral sur le commerce, le développement et la coopération](#) de 2000 ainsi que sur l'[accord de partenariat économique UE-CDAA](#) (provisoirement en vigueur depuis 2016). En 2021, l'Union européenne et l'Afrique du Sud ont convenu, pour les sept années ultérieures, les [objectifs communs](#) suivants pour la coopération au développement: une croissance durable, résiliente, transformatrice et inclusive; la réduction des inégalités; et des partenariats (notamment pour la promotion de l'état de droit, ainsi que des partenariats et des alliances en vue d'éliminer toutes les formes de violence contre les femmes et les filles). L'Union européenne est le premier [partenaire commercial](#) du pays.



## Albanie

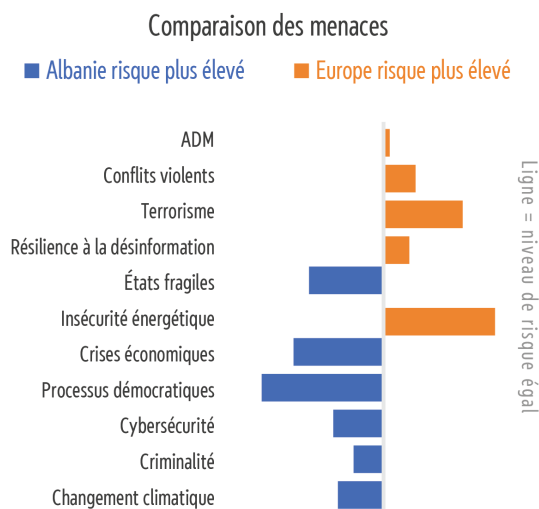
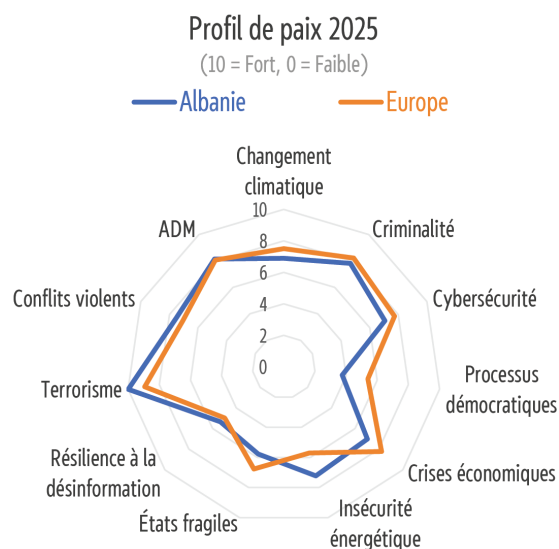
L'Albanie occupe la 20<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Depuis la fin des guerres des Balkans, au début des années 1990, le pays a réalisé des progrès si significatifs en matière de réformes politiques et économiques qu'il a rejoint l'OTAN en avril 2009 et ouvert des pourparlers avec l'Union européenne en vue de son adhésion en mars 2020. L'Albanie est un exemple manifeste de tolérance et de diversité religieuses. Malgré cela, le pays est toujours confronté à d'importants obstacles économiques et démocratiques, ainsi qu'à des défis liés aux processus démocratiques.

### Contexte et principaux enjeux

Engluée dans les guerres des Balkans de 1990 à 1993, l'Albanie a continué à souffrir de [troubles civils internes](#) qui ont éclaté en 1997 lors de la «crise pyramidale», parallèlement à la participation militaire au conflit du Kosovo contre la Serbie. Le taux de croissance du PIB de l'Albanie est passé de 2,1 % en 2019 à 3,9 % en 2024 et sa dette publique a diminué, passant du pic de 74,1 % en 2021 à 54,7 % en 2024. La coopération judiciaire avec l'Albanie est [facilitée](#) par Eurojust, dès lors qu'il s'agit de l'un des 11 pays non membres de l'Union disposant d'un procureur de liaison au sein de l'Agence.

### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Malgré des évolutions macroéconomiques encourageantes, l'Albanie a enregistré des progrès limités dans les processus démocratiques, étant donné que les élections législatives s'accompagnent régulièrement d'allégations d'achats de voix



et de protestations contre le gouvernement. Les [élections locales](#) du 14 mai 2023 ont été bien administrées, mais marquées par une profonde division au sein de l'opposition. Les [élections législatives](#) albanaises du 11 mai 2025 ont été «pluralistes et gérées de manière professionnelle, mais elles se sont déroulées dans un environnement fortement polarisé et les candidats n'ont pas bénéficié de conditions de concurrence équitables». Dans son [rapport de 2025 sur les progrès réalisés](#), la Commission fait état de «l'engagement politique ferme des autorités albanaises en faveur de l'objectif stratégique d'intégration européenne». La Commission s'est également félicitée que l'Albanie ait pleinement respecté la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union, en s'alignant sur la position de l'Union, y compris en ce qui concerne les mesures restrictives et les sanctions à l'encontre de la Russie.

### Rôle de l'Union européenne

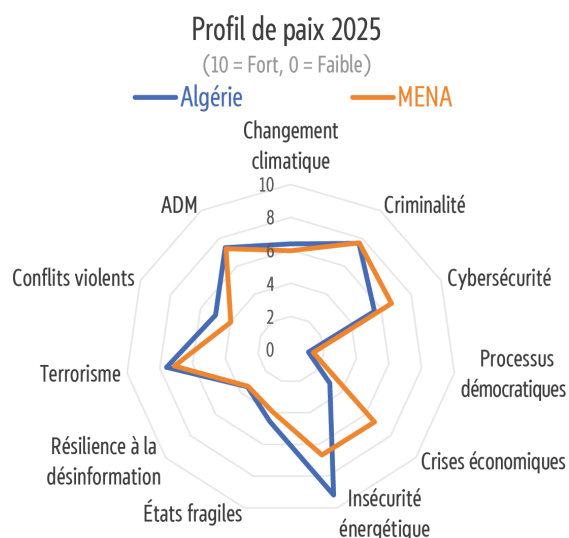
En mars 2020, un accord politique a été conclu pour [ouvrir les négociations d'adhésion](#). Les négociations avec l'Albanie ont commencé le 19 juillet 2022 lors de la première [conférence intergouvernementale](#) UE-Albanie. À la suite de la deuxième conférence intergouvernementale du 15 octobre 2024, qui a ouvert les négociations d'adhésion sur le groupe de chapitres 1: «fondamentaux», quatre conférences intergouvernementales ont été convoquées, ce qui a conduit à l'ouverture de négociations sur quatre groupes de chapitres. L'Albanie a poursuivi la mise en œuvre de l'accord de stabilisation et d'association. L'Union européenne est le principal fournisseur d'[aide financière](#) au pays. Le [rapport 2025 de la Commission sur l'état de droit](#) couvrait l'Albanie pour la deuxième fois.

## Algérie

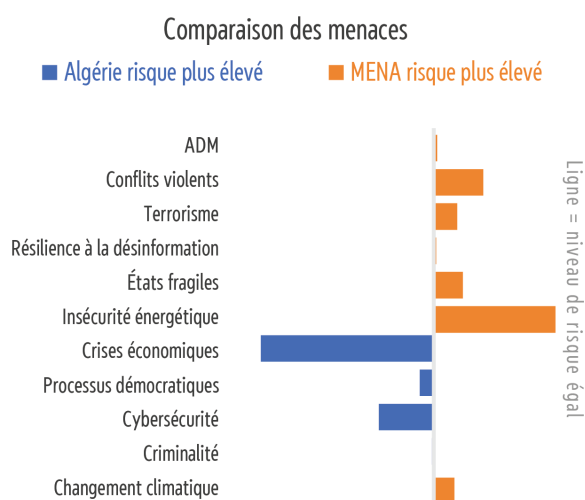
L'Algérie occupe la 86<sup>e</sup> place de l'indice Normandie, avec un score inférieur à la moyenne des pays du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) en ce qui concerne la cybersécurité, les processus démocratiques et la crise économique. La vie politique en Algérie est depuis longtemps dominée par une élite fermée issue de l'armée et du parti au pouvoir, le Front de libération nationale (FLN). Bien qu'il existe plusieurs partis d'opposition au Parlement, les élections sont faussées par la fraude et les processus électoraux ne sont pas transparents.

### Contexte et principaux enjeux

L'Algérie souffre d'une instabilité interne et de la détérioration de ses relations bilatérales avec plusieurs pays, notamment le Maroc (conflit sur la reconnaissance du Sahara occidental) et la France. Les élections présidentielles de 2019 ont été marquées par des fraudes. En 2023, Wassini Bouazza, ancien directeur de la sécurité intérieure, a été [condamné](#) à 16 ans de prison pour avoir tenté de truquer le résultat de l'élection présidentielle de 2019. Les [manifestations](#) du Hirak n'ont pas abouti à des changements démocratiques. En juin 2023, le président Abdelmadjid Tebboune a effectué un voyage très médiatisé en Russie, pour signer un [partenariat stratégique renforcé](#) bilatéral. Il a obtenu un deuxième mandat en septembre 2024. En novembre 2024, les forces de sécurité ont arrêté l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal, en affirmant qu'il avait menacé l'unité nationale; il a été gracié et remis en liberté à la suite de l'intervention du président allemand Frank-Walter Steinmeier en novembre 2025.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Freedom House qualifie l'Algérie de «non libre» (30/100). Amnesty International a [mis en évidence](#) des violations du droit à un procès équitable (y compris dans des affaires de condamnation à mort) et des allégations de torture signalées par des militants. L'expulsion de [Mohamed Benhalima](#), dissident et lanceur d'alerte qui a fui le pays en 2019, a reçu une grande attention médiatique. L'augmentation des exportations de gaz continue de stimuler l'économie. Néanmoins, comme l'a [relevé](#) le FMI, «avec l'épuisement des réserves budgétaires, les déficits budgétaires importants posent d'importants défis en matière de financement et de dette, ce qui justifie un ajustement urgent des politiques... La forte détérioration de la situation budgétaire en 2024 a accru les risques à court terme et porté le risque global de stress souverain pour l'Algérie au niveau «élevé».»

### Rôle de l'Union européenne

L'[accord d'association](#) UE-Algérie de 2002 est entré en vigueur en 2005. L'Union européenne et l'Algérie ont [adopté](#) de nouvelles priorités de partenariat en 2017, dans le cadre de la politique européenne de voisinage renouvelée. L'Union et l'Algérie poursuivent un dialogue à haut niveau sur les secteurs de l'énergie et de la sécurité, ainsi qu'un dialogue informel sur les migrations. Le 9 février 2021, une stratégie révisée pour le voisinage méridional a été [adoptée](#). Elle est accompagnée d'un [plan économique et d'investissement pour les voisins méridionaux](#). L'Union a financé trois projets dans le cadre de son [instrument contribuant à la stabilité et à la paix \(IcSP\)](#) en Algérie, y compris en matière de lutte contre le terrorisme.

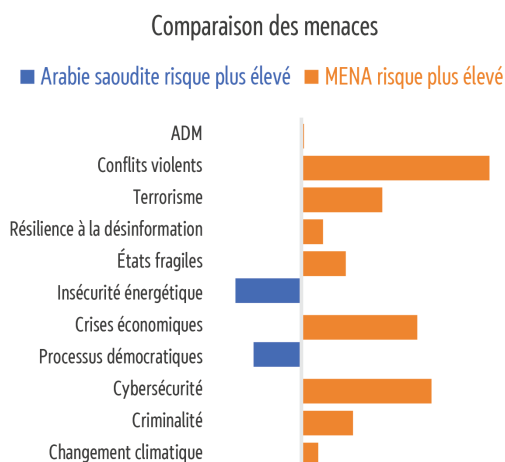
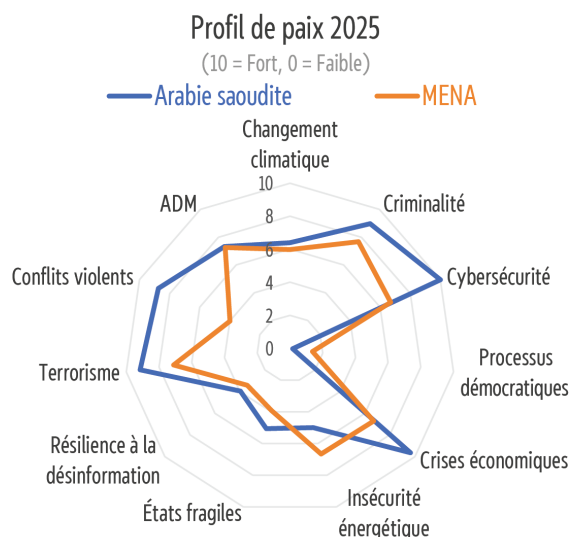
## Arabie saoudite

L'Arabie saoudite s'est hissée à la 24<sup>e</sup> place de l'indice Normandie en 2025. Le chantier principal du pays est la mise en œuvre de son ambitieux programme de diversification économique, «Vision 2030», dans un contexte de graves turbulences régionales. La guerre en cours entre Israël et le Hamas et les retombées des tensions militaires entre Israël et l'Iran mettent à l'épreuve la politique étrangère de Riyad consistant à désamorcer le conflit afin de protéger sa transformation économique. Le rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran de 2023, autrefois facteur de stabilisation, semble aujourd'hui fragile dans ce paysage beaucoup plus instable.

### Contexte et principaux enjeux

L'Arabie saoudite est engagée dans une guerre par procuration avec l'Iran qui dure depuis la révolution iranienne de 1979. Une réconciliation impulsée par le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salman et l'ayatollah Ali Khamenei, chef suprême de l'Iran, a été [annoncée](#) en Chine en mars 2023. Les altercations militaires de juin 2025 entre Israël et l'Iran, découlant d'attaques américaines, ont considérablement accru le [risque d'un embrasement régional](#) susceptible de mettre en péril les actifs économiques et énergétiques saoudiens. En outre, le renversement de Bachar al-Assad en Syrie à la fin de l'année 2024 a ouvert une [nouvelle arène permettant aux puissances rivales](#), dont l'Iran, d'intervenir à proximité des frontières saoudiennes.

### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Prince héritier depuis 2017, Mohammed Ben Salman a lancé plusieurs réformes économiques et sociales, dont le vaste plan «Vision 2030». Le royaume présente un [bilan médiocre en matière de droits de l'homme](#). Il n'autorise aucun média indépendant et se classe au 19<sup>e</sup> plus mauvais rang du [classement mondial de la liberté de la presse 2025](#). La perspective d'une normalisation des relations avec Israël s'est encore éloignée après une attaque israélienne contre des dirigeants du Hamas au Qatar en septembre 2025. Cet épisode, qui a suscité une réaction retenue des États-Unis, a accentué l'impression que les [garanties américaines en matière de sécurité ne sont pas fiables](#). Cela a poussé Riyad à diversifier davantage ses partenariats en matière de sécurité, notamment en signant un accord de défense mutuelle avec le [Pakistan](#). Par ailleurs, les attaques

perpétrées par les rebelles houthistes soutenus par l'Iran contre des navires en mer Rouge troublent la sécurité maritime.

### Rôle de l'Union européenne

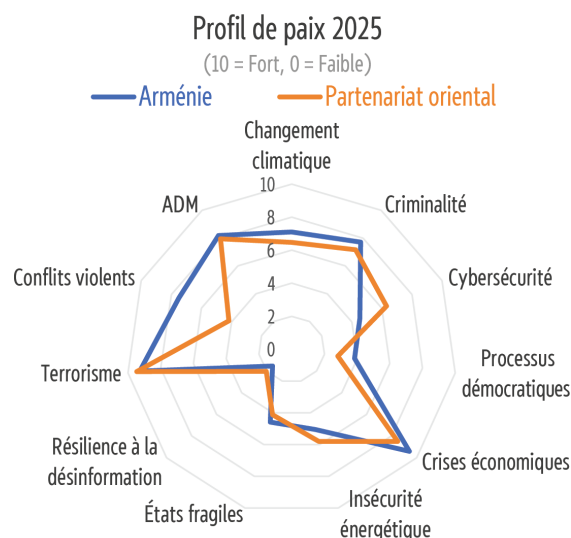
Les relations de l'Union avec l'Arabie saoudite s'inscrivent dans le cadre de la coopération avec le Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui comprend l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar et les Émirats arabes unis, au titre d'un [accord de 1988](#) et d'un [plan de partenariat stratégique de 2022](#). En 2021, l'Union et l'Arabie saoudite [ont signé un accord de coopération](#). Les relations diplomatiques se sont intensifiées lors du premier [sommet UE-CCG](#) d'octobre 2024 à Bruxelles, qui a débouché sur une [déclaration commune](#) sur la poursuite de la coopération. L'Union, notamment par l'intermédiaire du [Parlement européen](#), a critiqué la situation de l'Arabie saoudite en matière de [droits de l'homme](#) et a condamné le [rôle joué par le pays au Yémen](#).

## Arménie

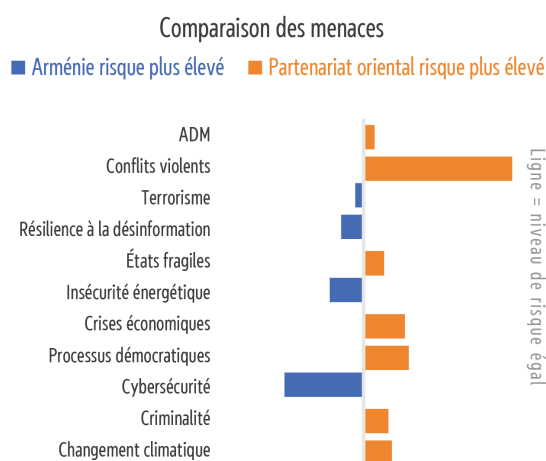
L'Arménie occupe la 43<sup>e</sup> place de l'indice Normandie, en forte baisse par rapport à 2024. Les progrès récents dans les négociations de paix avec l'Azerbaïdjan offrent la perspective de conclure un conflit de trois décennies, même si le gouvernement arménien devra supporter des coûts politiques. L'Arménie reste fragile en matière de sécurité énergétique et de cybersécurité et elle est confrontée à un certain nombre de menaces hybrides, essentiellement de la part de la Russie.

### Contexte et principaux enjeux

Depuis la fin de la guerre froide, l'Arménie est en [conflit](#) avec l'Azerbaïdjan à propos de la région du Haut-Karabakh. Deux épisodes sanglants, en 1992 et en 2020, ont alterné avec des périodes de [conflit gelé](#) pendant trois décennies, la communauté internationale étant incapable d'arriver à un règlement politique. L'[accord](#) du 9 novembre 2020, sous l'égide de la Russie, a mis un terme à la guerre de 2020, sans résolution du statut du Haut-Karabakh et moyennant le détachement d'un contingent de maintien de la paix de la Fédération de Russie dans la région. En mars 2025, les gouvernements [azerbaïdjanais et arménien](#) ont annoncé la conclusion des négociations relatives à un [accord de paix en 17 articles](#), accord de principe confirmé par les deux dirigeants en août 2025 lors d'un [sommet tripartite](#) sous la présidence du président Trump. Toutefois, comme condition préalable à sa signature, l'Azerbaïdjan [exige](#) une modification de la constitution arménienne, en affirmant qu'elle comprend une revendication territoriale implicite sur le Haut-Karabakh.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a soulevé de nouveaux défis en matière de sécurité pour l'Arménie, allié traditionnel de la Russie. Le rôle de la Russie en tant que garant de la sécurité est remis en question; l'Arménie a «gelé» sa participation à l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) et annonce périodiquement son futur [retrait](#). Bien que l'Arménie obtienne des résultats supérieurs à la moyenne régionale pour plusieurs indicateurs, elle fait l'objet d'opérations persistantes d'influence et de désinformation [orchestrées](#) par la Russie. L'Arménie est également dans le bas du classement en matière de sécurité énergétique, ce qui découle de sa [dépendance](#) vis-à-vis de l'énergie russe, à laquelle la [stratégie à long terme en matière de sécurité énergétique](#) s'efforce de remédier.

### Rôle de l'Union européenne

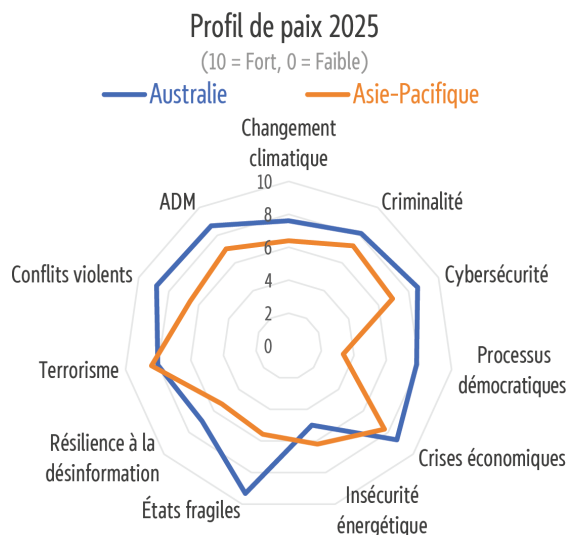
L'Union a tout intérêt à une région du Caucase du Sud politiquement stable, y compris en Arménie, qui fait partie du [partenariat oriental](#) de l'Union, et elle a considérablement renforcé sa présence dans la région, vu l'affaiblissement de la Russie dans son rôle de garant de la sécurité. Une mission civile à part entière a été [déployée](#) en Arménie (EUMA) en février 2023 et l'Union joue un rôle actif dans les négociations de paix. Les relations entre l'Arménie et l'Union européenne sont fondées sur l'accord de partenariat global et renforcé (CEPA) qui est entré en vigueur en 2021. En mars 2025, le parlement arménien a [adopté](#) un projet de loi invitant le gouvernement à entamer des négociations d'adhésion à l'Union, bien que cette voie semble pour l'instant être un objectif lointain.

## Australie

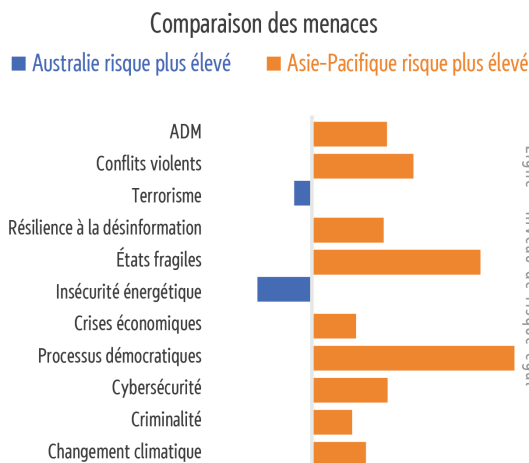
L'Australie occupe la 5<sup>e</sup> place de l'indice Normandie, ce qui indique un faible niveau de risques. Le pays est particulièrement performant en matière de processus démocratiques, de résilience étatique et de gestion des crises économiques, grâce à son système démocratique solide. Toutefois, les événements géopolitiques récents pourraient accroître ses risques sur le plan sécuritaire.

### Contexte et principaux enjeux

La tradition démocratique de l'Australie est solidement ancrée dans un système parlementaire et renforcée par un haut niveau d'éducation et un PIB par habitant élevé. L'[indice de développement humain](#) 2024 classe l'Australie au 7<sup>e</sup> rang des 191 pays étudiés. Selon l'[indice de démocratie](#) 2023 de l'Economist Intelligence Unit, l'Australie se classe globalement au 14<sup>e</sup> rang, après le Canada et devant le Japon. En outre, selon l'indicateur des États fragiles de l'indice Normandie, il s'agit du 6<sup>e</sup> pays le plus stable au monde. Ceci s'explique en grande partie par le fort sentiment de légitimité de l'État, l'efficacité des services publics et une faible intervention extérieure. Selon l'[Indice de la liberté de la presse](#) (Press Freedom Index), l'Australie occupe la 29<sup>e</sup> place sur 180 pays en 2025, soit un gain de 10 places depuis l'année dernière. Le rapport mondial 2025 de [Human Rights Watch](#) note toutefois que la bonne réputation du pays est ternie par le traitement qu'il réserve aux enfants dans le système de justice pénale ainsi qu'aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, et par l'incapacité à lutter contre la discrimination systémique à l'encontre des personnes des Premières nations.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



En raison de ses institutions démocratiques résilientes, de son niveau de vie élevé et de ses services publics de qualité, ainsi que de son relatif éloignement par rapport aux régions les plus densément peuplées du monde, l'Australie a longtemps été préservée des menaces traditionnelles pour la sécurité et des menaces hybrides. Cependant, les relations avec son principal partenaire commercial, la Chine, sont récemment devenues plus complexes, et en dépit d'une [amélioration marginale](#) des relations en 2023, la [rivalité](#) stratégique croissante entre les États-Unis et la Chine pourrait avoir des répercussions dans le Pacifique Sud, rendant l'environnement stratégique immédiat de l'Australie moins clément. La première [évaluation](#) nationale des risques climatiques a été publiée en septembre 2025.

### Rôle de l'Union européenne

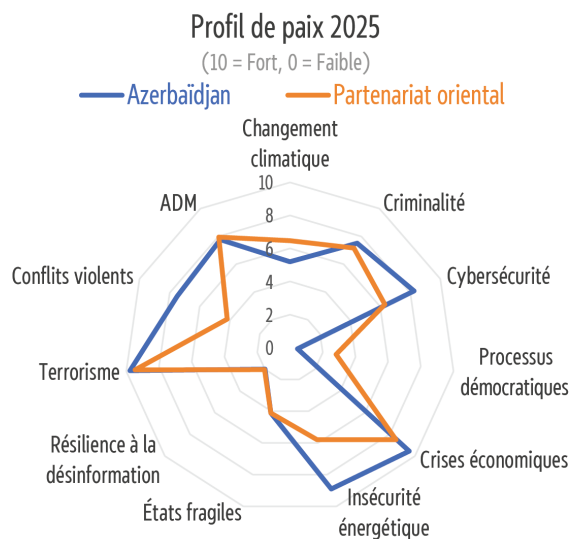
L'[accord-cadre](#) UE-Australie de 2017 est en vigueur depuis octobre 2022. En 2018, l'Union a engagé des négociations avec l'Australie en vue d'un [accord de libre-échange](#) bilatéral. L'[accord de reconnaissance mutuelle](#) entre l'Union européenne et l'Australie facilite le commerce des produits industriels par la diminution des obstacles techniques. L'accord instaure une reconnaissance mutuelle des procédures d'évaluation de la conformité, réduisant ainsi le coût des contrôles et de la certification des exportations et des importations. L'Australie a [contribué](#) à l'EUCAP NESTOR (aujourd'hui EUCAP Somalia), une mission de renforcement des capacités maritimes dirigée par l'Union européenne dans la Corne de l'Afrique et dans l'océan Indien occidental, ainsi qu'à la mission de conseil de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en Iraq (EUAM Iraq). L'Australie est mentionnée comme un partenaire régional de la [stratégie de l'Union pour la coopération dans la région indo-pacifique](#).

## Azerbaïdjan

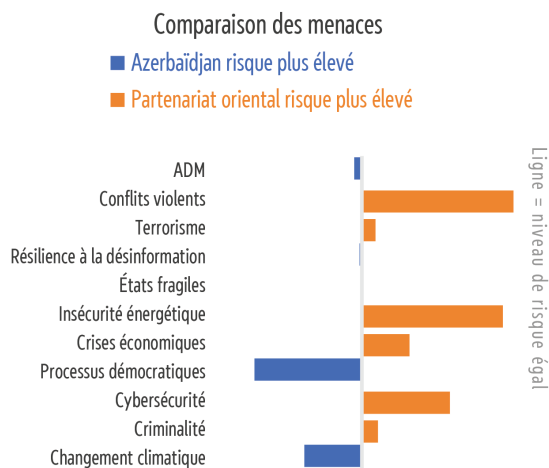
L'Azerbaïdjan figure à la 36<sup>e</sup> position de l'indice Normandie, soit une légère détérioration par rapport à l'année précédente. Doté de processus démocratiques faibles et accusé de violations graves des droits de l'homme, l'Azerbaïdjan reste fragile en ce qui concerne ses processus démocratiques, bien qu'il obtienne des résultats élevés en matière de sécurité énergétique et de lutte contre le terrorisme.

### Contexte et principaux enjeux

Depuis l'éclatement de l'Union soviétique, l'[Azerbaïdjan](#) est en [conflit](#) avec l'Arménie, à propos de la région du Haut-Karabakh. Deux épisodes de conflit en 1992 et en 2020 ont alterné avec des périodes de [conflit gelé](#). L'[accord](#) du 9 novembre 2020, sous l'égide de la Russie, a mis un terme à la guerre de 2020, sans résoudre le statut du Haut-Karabakh et moyennant le détachement d'un contingent de maintien de la paix de la Fédération de Russie dans la région (voir l'entrée «Arménie» pour de plus amples informations). En mars 2025, après des mois de pourparlers bilatéraux, ayant exclu la médiation de l'Union européenne et des États-Unis, les gouvernements [azerbaïdjanais et arménien](#) ont annoncé la conclusion des négociations relatives à un [accord de paix en 17 articles](#), accord de principe confirmé par les deux dirigeants en août 2025 lors d'un [sommet tripartite](#) sous la présidence du président Trump. Toutefois, comme condition préalable à sa signature, l'Azerbaïdjan [exige](#) une modification de la constitution arménienne, en affirmant qu'elle comprend une revendication territoriale implicite sur le Haut-Karabakh.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a modifié la scène géopolitique dans le Caucase du Sud. L'effacement de la Russie, allié traditionnel de l'Arménie, et l'importance croissante de la Turquie, allié traditionnel de l'Azerbaïdjan, conjugués à ses vastes [ressources énergétiques](#), ont placé l'Azerbaïdjan dans une position stratégique avantageuse. Dans ce contexte, Ilham Aliyev, président de l'Azerbaïdjan, a facilement obtenu un cinquième mandat lors des élections présidentielles anticipées de février 2024, considérées par les observateurs de l'[OSCE](#) comme dépourvues d'un véritable pluralisme. La situation des droits de l'homme et des libertés démocratiques en Azerbaïdjan reste [préoccupante](#), et le pays obtient de très faibles scores en termes de [processus démocratiques](#) et de résilience face à la [désinformation](#).

### Rôle de l'Union européenne

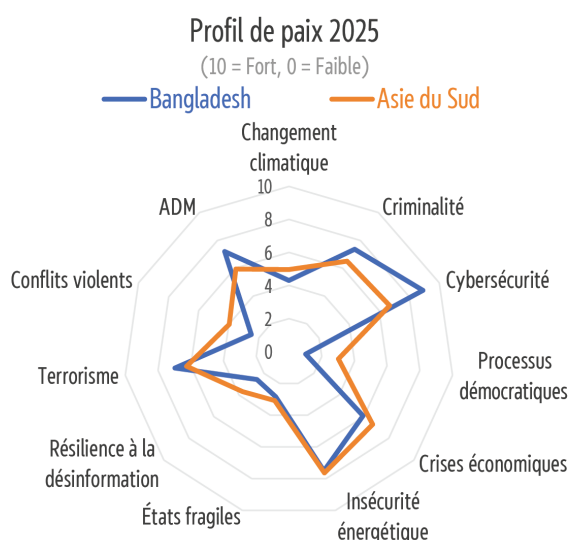
L'Union a tout intérêt à une région du Caucase du Sud politiquement stable, y compris en Azerbaïdjan, qui fait partie du [partenariat oriental](#) de l'Union. Jusqu'à présent, l'Azerbaïdjan n'a pas permis à la mission civile de l'Union en Arménie (EUMA, déployée en 2023) de surveiller son côté de la frontière. Les relations bilatérales entre l'UE et l'Azerbaïdjan reposent sur l'accord de partenariat et de coopération UE-Azerbaïdjan, en vigueur depuis 1999. Les [négociations](#) en vue d'un nouvel accord global se sont ouvertes en 2017. Le 18 juillet 2022, la Commission européenne a [signé](#) avec l'Azerbaïdjan un protocole d'accord visant à augmenter ses importations de gaz naturel azéri pour atteindre au moins 20 milliards de mètres cubes par an d'ici à 2027.

## Bangladesh

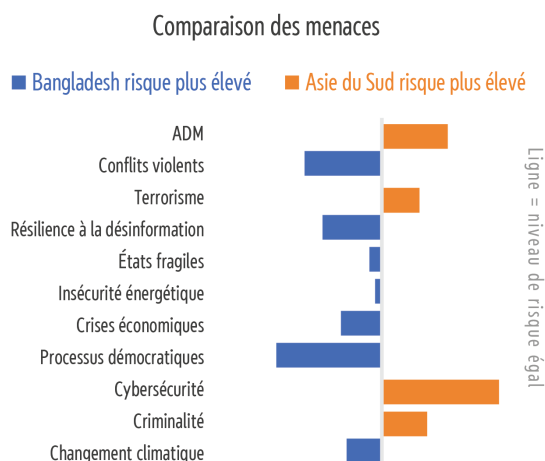
Le Bangladesh occupe la 103e place de l'indice Normandie, ce qui le rend plus vulnérable que la moyenne de l'Asie méridionale en ce qui concerne les processus démocratiques, les conflits violents et le changement climatique. La pauvreté, la violence politique et la liberté d'expression sont également des sujets de préoccupation.

### Contexte et principaux enjeux

Le Bangladesh a accompli des progrès en matière de réduction de la pauvreté depuis son indépendance en 1971, mais ces dernières années, la tendance s'est inversée. En mai 2023, le rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme a mis en garde contre [l'augmentation des inégalités de revenus](#) et a attiré l'attention sur l'émergence d'une nouvelle catégorie de pauvreté; le [seuil de pauvreté supérieur](#) est passé à 23,11 % des ménages dans l'enquête de 2024. Les analystes mettent en garde contre la dépendance économique excessive du pays à l'égard du secteur de la confection, malgré les droits de douane favorables sur les exportations vers les États-Unis obtenus en août 2025. L'actuelle fenêtre démocratique qui s'est ouverte à la suite du soulèvement populaire de 2024 a permis à l'économiste lauréat du prix Nobel de la paix Muhammad Yunus de diriger un gouvernement de transition. Toutefois, cela n'a pas renforcé le pays qui, dans l'[indice des États fragiles](#) de 2024, se classait au 37e rang – sur 179 – des États les plus fragiles. D'autres violences politiques sont possibles dans la perspective des élections législatives de 2026.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



L'[indice de la liberté de la presse](#) de 2025 classe le Bangladesh au 149e rang sur 180 pays. La liberté des médias reste menacée, comme le montre la [décision](#) prise par le gouvernement de transition en 2024 de révoquer les cartes d'accréditation de plusieurs journalistes. L'ordonnance sur la cyberprotection de novembre 2024 a abrogé la loi sur la cybersécurité du régime précédent, mais suscite des inquiétudes quant à la liberté d'expression. Le Bangladesh est très vulnérable aux [catastrophes naturelles](#) dues au changement climatique, notamment à l'élévation du niveau de la mer, aux phénomènes météorologiques extrêmes et à l'évolution des régimes de précipitations. Le delta de basse altitude (le plus grand d'Asie et le [plus peuplé](#) au monde) expose le Bangladesh aux [inondations](#).

### Rôle de l'Union européenne

Le programme indicatif pluriannuel [2021-2027](#) de l'Union pour le Bangladesh définit trois priorités: i) développement du capital humain; ii) développement vert inclusif; et iii) gouvernance inclusive. Dans le cadre de la stratégie «Global Gateway», l'Union et le Bangladesh ont signé en 2023 un accord d'un montant de 400 millions d'euros pour les énergies renouvelables. En mars 2025, l'Union a versé 32,3 millions d'euros d'aide humanitaire au Bangladesh en réponse à la [crise des réfugiés rohingyas](#). Le premier [dialogue politique](#) UE-Bangladesh, en novembre 2022, a décidé d'engager un dialogue sur le climat. L'Union européenne est le [premier partenaire commercial](#) du Bangladesh: en 2024, les échanges de biens se sont élevés à un total de 22,2 milliards d'euros. Le Bangladesh bénéficie du régime «Tout sauf les armes» ([TSA](#)) du système de préférences généralisées (SPG).

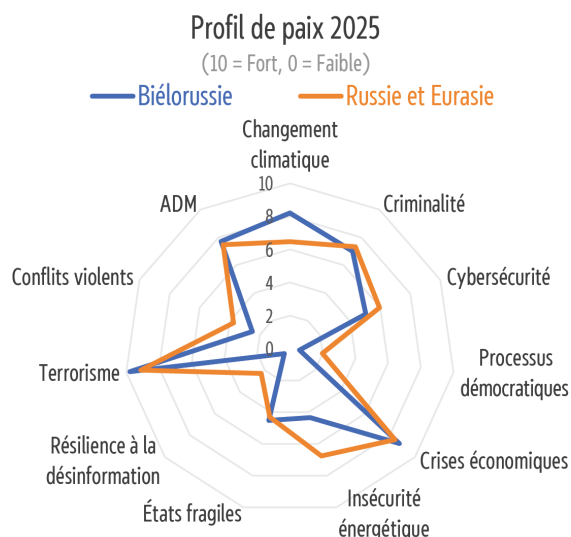
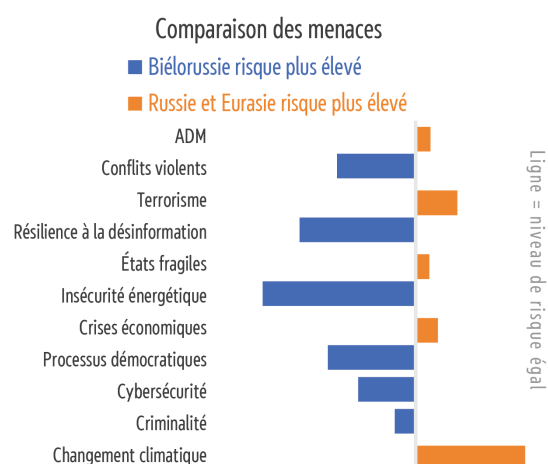
## Biélorussie

La Biélorussie occupe la 95<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Les facteurs déterminants pour son profil de menaces à la paix sont notamment le rôle du pays dans la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, après la répression brutale des citoyens biélorusses contestataires de la fraude électorale, ainsi que la dépendance du régime à l'égard du soutien de la Russie.

### Contexte et principaux enjeux

La Biélorussie a acquis son indépendance en 1991, lorsqu'elle a signé le traité de dissolution de l'Union soviétique. En 1994, Alexandre Loukachenko a été élu président pour un premier mandat. Puis, après de nombreuses années de piètres résultats en matière de droits de l'homme, les [élections présidentielles](#) truquées d'août 2020 ont été suivies d'une [répression](#) violente et meurtrière à l'encontre des manifestants. L'intensification de la répression à l'encontre de la société civile et des [médias](#) indépendants biélorusses, ainsi que le [soutien](#) du régime de Loukachenko à la guerre menée par la Russie en Ukraine, ont entraîné un risque élevé de conflit violent et un score très bas quant aux processus démocratiques. Cinquante-deux prisonniers ont été [libérés](#) en 2025, mais le nombre de prisonniers politiques [demeure](#) extrêmement élevé.

### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



L'implication de la Biélorussie dans la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a initialement permis à la Russie d'attaquer Kiev depuis le nord, lorsque le président Loukachenko a autorisé le tir de missiles balistiques depuis le territoire biélorusse et le transport de troupes et d'équipements militaires russes. Le [référendum](#) de 2022 sur la constitution a donné lieu, entre autres, à la suppression d'un paragraphe disposant que la République de Biélorussie vise à faire de son territoire une zone dénucléarisée et garantissant la neutralité de l'État. En 2023, la Russie [a annoncé](#) qu'elle déploierait des armes nucléaires tactiques en Biélorussie, une initiative considérée comme une [pression](#) croissante sur la frontière orientale de l'Union et de l'OTAN. En septembre 2025, la Russie et la Biélorussie ont procédé à un [exercice nucléaire](#) conjoint, et fait un usage [extensif](#) de systèmes sans pilote et de la guerre radioélectronique.

### Rôle de l'Union européenne

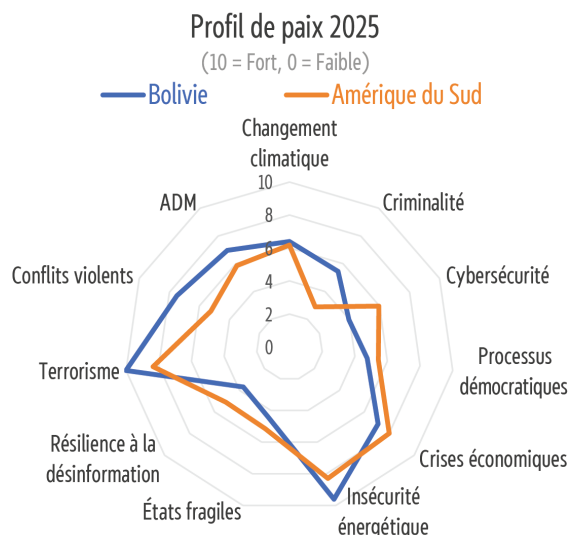
L'Union [ne reconnaît pas](#) les résultats des élections d'août 2020 et a [sanctionné](#) la Biélorussie pour ses violations croissantes des droits de l'homme. En juin 2021, la Biélorussie a annoncé son [retrait](#) du partenariat oriental ainsi que du dialogue UE-Biélorussie sur les droits de l'homme. En septembre 2021, la Commission [a annoncé](#) la suspension partielle de l'accord UE-Biélorussie visant à faciliter la délivrance de visas. L'Union européenne [a condamné](#) la participation du pays à la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et lui a imposé de nouvelles sanctions [économiques](#). L'Union a mobilisé près de [170 millions d'euros](#) pour soutenir le peuple biélorusse depuis août 2020 et a [tracé les contours](#) d'un train de [mesures de soutien économique](#) d'un montant de 3 milliards d'euros. Ce soutien sera disponible dans la foulée de la transition démocratique du pays. Dans une [déclaration](#) de septembre 2025, la HR/VP souligne que les exercices militaires entre la Russie et la Biélorussie, ainsi que les violations répétées de l'espace aérien des États membres par des drones russes, ne témoignent pas d'un attachement à la désescalade et à la paix. La HR/VP a mis en place un [groupe consultatif](#) avec les forces démocratiques et la société civile de Biélorussie qui s'est [réuni](#) pour la cinquième fois en 2025.

## Bolivie

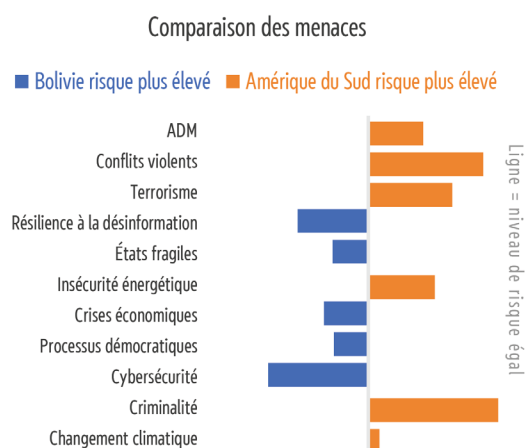
La Bolivie occupe la 39<sup>e</sup> place de l'indice Normandie, ce qui représente une amélioration significative par rapport à son classement de l'année passée (60<sup>e</sup> place). Le pays est confronté à l'instabilité et aux clivages politiques et sociaux, en particulier depuis 2019, lorsque les résultats des élections présidentielles ont été annulés à la suite d'importants troubles sociaux. Les protestations ont continué longtemps après les nouvelles élections de 2020, qui ont abouti à la victoire du candidat du parti d'Evo Morales, Luis Arce.

### Contexte et principaux enjeux

La marginalisation des [36 groupes](#) d'[habitants indigènes](#) de la Bolivie est ancienne, les droits des indigènes n'ayant été officiellement reconnus qu'en [1994](#). En 2005, la situation a évolué avec l'élection d'Evo Morales, premier président indigène d'Amérique du Sud. Celui-ci a introduit des réformes en matière de redistribution des terres et en matière de droits à la terre, en réattribuant des terres au détriment des Boliviens non autochtones et des [agriculteurs commerciaux](#). Depuis lors, le parti de gauche Movimiento al Socialismo (MAS) a dominé le paysage politique, tout d'abord sous la présidence Morales (de 2006 à 2019) puis sous celle de son successeur, le président Luis Arce. Toutefois, Evo Morales est pris dans une lutte de pouvoir avec Luis Arce depuis 2022. En octobre 2025, Rodrigo Paz, un sénateur centriste, a remporté les élections présidentielles de Bolivie en recueillant 54 % des suffrages, mettant ainsi un terme à 20 ans d'hégémonie du MAS. Rodrigo Paz est confronté à la pire crise économique qu'ait connue le pays depuis 40 ans, caractérisée par une forte inflation et une pénurie de carburant et de dollars.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Tout comme une grande partie de la région, la Bolivie est très vulnérable aux [cyberattaques](#) et doit faire face aux défis de la [désinformation](#). En décembre 2023, la Cour constitutionnelle a [jugé](#) qu'aucun président ne pouvait exercer plus de deux mandats, consécutifs ou non, mais cet arrêt risque de ne pas suffire pour mettre un terme aux hostilités au sein du MAS et de la société au sens large. La Bolivie est récemment [passée](#) de la culture de la coca à la production et à l'exportation de cocaïne, avec une part de 13 % de la production mondiale de coca, juste après la Colombie (61 %) et le Pérou (26 %). Les opérations de lutte contre le trafic de stupéfiants ont révélé l'existence de laboratoires de drogues sophistiqués dans le pays.

### Rôle de l'Union européenne

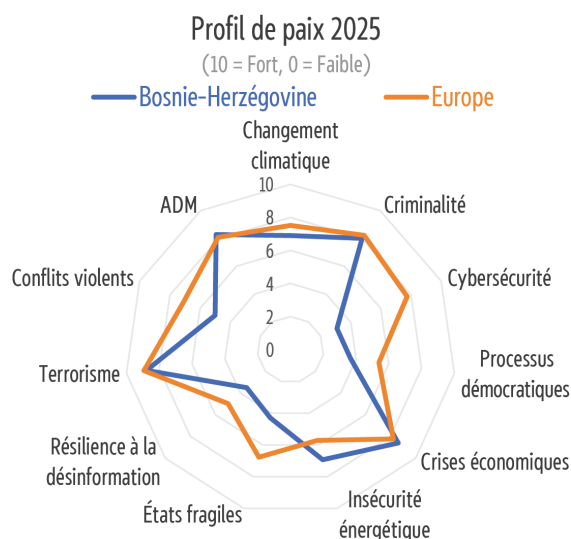
La Bolivie bénéficie de l'[interdépendance entre sécurité et développement](#) et du système de préférences généralisées Plus (SPG+) de l'Union. L'Union dispose d'une [enveloppe indicative](#) de 104 millions d'euros sous forme de subventions en faveur du partenariat avec la Bolivie pour la période 2021-2027. Le [8<sup>e</sup> dialogue de haut niveau](#) entre la Bolivie et l'Union a repris en [2022](#) à La Paz. Le [9<sup>e</sup> sommet](#) a eu lieu le 30 janvier 2025 à Bruxelles. Le programme [«Global Gateway»](#) pour la Bolivie comporte deux domaines prioritaires: les matières premières critiques et les énergies renouvelables. La [proposition de l'Équipe Europe](#) en Bolivie comprend un soutien en faveur de villes durables et de paysages résilients face au changement climatique.

## Bosnie-Herzégovine

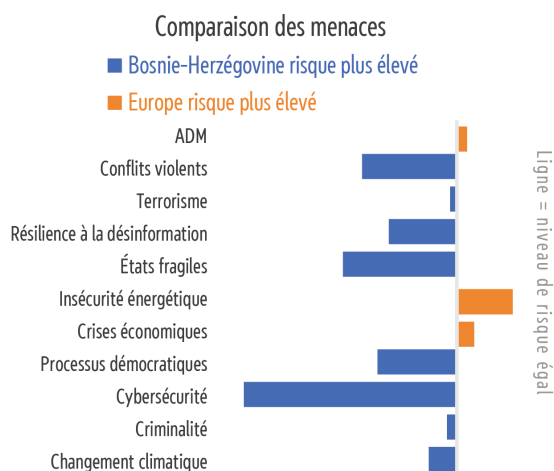
La Bosnie-Herzégovine occupe la 54<sup>e</sup> place de l'indice Normandie, et demeure plus vulnérable que la moyenne européenne, en particulier en ce qui concerne les processus démocratiques. Les évolutions récentes, principalement dans l'entité de la Republika Srpska (République serbe de Bosnie), vont à l'encontre de la dynamique positive de l'intégration dans l'UE et des réformes.

### Contexte et principaux enjeux

Entre 1992 et 1995, la Bosnie-Herzégovine a connu des conflits armés qui ont entraîné le déploiement de plusieurs missions internationales de maintien de la paix. En 1995, l'accord de paix de Dayton a engendré un système de gouvernement décentralisé, divisant le pays en deux unités fédérales semi-indépendantes, la Republika Srpska (République serbe de Bosnie) et la Fédération de Bosnie-Herzégovine. Ce système de gouvernance décentralisée est l'une des raisons pour lesquelles la Bosnie-Herzégovine est classée avant-dernière dans l'[Indice des États fragiles](#) en Europe, juste devant l'Ukraine. La coopération entre les entités constitutionnelles du pays est entravée par la méfiance entre groupes ethniques, religions et partis politiques, ainsi que par la politique étrangère. Un peu plus de la moitié de la [population](#) pratique l'islam, 31 % le christianisme orthodoxe et 15 % le catholicisme. Le pays, qui [dépend fortement du charbon](#) (lequel représente 54 % de la production totale d'électricité), investit toutefois dans les énergies renouvelables et présente un potentiel majeur en matière d'énergie hydraulique et non hydraulique.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



En 2021, Milorad Dodik, chef du parti de l'Alliance des sociaux-démocrates indépendants, [a menacé](#) de retirer les Serbes de Bosnie des principales institutions du pays. Milorad Dodik [a de nouveau menacé](#) de faire sécession la veille du vote des Nations unies sur le génocide bosniaque de Srebrenica en 1995. En 2025, Milorad Dodik a été démis de ses fonctions après avoir été condamné à une peine d'emprisonnement d'un an pour ne pas avoir respecté des décisions du bureau du haut représentant. En novembre 2025, Siniša Karan, soutenu par Milorad Dodik, a remporté l'élection présidentielle anticipée organisée dans la Republika Srpska, ce qui a prolongé de fait l'autorité du camp de Milorad Dodik. Un autre risque a trait aux [réformes électorales et constitutionnelles](#). Le pays est vulnérable à la désinformation et occupe la 86<sup>e</sup> place sur 180 dans l'[indicateur de la liberté de la presse](#).

### Rôle de l'Union européenne

Depuis 2004, l'opération EUFOR [Althea](#) soutient le pays dans ses efforts de sécurisation de la paix, à la suite de l'[accord de paix de Dayton](#). En 2019, la Commission a [approuvé](#) le passage à l'ouverture des négociations d'adhésion. La Bosnie-Herzégovine est un pays candidat depuis 2022, et l'Union soutient les réformes dans le pays au moyen de l'[instrument de préadhésion](#). Au cours de la période 2021-2023, l'Union européenne a [contribué](#) aux capacités militaires et médicales du pays au moyen de la facilité européenne pour la paix. En décembre 2023, le Conseil européen a décidé d'[ouvrir des négociations d'adhésion](#) avec la Bosnie-Herzégovine; celles-ci ont débuté en mars 2024, mais le début des négociations formelles est en attente de l'adoption de réformes essentielles, en particulier dans le domaine judiciaire.

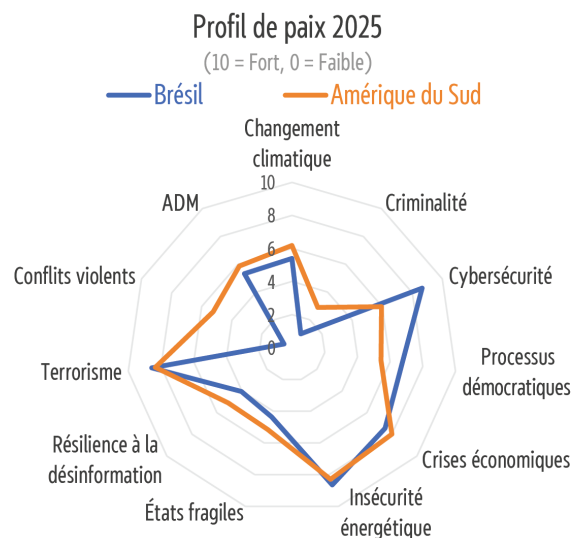
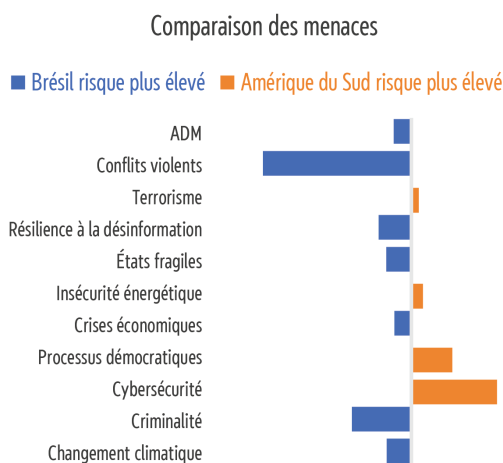
## Brésil

Le Brésil figure à la 88<sup>e</sup> position de l'indice Normandie, soit une position stable depuis l'année précédente. Le pays obtient des résultats inférieurs à la moyenne sud-américaine, en particulier dans le domaine de la criminalité et des conflits violents. Il est mieux classé dans les domaines de la sécurité énergétique, des processus démocratiques, du terrorisme et de la cybersécurité.

### Contexte et principaux enjeux

Le président Luiz Inácio Lula da Silva a pris ses fonctions en janvier 2023. Peu après, les partisans de l'ancien président, Jair Bolsonaro, ont pris d'assaut le Congrès, la Cour suprême et le Palais présidentiel, et tenté un coup d'État. En 2025, l'ancien président Jair Bolsonaro a été [condamné](#) par la Cour suprême brésilienne. La déforestation rapide et les incendies poussent la forêt amazonienne vers un point de basculement. L'[indice de développement humain](#) classe le Brésil au 84<sup>e</sup> rang sur 191. Selon l'[indice de démocratie de l'unité de renseignement de The Economist](#), le pays se classe 51<sup>e</sup>, avec un score élevé en matière de processus électoral et de pluralisme. Le Brésil occupe la 78<sup>e</sup> position dans l'[indice de la liberté de la presse](#). Human Rights Watch relève en 2025 que la violence sexiste demeure un problème chronique.

### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



À l'échelle régionale, les performances du pays sont supérieures à la moyenne, en particulier en ce qui concerne la cybersécurité. Le pays a renforcé sa résilience face à la [désinformation](#). Le changement climatique reste un risque important. En 2024, l'État du Rio Grande do Sul a connu ses premières inondations depuis [80 ans](#); celles-ci ont entraîné le déplacement de dizaines de milliers de personnes. Au cours de la même année, le pays a connu [sa pire sécheresse jamais enregistrée](#), et plus de 27 millions d'hectares ont été brûlés. Human Rights Watch [signale](#) que l'administration précédente était responsable de [la plus importante déforestation annuelle](#) de la forêt tropicale amazonienne brésilienne de ces 15 dernières années. L'instabilité politique reste une menace, alors que Jair Bolsonaro entame sa peine de prison.

### Rôle de l'Union européenne

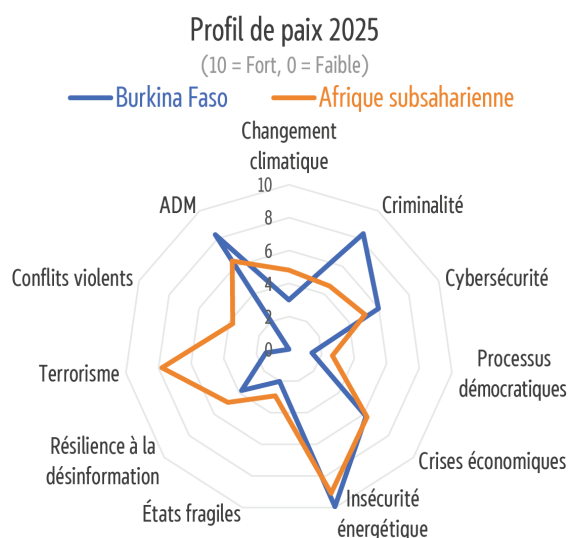
L'Union européenne et le Brésil ont conclu un partenariat stratégique en 2007. Les dialogues sectoriels avec l'Union [aident](#) le Brésil à renforcer le respect des droits de l'homme des groupes vulnérables et à lutter contre la violence. En vue de renforcer la résilience face à la désinformation, l'Union européenne finance des projets de lutte contre les fausses informations. L'instrument de partenariat de l'Union [finance](#) de nombreux projets de développement durable. Le Brésil bénéficie également du programme de l'Union pour l'Amérique latine [EUROCLIMA+](#). En 2019, l'Union européenne et les quatre membres fondateurs du MERCOSUR (dont le Brésil) ont conclu un [accord de principe sur un accord commercial global](#). En 2023, le HR/VP et la Commission ont adopté une communication conjointe définissant un nouveau [programme pour les relations](#) entre l'Union européenne et l'Amérique latine et les Caraïbes. Le Brésil [demeure](#) un partenaire commercial majeur de l'Union européenne. Dopé par les expéditions de pétrole, de café non torréfié et de soja brésilien, le volume des exportations brésiliennes vers l'Union a augmenté de 46,2 % en 2024 par rapport à la même période en 2023.

## Burkina Faso

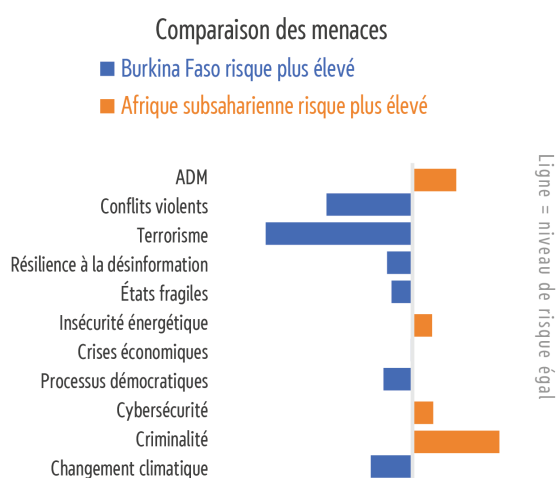
Le Burkina Faso occupe la 115<sup>e</sup> place de l'indice Normandie.

### Contexte et principaux enjeux

En 2024, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont créé l'Alliance des États du Sahel (AES) et [se sont retirés](#) de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le Burkina Faso est confronté à un risque massif d'extrémisme violent, qui représente un cinquième de l'ensemble des décès causés par le terrorisme dans le monde, principalement en raison d'affrontements entre les forces gouvernementales et les militants, tels que le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, la Province de l'État islamique au Sahel et l'État islamique dans le Grand Sahara. Le conflit de longue durée a aggravé la [crise humanitaire](#). Sur une population de 23 millions d'habitants, près de 6 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire en 2025 et plus de 2 millions sont des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Entre 1,5 et 3 millions de citoyens ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence. Des milliers d'écoles et des centaines d'établissements de santé ont fermé. Des blocages restreignent fortement l'accès de l'aide humanitaire à plus d'un million de personnes.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Les [groupes terroristes](#) utilisent de plus en plus de nouvelles armes, telles que des engins explosifs ou des drones, pour cibler des civils, y compris des travailleurs humanitaires. Ils alimentent les rivalités intercommunautaires et se rapprochent de la [criminalité organisée](#). Plusieurs attaques et massacres à grande échelle ont eu lieu au Burkina Faso en 2025; les forces de sécurité sont également accusées de procéder à des exécutions extrajudiciaires de civils. La démocratie recule: le gouvernement civil a été dissous et le gouvernement militaire a annoncé qu'il prolongerait le régime de la junte jusqu'en 2029. Les médias étrangers et locaux ont été fermés et divers militants, journalistes et avocats [auraient été arrêtés](#), enrôlés de force ou ont disparu. Après le retrait forcé des forces occidentales, le Burkina Faso a conclu une [alliance stratégique avec la Russie](#), tout en

refusant le recours à des paramilitaires russes. Les campagnes de désinformation menées tant par des groupes progouvernementaux que par des groupes extrémistes sont documentées.

### Rôle de l'Union européenne

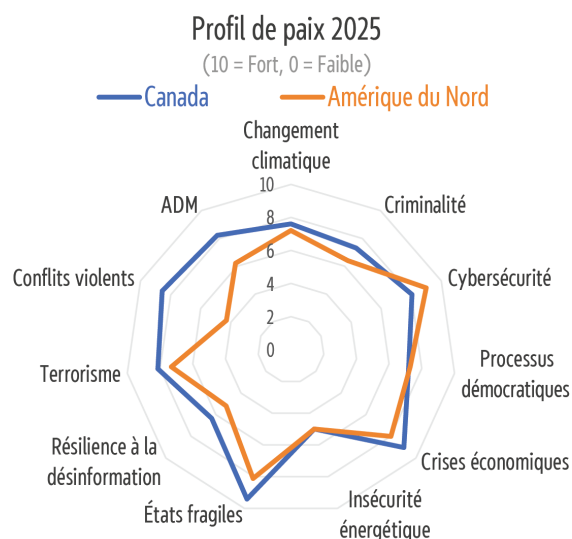
Depuis 2007, l'Union a alloué [200 millions d'euros](#) pour l'aide humanitaire dans le pays et [45 millions d'euros](#) pour l'action humanitaire pour la seule année 2024. L'Union a maintenu le [dialogue](#) ouvert avec le gouvernement de transition et n'a pas suspendu la totalité de son aide. L'appui budgétaire ainsi que la coopération avec l'État et les forces de sécurité sont suspendus, mais le soutien direct aux populations les plus vulnérables, à la culture démocratique, ainsi que pour réagir aux campagnes de désinformation anti-UE a été [maintenu](#).

## Canada

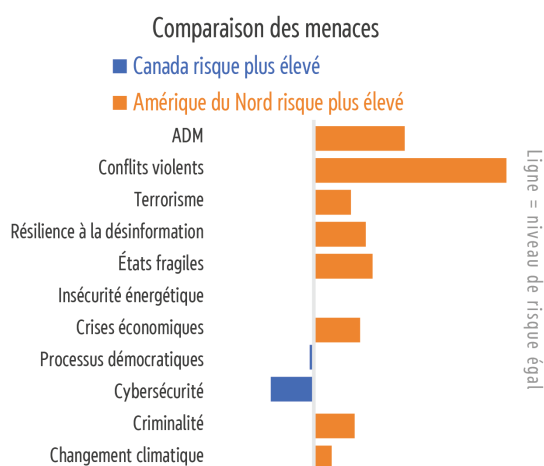
Le Canada occupe la 7<sup>e</sup> place dans l'indice Normandie, indiquant ainsi un faible niveau de risques. Le pays obtient de meilleurs résultats que la moyenne mondiale pour presque tous les indicateurs, et en particulier en matière de processus démocratiques, de résilience face à la crise économique et de cybersécurité.

### Contexte et principaux enjeux

L'[indicateur de développement humain](#) le plus récent classe le Canada au 16<sup>e</sup> rang des 191 pays étudiés. En ce qui concerne l'[indice de démocratie](#) de l'unité de renseignement de «The Economist», le Canada obtient la 13<sup>e</sup> place, avec des résultats exceptionnels en matière de processus électoral, de pluralisme et de participation politique. Son score a toutefois été revu à la baisse en raison de l'augmentation des clivages et de la baisse de la confiance à l'égard du gouvernement. Le Canada est le 5<sup>e</sup> pays le plus stable au monde, tel que mesuré par l'indicateur des États fragiles. Le Canada figure à la 48<sup>e</sup> position de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2025.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le Canada présente des niveaux élevés de développement économique et de capital humain. Le pays représente la [neuvième plus grande économie](#) au monde, comme démontré par l'indicateur de crises économiques. Le Canada est l'un des rares pays développés à être un exportateur net d'énergie. La société canadienne jouit également d'un niveau élevé de liberté de la presse, puisque le pays occupe la 21<sup>e</sup> place du [classement de la liberté de la presse](#) 2025. Le pays se classe au 46<sup>e</sup> rang en matière de criminalité, légèrement mieux que la région nord-américaine. La [cybercriminalité](#), sous forme de fraude en ligne et de tentatives de vol d'informations personnelles, financières et d'entreprise, reste la menace la plus importante pour la cybersécurité. Le rapport mondial 2025 de [Human Rights Watch](#) note que, si le gouvernement canadien a progressé

dans le renforcement du respect des droits de l'homme, des préoccupations subsistent en ce qui concerne le racisme systémique et les abus à l'encontre des peuples autochtones.

### Rôle de l'Union européenne

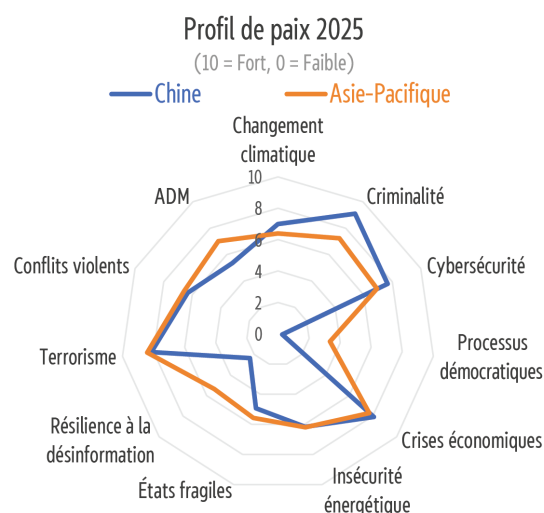
Le Canada est un [partenaire stratégique](#) officiel de l'Union européenne depuis 2016. Depuis lors, les deux partenaires ont renforcé leur [coopération sectorielle et en matière de politique étrangère](#) pour tenir leur engagement commun à faire progresser les principes démocratiques ainsi que les droits de l'homme et à renforcer la paix et la sécurité internationales ainsi qu'un multilatéralisme fondé sur des règles. Le Canada a rejoint le projet de mobilité militaire de la coopération structurée permanente en 2021. L'Union et le Canada ont également conclu un accord sur la sécurité des informations pour l'échange d'informations classifiées. En 2017, l'[accord économique et commercial global](#) (AECG) est provisoirement entré en vigueur. Un [partenariat stratégique](#) sur les matières premières a été conclu en 2021. En 2022, l'Union européenne et le Canada ont créé un groupe de travail sur la transition écologique et le gaz naturel liquéfié, afin de contribuer à une plus grande durabilité et à la sécurité énergétique. Enfin, l'Union et le Canada unissent leurs forces en tant que chefs de file dans la lutte internationale contre le changement climatique, notamment en organisant conjointement avec la Chine des [réunions ministérielles sur l'action pour le climat](#) (la dernière en date a eu lieu en juillet 2023).

## Chine

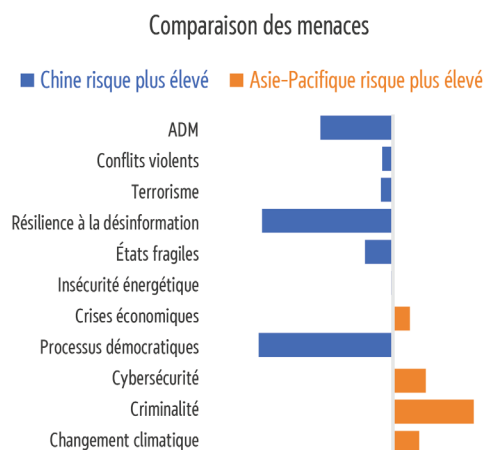
La Chine occupe la 62<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Depuis le début des réformes économiques en 1978, la Chine est devenue la deuxième plus grande économie du monde en produit intérieur brut nominal, après les États-Unis, et la première en parité de pouvoir d'achat (PPA). Il y a toutefois de plus en plus de signes indiquant que les défis structurels croissants auxquels est confrontée l'économie chinoise, y compris les défis démographiques et environnementaux, entraîneront une croissance beaucoup plus modérée à moyen terme. Avant même que le président Xi Jinping n'annonce, le 24 septembre 2025, des objectifs plus ambitieux en matière de lutte contre le changement climatique, la Chine avait obtenu des résultats relativement bons en ce qui concerne le critère climatique.

### Contexte et principaux enjeux

Les [revendications](#) de la Chine, qui est membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, relatives à la souveraineté sur Taïwan et sur plusieurs zones maritimes dans les mers de Chine orientale et de Chine méridionale sont de plus en plus vigoureusement contestées. Pour appuyer son ambition, la Chine dispose de l'[armée la plus nombreuse](#) du monde et du deuxième plus gros [budget pour la défense](#). La Chine possède également des armes nucléaires actives. Si la Chine obtient de bons résultats en matière de criminalité, de cybersécurité et d'indicateurs de crise économique, elle obtient de très mauvais résultats en ce qui concerne les processus démocratiques et la résilience à la désinformation. Ses résultats sont médiocres selon l'[indice des États fragiles](#), en particulier en ce qui concerne les droits de l'homme et l'état de droit. Certains États ont qualifié de [génocide](#) la [répression autoritaire d'État](#) menée à Hong Kong, au Tibet et dans le Xinjiang.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La [dépendance](#) persistante de la Chine à l'égard du charbon a des conséquences dangereuses pour l'environnement et la santé humaine. La Chine a produit [32 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>](#) en 2024, ce qui fait d'elle le plus grand émetteur au monde. En 2025, la Chine a officiellement [fixé](#) à l'horizon 2060 son objectif en matière de neutralité carbone. Le président Xi Jinping a annoncé de nouveaux objectifs plus ambitieux dans la lutte contre le changement climatique, tels qu'une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 7 % à 10 % d'ici à 2035. En tant que «plus grande prison au monde pour journalistes», la Chine est [descendue](#) au 178<sup>e</sup> rang sur 180 États dans le classement mondial de la liberté de la presse.

### Rôle de l'Union européenne

La [communication conjointe de 2019 sur les relations entre l'Union et la Chine](#) décrit la Chine comme un «partenaire de coopération [...], un concurrent économique [...] et un rival systémique». En 2003, l'Union et la Chine ont conclu un partenariat stratégique en développant plus de [60 formes de dialogue](#), notamment pour examiner les questions de la non-prolifération et du désarmement. Ces dialogues ont contribué à la mise en œuvre du programme stratégique de coopération UE-Chine 2020. Le [dialogue régulier entre l'Union et la Chine sur les droits de l'homme](#) permet également d'aborder différents points, tels que la liberté d'expression et la liberté de religion, bien que les progrès sur ces points soient très limités. En 2020, l'Union et la Chine ont conclu un accord global «de principe» sur les investissements. Cet accord est actuellement gelé. L'Union a imposé des [sanctions](#) à l'encontre de responsables chinois accusés de violations des droits de l'homme contre la minorité ouïgoure du Xinjiang. La [résolution](#) du Parlement 8 mai 2025 sur les violations de la liberté religieuse au Tibet a fermement condamné les politiques répressives de la Chine et les violations des droits de l'homme.

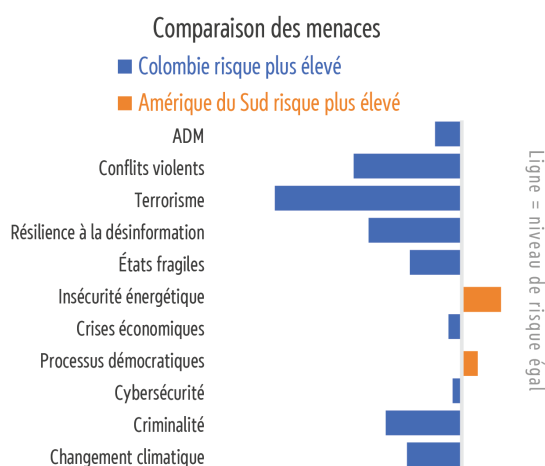
## Colombie

La Colombie occupe la 110<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Le pays est plus vulnérable que la moyenne régionale en ce qui concerne le terrorisme, la criminalité, la désinformation et les indicateurs des États fragiles. La Colombie obtient de bons résultats dans le secteur de l'énergie car elle dispose d'un fort potentiel en hydrocarbures, inexploité sous le mandat du président actuel, Gustavo Petro, orienté à gauche.

### Contexte et principaux enjeux

Les conflits armés internes, la violence, les enlèvements et les déplacements forcés continuent de poser un défi majeur en matière de sécurité en Colombie, malgré l'[accord de paix](#) historique conclu en 2016 par le président de l'époque, Juan Manuel Santos, et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Au pouvoir depuis août 2022, le président de la Colombie, Gustavo Petro, ancien membre de ce groupe marxiste de guérilleros, s'est engagé à faire régner une «paix totale» dans le pays d'ici 2025. Toutefois, le 17 janvier 2025, les pourparlers de paix entre le gouvernement colombien et le plus grand groupe de guérilleros restant, l'Armée de libération nationale (ELN), ont été suspendus.

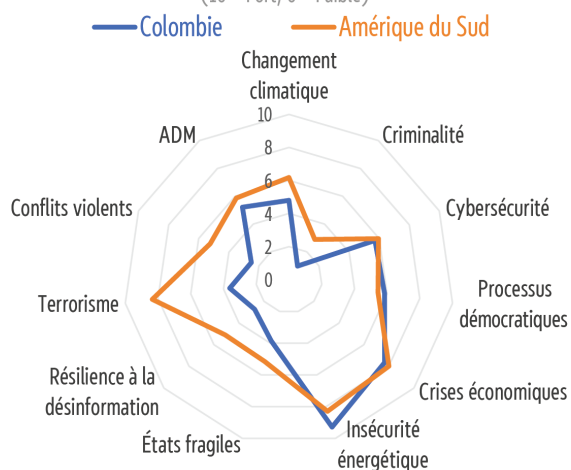
### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



À l'approche des élections présidentielles du 31 mai 2026, la Colombie a connu une série d'attentats terroristes, dont l'assassinat du sénateur de l'opposition et candidat à la présidence [Miguel Uribe Turbay](#) en juin 2025. Les attentats terroristes se sont déroulés dans plusieurs régions de Colombie et ont tué ou blessé des dizaines de civils et de membres des forces de l'ordre. Selon le coefficient de Gini, la Colombie a également été le pays le plus inégalitaire d'Amérique latine depuis 2021. Dans son rapport de 2024, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime a constaté une augmentation du nombre de [groupes étrangers de criminalité organisée](#), notamment originaires du Mexique, d'Israël et des Balkans. La [culture de la coca](#) dans le pays a augmenté de 10 % en 2024, ce qui représente un potentiel de production annuelle de cocaïne de 1 577 tonnes.

Profil de paix 2025

(10 = Fort, 0 = Faible)



### Rôle de l'Union européenne

L'Union a soutenu le processus de paix en Colombie en allouant [645 millions d'euros](#) pour des actions telles que le projet de laboratoires de paix et de territoires de paix, le [fonds fiduciaire](#) en faveur de la Colombie (auquel 21 États membres de l'Union européenne et le Chili ont promis 125 millions d'euros), les prêts de la Banque européenne d'investissement et l'IcSP, qui a mobilisé [40 millions d'euros supplémentaires](#) pour des éléments critiques du processus de paix, tels que la justice transitionnelle. [Eamon Gilmore](#), envoyé spécial de l'UE de 2015 à 2019, a estimé que l'intervention de l'Union dans le processus de paix était une réussite. La coopération au développement entre l'Union et la Colombie s'est élevée à 127 millions d'euros pour la période 2014-2020. L'Union a par ailleurs conclu un [accord commercial global](#) avec la Colombie, le Pérou et l'Équateur, appliqué à titre provisoire depuis 2013. Le [4<sup>e</sup> sommet](#) entre la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC) et l'Union européenne a eu lieu en Colombie en novembre 2025.

## Corée du Nord

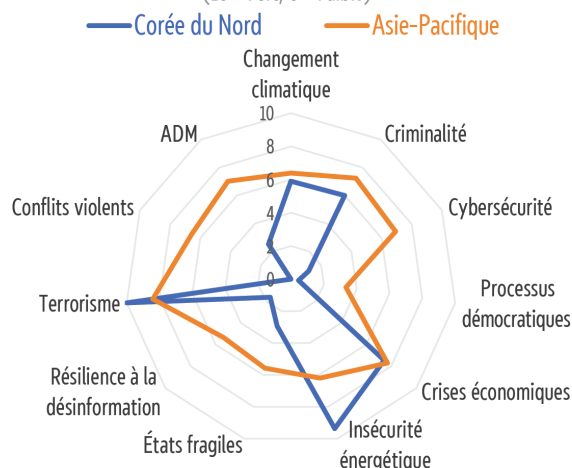
La Corée du Nord occupe la 125<sup>e</sup> place de l'indice Normandie, affichant un score global bien inférieur à la moyenne de la région Asie-Pacifique. Les négociations en vue d'une réunification de la péninsule coréenne ont systématiquement échoué depuis 1948. Le pays enregistre des scores très faibles en matière de processus démocratiques, de fragilité de l'État, de désinformation et d'armes de destruction massive.

### Contexte et principaux enjeux

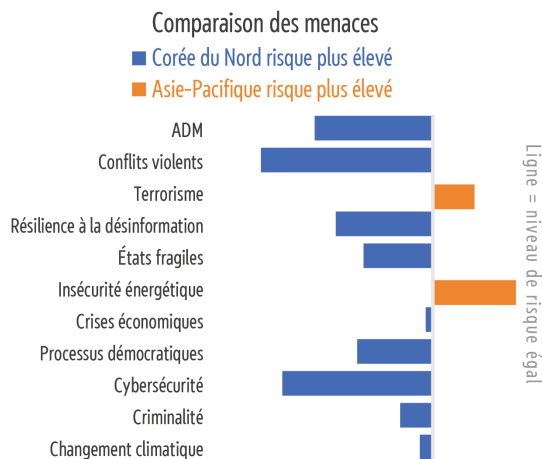
Vestige de sa politique de «l'armée d'abord», la Corée du Nord possède la troisième plus grande armée en activité au monde, avec **1 469 000** militaires permanents. Cette stratégie a laissé place en 2013 à la «politique des progrès parallèles», qui vise à faire progresser de front la croissance économique et la sécurité du pays vis-à-vis des velléités sud-coréennes et américaines, et ce au moyen du développement nucléaire. Le pays possède des armes nucléaires et des **programmes** de missiles balistiques et disposerait de capacités d'armes chimiques et biologiques. Ses missiles balistiques intercontinentaux à **capacité nucléaire** sont considérés comme capables d'**atteindre** le Japon, la Corée du Sud et les États-Unis. Le pays a recouru à des cyberattaques et à des cybervols pour amasser jusqu'à **1,3 milliard de dollars** en devises étrangères et virtuelles, en contournant ainsi les sanctions internationales. La Corée du Nord se classe à la 40<sup>e</sup> place de l'indice des États fragiles 2024 et enregistre un score particulièrement faible en matière de légitimité de l'État. Pour ce qui est des processus démocratiques, la Corée du Nord est l'un des plus mauvais élèves au monde. Des milliers de prisonniers politiques sont **détenus** dans des camps.

Profil de paix 2025

(10 = Fort, 0 = Faible)



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La Corée du Nord est dernière (180<sup>e</sup> place) du **classement mondial de la liberté de la presse 2023**. L'important dispositif de sécurité de l'État exerce un contrôle étendu sur le domicile, les déplacements, l'emploi, l'habillement, l'alimentation et la vie de famille de ses citoyens. La population est classée en fonction de son «**songbun**», un système de statut qui évalue la loyauté d'un citoyen envers le gouvernement en se basant sur l'histoire de sa famille. Le programme nucléaire, l'**idéologie** de l'autosuffisance, la mauvaise gestion et la corruption entravent la croissance à long terme. En juillet 2022, la Corée du Nord a **reconnu** les zones de Donetsk et de Louhansk, non contrôlées par le gouvernement dans l'est de l'Ukraine, comme des États indépendants (troisième pays seulement à le faire, après la Russie et la Syrie).

### Rôle de l'Union européenne

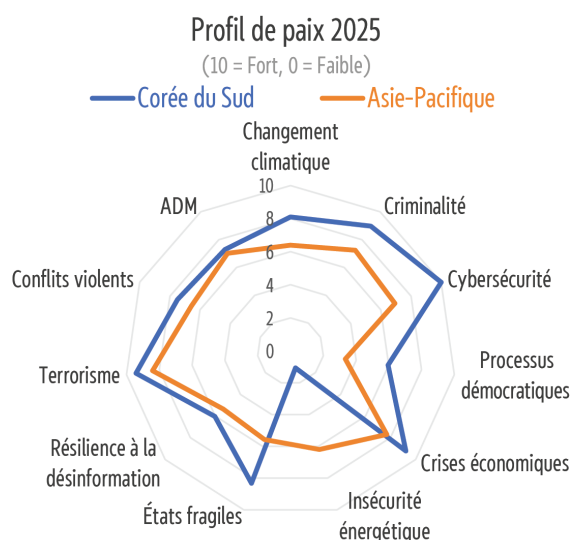
L'Union entretient des relations diplomatiques avec la Corée du Nord depuis 2001 mais ne dispose pas de délégation à Pyongyang. Elle exerce des **sanctions** à l'égard de Pyongyang en mettant en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et en adoptant des mesures restrictives autonomes (la **dernière en date** le 21 avril 2022). Le 9 septembre 2025, **l'Union a déclaré** ce qui suit à l'AIEA: «L'Union européenne condamne les actions illégales et déstabilisatrices de la République populaire démocratique de Corée qui compromettent la paix et la sécurité régionales et internationales. Nous demandons instamment à la République populaire démocratique de Corée de satisfaire aux obligations qui lui incombent au titre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et de renoncer à l'ensemble de ses armes nucléaires et de ses autres armes de destruction massive, de ses programmes de missiles balistiques et de ses programmes nucléaires existants, et ce en totalité et de manière vérifiable et irréversible.»

## Corée du Sud

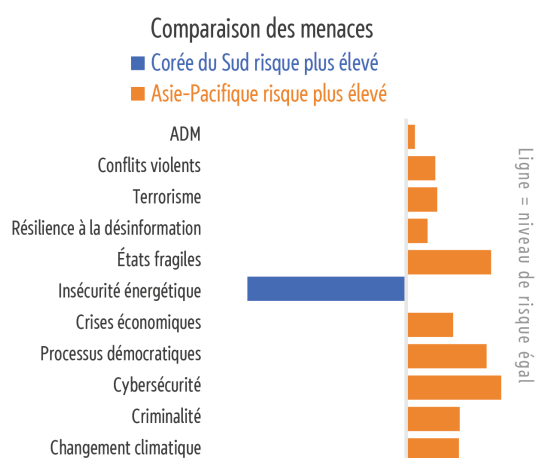
La Corée du Sud occupe la 12<sup>e</sup> place de l'indice Normandie et est ainsi le troisième pays le plus performant d'Asie après Singapour et la Malaisie. Le pays enregistre de bons résultats en matière de cybersécurité, de processus démocratiques, de changement climatique, de criminalité et d'économie. Toutefois, en raison du niveau élevé d'importation de pétrole brut et de gaz naturel, la Corée du Sud est vulnérable à l'insécurité énergétique.

### Contexte et principaux enjeux

En 1953, à la fin de la guerre de Corée, la République de Corée comptait parmi les pays les plus **pauvres** du monde. Selon les données de la **Banque mondiale**, son PIB par habitant atteint désormais 33 121 dollars (2023). Le pays se classe à la 20<sup>e</sup> position de l'**indice de développement humain** du PNUD et au 33<sup>e</sup> rang dans le classement de l'**indice de démocratie** de l'Economist Intelligence Unit. La Corée du Sud n'a annoncé aucun nouvel objectif majeur depuis sa première **contribution déterminée au niveau national** présentée lors de la COP26 et soumise à la CCNUCC en 2021, fixant un **objectif** de réduction des émissions de 40 % par rapport aux niveaux de 2018 d'ici à 2030. La Corée du Sud dispose d'une **armée permanente** de 613 000 effectifs et consacre 48 milliards de dollars, soit 2,8 % de son PIB, à la **défense**.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le bon classement de la Corée du Sud dans l'**indice de développement des TIC 2024** de l'Union internationale des télécommunications (UIT, agence des Nations unies spécialisée dans les technologies numériques) s'explique par les meilleurs scores obtenus par le pays pour ce qui est de la connectivité, du taux de pénétration du haut débit et des mesures techniques et juridiques. La Corée du Sud occupe la 61<sup>e</sup> position dans le **classement mondial de la liberté de la presse**. Le 29 septembre 2021, le Parti démocrate, qui détient toujours une nette majorité au sein de l'Assemblée nationale coréenne, a **décidé** de suspendre la révision de la loi sur la presse, qui porterait atteinte à la liberté des médias. La Corée du Sud est vulnérable dans le **secteur de l'énergie**, puisqu'elle importe près de 93,5 % de l'énergie et des ressources naturelles qu'elle consomme.

En 2022, le pays a dépensé 190,8 milliards de dollars pour ses **importations d'énergie** et de ressources naturelles, soit près de 26,1 % du montant total de ses importations.

### Rôle de l'Union européenne

L'Union entretient des **relations diplomatiques** et commerciales avec la Corée du Sud depuis 1963. Depuis 2010, le pays est également l'un des partenaires stratégiques de l'Union en Asie. L'**accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Corée du Sud est entré en vigueur** en 2015. La Corée du Sud est la huitième destination des exportations de marchandises de l'Union, tandis que cette dernière est le troisième marché d'exportation de la Corée du Sud. En 2023, l'Union européenne a été le **premier investisseur étranger** en Corée du Sud (53,3 milliards de dollars). L'Union et la Corée du Sud partagent un vif intérêt en faveur d'une péninsule coréenne dénucléarisée et travaillent ensemble à l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables. Un accord fixant un cadre pour la participation de la Corée du Sud aux opérations de gestion des crises de l'Union a été **signé** en 2014. Le 10 mars 2025, l'Union et la Corée du Sud ont conclu les négociations en vue de la signature d'un accord sur le commerce numérique.

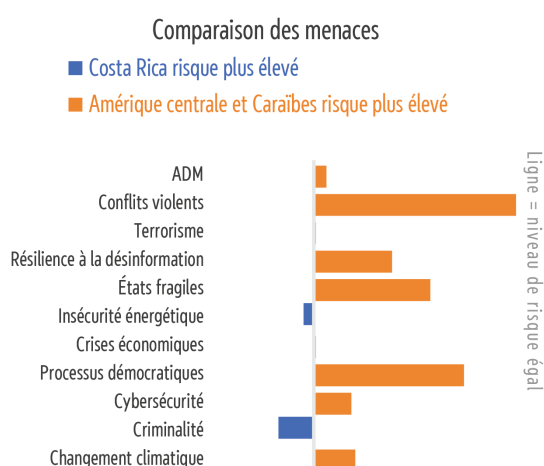
## Costa Rica

Le Costa Rica figure à la 23<sup>e</sup> place de l'indice Normandie, ce qui indique un niveau de risque relativement faible. Il est un modèle de paix au sein d'une région d'Amérique centrale et des Caraïbes qui est instable. Affichant de bons résultats en matière de processus démocratiques, le Costa Rica bénéficie d'une stabilité démocratique de longue date, caractérisée par des passations de pouvoir sans heurt à l'issue d'élections libres et équitables.

### Contexte et principaux enjeux

Le Costa Rica a supprimé son armée en 1948, à l'issue d'une guerre civile intense, ce qui a eu des répercussions positives sur les résultats obtenus en matière de conflits violents, de terrorisme et d'armes de destruction massive. Le risque de conflit armé interne est faible et le pays entretient de bonnes relations avec les États voisins. Toutefois, on constate une augmentation de la [criminalité](#) au Costa Rica. En 2025, des hauts fonctionnaires du gouvernement ont été accusés d'avoir participé à des réseaux de [corruption](#) et de [trafic de drogue](#), ce qui donne à penser que la criminalité organisée s'est propagée jusqu'aux plus hauts niveaux de pouvoir.

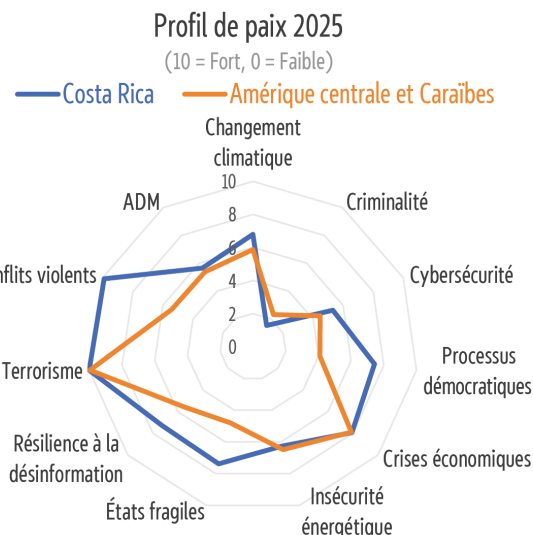
### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



[sources renouvelables](#).

### Rôle de l'Union européenne

L'Union européenne entretient de solides relations avec le Costa Rica au niveau politique. Les deux parties ont participé activement au [dialogue de San José](#) de 1984, en soutien au processus de paix et aux initiatives de démocratisation déployées en Amérique centrale. Le [Costa Rica](#) est également partie à l'accord d'association UE-Amérique centrale en vigueur depuis mai 2024. Dans le cadre du programme indicatif pluriannuel ([PIP](#)) régional 2021-2027 pour les Amériques et les Caraïbes, le Costa Rica bénéficie d'un soutien de l'UE pour trois priorités: la décarbonation et le changement climatique, la transition numérique et la gestion des migrations. Dans le cadre de son programme [EUROsociAL+](#), l'UE [soutient](#) les politiques publiques au Costa Rica visant à améliorer la cohésion sociale et à réduire les inégalités. L'initiative «[Global Gateway](#)» de l'UE encourage spécifiquement la production d'hydrogène vert au Costa Rica, la conversion des bus urbains vers l'électrique et le développement de la production de vaccins. L'Union soutient également de nouvelles approches régionales au moyen de programmes de coopération triangulaire; elle œuvre par exemple avec le Costa Rica, la Colombie et le Mexique au renforcement de la [justice réparatrice](#).



Le Costa Rica présente un niveau relativement élevé de résilience aux nouvelles menaces pour la sécurité. Il jouit d'une démocratie stable et de longue date et bénéficie de niveaux élevés de liberté de la presse et de protection des droits de l'homme. Le pays obtient des résultats supérieurs à la moyenne régionale pour les indicateurs «processus démocratiques» et «États fragiles». Sa position dans le classement mondial de la liberté de la presse s'est cependant détériorée en 2025. En 2023, le Costa Rica était [59<sup>e</sup>](#) parmi les 187 pays les plus vulnérables au changement climatique, soit mieux que la moyenne régionale en ce qui concerne le changement climatique. Il a consenti des efforts significatifs pour parvenir à la neutralité climatique d'ici 2050. Il [produit](#) déjà la totalité de l'électricité qu'il consomme à partir de

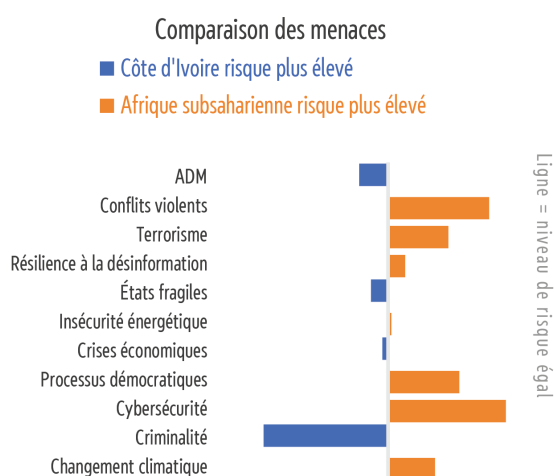
## Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire figure à la 82<sup>e</sup> position de l'indice Normandie, et se situe pratiquement au même rang que le reste de la région d'Afrique subsaharienne. Le pays est confronté à un clivage politique et aux risques liés au changement climatique, tandis que le terrorisme et les conflits violents restent des sujets de préoccupation majeure.

### Contexte et principaux enjeux

Après son indépendance, la Côte d'Ivoire est devenue l'un des pays les plus stables et les plus prospères d'Afrique. À la suite du décès de son premier président en 1993, Félix Houphouët-Boigny, le pays a plongé dans l'instabilité et dans un conflit violent opposant le sud chrétien et le nord musulman. En 2010, la victoire électorale de l'actuel président [Alassane Ouattara](#), soutenu par les forces des Nations unies et les troupes françaises, a mis fin au conflit civil. Alassane Ouattara a obtenu un quatrième mandat le 25 octobre 2025. L'exclusion de Tidjane Thiam de la course à la présidence a été critiquée en interne et par les partenaires étrangers, tandis que son rival Ahoua Don Mello s'est assuré le soutien de la Russie. Si le Président Ouattara a gardé des liens étroits avec la France, la [Côte d'Ivoire et le Royaume-Uni](#) ont récemment entamé une coopération stratégique.

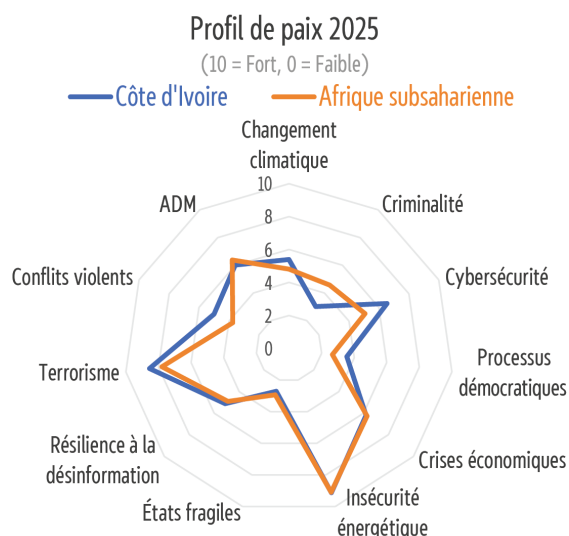
### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



près de 72 000 demandeurs d'asile.

### Rôle de l'Union européenne

Le programme indicatif pluriannuel (PIP) de l'UE pour la Côte d'Ivoire pour la période 2021-2024 s'élève à 228 millions d'euros. Dans le cadre de l'instrument IVCDI - Europe dans le monde, et en vue de structurer le flux d'aide au développement apporté, l'Union européenne a convenu de [priorités](#). D'autres fonds consacrés à la paix sont accordés dans le cadre de l'initiative «Paix et stabilité» de l'Équipe Europe, pour un montant total de 149,1 millions d'euros : l'Union européenne contribue à hauteur de 29,4 millions d'euros, avec comme autres contributeurs principaux la France, l'Allemagne et l'Italie. Depuis 2016, la Côte d'Ivoire est l'un des deux seuls pays d'Afrique de l'Ouest à mettre en œuvre un [accord de partenariat économique](#) avec l'Union européenne. L'Union déploie une [mission hybride, civile et militaire, de PSDC](#) dans le golfe de Guinée, en soutien à la Côte d'Ivoire, au Ghana, au Togo et au Bénin ([initiative de l'UE en matière de sécurité et de défense dans le golfe de Guinée](#)).



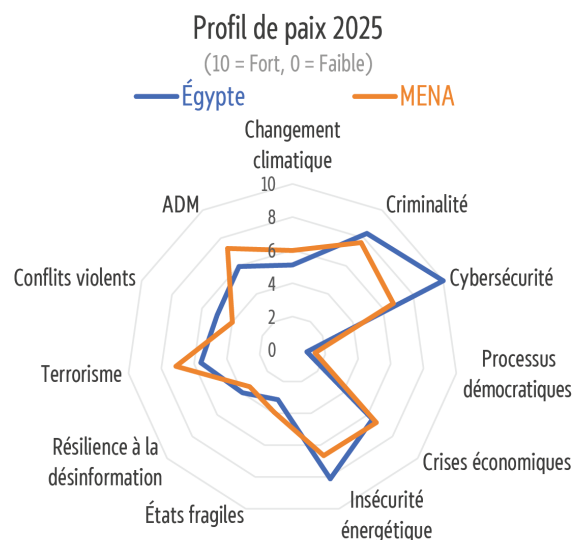
Ces dernières années, la [situation en matière de sécurité](#) au Sahel s'est fortement détériorée en raison de la multiplication des attaques perpétrées par des groupes armés non étatiques. La Côte d'Ivoire est confrontée à une menace d'[insurgés islamistes](#) le long de ses frontières. Le risque d'attentats terroristes d'organisations djihadistes, telles que les groupes maliens Ansar al-Dine et al-Qaïda au Maghreb islamique, s'est accru, avec un [risque](#) de radicalisation locale. Depuis 2020, les [djihadistes](#) ont attaqué les forces de sécurité à la frontière nord avec le Burkina Faso. En raison de son emplacement géographique, le pays est vulnérable à la criminalité organisée, notamment la traite d'êtres humains et le trafic de drogue, ainsi qu'à la [piraterie maritime](#) dans le golfe de Guinée. Les [statistiques du HCR des Nations unies](#) montrent qu'au 31 août 2025, la Côte d'Ivoire comptait

## Égypte

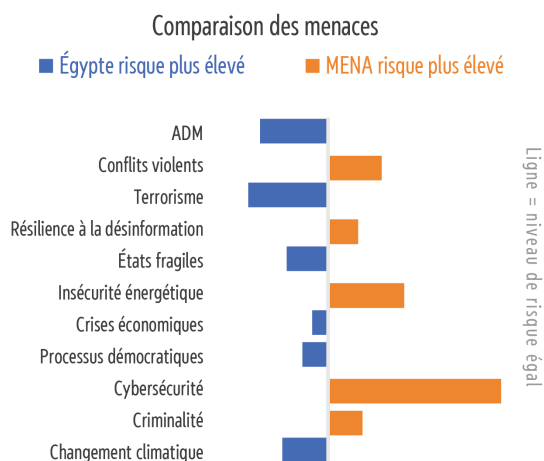
L'Égypte occupe la 78<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Élu en 2014, en 2018 et à nouveau en 2023, le président Abdel Fattah al-Sissi a remporté son troisième mandat de six ans avec 89,6 % des voix. L'Égypte jouit d'une forte sécurité énergétique et d'une forte cybersécurité. Les problèmes régionaux, tels que les répercussions de la guerre entre Israël et le Hamas et la menace terroriste islamique dans le nord du Sinaï, restent à haut risque. L'augmentation de la dette, l'inflation et la dévaluation entraînent de faibles performances économiques. Malgré les réformes annoncées, les processus démocratiques sont fragiles.

### Contexte et principaux enjeux

L'Égypte est 44<sup>e</sup> sur 179 dans l'[indice des États fragiles 2025](#), notamment en raison de son bilan en matière de droits de l'homme et de terrorisme islamique dans le pays. L'[armée](#) demeure la force politique prédominante. Depuis 2014, le [groupe terroriste](#) Wilayat Sinaï, ou «Province du Sinaï», mène une insurrection permanente contre les autorités égyptiennes. En 2022, la juridiction pénale du Caire ainsi que la Cour suprême de sûreté de l'État ont [condamné](#) l'ancien candidat à la présidence, Abdel Moneim Aboul Fotouh, ainsi que l'ancien guide suprême de la confrérie des Frères musulmans, Mahmoud Ezzat, à 15 ans de prison. L'Égypte détient 77 000 milliards de mètres cubes de [réserves prouvées de gaz](#), ce qui la place au 16<sup>e</sup> rang mondial. Conformément au [plan REPowerEU](#), l'Union européenne et l'Égypte vont accélérer et intensifier leur [partenariat énergétique](#).



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



L'Égypte se place au 170<sup>e</sup> rang (sur 180) du classement mondial de la liberté de la presse 2025. La démographie et le changement climatique continuent de représenter des défis, puisque la grande majorité (98 %) de la population (95 millions) vit dans la vallée arable et le delta du Nil, qui représentent seulement 3 % de l'ensemble des terres du pays. L'Égypte est confrontée à un déficit annuel d'eau d'environ 7 milliards de mètres cubes. La salinisation des sols menace également 15 % des terres agricoles du pays. Le président al-Sissi a soutenu les réformes économiques et politiques, au cœur desquelles la vision pour l'Égypte 2030. Après avoir chuté en 2023-2024, la livre égyptienne s'est stabilisée et renforcée de 3,92 % en 2025.

### Rôle de l'Union européenne

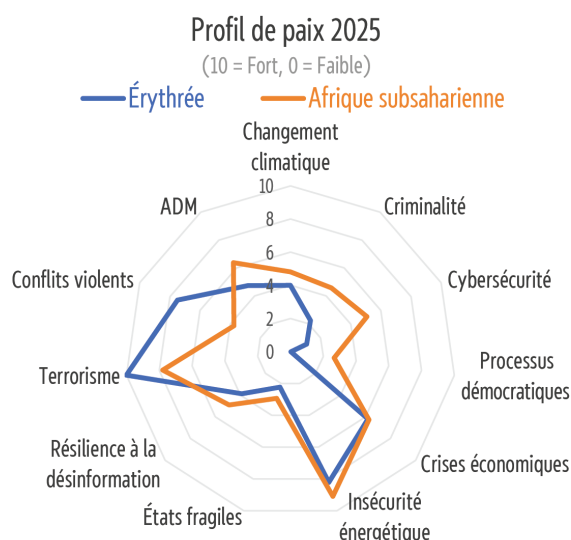
Un [accord d'association](#) de 2001, entré en vigueur en 2004, constitue la base juridique des relations entre l'Union et l'Égypte. Le [plan d'action UE-Égypte](#), adopté en 2007, a contribué à développer les relations bilatérales sur le plan politique, social et économique. Dans le cadre de la [politique européenne de voisinage révisée](#), l'Union et l'Égypte ont adopté des [priorités de partenariat](#) qui ont guidé le partenariat pour la période 2017-2020. En février 2021, l'Union a adopté un [nouveau programme pour la Méditerranée](#), comprenant un plan d'investissement de 7 milliards d'euros. Le 19 juin 2022, la 9<sup>e</sup> réunion du [Conseil d'association UE-Égypte](#) a adopté de nouvelles priorités de partenariat pour guider les relations jusqu'en 2027. Un [partenariat stratégique et global](#) de 7,4 milliards d'euros a été conclu entre l'Union européenne et l'Égypte en 2024 pour aider le pays à relancer son économie en difficulté et à lutter contre la migration irrégulière.

## Érythrée

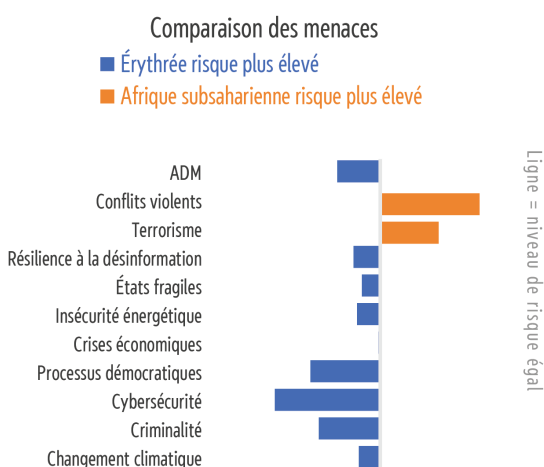
L'Érythrée occupe la 116<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Elle souffre d'une absence totale de pratiques démocratiques et de liberté politique. Les relations avec la plupart des pays occidentaux, y compris les donateurs, sont tendues. L'Érythrée est impliquée dans les conflits régionaux en cours et soutiendrait des groupes armés au Tigré (Éthiopie) et dans l'est du Soudan.

### Contexte et principaux enjeux

Le président Isaias Afwerki est à la tête d'un régime [autoritaire militarisé](#) depuis son indépendance vis-à-vis de l'Éthiopie en 1993. Depuis lors, aucune élection nationale n'a eu lieu et la constitution de 1997 n'a jamais été pleinement appliquée. Le gouvernement exerce une répression à l'égard des personnes qu'il perçoit comme des opposants, en les emprisonnant pendant des années sans procès et dans des conditions très dures. Tous les citoyens de 18 à 50 ans doivent accomplir un service national, d'une durée théorique de 18 mois. Des abus fréquents en lien avec les limites d'âge, la durée et les conditions ont été signalés par le [rapporteur spécial des Nations unies](#) sur l'Érythrée. Les sécheresses, les inondations et les invasions de criquets aggravent la pauvreté et l'insécurité alimentaire. De nombreux Érythréens ont [fui](#) le pays pour se rendre dans des zones aujourd'hui prises elles-mêmes dans des conflits.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Après avoir pris ses fonctions en 2018, le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed Ali a mis fin aux tensions en nouant une alliance solide avec le président érythréen, Isaias Afwerki. Les relations se sont toutefois détériorées depuis lors, l'accès à la mer Rouge cristallisant les tensions. Les forces érythréennes ont soutenu l'offensive dans la région du [Tigré](#) en Éthiopie en 2022. À la suite de l'accord de paix de novembre 2022 entre le Front populaire de libération du Tigré et le gouvernement fédéral éthiopien, l'Érythrée n'a pas retiré ses troupes, qui ont commis de graves [violations des droits de l'homme](#) et des [crimes de guerre](#). En mars 2025, les deux pays avaient mobilisé des troupes le long de leur frontière commune. L'Érythrée soutiendrait également des groupes armés

dans l'est du [Soudan](#). L'Érythrée affiche une position fortement pro-russe. Elle a autorisé la Russie à établir une [base militaire](#) dans le port d'Assab sur la mer Rouge (la création d'une base russe à Port-Soudan est rendue difficile par le conflit dans ce pays). L'Érythrée a [rejoint](#) l'Autorité intergouvernementale pour le développement d'Afrique de l'Est en juin 2023.

### Rôle de l'Union européenne

Si l'Union européenne ne dispose pas d'un accord de coopération à part entière avec l'Érythrée, elle [finance](#) néanmoins des organisations de la société civile et des programmes dans le domaine des droits de l'homme. L'Union fournit une aide humanitaire aux Érythréens dans les camps de réfugiés situés dans les pays limitrophes, et notamment en Éthiopie. L'Union européenne et l'Érythrée font partie de l'[initiative pour la route migratoire UE-Corne de l'Afrique](#), un dialogue stratégique sur la lutte contre la migration irrégulière.

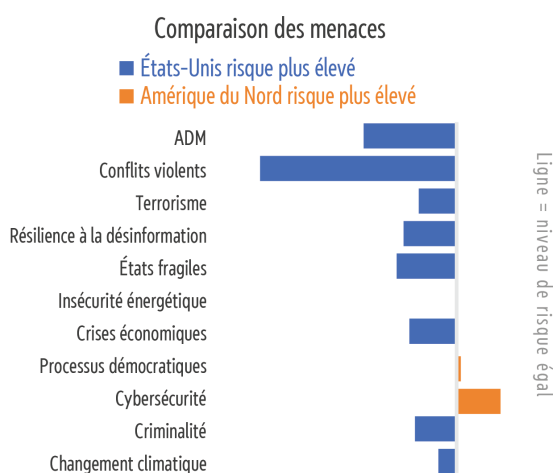
## États-Unis

Les États-Unis se classent à la 74<sup>e</sup> place de l'indice Normandie, soit une hausse par rapport à l'année précédente, où ils occupaient la 90<sup>e</sup> position. Le pays est confronté à des menaces dans le domaine des armes de destruction massive ainsi qu'à des niveaux élevés de polarisation politique, de violence par arme à feu et de terrorisme sur son territoire.

### Contexte et principaux enjeux

Les États-Unis occupent l'une des [premières places](#) dans les classements mondiaux du PIB, de l'innovation et de la croissance économique. Leurs [dépenses militaires](#) (qui représentent 37 % de celles de la planète d'après les données 2024 du SIPRI), les interventions récurrentes dans des conflits extérieurs, les niveaux élevés d'importation et d'exportation d'armes, le taux d'incarcération considérable et les désaccords partisans sur le fonctionnement des institutions démocratiques sont autant de facteurs qui contribuent à un climat peu apaisé par rapport aux autres pays à revenu élevé. Les États-Unis présentent le [taux de violence par arme à feu le plus élevé](#) dans cette catégorie de pays, dont 58 % étaient des suicides par arme à feu en 2023. Cependant, en 2024, les morts causées par une arme à feu, à l'exclusion des suicides, ont [diminué](#) pour la troisième année consécutive. Bien que les États-Unis aient éloigné la menace d'une crise économique, grâce à une croissance économique solide de [2,5 %](#) en 2024, la dette fédérale a [continué](#) d'augmenter jusqu'à représenter [118,7 % du PIB](#) en 2025.

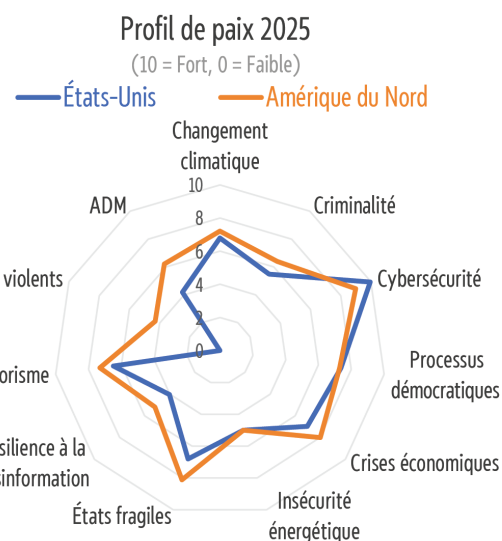
### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le retrait des États-Unis du [traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire](#) avec la Russie, en 2019, puis leur retrait du [traité de 1992 sur le régime «ciel ouvert»](#), en 2020, constituent des événements alarmants. Bien que les États-Unis aient prolongé le traité de 2010 sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs avec la Russie, cette dernière [a suspendu](#) sa participation au traité en 2023 et les deux pays ne partagent plus de données sur les armes nucléaires. En 2023, les États-Unis ont publié une [stratégie de lutte contre les armes de destruction massive](#), qui considère que la Chine pose un «défi à long terme» et que la Russie représente «une menace grave». Les États-Unis souffrent d'une [montée du terrorisme sur leur territoire](#), d'une [forte exposition](#) à la [désinformation](#).

### Rôle de l'Union européenne

Les États-Unis constituent un [partenaire](#) stratégique et important de l'Union européenne pour la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde. En 2011, les États-Unis ont signé un [accord-cadre de partenariat](#) sur la participation aux opérations de la PSDC et, le 26 avril 2023, l'Agence européenne de défense et le département de la défense américain ont [signé](#) un [accord administratif](#) prévoyant une coopération transatlantique renforcée dans des domaines spécifiques de la défense. Les États-Unis et l'Union européenne collaborent également au sein de l'OTAN dans les domaines définis par la déclaration conjointe [UE-OTAN](#). En matière de lutte contre le terrorisme, les accords bilatéraux comprennent un [accord opérationnel](#) entre les États-Unis et Europol, l'[accord](#) UE-États-Unis sur le programme de surveillance du financement du terrorisme et l'accord UE-États-Unis sur les dossiers passagers. En juillet 2023, la Commission européenne a adopté une [décision d'adéquation](#) au titre d'un nouveau cadre de protection des données UE-États-Unis, [approuvé](#) en mars 2022 et entré en vigueur après la signature du [décret présidentiel n° 14086](#) en octobre 2022. En août 2025, une [déclaration conjointe](#) a été signée sur un cadre entre les États-Unis et l'Union européenne pour un accord sur le commerce réciproque, équitable et équilibré. Elle est actuellement mise en œuvre par [voie législative](#) dans l'Union, et par [décret](#) aux États-Unis.



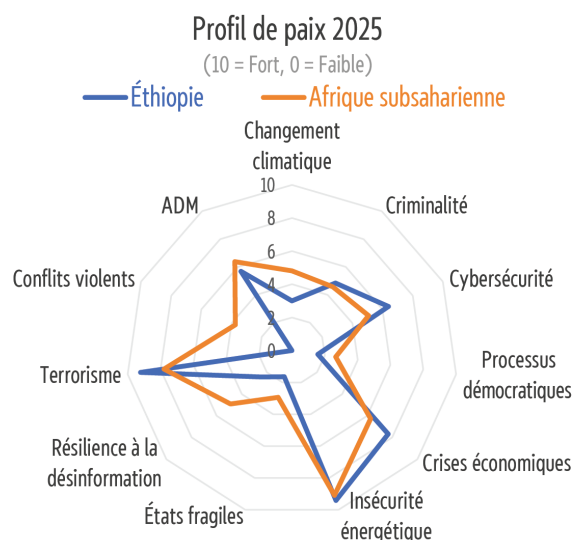
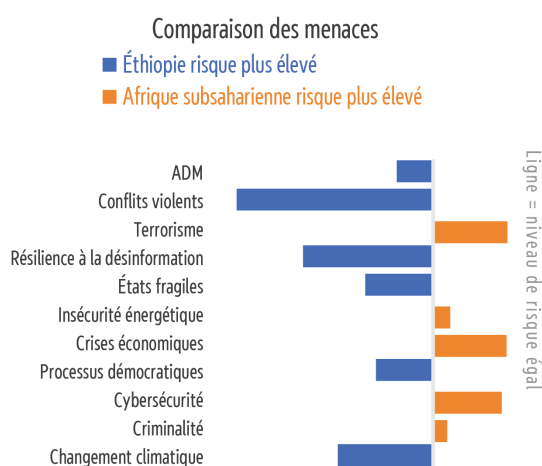
## Éthiopie

L'Éthiopie occupe la 112<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Le Premier ministre Abiy Ahmed Ali s'est efforcé avec succès, au cours des premiers mois qui ont suivi sa prise de fonctions, de résoudre les différends persistants avec l'Érythrée et d'engager des réformes ambitieuses sur les plans politique et économique. Toutefois, des tensions dans plusieurs régions et avec les pays limitrophes ont gravement pesé sur le niveau de risque du pays.

### Contexte et principaux enjeux

Avec plus de [80 groupes ethniques](#) et autant de langues différentes, la politique éthiopienne est structurée autour de la notion de fédéralisme ethnique. Le Premier ministre Abiy Ahmed a [reçu le prix Nobel](#) de la paix en 2019 pour ses efforts visant à régler des différends de longue date avec l'Érythrée. La situation au Tigré reste [tendue](#) malgré l'[accord de paix](#) signé en 2022. Les [tensions](#) entre le gouvernement central et plusieurs régions se sont envenimées. Le [Grand barrage de la Renaissance éthiopienne](#) est désormais pleinement opérationnel et devrait stimuler l'économie, mais il a causé des tensions avec l'Égypte et le Soudan. En 2024, [21,4 millions d'Éthiopiens](#) ont eu besoin d'une aide humanitaire.

### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



L'insistance de l'Éthiopie à se procurer un port sur la mer Rouge a créé des tensions avec ses voisins, la Somalie et l'Érythrée. Un accord passé avec le Somaliland pour avoir accès à la mer, éventuellement en échange de la reconnaissance de l'indépendance du Somaliland, a indigné la [Somalie](#), tandis que les menaces du Premier ministre éthiopien de revendiquer le port d'[Assab](#) ont alarmé l'Érythrée. Les observateurs préviennent que cette situation, combinée aux tensions attisées par l'[Érythrée](#) au Tigré, pourrait conduire à une guerre entre les deux pays. Les insurrections violentes en Amhara et en Oromia se sont intensifiées. Le Grand barrage de la Renaissance éthiopienne reste une source de tensions régionales, en particulier avec l'Égypte et le Soudan, qui le considèrent comme une menace pour leur sécurité hydrique.

### Rôle de l'Union européenne

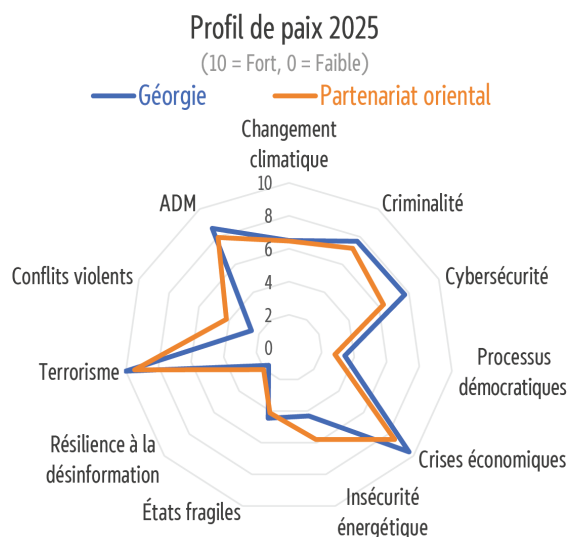
L'Éthiopie est considérée comme un partenaire clé de la [stratégie renouvelée de l'UE dans la Corne de l'Afrique](#), adoptée en mars 2021 mais élaborée avant l'éclatement du conflit du Tigré. En raison de ce conflit, l'Union a suspendu son appui budgétaire à l'Éthiopie, et accru les financements humanitaires. Le 24 avril 2023, le Conseil de l'Union européenne a annoncé que l'UE reprendrait progressivement son dialogue avec l'Éthiopie, au fur et à mesure de la mise en œuvre de l'accord de paix par cette dernière. Le [programme de coopération](#) 2024-2027 (650 millions d'euros) répond aux besoins et défis structurels d'après-conflit, autour de trois domaines prioritaires: le pacte vert; le développement humain; la gouvernance et la consolidation de la paix. L'Union a fourni 86,55 millions d'euros d'aide humanitaire à l'Éthiopie en 2024 et 46,7 millions d'euros en 2025 (au 20 juin). En parallèle, en avril 2024, l'UE a restreint l'octroi de visas aux ressortissants éthiopiens, en raison de la coopération «insuffisante» de l'Éthiopie en matière de [réadmission](#) de ses ressortissants en séjour irrégulier dans l'UE.

## Géorgie

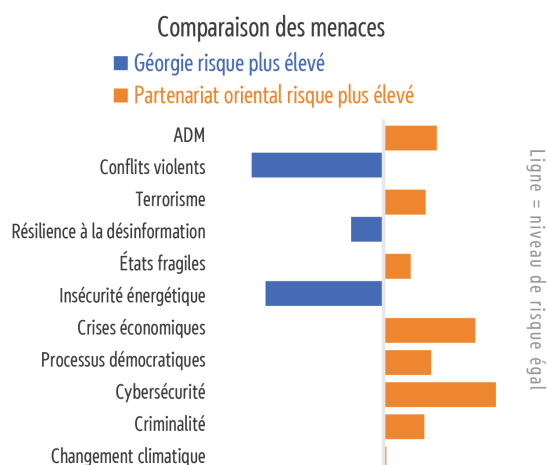
La Géorgie occupe la 56<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Elle obtient de bons résultats en matière de cybersécurité et de réaction à la crise économique, mais des résultats médiocres en ce qui concerne les conflits régionaux et la sécurité énergétique. En novembre 2024, le gouvernement a suspendu les négociations d'adhésion à l'Union, ce qui a entraîné une nouvelle spirale de protestations contre le gouvernement et de violentes répressions.

### Contexte et principaux enjeux

Depuis que la Géorgie est devenue indépendante de l'Union soviétique en 1991, son gouvernement a été confronté à des mouvements séparatistes en Abkhazie et en Ossétie du Sud. En 2008, la Russie a mené une guerre contre la Géorgie sous le prétexte de protéger les séparatistes. Bien que les combats aient pris fin rapidement, les causes du conflit ne sont pas résolues et la Géorgie a perdu le contrôle de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. La Fédération de Russie les reconnaît désormais comme des entités souveraines et y a établi trois bases militaires comptant au moins 15 000 soldats russes. À la suite des élections législatives conflictuelles d'octobre 2024, où le parti au pouvoir (depuis 2012), le Rêve géorgien, a revendiqué la victoire, des manifestations de masse réclamant de nouvelles élections ont immédiatement eu lieu dans tout le pays. En 2024, le gouvernement a suspendu les négociations d'adhésion.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La Géorgie se classe au premier rang des pays du partenariat oriental selon l'indicateur de crise économique de l'indice Normandie, notamment car elle a bénéficié d'un renouveau commercial et de la délocalisation d'entreprises russes à la suite des sanctions sévères de l'UE à l'encontre de la Russie, que la Géorgie a refusé de relayer. Au cours des 15 dernières années, les réformes se sont concentrées sur la mondialisation des entreprises, l'augmentation de la croissance économique et la diversification des échanges. Si les pays voisins que sont la Russie, la Bulgarie, l'Azerbaïdjan et la Turquie accueillent toujours la majorité de ses exportations, la Géorgie a développé ses relations avec la Chine, et avec l'Union européenne grâce à un accord d'association, comprenant une zone

de libre-échange approfondi et complet. La Géorgie ne dispose pas de ressources importantes en combustibles fossiles et obtient des résultats inférieurs à la moyenne régionale en matière de sécurité énergétique.

### Rôle de l'Union européenne

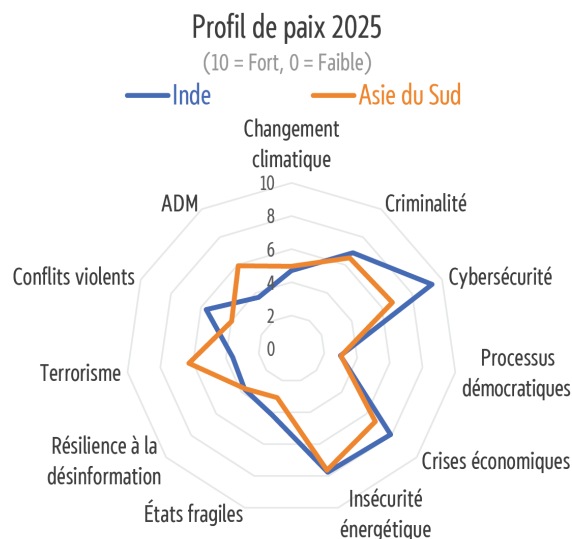
L'UE continue de soutenir la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, notamment par l'intermédiaire du représentant spécial de l'UE (RSUE) pour le Caucase du Sud et la crise en Géorgie et de la mission d'observation de l'Union européenne. La Géorgie a obtenu le statut de pays candidat à l'adhésion à l'Union en 2023 sous certaines conditions. En 2024, le gouvernement a suspendu les négociations d'adhésion à l'Union. Le Conseil européen de décembre 2024 a déploré cette décision, et a réaffirmé la volonté de l'Union de soutenir les aspirations européennes de la population géorgienne.

## Inde

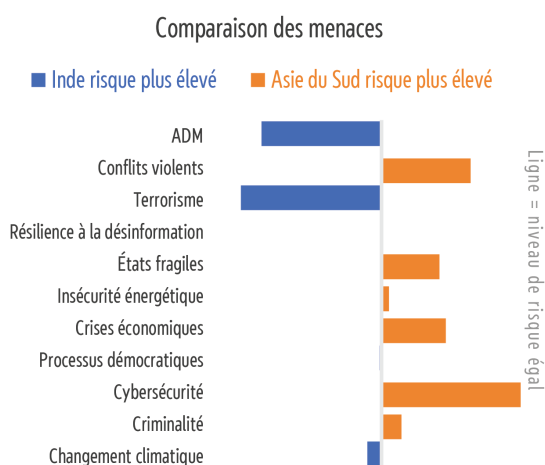
L'Inde occupe la 91<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Le pays continue d'afficher de bons résultats en ce qui concerne les indicateurs de cybersécurité, de crise économique et d'insécurité énergétique. L'Inde a des différends territoriaux non résolus avec la Chine et le Pakistan, tous deux puissances nucléaires, ce qui explique son faible classement en ce qui concerne l'indicateur des armes de destruction massive.

## Contexte et principaux enjeux

L'Inde obtient de bons résultats pour ce qui est de l'indicateur de crise économique, le pays ayant bénéficié d'une hausse du PIB et d'un recul de la pauvreté. On estime que le nombre d'Indiens vivant dans une [pauvreté extrême](#) a baissé, et qu'il atteint aujourd'hui 15 millions. Toutefois, les [droits de l'homme se détériorent](#). L'Inde est actuellement confrontée à des conflits interreligieux, intercastes et interethniques, qui entraînent des violences communautaires. L'[inégalité entre les hommes et les femmes](#) constitue également un problème: l'Inde occupe la 131<sup>e</sup> place sur 148 pays à cet égard. En 2024, l'Inde se classait dans la moitié inférieure de l'[indice de démocratie libérale](#), après avoir connu une [baisse](#) substantielle au cours de la dernière décennie en raison de politiques discriminatoires touchant la [population musulmane](#) et d'obstacles à l'opposition politique. Les [tensions](#) avec le Pakistan, portant principalement sur le [Cachemire](#), ont donné naissance à des groupes terroristes islamistes.



## Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Les efforts déployés par le gouvernement pour limiter les discours «antinationaux» ont conduit l'Inde à se classer à la 151<sup>e</sup> place dans le [classement mondial de la liberté de la presse 2025](#). Si l'Inde est la cible de cyberattaques, elle obtient néanmoins un bon score en matière de [cybersécurité](#). Elle obtient la 14<sup>e</sup> place de l'[indice mondial du terrorisme 2025](#), et refuse de signer le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le traité d'interdiction complète des essais nucléaires et le traité sur l'interdiction des armes nucléaires. L'Inde occupe la 10<sup>e</sup> place dans l'[indice de performance en matière de changement climatique](#) pour 2025, avec des notes élevées en ce qui concerne les [émissions](#) et l'utilisation de l'énergie. L'Inde était le deuxième [importateur d'équipements militaires](#) en 2020-2024,

derrière l'Ukraine, et le plus grand importateur d'armes provenant de la Russie. L'Inde [n'a pas condamné](#) l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et est le deuxième [importateur de pétrole brut russe](#) après la Chine.

## Rôle de l'Union européenne

L'Inde et l'Union sont des partenaires stratégiques depuis 2004. L'UE est le [2<sup>e</sup> partenaire commercial](#) de l'Inde, puisqu'elle représente 11,5 % des échanges commerciaux indiens. L'Union et l'Inde ont noué un [partenariat en matière de connectivité](#), mis en place un [Conseil du commerce et des technologies UE-Inde](#) et signé un protocole d'accord sur le [corridor économique Inde – Moyen-Orient – Europe](#). En septembre 2025, l'Union a présenté un [nouveau programme stratégique UE-Inde](#). L'Union européenne et l'Inde [ambitionnent de conclure](#) les négociations d'un [accord de libre-échange](#) d'ici la fin de 2025. Ils souhaitent également parvenir à un accord de protection des investissements, et envisagent la création d'un [partenariat en matière de sécurité et de défense](#). Ils entament des négociations en vue d'un accord sur la [sécurité des informations](#).

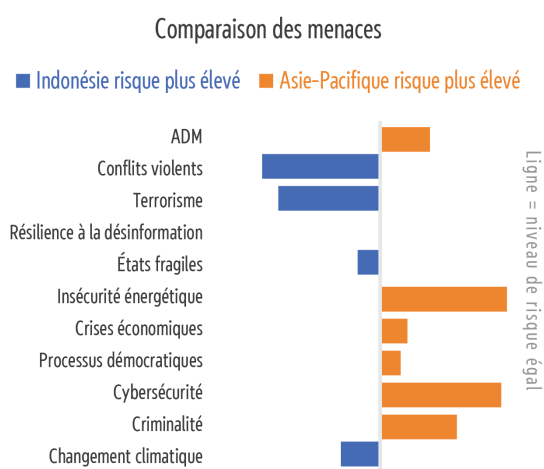
## Indonésie

L'Indonésie occupe la 25<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. La croissance économique notable de ce pays de 270 millions d'habitants a accru son importance politique dans la région, en particulier au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Cette évolution ne s'est pas faite sans défis, comme le fondamentalisme islamique, les troubles sectaires et la lente érosion des processus démocratiques.

### Contexte et principaux enjeux

L'Indonésie a vu la création de plusieurs mouvements séparatistes et militants depuis son indépendance en 1949 et se classe en 30<sup>e</sup> position de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2025. Dans la province d'Aceh, un accord de 2005, qui accorde une autonomie spéciale, a quant à lui permis d'instaurer la paix. Les forces antiterroristes indonésiennes ont globalement réussi à contenir les mouvements islamistes tels que la Jemaah Islamiyah, un groupe islamiste extrémiste violent et à motivation religieuse, inspiré de l'idéologie djihadiste anti-occidentale. Bien que les activités de répression menées au cours de la dernière décennie aient considérablement affaibli la direction du groupe, la Jemaah Islamiyah [reste](#) une organisation distincte, dotée d'une structure très compartimentée et de 6 000 membres, qui opère principalement en Indonésie.

### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

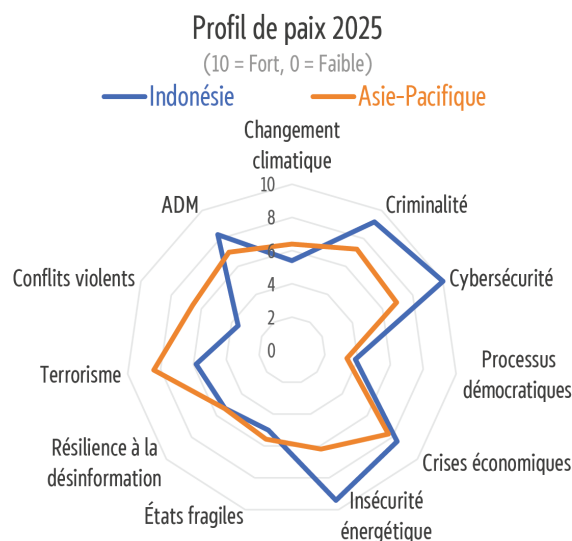


En termes de processus démocratiques, les [observateurs](#) ont relevé une érosion démocratique dans le pays. La liberté de la presse a également connu une détérioration, la place du pays dans le [classement mondial de la liberté de la presse](#) étant passée de la 111<sup>e</sup> à la 127<sup>e</sup> place en 2024. L'Indonésie occupe la 102<sup>e</sup> place de l'[indice des États fragiles](#) 2024. Les forts tremblements de terre et l'activité volcanique régulière, comme les éruptions du Mont Ibu en 2024, soulignent la vulnérabilité de l'Indonésie face aux facteurs environnementaux et climatiques. On [estime](#) que la fréquence accrue des sécheresses mettra en péril les pratiques agricoles indonésiennes dépendantes de la mousson et entraînera des pénuries alimentaires, tandis que la montée du niveau des océans menacera environ 42 millions de

foyers situés dans des zones de faible élévation, en particulier autour de la capitale Jakarta.

### Rôle de l'Union européenne

En 2014, l'Indonésie est devenue le premier pays d'Asie du Sud-Est à [signer un accord de partenariat et de coopération](#) avec l'Union. L'Union a officiellement [entamé des négociations](#) avec l'Indonésie en vue d'un accord de libre-échange, qui a été conclu en septembre 2025. En tant que pays à revenu intermédiaire, l'Indonésie ne perçoit plus d'aides bilatérales de l'Union. Elle participe toutefois toujours à des programmes tels qu'[Erasmus+](#), dans le domaine de l'éducation supérieure. Les fonds de l'Union soutiennent par ailleurs le commerce extérieur de l'Indonésie grâce au programme de soutien à l'intégration régionale ASEAN ([ARISE+](#)) de l'Union. L'Union européenne et l'Indonésie mènent un large éventail de dialogues sur des sujets tels que les [droits de l'homme](#) et la [sécurité](#). Chef de file régional, l'Indonésie est un acteur clé du partenariat stratégique de l'Union avec l'ASEAN.



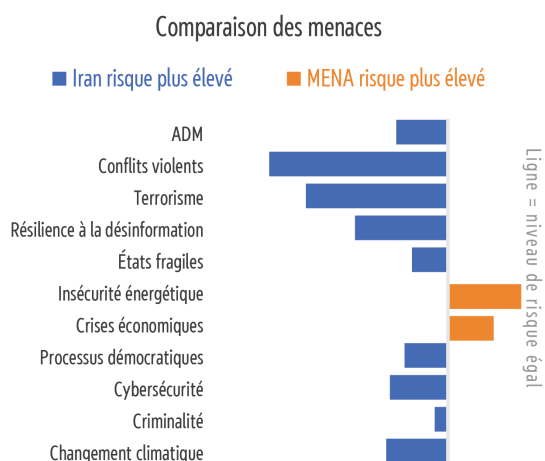
## Iran

L'Iran occupe la 119<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Le pays traverse actuellement la plus profonde et plus longue crise économique de son histoire contemporaine, exacerbée par les sanctions économiques américaines, réimposées à la fin de 2018, et les répercussions qui en résultent sur les exportations de pétrole, sur l'inflation et sur le chômage.

### Contexte et principaux enjeux

L'Iran est impliqué dans des conflits avec les pays voisins, depuis la guerre Iran-Iraq, en 1980, à la Syrie, au Yémen et Israël aujourd'hui (l'Iran a refusé de reconnaître le droit d'Israël à exister). Le pays a été soumis à une [pression internationale](#) en ce qui concerne ses capacités en matière d'armes de destruction massive, allant jusqu'à l'imposition de [sanctions](#) par les États-Unis, le Conseil de sécurité des Nations unies et l'Union européenne. L'[accord sur le nucléaire iranien](#) (le [plan d'action global commun](#), ou PAGC) conclu en 2015 offrait à l'Iran un allègement des sanctions en l'échange de limitations de son programme nucléaire. Toutefois, lorsque les États-Unis se sont retirés du PAGC en 2018 et réimposé des [sanctions économiques et financières](#), l'Iran a commencé à trahir les engagements pris dans le cadre de l'accord en 2019.

### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

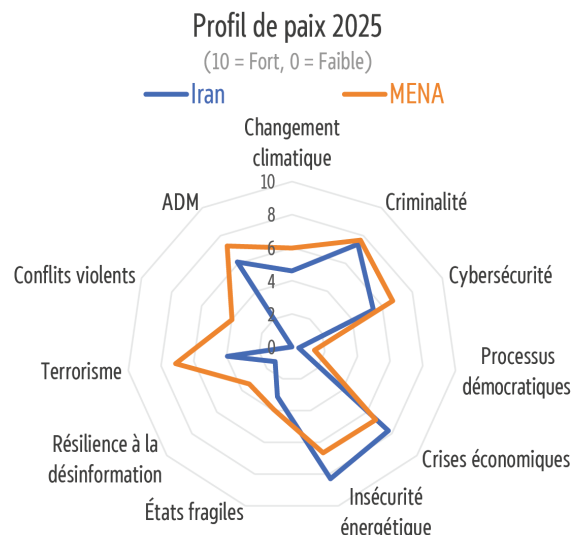


Dans le contexte de la guerre entre Israël et le Hamas, les tensions entre l'Iran et Israël se sont aggravées. En 2024, l'Iran et Israël ont tous deux procédé à des [frappes aériennes directes](#) l'un contre l'autre. Le 13 juin 2025, Israël a lancé l'[opération Rising Lion](#) ciblant des sites nucléaires et militaires iraniens, ainsi que des responsables militaires de premier plan et des scientifiques nucléaires. Le 21 juin 2025, les [États-Unis](#) ont à leur tour bombardé trois grandes [installations nucléaires](#) iraniennes. Un [cessez-le-feu](#) entre les États-Unis, l'Iran et Israël a été annoncé le 23 juin. Le 28 septembre 2025, toutes les sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies ont été réimposées à l'Iran, à l'initiative des trois parties européennes au PAGC. Le retour des sanctions devrait affecter durablement les programmes militaires et la situation économique de l'Iran.

L'économie a été mise à rude épreuve, avec une baisse de la production manufacturière, des coupures d'électricité, des pénuries d'eau et une inflation supérieure à 40 % en 2025. La [croissance du PIB réel](#) est descendue à 3 % en 2024, et devrait être négative (-0,5 %) en 2025. Le pays continue d'afficher des résultats médiocres dans l'[indice 2025 de la liberté dans le monde](#), qui qualifie l'Iran de pays non libre. Les [droits des femmes](#) et l'actuelle [vague d'exécutions](#) sont source de vives préoccupations.

### Rôle de l'Union européenne

L'Union européenne a joué un rôle important dans la facilitation de l'accord nucléaire entre l'Iran et le groupe E3/UE+3 (France, Allemagne et Royaume-Uni, plus Chine, Russie et États-Unis), approuvé par le Conseil de sécurité des Nations unies en juillet 2015. En octobre 2023, constatant que l'Iran ne tenait pas ses engagements pris au titre du PAGC, l'Union a [décidé](#) de stopper la levée de certaines [sanctions](#) qu'elle avait auparavant envisagée. Le 29 septembre 2025, un jour après la prise d'effet des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies réimposant les sanctions, [l'Union européenne](#) a elle aussi réimposé l'ensemble des mesures restrictives qui avaient été levées au titre du PAGC. Le [programme indicatif pluriannuel](#) régit les relations avec l'Iran pour la période 2021-2027. Aucune programmation conjointe n'a lieu à l'heure actuelle.

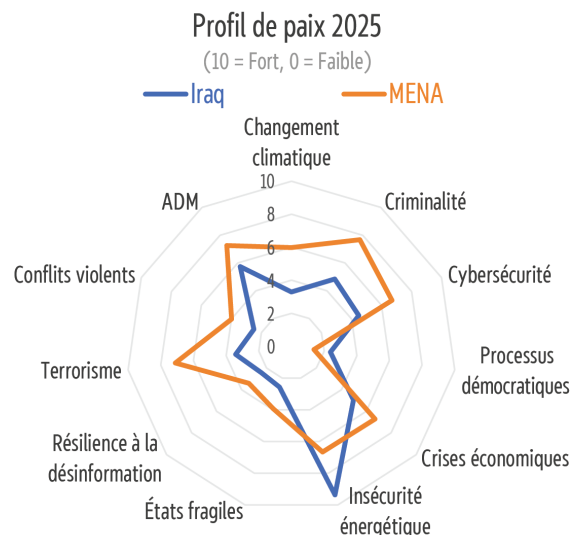


## Iraq

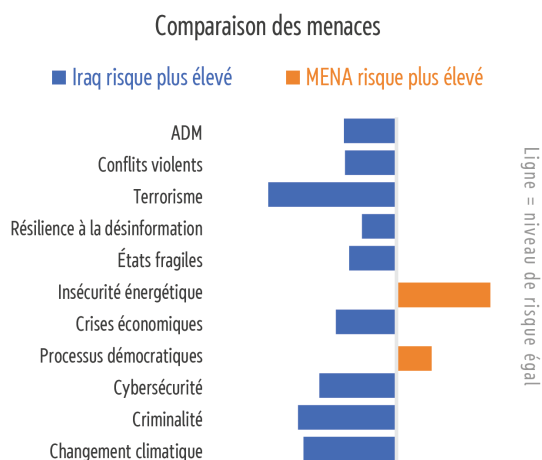
L'Iraq occupe la 128<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Plus de 20 ans après le début de l'invasion américaine en 2003, le pays souffre d'une situation instable en matière de sécurité, marquée par une longue crise humanitaire et de développement, caractérisée par une crise économique, la corruption, une pénurie d'énergie et du sectarisme.

### Contexte et principaux enjeux

Les [troupes américaines](#) qui avaient quitté l'Iraq en 2011 sont revenues en 2014 dans le cadre de la coalition de lutte contre l'EIL/Daech, dirigée par les États-Unis. En 2017, plus de 61 500 km<sup>2</sup> de territoire ont été libérés du joug du groupe «État islamique» en Iraq et en Syrie, notamment des grandes villes telles que Mossoul. Un retrait total des forces américaines devrait intervenir d'ici septembre 2026. L'Iran conserve une influence considérable, bien que des évolutions récentes suggèrent que cette influence serait en train de [s'affaiblir](#) avec la tentative de certaines factions politiques irakiennes de [prendre leurs distances](#) à l'égard de Téhéran à l'approche des élections de novembre 2025. Bien que la violence armée ait diminué, la menace terroriste et les opérations militaires à petite échelle entraînent une [instabilité de la situation en matière de sécurité](#).



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



À la suite des élections législatives de 2021, une longue impasse politique a pris fin avec la désignation de Mohammed Chia al-Soudani comme Premier ministre en 2022. L'Iraq traverse actuellement une période de [calme](#) intérieur relatif sous le gouvernement al-Soudani. Les attaques menées par les milices alignées sur l'Iran et ciblant les positions américaines, qui se sont intensifiées après octobre 2023, ont globalement cessé. Ces groupes ont été [inactifs](#) pendant le conflit de juin 2025 opposant l'Iran et Israël, en partie pour éviter les représailles et se repositionner en vue des élections législatives de 2025. L'Iraq est l'un des pays arabes les plus [vulnérables au changement climatique](#), menacé d'une diminution de ses ressources alimentaires et en [eau](#) et exposé à des [températures extrêmes](#). Le [chômage élevé chez les](#)

[jeunes](#), la corruption et l'insuffisance des services publics, en particulier en ce qui concerne la fourniture d'électricité et d'eau, continuent d'alimenter les troubles sociaux et les protestations.

### Rôle de l'Union européenne

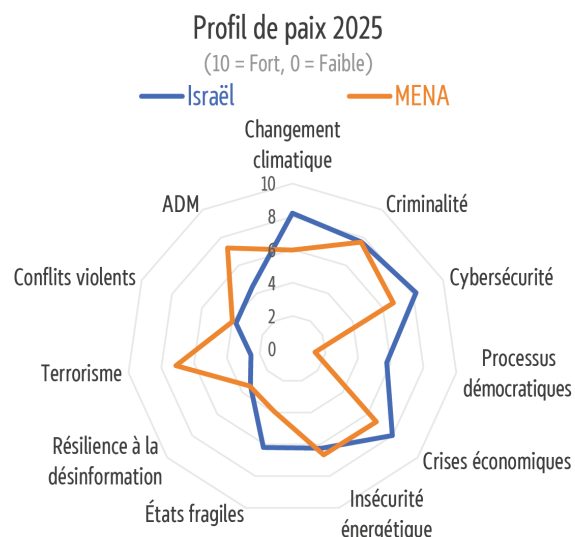
Dans le cadre de l'[accord de partenariat et de coopération UE-Iraq](#) de 2018, l'Union européenne [coopère](#) avec l'Iraq dans de nombreux domaines, notamment l'aide humanitaire, la stabilisation, la reconstruction, les droits de l'homme et la sécurité. L'Union européenne a adopté une [stratégie pour l'Iraq](#) en 2018 afin de répondre aux enjeux spécifiques auxquels le pays est confronté, à la suite de la défaite territoriale de l'EIL/Daech en 2017. Depuis 2014, l'Union a affecté [plus de 591 millions d'euros pour l'aide humanitaire](#). Par l'intermédiaire de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, l'Union a affecté une enveloppe supplémentaire de [165 millions d'euros pour la période 2021-2027](#) en soutien aux priorités telles que la diversification économique et la gouvernance démocratique. La mission de conseil PSDC de l'UE, [EUAM Iraq](#), instituée en 2017, aide les autorités irakiennes à mettre en œuvre leur stratégie de sécurité.

## Israël

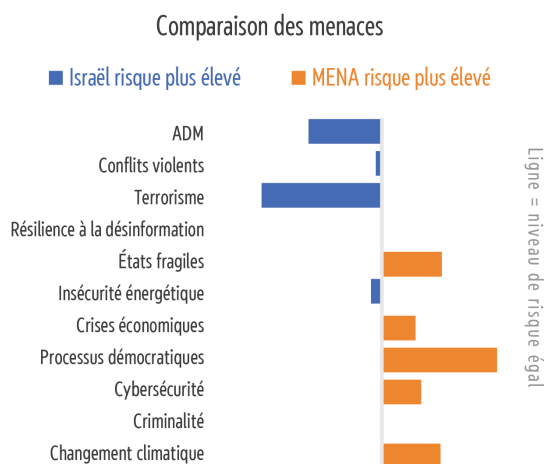
Israël occupe la 71<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Ce recul est largement imputable au conflit entre Israël et le Hamas à la suite de l'attentat terroriste perpétré le 7 octobre 2023, ainsi qu'à la confrontation avec l'Iran et les groupes soutenus par l'Iran. Si Israël obtient de bons résultats en matière de résilience contre les menaces non traditionnelles et en matière de cybersécurité, le fait que le pays détienne des armes de destruction massive nuit à sa note.

### Contexte et principaux enjeux

Israël est en [conflit](#) avec les Palestiniens et d'autres voisins arabes depuis la partition de la Palestine en 1947. Après la signature de traités de paix avec l'Égypte (en 1979) et la Jordanie (en 1994), Israël a [normalisé](#) ses relations avec Bahreïn, le Maroc, le Soudan et les Émirats arabes unis en 2020. Les relations avec le [Liban](#) et la [Syrie](#) voisins se sont toutefois détériorées après l'attentat du Hamas en 2023, et les pourparlers sur les [relations](#) entre Israël et l'Arabie saoudite se sont interrompus. L'[indice 2024 de la liberté dans le monde](#) classe Israël parmi les pays libres, mais souligne que les Arabes et d'autres minorités subissent des discriminations. Israël poursuit son occupation de la Cisjordanie, et [intensifie](#) ses activités de colonisation. Israël figure à la 8<sup>e</sup> place de l'[indice mondial du terrorisme 2025](#), après avoir été 2<sup>e</sup> en 2024. D'autres [groupes terroristes](#) ciblent également Israël, tels que le Hezbollah et le Jihad islamique palestinien.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La réaction d'Israël aux attaques du Hamas et du Hezbollah les 7 et 8 octobre 2023 («[Glaive de fer](#)») s'est rapidement transformée en une guerre régionale à Gaza et au Liban. En novembre 2024, le Liban et Israël ont signé un accord de [cessez-le-feu](#) (également approuvé par le Hezbollah). Le [cessez-le-feu](#) reste fragile. Un [plan](#) en 21 points pour mettre un terme à la guerre à Gaza a été présenté par le président américain Donald Trump le 29 septembre 2025. En outre, une confrontation directe entre Israël et l'Iran s'est produite après la dégradation des capacités militaires des adversaires d'Israël et l'effondrement du régime syrien de Bachar el-Assad en Syrie, tous soutenus par l'Iran. Israël [n'est partie à aucun traité](#) majeur régissant la non-prolifération des armes de destruction massive et reste opaque quant à ses capacités nucléaires, mais on le soupçonne de disposer

d'un arsenal d'armes nucléaires important, comprenant des missiles balistiques et des missiles de croisière.

### Rôle de l'Union européenne

Les relations entre l'Union et Israël sont régies par l'[accord d'association UE-Israël](#) de 2000. La politique européenne de voisinage, cadre principal des relations avec Israël, promeut l'intégration d'Israël dans les politiques et programmes européens. L'Union européenne [plaide en faveur](#) d'une solution à deux États au conflit israélo-arabe, et est notamment favorable à la fin de l'occupation israélienne des [territoires palestiniens](#). En [réaction](#) à la situation à Gaza, la Commission a publié, le 28 juillet 2025, une [proposition](#) de suspension partielle de la [participation](#) d'Israël à [Horizon Europe](#). Le 17 septembre 2025, la [Commission](#) a proposé la suspension des concessions commerciales avec Israël au titre de l'accord d'association UE-Israël.

## Kazakhstan

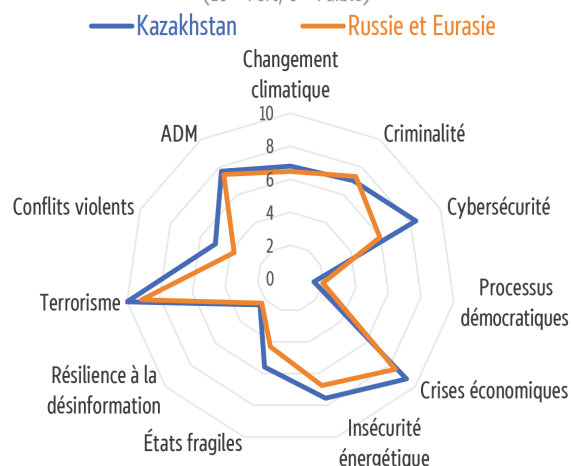
Le Kazakhstan occupe la 34<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. La stabilité est revenue à la suite de la crise intérieure de 2022, mais la lenteur des réformes et des processus démocratiques, les inégalités socioéconomiques, la situation géopolitique du pays et le changement climatique restent des défis pour l'avenir.

### Contexte et principaux enjeux

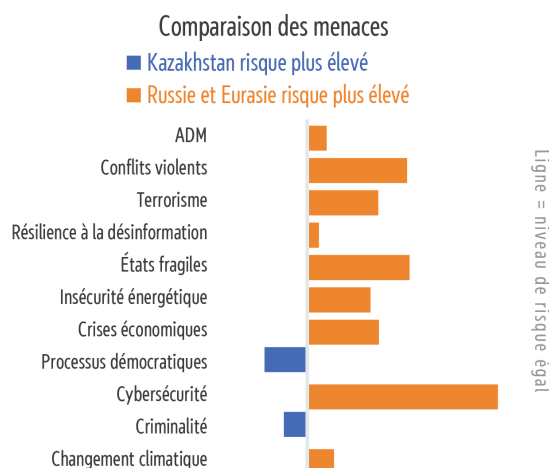
Le Kazakhstan a obtenu son indépendance en 1991. Son premier président, [Noursoultan Nazarbaïev](#), a effectué cinq mandats puis a démissionné en 2019, mais a conservé une influence significative jusqu'en 2022, année où les réformes constitutionnelles initiées par son successeur, Kassym-Jomart Tokaïev, ont supprimé les pouvoirs qu'il détenait encore. Le Kazakhstan est dominé par le parti au pouvoir, [Amanat](#), et l'opposition politique est régulièrement [réprimée](#). En 2023, des élections législatives et locales ont été organisées dans le cadre d'un [système réformé](#), mais Amanat a conservé sa [majorité](#). En septembre 2025, le Président Tokaïev a [annoncé](#) une initiative en vue de transformer le parlement en un organe unicaméral. D'après le [rapport de V-Dem sur la démocratie](#), le pays n'est pas une [démocratie libérale](#). L'[économie](#) kazakhe connaît une [croissance et une diversification](#), mais est fortement dépendante des exportations de pétrole, ce qui constitue un risque économique et une source potentielle d'instabilité. Un enjeu de taille pour le Kazakhstan est la [gestion](#) de ses relations avec sa voisine, la Russie. [Environ](#) 23 % de la population kazakhe est d'origine ethnique russe.

Profil de paix 2025

(10 = Fort, 0 = Faible)



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Parmi les facteurs internes d'instabilité, on peut mentionner la [lenteur](#) des réformes politiques, le niveau élevé de l'[inflation](#) et le [mécontentement](#) à l'égard des [inégalités](#), du [coût de la vie](#) et de la [corruption](#). En 2022, le Kazakhstan a connu des troubles civils majeurs lorsque la suppression des subventions au carburant a déclenché des manifestations antigouvernementales [dans tout le pays](#), ce qui a provoqué des [vagues de violence](#) qui ont causé la mort d'au moins 238 personnes. Les organisations de défense des droits de l'homme [demandent toujours que des comptes soient rendus](#) pour les [violations](#) des droits de l'homme commises au cours des manifestations. Les [Nations unies](#) et le [Conseil de l'Europe](#) ont salué l'abolition de la peine de mort et se sont félicités que la violence domestique constitue désormais une [infraction pénale](#). Le

pays obtient un score élevé en matière de résilience face au terrorisme, puisqu'il occupe le 100<sup>e</sup> rang de l'[indice mondial du terrorisme](#).

### Rôle de l'Union européenne

L'Union européenne [soutient](#) le développement du Kazakhstan depuis son indépendance en 1991, et reste son principal [partenaire](#) commercial. En 2015, l'Union a signé un [accord de partenariat et de coopération renforcé](#) avec le Kazakhstan, le premier avec un partenaire d'Asie centrale. L'accord, entré en vigueur en 2020, permet une coopération dans des domaines d'action clés tels que la justice et les affaires intérieures. L'Union et le Kazakhstan disposent d'un [partenariat stratégique](#) dans le domaine des matières premières, des batteries et de l'hydrogène renouvelable. Le pays entre dans le cadre de la [stratégie de l'Union pour l'Asie centrale](#) et est suivi par les [représentants spéciaux](#) de l'Union pour l'Asie centrale. L'Union et le Kazakhstan [appliquent](#) également des accords sur le commerce durable, la numérisation et les [échanges éducatifs](#) conclus au sommet [UE-Asie centrale](#) en avril 2025.

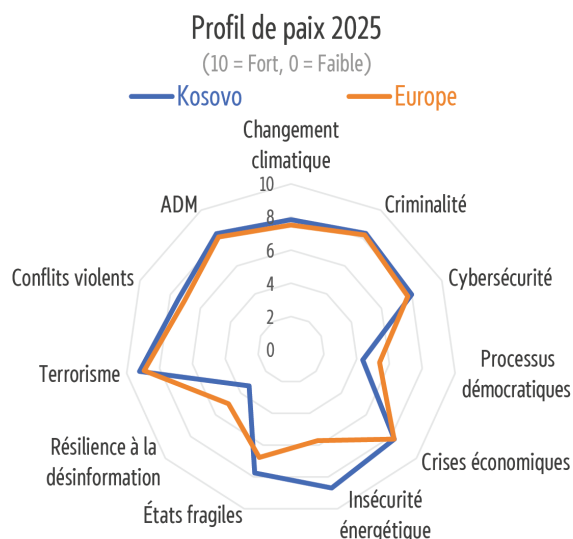
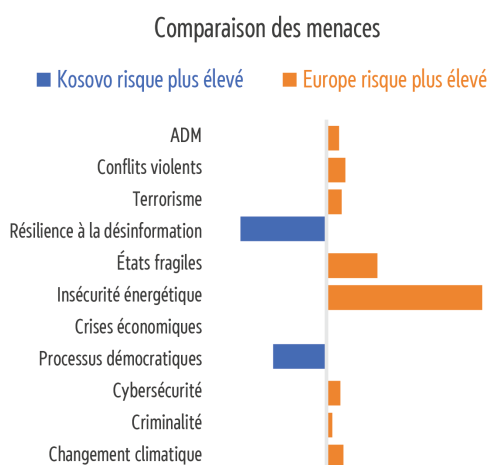
## Kosovo\*

Le Kosovo, qui compte 1,5 million d'habitants, se classe à la 13<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Il a déclaré unilatéralement son indépendance à l'égard de la Serbie en 2008. La perspective d'un avenir européen pour le Kosovo a été affirmée lors des sommets UE-Balkans occidentaux. Il obtient des résultats inférieurs à la moyenne européenne globale, en particulier en ce qui concerne les indicateurs des processus démocratiques et de la résilience à la désinformation.

### Contexte et principaux enjeux

Le Kosovo est un [candidat potentiel](#) à l'adhésion à l'Union. Même si certaines réussites ont été enregistrées dans la mise en œuvre de l'accord de stabilisation et d'association UE-Kosovo, en vigueur depuis 2016, la progression du pays sur la voie de l'intégration européenne s'est avérée relativement lente, principalement en raison de l'instabilité politique intérieure et d'un [différend bilatéral non résolu avec la Serbie](#). Le 9 février 2025, le Kosovo a tenu des élections pour choisir les 120 membres de son assemblée. C'est le parti de centre gauche d'Albin Kurti, Vetëvendosje (Autodétermination), qui a remporté ces élections avec 42,3 % des voix. Lors des élections locales de novembre 2025, c'est l'opposition qui l'a emporté dans les villes de Pristina et Prizren, tandis que le parti d'Albin Kurti a conservé la ville de Gjilan.

### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



En 2025, le Kosovo continue de souffrir d'une atmosphère fortement marquée par les clivages, qui s'est traduite par une [tentative manquée](#) de remporter un vote de confiance à l'assemblée le 26 octobre. C'était la première fois depuis 2001 qu'un candidat au poste de Premier ministre n'a pas été approuvé par l'assemblée. La présidente du Kosovo, Vjosa Osmani, a [convoqué](#) des élections anticipées le 28 décembre. D'après le [rapport 2025 de la Commission](#), le Kosovo en est encore aux premiers stades de la mise en place d'un système judiciaire efficace et de sa lutte contre la corruption et la criminalité organisée. Les tensions avec la minorité serbe demeurent un problème, malgré des progrès en ce qui concerne le dialogue entre Belgrade et Pristina, comme l'[accord d'Ohrid de 2023](#). Toutefois, des engagements antérieurs, comme l'[accord de Bruxelles de](#)

[2013](#) et la création de [l'Association/la Communauté des municipalités à majorité serbe](#), n'ont pas encore été mis en œuvre par les autorités du Kosovo.

### Rôle de l'Union européenne

Le Kosovo a une perspective d'avenir européen, affirmée lors du sommet UE-Balkans occidentaux qui s'est tenu à [Thessalonique](#) en 2003. La communication de 2005 intitulée «[Un avenir européen pour le Kosovo](#)» a confirmé l'engagement de l'Union, malgré les défis à relever, en particulier la normalisation des relations avec la Serbie. Le 18 mars 2023, le Kosovo et la Serbie se sont également engagés à mettre en œuvre l'annexe à l'[accord sur la voie de la normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie](#) proposé par l'UE. L'UE contribue à la stabilité au Kosovo par l'intermédiaire de la [mission «État de droit» EULEX](#) et de son [représentant spécial](#), Peter Sørensen, depuis janvier 2025.

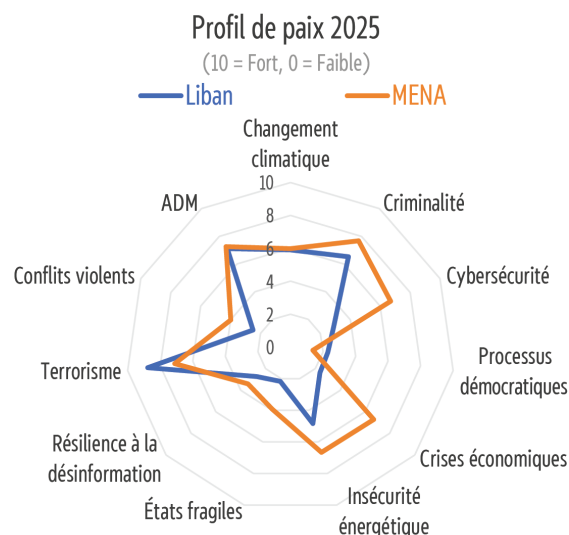
\* Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244(1999) du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice (CIJ) sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

## Liban

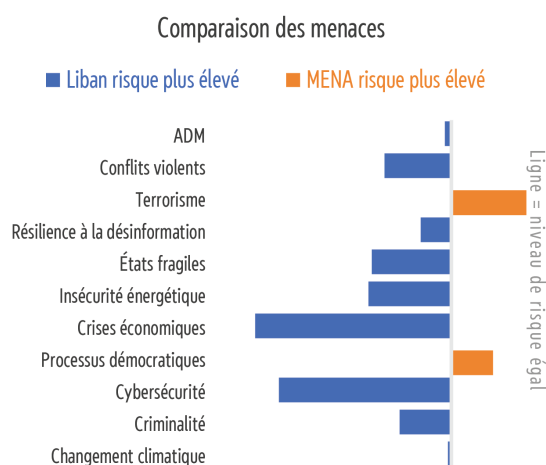
Le Liban occupe la 120<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Le pays sort d'une profonde crise économique qui a vu sa monnaie s'effondrer et qui suscite un mécontentement généralisé depuis 2019. L'explosion qui a détruit une grande partie de Beyrouth en août 2020 illustre le déclin qu'ont connu les institutions publiques et politiques du pays. La formation d'un nouveau gouvernement au début de l'année 2025 est l'occasion de mener une réforme, et un cessez-le-feu a mis un terme au conflit intense de 2024 entre le Hezbollah et Israël.

### Contexte et principaux enjeux

Le Liban est l'une des rares démocraties du Moyen-Orient, mais il souffre de dysfonctionnements dus à des élites sectaires corrompues et à l'ingérence étrangère. L'histoire du conflit au Liban remonte au moins à la guerre civile qui a éclaté en 1975. Petit État, le Liban est au centre de luttes de pouvoir régionales menées aujourd'hui par Israël, l'Arabie saoudite et l'Iran. L'[invasion israélienne de 1982](#), l'assassinat en 2005 du Premier ministre de l'époque, Rafic-al Hariri, le soutien continu de l'Iran au Hezbollah et les retombées des combats ainsi que la vague de réfugiés de la crise syrienne ont perpétué l'instabilité. La chute du régime syrien de Bachar Al-Assad en décembre 2024 et la déroute militaire du Hezbollah dans sa guerre de 2024 contre Israël ont affaibli le groupe épaulé par l'Iran et son influence. Le nouveau gouvernement s'est fixé comme [objectif](#) le désarmement du Hezbollah.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le Liban subit depuis 2019 l'une des pires crises économiques au monde. La situation s'est régulièrement détériorée et la monnaie a perdu 98 % de sa valeur, bien qu'elle se soit stabilisée depuis la mi-2023. Après une contraction d'environ 7 à 8 % en 2024, le PIB réel devrait rebondir de 3,9 à 5,5 % en 2025. L'inflation moyenne a fortement baissé, passant de 221 % en 2023 à 45 % en 2024, une nouvelle baisse de quelque 15 % étant [prévue](#) pour 2025. La paralysie politique dans laquelle était plongé le pays, sans président pendant plus de deux ans, a pris fin avec l'élection à la présidence du chef de l'armée libanaise, Joseph Aoun, en janvier 2025. Un nouveau gouvernement de «réforme et de sauvetage», sous la houlette du Premier ministre Nawaf Salam (ancien président de la Cour internationale de justice) a

été formé en février 2025, avec pour priorité essentielle de [renouer le dialogue avec le Fonds monétaire international](#).

### Rôle de l'Union européenne

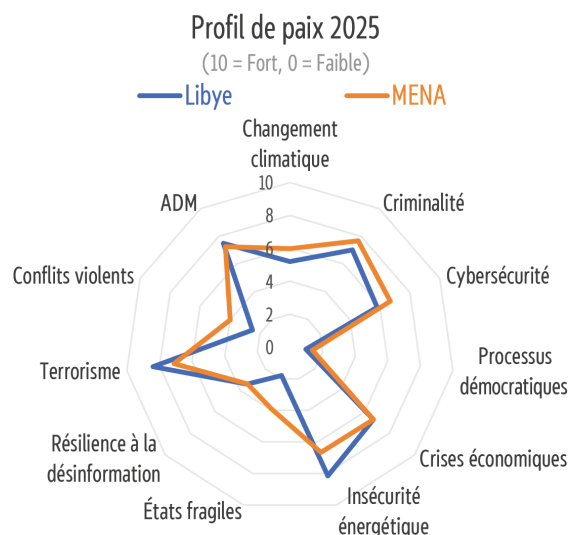
L'Union européenne a alloué plus de 3,5 milliards d'euros d'[aide](#) au Liban depuis 2011. Ce soutien est axé sur les personnes et poursuit des réformes conformes au [cadre de réforme, de relèvement et de reconstruction](#) (3RF). En outre, l'Union a octroyé plus d'un milliard d'euros d'[aide humanitaire](#) pour répondre aux besoins urgents de la population, tant libanaise que réfugiée. Une aide bilatérale est apportée dans le cadre de la [politique européenne de voisinage](#). La programmation pluriannuelle pour le Liban au titre de l'[instrument L'Europe dans le monde](#) est axée sur un financement visant à créer un État viable, à consolider l'économie et à assurer la sécurité et la stabilité.

## Libye

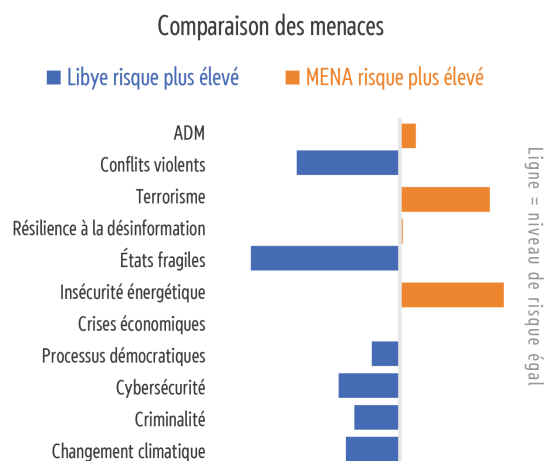
La Libye occupe la 99<sup>e</sup> place de l'indice Normandie et présente un score inférieur à la moyenne de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) pour les indicateurs portant sur les conflits violents, la fragilité de l'État et la criminalité. Le pays enregistre un score supérieur à la moyenne régionale en matière d'insécurité énergétique. Depuis la conférence de Berlin sur la Libye de 2020 et l'approbation du gouvernement intérimaire en 2021, il est espéré qu'un processus politique menant à des élections puisse mettre le pays sur la voie d'une transition démocratique.

### Contexte et principaux enjeux

Depuis 2014, la Libye est dirigée par deux [gouvernements politiques et militaires rivaux](#), l'un basé à Tripoli (reconnu par les Nations unies) et l'autre à Tobrouk. La guerre civile, qui est la troisième que connaît la Libye en une décennie, a débuté lorsque l'Armée nationale libyenne de Khalifa Haftar a lancé une offensive sur Tripoli en 2019. Faïez al-Sarraj, chef du gouvernement d'accord national, reconnu par les Nations unies, s'est tourné vers la Turquie pour obtenir une aide militaire. Le 5 février 2021, Mohamed Younis al-Menfi a été choisi par le gouvernement d'accord national comme président du conseil présidentiel libyen au Forum de dialogue politique libyen. L'échec des [élections présidentielles de décembre 2021](#) a suspendu les processus politiques. Des manifestations ont de nouveau éclaté en février 2022, à la suite de la [nomination](#) de Fathi Bashagha en tant que nouveau Premier ministre. En juin 2024, la Haute Commission électorale nationale a ouvert l'inscription sur les listes électorales pour les [élections municipales](#); la deuxième phase des élections municipales a eu lieu le 16 août 2025, et la troisième le 15 octobre 2025.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Les Nations unies estiment à 400 milliards d'euros les [pertes économiques](#) subies en raison de la guerre civile, et à 500 milliards d'euros les [coûts de reconstruction](#). Bien que les violences aient cessé, des militaires et des mercenaires étrangers sont restés en Libye pour soutenir l'un ou l'autre camp. En avril 2021, le Conseil de sécurité des Nations unies a [adopté](#) la résolution 2570(2021), demandant instamment aux États membres de retirer «sans tarder l'ensemble des forces étrangères et des mercenaires du territoire libyen». En juillet 2022, la National Oil Corporation a [suspendu](#) ses activités dans plusieurs ports pétroliers. Le niveau de risque en matière de terrorisme, de traite des êtres humains et de migration clandestine est élevé. En 2023, l'Armée nationale libyenne a découvert deux tonnes et demie de minerai d'[uranium](#) à la frontière avec le Tchad.

### Rôle de l'Union européenne

L'Union européenne est engagée dans le [processus de Berlin](#) sous les auspices des Nations unies. À la suite de la conférence de Berlin sur la Libye en 2020, l'Union a mis en service une nouvelle mission militaire, l'[opération IRINI](#), dans le but de mettre en œuvre l'embargo sur les armes imposé par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies. La [mission d'assistance de l'Union européenne pour une gestion intégrée des frontières en Libye](#) soutient les autorités libyennes. La Libye a reçu de l'aide par l'intermédiaire de l'instrument de la politique de voisinage et du [fonds fiduciaire d'urgence de l'Union pour l'Afrique](#). Une stratégie révisée pour le voisinage méridional a été adoptée en 2021. En mai 2024, le Premier ministre libyen Abdel Hamid Dbeibah a [rencontré](#) la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, à Bruxelles. Les échanges ont porté principalement sur la sécurité, la migration et la politique énergétique.

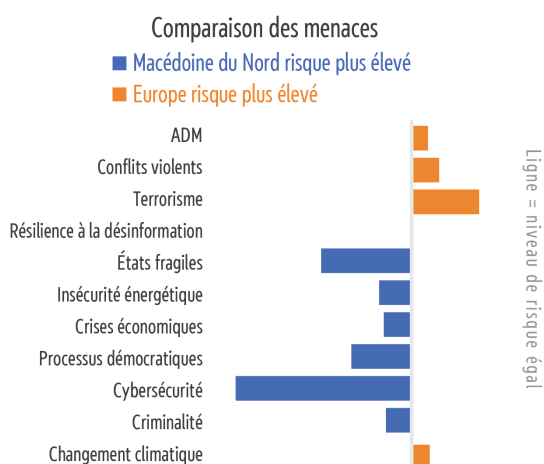
## Macédoine du Nord

La Macédoine du Nord occupe la 26<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Elle obtient des résultats inférieurs à la moyenne européenne en ce qui concerne les processus démocratiques, les États fragiles et la cybersécurité, mais présente de bonnes notes pour ce qui est du terrorisme et des armes de destruction massive.

### Contexte et principaux enjeux

La Macédoine du Nord a obtenu son indépendance de l'ex-Yougoslavie en 1991. Aujourd'hui, le pays se trouve dans le premier quartile de pays dans l'indicateur relatif aux processus démocratiques. Par l'[accord de Prespa](#) (conclu en juin 2018), le pays a changé de nom pour devenir la République de Macédoine du Nord. En contrepartie, la Grèce a mis un terme à son veto à l'accession de ce pays à l'Union européenne et à l'OTAN. En mars 2020, à la suite de la signature du protocole d'adhésion de la Macédoine du Nord en février, le pays a officiellement rejoint l'OTAN en tant que 30<sup>e</sup> membre de l'alliance. L'Assemblée de Macédoine du Nord a élu le gouvernement de la République dans sa composition actuelle le 28 janvier 2024.

### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Selon un classement établi par la [Banque mondiale](#), la Macédoine du Nord est le seul pays à revenu intermédiaire à se classer parmi les 20 meilleurs pays du monde en ce qui concerne la [facilité à faire des affaires](#). Les progrès réalisés dans les réformes économiques se reflètent dans ses bons résultats en matière de crises économiques. La Macédoine du Nord a considérablement progressé sur le plan de la liberté de la presse: elle est passée de la 57<sup>e</sup> place dans le [classement 2022 de la liberté de la presse](#) à la 42<sup>e</sup> place dans le classement 2025. Le gouvernement, en quête d'un environnement numérique sûr, fiable et résilient, a adopté une [stratégie nationale de cybersécurité accompagnée d'un plan d'action](#) pour la période 2018-2022. La coopération régionale demeure délicate. Dans son [rapport 2025 sur le pays](#), la Commission souligne que les accords bilatéraux doivent être

pleinement mis en œuvre de bonne foi par toutes les parties, notamment l'accord de Prespa avec la Grèce et le traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec la Bulgarie.

### Rôle de l'Union européenne

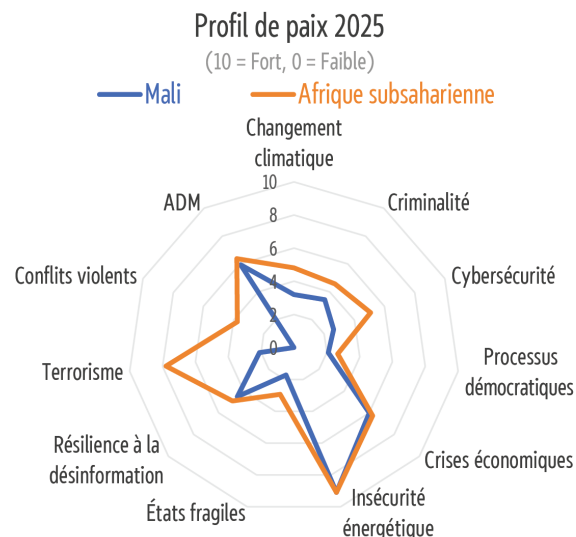
La [Macédoine du Nord](#) a été le premier pays des Balkans occidentaux à conclure, en 2004, un accord de stabilisation et d'association avec l'Union européenne; un an plus tard, elle obtenait le statut de pays candidat. En mars 2020, le Conseil européen a décidé d'ouvrir les négociations d'adhésion, qui ont été officiellement lancées le 19 juillet 2022. L'Union a affecté [664 millions](#) d'euros de financement à la Macédoine du Nord par l'intermédiaire de l'IAP II pour la période 2014-2020, et 14,162 milliards d'euros au titre de l'[IAP III](#) aux six pays des Balkans occidentaux pour la période 2021-2027. L'Union soutient le [renforcement de la connectivité des transports et de l'énergie](#) dans les Balkans occidentaux et avec elle-même, au moyen d'un nouveau train de mesures sur la connectivité, d'améliorations des routes et de la mise en œuvre de la stratégie ferroviaire régionale, au titre du [cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux](#). Présentée en 2023, la nouvelle [facilité pour les réformes et la croissance](#) mettra à disposition jusqu'à 6 milliards d'euros pour la période 2024-2027.

## Mali

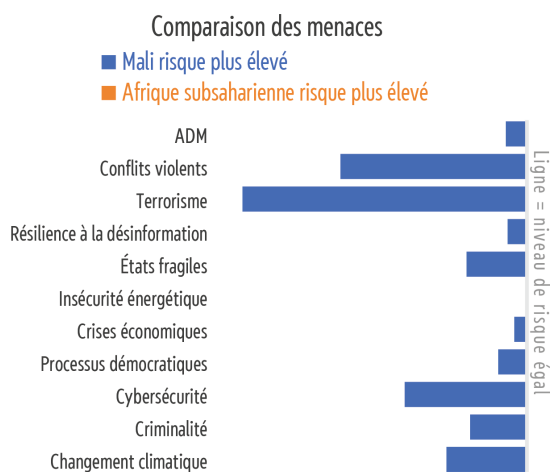
Le Mali est classé 133<sup>e</sup> sur 138 dans l'indice Normandie. La junte militaire qui dirige le pays depuis 2021 a reporté les élections démocratiques à 2027. Le Mali est confronté à des menaces continues d'organisations djihadistes violentes, ainsi qu'à des difficultés liées au changement climatique, notamment une pénurie de ressources qui va en s'aggravant.

### Contexte et principaux enjeux

En janvier 2024, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont créé l'Alliance des États du Sahel et [se sont retirés](#) de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le Mali est le quatrième pays au monde le plus touché par le [terrorisme](#). Parmi les groupes extrémistes actifs dans le pays figurent le JNIM, qui a tué 322 personnes dans 77 attentats en 2024, et l'État islamique au Sahel. Le conflit de longue durée a aggravé la [crise humanitaire](#). Sur une population de 24 millions d'habitants, près de 6 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire, et 737 000 ont fui leur foyer (dont 402 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays). On estime qu'environ 1,5 million de personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence. Des milliers d'écoles et un quart des établissements de santé ont fermé. Plus d'un million de personnes voient leur accès à l'aide humanitaire fortement entravé par les blocus.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Les autorités de [transition](#) maliennes [ont décidé](#) de mettre fin à la coopération en matière de défense avec la [France](#) et la task force canadienne et européenne [Takuba](#) en 2022 et ont exigé que la mission [MINUSMA](#) des Nations unies quitte le pays en 2023. La mission de formation de l'Union [EUTM Mali](#) a été clôturée en 2024, tandis que la mission civile de renforcement des capacités [EUCAP Sahel Mali](#) a été réduite. Dans le même temps, le Mali a resserré ses liens avec la [Russie](#). En 2024, les autorités maliennes ont [mis fin](#) à l'accord de paix d'Alger de 2015 avec les séparatistes du nord, ce qui a entraîné une reprise des combats. Des [sociétés paramilitaires russes](#) soutenant les forces maliennes ont été accusées de mauvais traitements et d'assassinats de civils. Elles ont par ailleurs essuyé de lourdes défaites

militaires face à des groupes armés rebelles qui auraient été informés et équipés par l'Ukraine. La [liberté d'expression](#) est régulièrement bafouée et les [campagnes de désinformation](#), principalement orchestrées par la Russie, aggravent l'instabilité. En juillet 2025, le parlement de transition a accordé à Assimi Goïta, meneur du coup d'État, un mandat présidentiel [jusqu'en 2030](#), renouvelable sans limites.

### Rôle de l'Union européenne

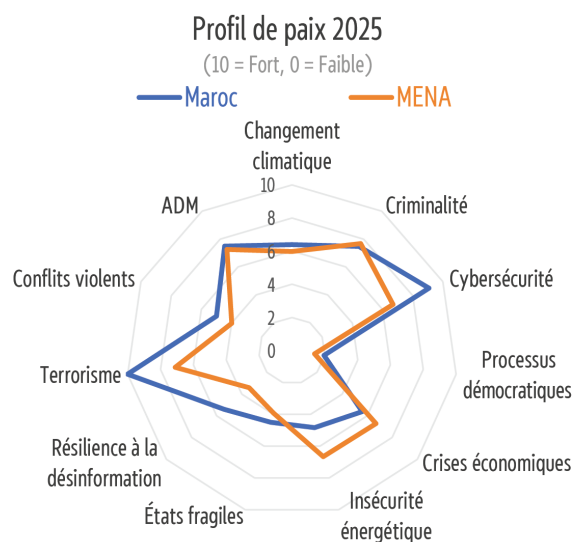
L'Union a maintenu le [dialogue](#) ouvert avec le gouvernement de transition et n'a pas suspendu la totalité de son aide. Même après le coup d'État de 2021, la [facilité européenne pour la paix](#) a financé les forces armées maliennes pour les épauler dans leur lutte contre les groupes d'insurgés. Le soutien direct aux populations les plus vulnérables a été maintenu. En 2024, l'[aide humanitaire de l'Union](#) de 34,7 millions d'euros en faveur du Mali était principalement destinée aux populations déplacées et vulnérables dans les zones fragiles et touchées par des conflits.

## Maroc

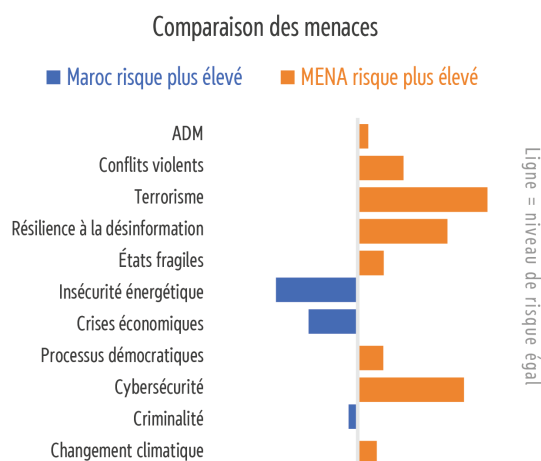
Le Maroc occupe la 50<sup>e</sup> place de l'indice Normandie, affichant un score supérieur à la moyenne de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) pour les indicateurs relatifs au terrorisme et à la cybersécurité. Bien que le Maroc soit un pays relativement stable, l'immigration irrégulière et les conflits régionaux demeurent des faiblesses, tout comme l'insécurité énergétique et les processus démocratiques.

### Contexte et principaux enjeux

En 2020, le gouvernement marocain a annoncé un [pacte de relance économique](#) de 12,8 milliards de dollars. Toutefois, les mesures d'austérité prises dans le cadre du projet de loi de finances de 2021 ont accru le mécontentement social et donné lieu à des mouvements populaires. En juillet 2022, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes à la suite du décès d'au moins 23 migrants à la frontière avec l'enclave espagnole de Melilla le mois précédent. Une autre [vague de protestations](#) a éclaté le 27 septembre 2025, après que le mouvement Gen Z a encouragé les Marocains à descendre pacifiquement dans la rue et à réclamer une augmentation des dépenses consacrées aux soins de santé publics et à l'éducation ainsi que la fin de la corruption. La croissance économique demeure solide; pour 2024, grâce à la bonne tenue des secteurs non agricoles, la croissance du PIB est estimée à 3,1 %, et ce malgré la sixième année de sécheresse qu'a connue le pays, laquelle a freiné la production agricole. Pour 2025, le FMI table sur une croissance du PIB de 4,4 %.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



En raison de la pandémie, le Maroc [est tombé](#) en 2020 dans sa première récession économique depuis 1995. Les répercussions de la sécheresse sur les recettes agricoles ont également entraîné une baisse du PIB de 6,3 %. Après une flambée due à la pandémie (6,6 % en 2022), l'inflation a fortement ralenti, passant de plus de 8 % en glissement annuel au début de 2023 à environ 3 % en 2024. Cela a permis à la banque centrale du Maroc, Bank Al-Maghrib, de réduire ses taux en 2024 afin de soutenir la reprise. Le [Maroc](#) est un importateur net d'énergie: les importations d'énergie, notamment en provenance d'Algérie, avec laquelle les relations ont été perturbées en 2021, représentent plus de 90 % de sa consommation totale d'énergie.

### Rôle de l'Union européenne

Les relations entre l'Union européenne et le Maroc sont fondées sur l'[accord d'association](#) qui a établi une zone de libre-échange entre les deux parties en 2000. Le Conseil d'association encadre les relations entre l'Union et le Maroc. La [déclaration conjointe](#) de 2019 a donné un nouvel élan au partenariat. L'Union a [consacré](#) 1,5 milliard d'euros à la coopération bilatérale globale avec le Maroc au cours de la période 2014-2020 (2,1 milliards d'euros, aide en matière de migration comprise). La Commission a prévu 177 millions d'euros d'appui budgétaire pour la période 2024-2028. En 2022, l'Union et le Maroc ont signé un partenariat vert. La Commission dispose d'un mandat pour négocier un accord de réadmission depuis 2000. Entre 2003 et 2010, 15 cycles de négociations ont eu lieu, mais les négociations ont été officiellement gelées parce que le Maroc a refusé la réadmission de ressortissants de pays tiers transitant par son territoire. Plus récemment, le [nouveau pacte pour la Méditerranée](#), adopté le 16 octobre 2025, offre une occasion historique de remodeler la coopération euro-méditerranéenne dans un cadre innovant et tourné vers l'avenir.

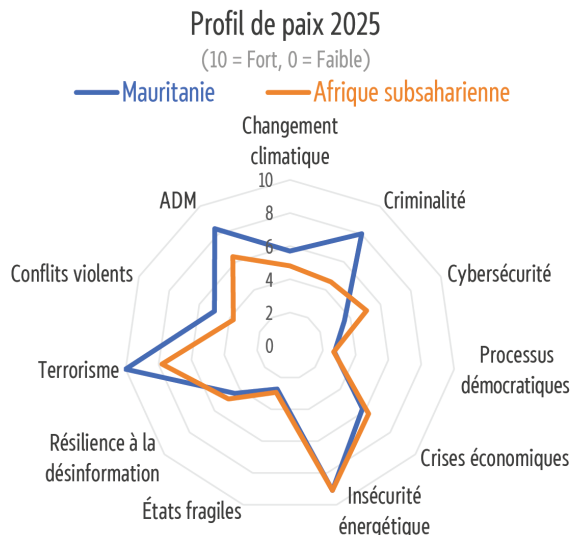
## Mauritanie

La Mauritanie occupe la 62<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Elle est considérée comme moins à risque pour la criminalité, les armes de destruction massive et le terrorisme que la moyenne régionale. La République islamique de Mauritanie, l'un des plus récents producteurs de pétrole d'Afrique, relie le Maghreb arabe et l'Afrique subsaharienne occidentale.

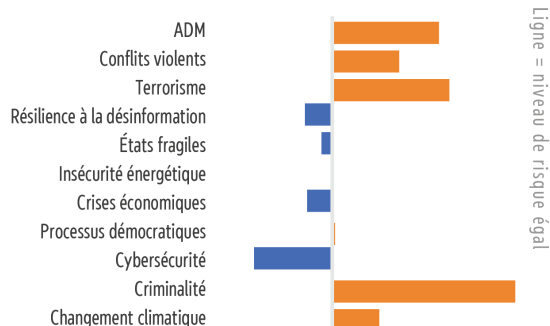
### Contexte et principaux enjeux

La Mauritanie est l'un des pays les plus pauvres au monde, son [PIB par habitant](#) étant de 2 082 dollars (Banque mondiale, 2024). Au cours des dernières décennies, sa vie politique a été marquée par plusieurs [coups d'État militaires](#), le plus récent ayant été mené par le général Mohamed Ould Abdel Aziz en 2008, lequel a ensuite été élu en 2009. En juin 2019, la Mauritanie [a connu](#) la première passation de pouvoir pacifique depuis son indépendance en 1960, avec l'élection du candidat du parti au pouvoir et ancien ministre de la défense, Mohamed Ould Ghazouani. Malgré le nombre croissant d'attentats au Sahel, la Mauritanie s'est montrée remarquablement [résiliente](#) au djihadisme.

### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Comparaison des menaces  
■ Mauritanie risque plus élevé  
■ Afrique subsaharienne risque plus élevé



Des élections législatives ont [eu lieu](#) en Mauritanie en 2023, parallèlement aux élections régionales et locales. Le parti au pouvoir El-Insaf (Justice/Équité) a décroché une majorité à l'Assemblée nationale. L'incapacité à éradiquer l'[esclavage](#), malgré son abolition en 1981, explique le score particulièrement bas du pays en matière de légitimité de l'État. La Mauritanie est confrontée au deuxième risque de sécheresse le plus élevé selon l'[indice mondial pour la gestion des risques](#), et ce en raison des cycles récurrents de sécheresse qui exacerbent la pénurie des ressources et l'insécurité alimentaire. Le pays a adopté ses premières lois sur la protection des données en 2017, mais n'en est encore qu'aux premiers stades du développement de la cybersécurité, se classant au 145<sup>e</sup> rang de l'[indice de cybersécurité dans le monde](#). La Mauritanie occupe la

33<sup>e</sup> position dans le [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2025. En 2020, le président Ghazouani a nommé une commission nationale de réforme de la presse afin de consolider la [liberté de la presse](#). En raison des déplacements de population, exacerbés par la crise au Mali voisin, des phénomènes météorologiques extrêmes et des crises alimentaires et nutritionnelles, plus de 844 000 personnes ont eu [besoin](#) d'aide humanitaire en 2023. Plus de 30 % de la population vit en situation de pauvreté.

### Rôle de l'Union européenne

L'Union a adopté une [nouvelle stratégie pour le Sahel](#) en 2021. Au-delà de l'engagement militaire, elle renforce la dimension politique et met l'accent sur le développement durable. La Mauritanie bénéficie d'un accès au marché de l'Union européenne en franchise de droits et sans contingent pour «[Tout sauf les armes](#)». Le [Fonds européen de développement](#) a mis à disposition jusqu'à 160 millions d'euros pour la période 2014-2020. Le [fonds fiduciaire d'urgence de l'Union pour l'Afrique](#) soutient des projets de prévention des conflits et a apporté depuis 2017 une [contribution](#) à hauteur de 79 millions d'euros. L'Union apporte aussi son soutien au service aérien humanitaire des Nations unies dans le pays. Le [partenariat de 2024 en matière de migration](#) est soutenu par une aide de 210 millions d'euros.

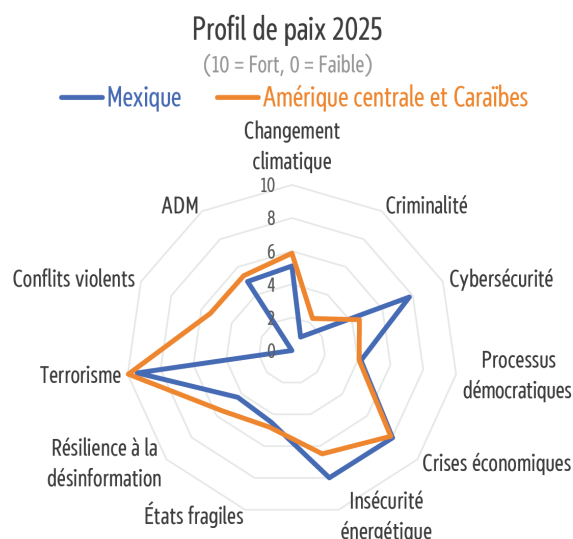
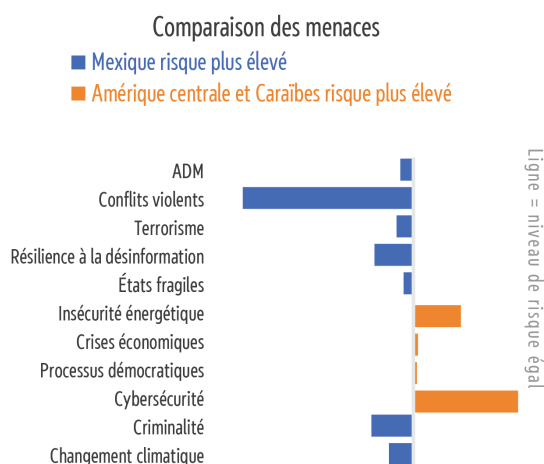
## Mexique

Le Mexique occupe le 101<sup>e</sup> rang de l'indice Normandie. À l'issue de sa victoire aux élections de juin 2024, Claudia Sheinbaum est devenue la première femme à accéder à la présidence du pays en 200 ans d'histoire. Le Mexique continue de pâtir de niveaux élevés de conflits violents et de criminalité. Il reste l'un des pays les plus dangereux et les plus meurtriers au monde pour les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme.

### Contexte et principaux enjeux

Reporters sans frontières (RSF) a [classé](#) le Mexique parmi les pays les plus dangereux pour les journalistes. Les niveaux élevés d'homicides [reflètent](#) dans une large mesure les tendances en matière de violence liée à la criminalité organisée, les groupes criminels se livrant à une guerre dont l'enjeu est le contrôle des itinéraires de contrebande. Entre 25 % et 50 % de l'ensemble des homicides signalés par le gouvernement mexicain étaient probablement liés à la [criminalité organisée](#). L'administration Sheinbaum a [pris ses distances](#) par rapport à la stratégie suivie par l'ancien président López Obrador en matière de sécurité («des câlins plutôt que des balles») en adoptant une approche plus ciblée de la lutte contre la criminalité organisée, notamment par le renforcement de la Garde nationale, la collecte de renseignements et la coordination interinstitutionnelle.

### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La seconde administration Trump a [réclamé](#) l'«élimination totale» des cartels de la drogue, déclaré une urgence nationale à sa frontière méridionale en lien avec le trafic de drogue et la migration non autorisée, et a imposé des droits de douane de 25 % au Mexique. Les États-Unis ont renforcé leur présence militaire à la frontière méridionale et auraient publié une directive permettant de mener des actions militaires contre les cartels de la drogue désignés comme groupes terroristes, y compris au Mexique. Selon [Europol](#), les criminels mexicains et les réseaux criminels établis dans l'Union coopèrent en vue de faire parvenir dans l'Union ces drogues provenant d'Amérique latine. Selon le [rapport mondial 2023 de l'ONUDC sur la cocaïne](#), l'offre de cocaïne à l'échelle mondiale est à un niveau record.

### Rôle de l'Union européenne

L'Union européenne entretient un partenariat global de longue date avec le Mexique, établi dans le cadre de l'[accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre l'Union et le Mexique](#), qui a été signé en 1997 et est entré en vigueur en 2000. Le 17 janvier 2025, l'Union européenne a conclu les négociations en vue de la signature d'un accord global modernisé avec le Mexique. Le 3 septembre 2025, la Commission a adopté des propositions de décisions du Conseil relatives à la signature et à la conclusion de l'accord global modernisé et d'un accord intérimaire sur le commerce. En 2008, l'Union européenne a conclu un [partenariat stratégique](#) avec le Mexique qui a introduit de nouveaux thèmes de dialogue à haut niveau. Les [négociations](#) menées en vue de conclure un accord de travail entre les autorités mexicaines et Europol ont débouché sur un [accord](#) qui est entré en vigueur en juillet 2020.

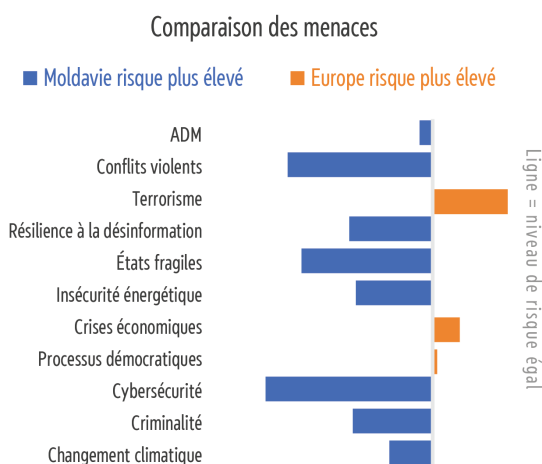
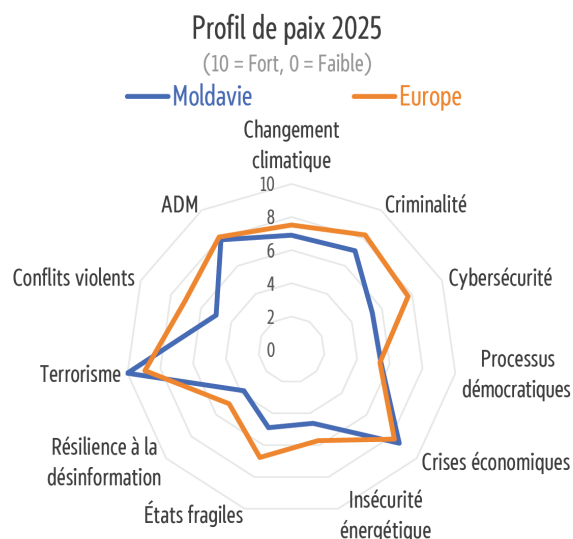
## Moldavie

La Moldavie se classe au 40<sup>e</sup> rang de l'indice Normandie et affiche de bons résultats en ce qui concerne les processus démocratiques. Toutefois, la guerre menée par la Russie en Ukraine et ses actions hybrides contre la Moldavie ont des répercussions négatives sur le pays, comme on a pu le constater lors des élections de 2024 et de 2025. Pour contrer cette tendance, la Moldavie progresse sur la voie de l'intégration européenne et s'est attachée à renforcer sa résilience et sa sécurité énergétique.

### Contexte et principaux enjeux

Les élections présidentielles de 2024 et le référendum sur une modification constitutionnelle à l'appui de l'adhésion de la Moldavie à l'Union, ainsi que les élections législatives de septembre 2025, ont été les cibles de [campagnes](#) hybrides russes sans précédent visant à mettre à mal les processus démocratiques. La présidente sortante, [Maia Sandu](#), pro-européenne, a été élue pour son deuxième mandat, tandis que son Parti action et solidarité a récolté 50,2 % des voix lors des [élections législatives](#) de septembre 2025. Depuis, toutes les branches du pouvoir moldave (notamment la présidente, le gouvernement et le parlement) sont sur la même ligne et portent un ambitieux programme commun de réformes ayant pour objectif principal l'intégration européenne. La Moldavie est impliquée dans un [conflit gelé](#) concernant la région séparatiste de [Transnistrie](#), laquelle est soutenue par la Russie. La Moldavie a également accueilli le plus grand nombre de [réfugiés](#) ukrainiens par habitant, tous pays confondus.

### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Bien qu'elle ne soit a priori pas sous le coup d'une [menace](#) militaire imminente, la Moldavie fait constamment l'objet d'attaques hybrides russes. Les élections de 2024 et de 2025 ont été ciblées par des opérations hybrides russes menées à coups de financements illégaux, de désinformation et de cyberattaques. En mars 2023, un [document](#) qui émanerait du renseignement russe a [dévoilé](#) un plan sur 10 ans visant à prendre le contrôle de la Moldavie. La Russie a également utilisé ses livraisons de gaz à la Moldavie pour exercer un [chantage](#) sur le pays. Pour [réduire](#) sa dépendance, la Moldavie a commencé à [importer](#) du gaz naturel par un flux inversé depuis la frontière entre la [Slovaquie](#) et l'Ukraine et par le corridor [transbalkanique](#) en 2022. La même année, la Moldavie a renforcé son indépendance dans le domaine de l'électricité lorsque ses réseaux électriques ont été [synchronisés](#) avec le réseau d'Europe continentale.

### Rôle de l'Union européenne

La Moldavie et l'Union européenne ont signé un [accord d'association](#) et un [accord de libre-échange approfondi et complet](#) en 2014, ainsi qu'un [partenariat en matière de sécurité et de défense](#) en 2024. On [estime](#) à 1,2 milliard d'euros le soutien octroyé sous forme de subventions par l'Union à la [Moldavie](#) depuis 2021. À cela s'ajoute la [facilité pour les réformes et la croissance](#), d'une valeur de près de 1,9 milliard d'euros jusqu'en 2027. Le 3 mars 2022, la présidente Sandu [a signé](#) la demande formelle d'adhésion de la Moldavie à l'Union. En juin 2022, la Moldavie a obtenu le statut de pays candidat, et les [négociations](#) d'adhésion ont débuté le 25 juin 2024, lors de la première conférence intergouvernementale.

## Mongolie

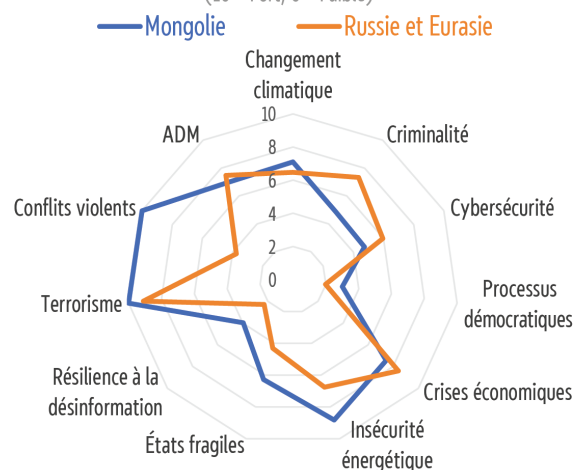
La Mongolie occupe la 30<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Le pays affiche de bons résultats en ce qui concerne les indicateurs de conflits violents, de menace terroriste et d'insécurité énergétique. En revanche, il obtient des scores relativement médiocres en matière de cybersécurité et de criminalité.

### Contexte et principaux enjeux

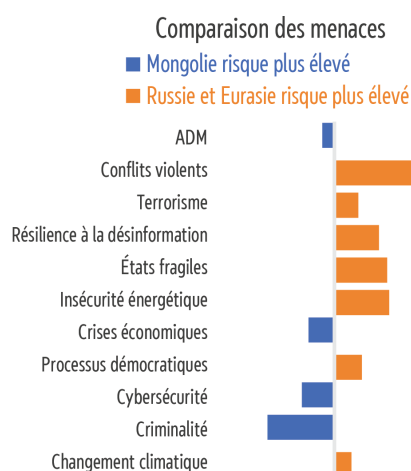
Compte tenu de la richesse de la Mongolie en ressources naturelles, l'une des forces motrices de son développement économique est l'exploitation et l'extraction minières. La forte dépendance de la Mongolie aux exportations minières, ses niveaux élevés de dette extérieure ainsi que son exposition aux chocs extérieurs en raison des fluctuations des prix des matières premières à l'échelle mondiale entraînent un risque considérable de [vulnérabilité macroéconomique](#). La corruption, souvent liée à l'exploitation minière, est endémique, la Mongolie ne se classant qu'au 114<sup>e</sup> rang sur les 180 pays que recense l'[indice de perception de la corruption de Transparency International 2024](#). En mai 2025, le gouvernement de coalition a chuté en raison des accusations de corruption. Malgré ses fondements démocratiques, la Mongolie ne se classe qu'à la 102<sup>e</sup> place du [classement mondial de la liberté de la presse 2025](#), après avoir occupé la 109<sup>e</sup> place en [2024](#).

#### Profil de paix 2025

(10 = Fort, 0 = Faible)



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Ligne = niveau de risque égal

La Mongolie est l'un des pays [les plus touchés](#) par le changement climatique. Le surpâturage et la surextraction [exacerbent](#) les effets du changement climatique, et notamment la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes. La Mongolie affiche de mauvais résultats au niveau des indicateurs de criminalité. Elle occupe la 148<sup>e</sup> place sur 193 dans l'[indice mondial du crime organisé 2023](#). Ces dernières années, la Mongolie [a connu](#) une recrudescence des cyberattaques perpétrées par des pirates informatiques chinois et russes. En 2023, la Mongolie a complété son [cadre](#) juridique de cybersécurité de 2021 en publiant une [stratégie nationale de cybersécurité](#).

### Rôle de l'Union européenne

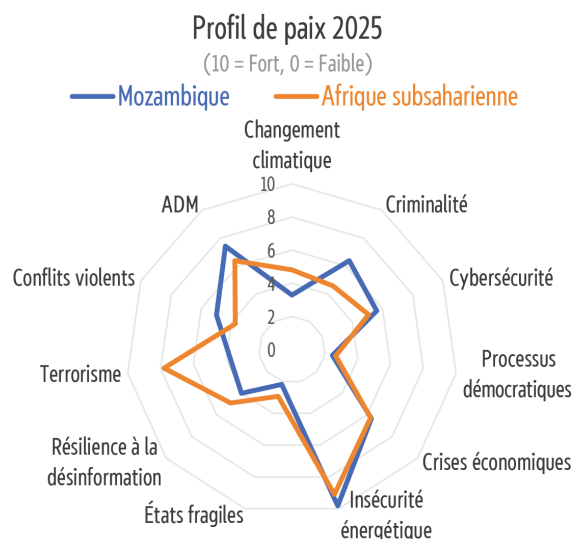
Les [relations diplomatiques](#) entre l'Union européenne et la Mongolie remontent à 1989 et sont désormais fondées sur l'[accord de partenariat et de coopération](#) UE-Mongolie. L'Union [concentre](#) ses efforts sur le soutien apporté aux groupes vulnérables et sur l'autonomisation de la société civile. La lutte contre le travail des enfants et contre toute autre forme d'exploitation de ceux-ci figure au nombre des priorités principales de l'Union. D'autres priorités sont l'égalité entre les femmes et les hommes, la non-discrimination, l'état de droit, la construction de sociétés résilientes, inclusives et démocratiques, ainsi que les droits de l'homme et la démocratie. En 2020, en vue de stimuler l'emploi et d'améliorer la transparence des finances publiques, l'Union a lancé son premier [programme d'appui budgétaire](#), avec le soutien technique du programme des Nations unies pour le développement. Le [programme indicatif pluriannuel 2021-2027](#) de la Commission accorde la priorité au développement vert durable et au développement démocratique et économique. En avril 2025, l'Union et la Mongolie ont tenu leur dialogue annuel sur les droits de l'homme, une réunion du groupe de travail sur la coopération au développement et une [réunion conjointe de commissions](#) au titre de l'accord de partenariat et de coopération UE-Mongolie. La coopération bilatérale en matière de connectivité, de numérisation et de transition écologique bénéficie du soutien de la stratégie [«Global Gateway»](#) de l'Union.

## Mozambique

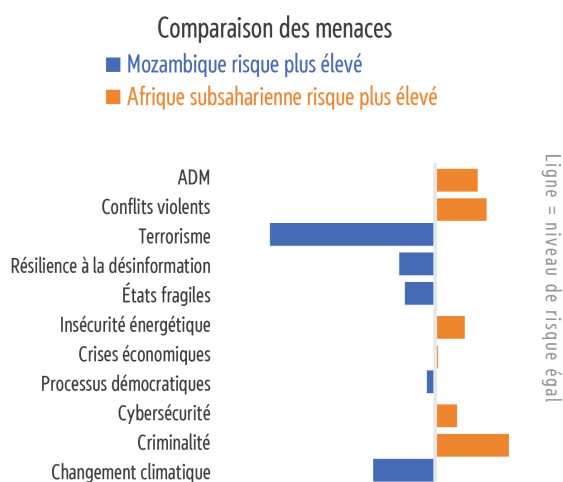
Le Mozambique occupe le 105<sup>e</sup> rang de l'indice Normandie. Au cours de la dernière décennie, son niveau global de fragilité s'est élevé, en partie en raison de la menace que fait peser le réseau djihadiste dans la province de Cabo Delgado, menace qui s'est de nouveau accrue en 2025. Le pays est aujourd'hui sous le coup d'autres périls majeurs que sont le manque de participation et d'inclusion politiques, le changement climatique et l'insécurité informatique.

### Contexte et principaux enjeux

Le mouvement indépendantiste à l'encontre des Portugais a commencé dans les années 1960, avec la création du Front de libération du Mozambique (Frente de Libertação de Moçambique, ou Frelimo) en 1962. Après l'indépendance en 1975, une guérilla contre le système à parti unique mis en place par le Frelimo a ravagé le pays entre 1977 et 1992. En 1992, un accord de paix a temporairement mis fin au conflit. Felipe Nyusi, successeur du président Daniel Chapo, a remporté les élections très disputées de 2024. Le Mozambique est l'un des pays les plus pauvres au monde, avec un PIB annuel par habitant estimé par la [Banque mondiale](#) à 608 dollars. Plus de la moitié de la population vit en situation de [pauvreté](#). Le pays compte 56 % de chrétiens et 18 % de musulmans, les chrétiens étant prédominants dans le sud et les musulmans dans le nord. La [visite d'agents du FMI](#) dans le pays en août 2025 pourrait être le signe d'un soutien futur du FMI au Mozambique.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le président Chapo est parvenu à surmonter l'opposition politique. Toutefois, le Frelimo, parti au pouvoir, reste impopulaire et la position du président au sein du parti demeure précaire. L'[insurrection](#) islamiste déstabilise la province septentrionale du Cabo Delgado depuis 2017. Depuis juillet 2021, les troupes des États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) et 2 500 [soldats rwandais](#) se sont déployés au Cabo Delgado et ont contribué à [stabiliser](#) la situation. Le président Chapo a signé un nouvel accord à Kigali en septembre 2025 afin de formaliser la mission militaire rwandaise en cours, tandis que de nouvelles attaques djihadistes ont eu lieu dans la région d'Afungi, dans le nord du pays. Le Mozambique occupe la 17<sup>e</sup> place de l'[indice mondial du terrorisme 2025](#).

### Rôle de l'Union européenne

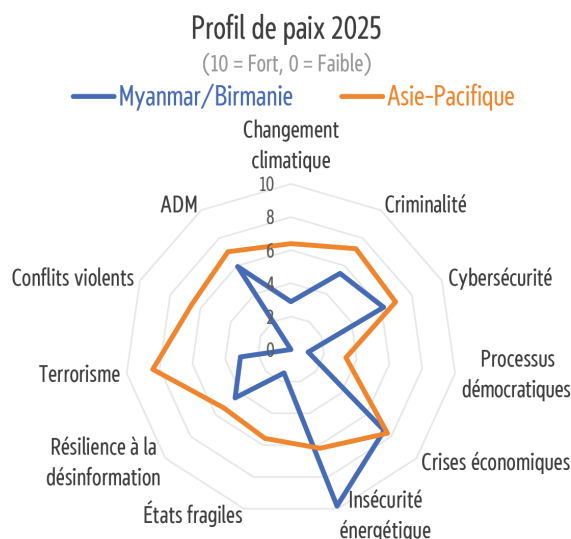
En 2017, le Mozambique a ratifié l'[accord de partenariat économique UE-CDAA](#). En novembre 2020, au terme d'une suspension de quatre ans de l'aide en réaction à la corruption généralisée, l'Union européenne [a rétabli](#) son appui budgétaire au pays. En 2021, l'Union et le Mozambique ont convenu d'[objectifs communs](#) pour la coopération au développement au titre de l'instrument IVCDI – Europe dans le monde. L'Union a mis sur pied une mission de formation militaire au Mozambique ([EUTM Mozambique](#)). En mai 2024, le Conseil [a décidé](#) de la transformer progressivement en une mission d'assistance ([EUAM Mozambique](#)). Par l'intermédiaire de la [facilité européenne pour la paix](#), l'Union a adopté diverses [mesures d'aide](#) pour un montant total de 144 millions d'euros. L'Union a déployé une [mission d'observation électorale](#) au Mozambique pour les élections de 2024.

## Myanmar/Birmanie

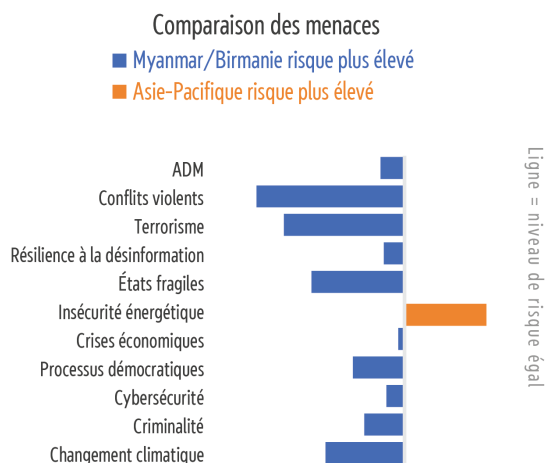
Le Myanmar/la Birmanie occupe la 122<sup>e</sup> place de l'indice Normandie et accuse ainsi une forte baisse depuis le coup d'État militaire de février 2021, qui a entraîné violences et chaos. Le pays pâtit depuis longtemps de la pauvreté, des conflits ethniques et de violations des droits de l'homme. Le Myanmar/la Birmanie obtient de mauvais résultats en matière de changement climatique et de désinformation.

### Contexte et principaux enjeux

Les tensions entre la majorité bamar et plus de 135 groupes ethniques ont donné lieu à des décennies d'instabilité dans le pays. Les conflits entre les groupes armés ethniques et les forces gouvernementales ont coûté des milliers de vies et [déplacé](#) des centaines de milliers de personnes. Les quelque 50 années de régime militaire ont été marquées par d'horribles violations des droits de l'homme et une pauvreté extrême. Les réformes constitutionnelles entamées en 2008, et l'élection d'un gouvernement civil en 2015, semblaient être des pas dans la bonne direction. Des réformes démocratiques ont également permis le développement économique du Myanmar/de la Birmanie, le PIB par habitant ayant, selon la [Banque mondiale](#), été multiplié par dix au cours de la période 2000–2020, passant d'environ 146 euros à 1 450 euros. En 2016–2017, l'armée a tué des milliers de personnes issues de la [minorité rohingya](#) persécutée, dont les membres vivent dans les zones septentrionales de l'État de Rakhine, ce qui a entraîné un exode massif de réfugiés. Des [accusations de génocide](#) ont été portées à l'encontre du Myanmar/de la Birmanie devant la CIJ en 2019 ([Gambie c. Myanmar](#)).



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le coup d'État militaire de février 2021 a mis fin à cinq années de coexistence difficile entre le gouvernement civil et les puissantes forces armées. Des dirigeants civils, dont [Aung San Suu Kyi](#), lauréate du prix Nobel de la paix, ont été emprisonnés ou assignés à résidence. En décembre 2022, Aung San Suu Kyi a été [condamnée](#) par un tribunal militaire à sept ans de prison supplémentaires, ce qui a porté sa peine totale à 33 ans. En réponse au coup d'État militaire, et conformément aux [conclusions du Conseil](#) de février 2021, l'Union européenne ne reconnaît pas la légitimité de la junte militaire, telle qu'incarnée par le Conseil d'administration de l'État. Par conséquent, il n'existe pas de partenariat formel entre l'Union et les autorités de fait du Myanmar/de la Birmanie.

### Rôle de l'Union européenne

En 2021, l'Union [a suspendu](#) toutes les activités qui pourraient être perçues comme soutenant ou légitimant les autorités militaires. Après un réexamen attentif du portefeuille de l'aide au développement, l'Union, en consultation avec ses États membres, a adopté une approche «back-to-basics» (retour aux fondamentaux) visant à soutenir les communautés les plus vulnérables en collaborant directement avec la société civile. Au titre de quatre mesures spéciales distinctes entre 2021 et 2024, un montant total de 219 millions d'euros a été [affecté](#) au soutien de la population du Myanmar/de la Birmanie. Une enveloppe supplémentaire de 99 millions d'euros pour la période 2025–2027 est financée au titre du programme indicatif pluriannuel régional pour l'Asie et le Pacifique.

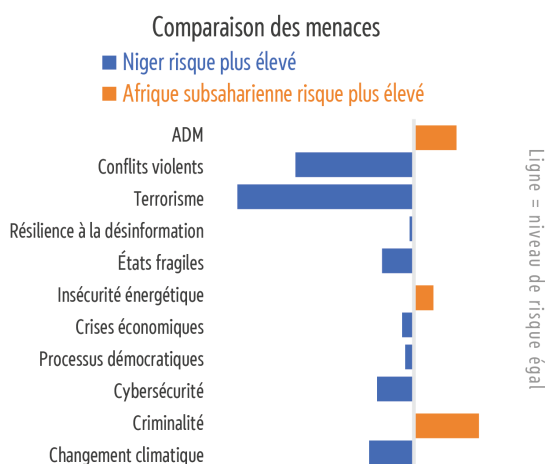
## Niger

Le Niger occupe le 118<sup>e</sup> rang de l'indice Normandie. Les groupes djihadistes violents prolifèrent dans un contexte d'instabilité régionale, provoquant une forte augmentation du nombre de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Cette situation aggrave les effets déjà désastreux du changement climatique sur l'accès aux ressources, autre déclencheur de conflits. Le coup d'État de 2023 a mis un terme à la stratégie des partenaires occidentaux consistant à investir au Niger en tant que principal pôle de sécurité dans la région.

### Contexte et principaux enjeux

Le Niger est l'un des pays [les plus fragiles](#) et [les plus vulnérables au changement climatique](#). Le changement climatique et les pratiques agricoles inadaptées, conjugués à une croissance démographique rapide, contribuent à la rareté des ressources. L'insécurité alimentaire et les déplacements de population dans l'ensemble du pays exacerbent les tensions entre les communautés. Les [groupes extrémistes violents](#) (dont l'État islamique au Sahel, le JNIM, Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest) exploitent ces tensions, en particulier dans les zones frontalières avec le Tchad et le Nigeria (lac Tchad) et avec le Mali et le Burkina Faso (Liptako-Gourma). Un [coup d'État](#) militaire mené en juillet 2023 a entraîné la chute du président Mohamed Bazoum. En janvier 2024, le Niger, le Burkina Faso et le Mali ont créé l'Alliance des États du Sahel et [se sont retirés](#) de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

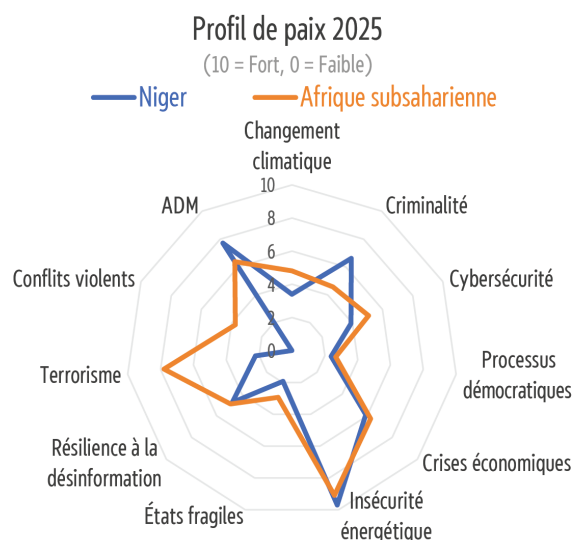
### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



À la suite du coup d'État, le Niger a dénoncé des accords concernant des bases militaires [françaises](#) et [américaines](#) ainsi que des missions de la PSDC de l'Union sur son sol. Cela a entraîné une [forte recrudescence des attaques](#) en 2024 (+94 %, 930 décès), malgré une coopération militaire accrue avec la [Russie](#). L'implication de mercenaires russes et [turcs](#) est souvent liée à la présence sur place d'entreprises d'extraction d'or de ces deux pays. L'[uranium](#) nigérien (6 % des ressources mondiales) sert encore largement les intérêts étrangers, principalement ceux de la Chine, malgré les efforts de [nationalisation](#) qui limitent le contrôle français; la Russie et le Niger discutent de la construction de la première centrale nucléaire d'Afrique de l'Ouest. La [liberté d'expression](#) est régulièrement bafouée et les [campagnes de désinformation](#), principalement orchestrées par la Russie, aggravent l'instabilité. En février 2025, lors d'un dialogue national (assises nationales) organisé par la junte, il a été recommandé de [prolonger la période de transition jusqu'en 2030](#).

### Rôle de l'Union européenne

À la suite du coup d'État, la révocation, en décembre 2023, de la mission civile de l'Union visant au renforcement des capacités [EUCAP Sahel Niger](#) et de la [mission de partenariat militaire de l'Union au Niger](#) a marqué un déclin de la coopération UE-Sahel en matière de sécurité. Par ailleurs, le Niger a abrogé sa politique de lutte contre la migration irrégulière, élaborée avec le soutien de l'Union. Le [partenariat](#) avec l'État et les forces de sécurité a été suspendu, mais le soutien direct aux populations les plus vulnérables et l'[aide d'urgence et vitale](#) ont été [maintenus](#).

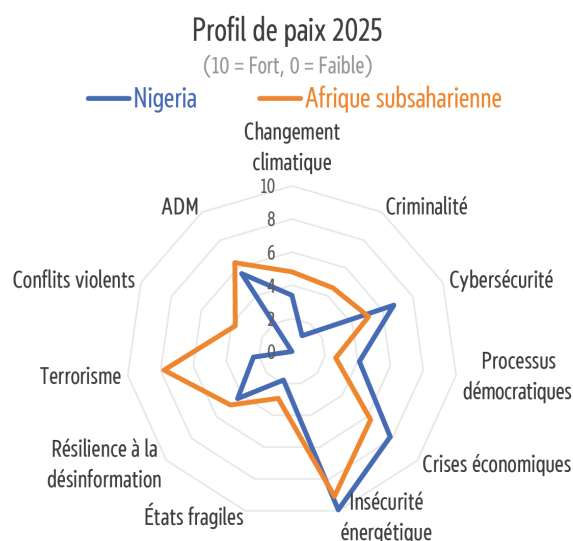


## Nigeria

Le Nigeria est classé à la 127<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Il est considéré comme plus exposé aux risques que la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne et est particulièrement vulnérable au terrorisme. Les tensions ethniques remontent à l'époque coloniale: la guerre civile de 1967-1970 était principalement motivée par un objectif de répartition équitable des revenus du pétrole entre les groupes ethniques.

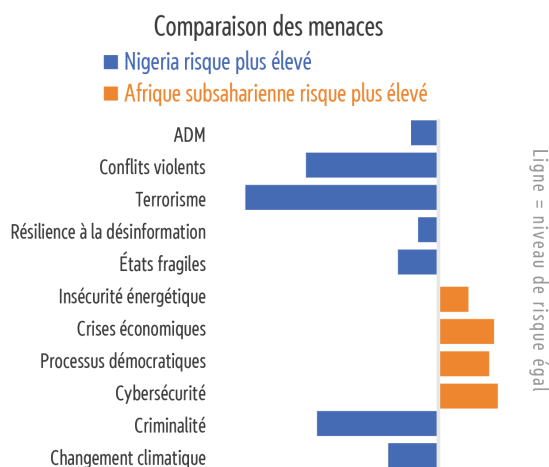
### Contexte et principaux enjeux

En mars 2023, Bola Tinubu, du parti au pouvoir, a été déclaré vainqueur des élections présidentielles de [février 2023](#). Le Nigeria, principale [puissance d'Afrique de l'Ouest](#), n'a signé l'[accord de Samoa](#) (accord de partenariat signé en novembre 2023 entre l'Union, ses États membres et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) qu'en juin 2024 et a publié une déclaration invalidant toute disposition incompatible avec les lois nigérianes (comme la loi de 2014 interdisant les relations entre personnes de même sexe). Malgré les efforts de médiation déployés par le président togolais, des [tensions persistent](#) avec le Niger voisin.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

Le Nigeria figure à la 6<sup>e</sup> place de l'[indice mondial du terrorisme 2025](#) (8<sup>e</sup> en 2024 et 2023, et 5<sup>e</sup> en 2022).



Le Nigeria occupe la 15<sup>e</sup> place de l'[indice des États fragiles 2025](#). Si le Nigeria est la première puissance économique africaine de par son PIB, la situation économique du pays reste fragile, en raison de sa dépendance excessive au pétrole. Après avoir traversé en 2020 sa plus grave récession depuis les années 1980, l'[économie](#) du Nigeria a renoué avec une croissance modérée. Le Nigeria est 122<sup>e</sup> sur les 180 pays que compte le [classement mondial de la liberté de la presse 2025](#) et a reculé de 10 rangs par rapport à 2024. En marge des élections de 2023, on a assisté à des contrôles stricts, à des agressions de journalistes et à des arrestations arbitraires. La [criminalité pétrolière](#) organisée (englobant le [vol](#), le raffinage illégal, la vente illicite ainsi que l'exploitation de femmes et d'enfants utilisés comme

[boucliers humains](#)) concerne jusqu'à 20 % de la production pétrolière du Nigeria et contribue à la perpétuation de la corruption.

### Rôle de l'Union européenne

L'Union continue de [financer](#) une initiative regroupant plusieurs pays du bassin du lac Tchad (la Force multinationale mixte (FMM), affaiblie toutefois par le [retrait annoncé](#) du [Niger](#) en mars 2025) dans la lutte contre Boko Haram. En 2021, et pour les sept années suivantes, l'Union et le Nigeria ont convenu de [nouveaux objectifs communs](#) pour leur coopération au développement dans le cadre de l'instrument IVCDI – Europe dans le monde. L'Union a négocié un [accord de partenariat économique](#) régional avec le Nigeria et d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, mais le Nigeria est réticent à le mettre en œuvre. En 2022, l'[Équipe Europe](#), dans le cadre de son initiative «Nigeria Green Economy», a affecté 1,3 milliard d'euros au secteur de l'énergie. L'Union a déployé une mission d'observation électorale pour le scrutin présidentiel de 2023. Le [dialogue sur le commerce et l'investissement](#) entre hauts fonctionnaires nigériens et européens a été lancé le 30 septembre 2025 à Abuja.

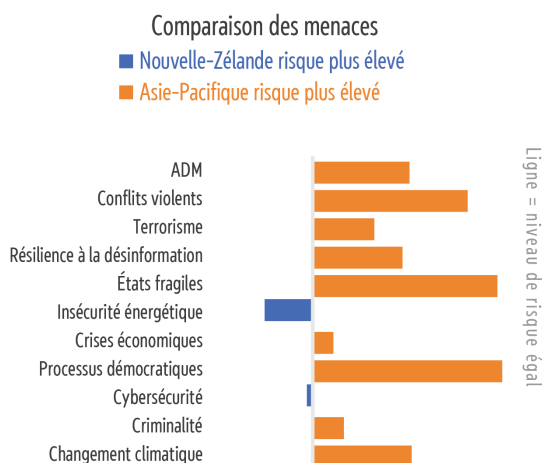
## Nouvelle-Zélande

La Nouvelle-Zélande occupe la 4<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Elle obtient de meilleurs résultats que la moyenne Asie-Pacifique pour la plupart des indicateurs, à l'exception de la sécurité énergétique et de la cybercriminalité, et présente un bilan particulièrement bon en ce qui concerne la gestion des crises économiques et les processus démocratiques.

### Contexte et principaux enjeux

La Nouvelle-Zélande possède une tradition démocratique de longue date, sous la forme d'un système parlementaire, renforcée par un niveau d'éducation et un PIB par habitant élevés, à hauteur de 48 747 dollars en 2024 selon la [Banque mondiale](#). Dans la dernière édition de l'[indice de développement humain](#), la Nouvelle-Zélande se classe 17<sup>e</sup> sur 191 pays, juste après le Canada. Dans l'[indice de démocratie](#) 2024 de l'Economist Intelligence Unit, la Nouvelle-Zélande se classe deuxième du classement général et occupe la première place, aux côtés de la Norvège, en matière de processus électoraux, de pluralisme et de participation politique. Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande est le troisième pays le plus stable au monde selon l'indice Normandie et l'indicateur des États fragiles. Cela s'explique par le fort sentiment de légitimité de l'État, l'efficacité des services publics et une faible intervention extérieure. La Nouvelle-Zélande obtient de bons résultats pour la plupart des indicateurs de conflits traditionnels et est classée au 94<sup>e</sup> rang de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2025, ce qui constitue une amélioration considérable par rapport à la 50<sup>e</sup> place qu'elle occupait en 2024.

### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La résilience de ses institutions démocratiques, son niveau de vie élevé, ses services publics de qualité et son extrême éloignement des régions les plus densément peuplées du monde ont permis à la Nouvelle-Zélande d'être relativement à l'abri des menaces traditionnelles et hybrides à sa sécurité. La société néo-zélandaise jouit également d'un niveau élevé de liberté de la presse, puisque le pays occupe la 16<sup>e</sup> place du [classement de la liberté de la presse](#) 2025. Toutefois, un niveau élevé de [dépendance commerciale](#) à l'égard de la Chine et la crainte que la [rivalité](#) stratégique croissante entre les États-Unis et cette dernière ne déborde sur le Pacifique Sud ont rendu son environnement stratégique moins favorable.

### Rôle de l'Union européenne

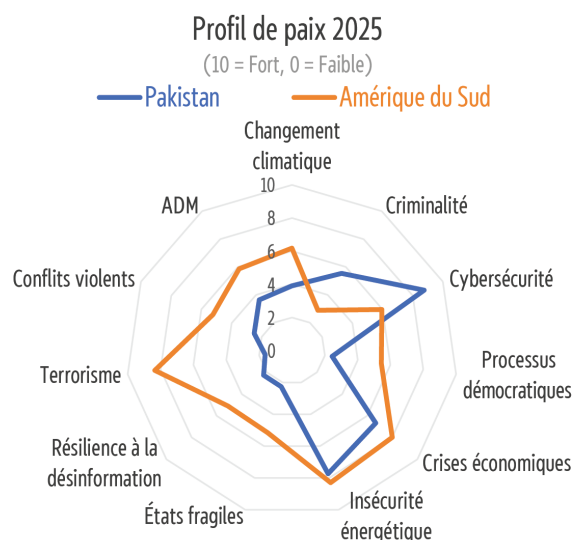
Les relations politiques bilatérales qui lient l'Union européenne à la Nouvelle-Zélande sont fondées sur le [partenariat sur les relations et la coopération](#) (PARC) de 2016. L'accord prévoit le cadre d'un dialogue politique régulier, qui comprend des consultations au niveau des ministres et des hauts fonctionnaires, ainsi qu'au niveau parlementaire. En 2018, l'Union a engagé des négociations avec la Nouvelle-Zélande en vue d'un [accord de libre-échange](#) bilatéral. Les négociations se sont achevées en juin 2022 et l'accord de libre-échange est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2024. L'Union est le troisième [partenaire commercial](#) de la Nouvelle-Zélande, après la Chine et l'Australie, et la deuxième source d'investissements directs étrangers du pays. Au sein de l'Union, les principaux partenaires commerciaux bilatéraux de la Nouvelle-Zélande sont l'Allemagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas. La Nouvelle-Zélande a participé à la mission de lutte contre la piraterie menée par l'Union au large de la Corne de l'Afrique, [EUNAVFOR Atalanta](#), ainsi qu'à sa mission de police [EUPOL](#) en Afghanistan, et est également un partenaire majeur pour l'Union en matière d'aide au développement dans le Pacifique Sud.

## Pakistan

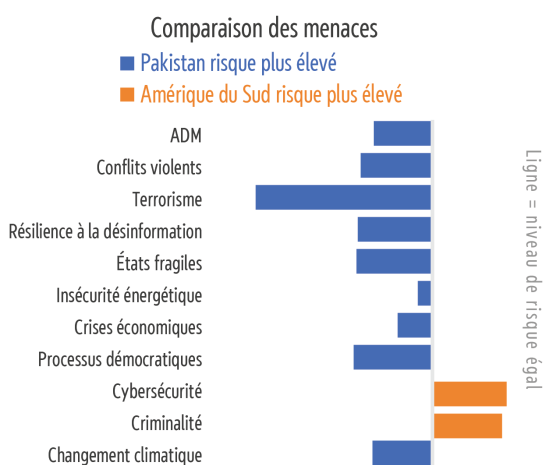
Le Pakistan occupe la 126<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Les relations du pays avec les groupes terroristes, l'ingérence militaire, les relations tendues avec l'Inde, le séparatisme, la vulnérabilité au changement climatique et une situation financière durablement critique contribuent à l'instabilité de cette démocratie fragile.

### Contexte et principaux enjeux

Le Pakistan a connu des phases de gouvernement militaire et d'instabilité politique. Le pays se classe au 27<sup>e</sup> rang des États les plus fragiles parmi 179 dans l'[indice des États fragiles](#) 2024. Le dualisme chronique entre les pouvoirs politique et militaire, auquel s'ajoute le rôle controversé de l'agence des renseignements militaires pakistanais (ISI), empêche les institutions civiles d'exercer le contrôle direct de l'État. Le Pakistan est [accusé](#) de soutenir activement le terrorisme et d'être un refuge pour les groupes terroristes. Les relations avec l'Inde voisine restent tendues et instables, en raison notamment du conflit non résolu au [Cachemire](#). Le Pakistan est également confronté à une [insurrection islamiste](#) qui prend de l'ampleur, menée par Tehrik-e-Taliban Pakistan. Selon l'[indice mondial du terrorisme](#) 2025, le Pakistan est le deuxième pays le plus touché par le terrorisme.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le Pakistan et l'Arabie saoudite [ont signé](#) un accord stratégique de défense mutuelle le 17 septembre 2025. L'accent mis sur le renforcement de la dissuasion conjointe montre clairement que cette alliance est de nature défensive. Le Pakistan est confronté à plusieurs tensions séparatistes, dont la plus critique est celle de la province du Baloutchistan, au sud-ouest du pays, où la [menace terroriste](#) est aussi élevée. Le [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2025 classe le Pakistan au 158<sup>e</sup> rang, position qui traduit les risques graves que courent les journalistes dans le pays. Le Pakistan est l'un des pays les [plus exposés aux catastrophes](#) au monde. Le pays pâtit d'une forte inflation et d'une dépréciation monétaire, qui sont à l'origine d'une grave [insécurité alimentaire](#) et de taux élevés de [malnutrition](#) chronique. Un autre problème grave est la [pénurie d'eau](#). D'autres

sujets de préoccupation sont l'[utilisation abusive des lois sur le blasphème](#), les conversions religieuses forcées de minorités et les discriminations à l'encontre des groupes minoritaires.

### Rôle de l'Union européenne

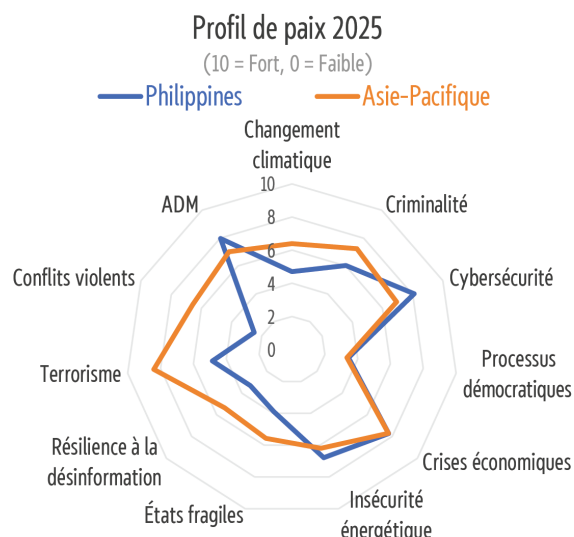
Le [plan de coopération stratégique](#) UE-Pakistan de 2019 se fonde sur un [accord de coopération](#) de 2004. Une [commission mixte UE-Pakistan](#) se réunit chaque année pour faire le point sur l'état d'avancement de l'accord, des sous-groupes existant pour des domaines spécifiques. En février 2025, l'Union et le Pakistan ont tenu leur neuvième [dialogue UE-Pakistan sur la lutte contre le terrorisme](#). Le Pakistan est le principal bénéficiaire du système de préférences généralisées plus (SPG+), qui accorde un accès préférentiel au marché de l'Union. Le SPG+ a été [prolongé](#) jusqu'à la fin de 2027, afin de laisser du temps pour l'adoption du SPG [2024-2034](#) proposé par la Commission en 2021. Toutefois, le Pakistan a été menacé de suspension en raison de [préoccupations](#) concernant les violations des droits de l'homme, et notamment de la liberté de religion. En juin 2025, la Commission a suspendu l'accès du Pakistan au SPG+ pour l'[éthanol](#). L'Union est le [deuxième partenaire commercial](#) du Pakistan après la Chine; en 2024, elle représentait 12,4 % des [échanges commerciaux](#) du pays.

## Philippines

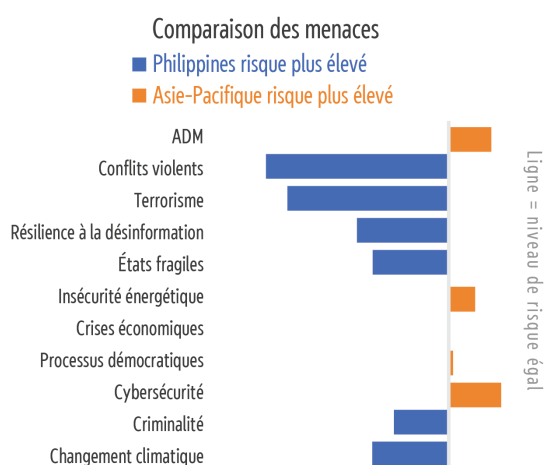
Les Philippines occupent la 94<sup>e</sup> place de l'indice Normandie, avec un score global inférieur à la moyenne de la région Asie-Pacifique, notamment pour ce qui est du terrorisme et des conflits violents. Les taux de criminalité sont élevés et des milliers de personnes sont mortes dans une «guerre contre la drogue» controversée. On y déplore également des violences de groupes rebelles et de terroristes.

### Contexte et principaux enjeux

Les Philippines possèdent un système politique plus pluraliste que la plupart de leurs voisins d'Asie du Sud-Est. Cependant, elles se classent parmi les 25 % des pays les plus fragiles du monde. L'une des raisons pour lesquelles les Philippines figurent au 64<sup>e</sup> rang de l'[indice des États fragiles 2024](#) est le niveau relativement élevé de terrorisme, deuxième plus haut de la région (les Philippines sont 20<sup>e</sup> de l'indice mondial du terrorisme 2025). Depuis son indépendance, le pays est confronté à des insurrections communistes, islamistes et séparatistes, ainsi qu'à d'autres mouvements. En 2016, des militants affiliés à l'État islamique ont tenté d'établir une «province d'Asie de l'Est» dans le pays et ont ainsi occupé la ville de [Marawi](#) pendant cinq mois. La violente répression de la criminalité liée à la drogue, entreprise en 2016 par le président Rodrigo Duterte, a été largement critiquée. Ferdinand Marcos Jr. a prêté serment en tant que 17<sup>e</sup> président de la République des Philippines en 2022.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Les Philippines se placent en 116<sup>e</sup> position dans le [classement mondial de la liberté de la presse 2025](#) et à la 114<sup>e</sup> place de l'[indice de perception de la corruption 2024](#). En 2024, les Philippines étaient, selon l'indice mondial des risques, le pays [le plus exposé](#) au risque de catastrophe: les dommages économiques causés par le changement climatique [pourraient atteindre](#) 7,6 % du PIB d'ici à 2030 et 13,6 % d'ici à 2040. La déforestation est [considérée](#) comme un facteur aggravant. Après avoir, dans un premier temps, refusé de coopérer avec la Cour pénale internationale (CPI) dans l'enquête sur d'éventuels crimes contre l'humanité commis dans le cadre de la «guerre contre la drogue» de Rodrigo Duterte, les autorités philippines ont finalement arrêté l'ancien président en mars 2025.

### Rôle de l'Union européenne

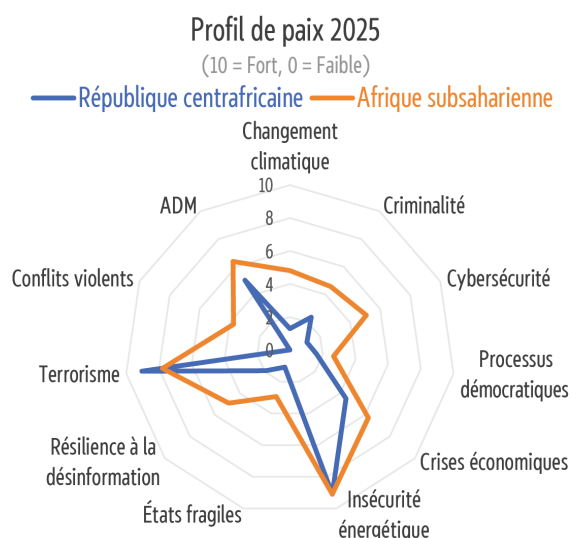
L'accord de partenariat et de coopération entre l'Union et les Philippines est entré en vigueur en 2018; des pourparlers sur un accord de libre-échange ont été lancés en 2015, mais sont en suspens depuis 2017. Au cours de la période 2014-2020, l'Union a octroyé [325 millions d'euros](#) d'aide au développement au pays, en s'attachant principalement à deux domaines: l'état de droit et la croissance inclusive (qui promeut les énergies renouvelables). En 2023, le ministre philippin du [commerce](#) a déclaré qu'il espérait qu'un accord de libre-échange soit conclu avec l'Union avant 2028. Les Philippines jouissent d'un accès en franchise de droits aux marchés de l'Union pour la plupart de leurs exportations au titre du régime SPG+. L'Union est le [quatrième partenaire commercial](#) des Philippines. En 2022, les Philippines ont participé au [sommet commémoratif UE-ASEAN](#) qui s'est tenu à Bruxelles. En mars 2024, l'Union et les Philippines ont officiellement annoncé la reprise des négociations en vue d'un accord de libre-échange ambitieux, moderne et équilibré, axé sur la durabilité. Une réunion du [Conseil des affaires UE-ASEAN](#) s'est tenue à Manille la même année.

## République centrafricaine

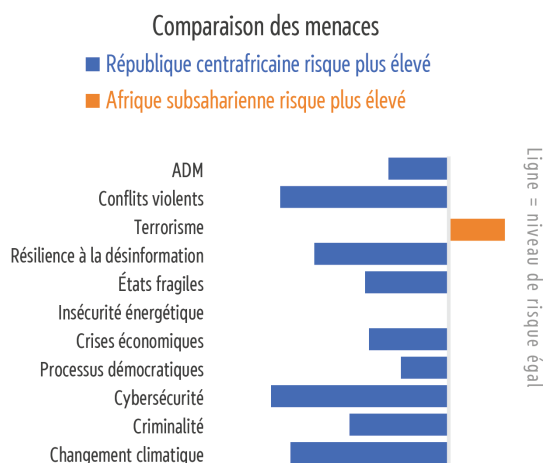
La République centrafricaine (RCA) obtient la dernière place (la 138<sup>e</sup>) de l'indice Normandie. Le pays est confronté à des épisodes de guerre civile depuis 2003. Les combattants étrangers, y compris l'Africa Corps soutenu par la Russie (anciennement «groupe Wagner»), sont très actifs. La situation politique et sécuritaire reste fragile, avec un risque sérieux d'escalade en conflit violent.

### Contexte et principaux enjeux

Bien que le président Faustin-Archange Touadéra ait été élu démocratiquement en 2016, les violences entre groupes armés poussés par des motifs politiques demeurent une menace. L'alliance des anti-balaka domine le sud-ouest du pays, les milices de l'ancienne Séléka le nord-ouest de celui-ci. À la suite du référendum de 2023, la constitution révisée a prolongé le mandat présidentiel de cinq à sept ans et supprimé les limites de mandat, ce qui permet à Faustin-Archange Touadéra de se présenter à nouveau aux élections présidentielles, législatives, régionales et locales fixées au 28 décembre 2025. La RCA occupe la 8<sup>e</sup> place de l'indice des États fragiles 2025. La RCA présente un fort potentiel énergétique, y compris en matière d'énergie verte. L'extraction et l'exploitation de minerai sont inhérentes au «modèle économique» de la présence russe (et rwandaise) dans le pays en tant que prestataires de sécurité. Le mandat actuel de la force de stabilisation des Nations unies (MINUSCA, avec le Rwanda comme principal fournisseur de troupes) a été prolongé jusqu'au 15 novembre 2026.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La République centrafricaine est vulnérable aux menaces émergentes qui touchent les États fragiles, notamment celles liées à la cybersécurité et à la liberté de la presse. La République centrafricaine est l'un des pays les plus vulnérables au changement climatique. Une force d'intervention rwandaise est présente dans le pays (en plus de la MINUSCA). La présence de mercenaires russes a aggravé la situation en matière de sécurité. La République centrafricaine s'est abstenue lors du vote de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies de 2022 condamnant l'agression russe contre l'Ukraine, et son président a critiqué l'Occident en mars 2023, en réclamant la fin de l'embargo sur les armes et les diamants. Un embargo ciblé sur les armes a été imposé jusqu'au 31 juillet 2026 par le Conseil de sécurité des Nations unies en vertu de la résolution 2745 (2024).

### Rôle de l'Union européenne

Une mission militaire de l'Union européenne, la mission de formation de l'Union européenne en République centrafricaine (EUTM RCA), continue de conseiller et de former les forces nationales. Le président Touadéra a reconnu son importance lors de la 5<sup>e</sup> édition du dialogue de partenariat RCA-UE, qui s'est tenue à Bangui en 2024. Une mission de conseil civile, EUAM RCA, a été entreprise en 2020. Toutefois, les activités des mercenaires pourraient menacer l'avenir de ces missions. La République centrafricaine bénéficie d'un accès aux marchés de l'Union européenne en franchise de droits et sans contingent («Tout sauf les armes»). Dans le cadre de l'instrument IVDCI - Europe dans le monde, le programme indicatif pluriannuel (PIP) 2021-2024 prévoit une dotation de 172 millions d'euros pour la République centrafricaine pour la période 2021-2024. Les sanctions de l'Union et son embargo sur les armes sont d'autres indicateurs de l'état des relations bilatérales.

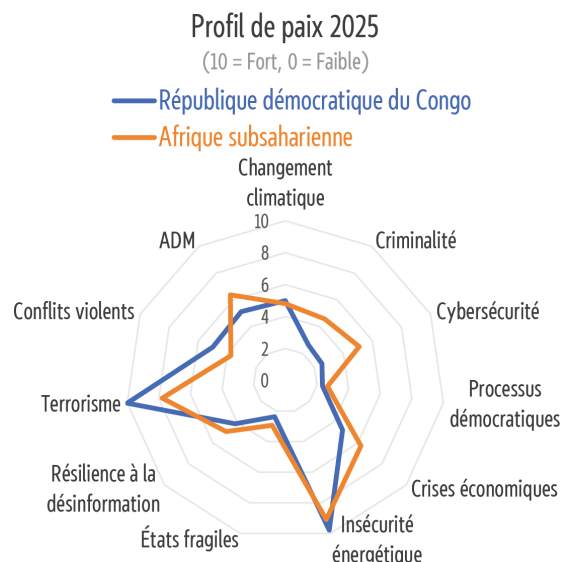
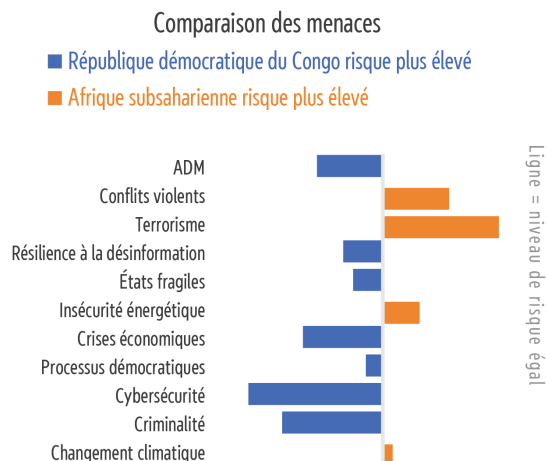
## République démocratique du Congo

La République démocratique du Congo (RDC), qui dispose de ressources naturelles abondantes, se situe à la 109<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. En décembre 2023, le président Félix Tshisekedi a remporté les élections pour exercer un deuxième mandat, et sa coalition Union sacrée de la nation a obtenu la majorité au parlement. Le paysage politique reste profondément divisé et, dans l'est du pays, les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu souffrent d'instabilité.

### Contexte et principaux enjeux

Malgré les efforts actuellement déployés par la mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC ([MONUSCO](#)), l'indice des États fragiles 2024 classe la RDC à la 4<sup>e</sup> plus mauvaise place. La RDC est «fortement touchée par le terrorisme», l'[indice mondial du terrorisme 2025](#) classant le pays à la 12<sup>e</sup> position (soit une chute d'une place par rapport à 2024). Rien qu'en 2024, plus de [3 millions](#) de personnes ont été déplacées dans l'est de la RDC, ce qui a généré l'afflux de plus d'un million de réfugiés dans les pays voisins, à savoir l'Ouganda et le Rwanda. Plus de 7,3 millions de Congolais restent déplacés à l'intérieur de leur pays. La [résolution 2773 du Conseil de sécurité des Nations unies](#) de février 2025 condamne l'offensive et les avancées du groupe paramilitaire M23 au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, et demande à la Force de défense rwandaise de cesser tout soutien au groupe M23 et de se retirer immédiatement de RDC. Le 27 juin 2025, les ministres des affaires étrangères congolaise et rwandais ont signé un accord de paix à Washington.

### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La [condamnation à mort](#) décrétée par le procureur militaire de la RDC à l'encontre de l'ancien président Joseph Kabila pour trahison a aggravé les tensions dans le pays. Le Rwanda réfute systématiquement les accusations de la RDC, des Nations unies et de l'Occident concernant son soutien aux paramilitaires du M23/AFC (Alliance Fleuve Congo). Malgré toutes les tentatives de désescalade, de plans de paix et de cessez-le-feu, y compris l'accord de paix de Washington (la [troisième réunion](#) du mécanisme conjoint de coordination de la sécurité s'est tenue en octobre) et les négociations entre la RDC et le groupe M23/AFC sous l'égide du Qatar, il n'a pas été possible de parvenir à un cessez-le-feu durable.

### Rôle de l'Union européenne

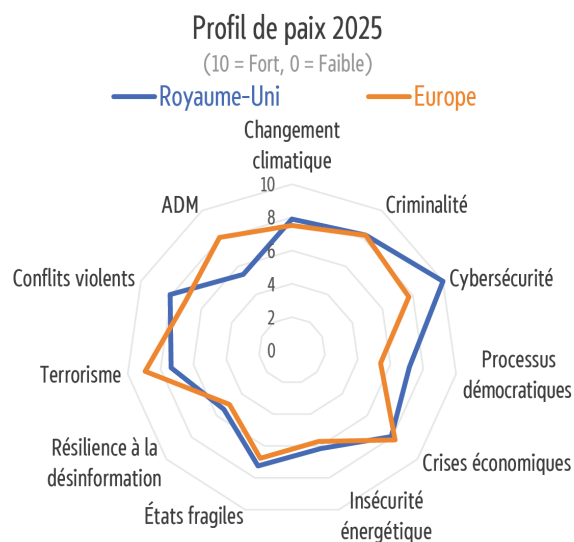
La dotation financière de l'UE en faveur de la RDC au titre de l'instrument IVCDI – Europe dans le monde pour la période 2021-2024 s'élève à [424 millions d'euros](#). En [juillet 2023](#), une mesure d'assistance de 20 millions d'euros au titre de la facilité européenne pour la paix (FEP) a été approuvée pour soutenir les forces armées de la RDC. En octobre 2023, l'Union européenne a signé un protocole d'accord sur les matières premières critiques avec la RDC et la Zambie. L'Union condamne le soutien apporté par le Rwanda au groupe M23. L'Union a salué l'accord de paix de juin 2025 et alloué [100 millions d'euros](#) d'aide humanitaire à la RDC pour 2025.

## Royaume-Uni

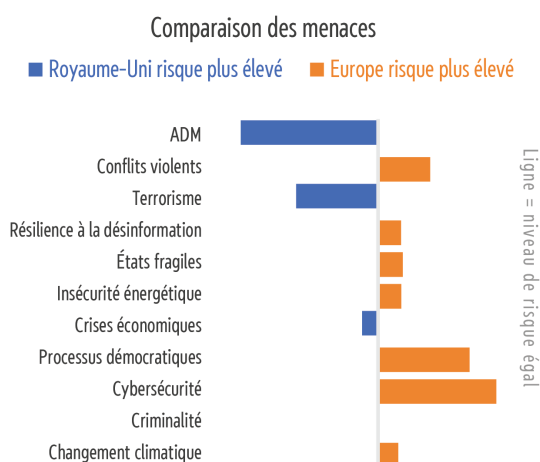
Le Royaume-Uni figure à la 14<sup>e</sup> place de l'indice Normandie, ce qui correspond à un niveau de risque relativement faible. Le pays obtient des résultats légèrement au-dessus de la moyenne régionale pour la majorité des indicateurs, mais présente un score largement inférieur pour les armes de destruction massives et les menaces terroristes. Il est dans le haut du classement mondial en matière de cybersécurité.

### Contexte et principaux enjeux

Le Royaume-Uni a une tradition démocratique bien établie, sous la forme d'un système parlementaire. Le pays se caractérise par un système éducatif solide et un [PIB par habitant](#) élevé, mais la [répartition des revenus](#) y est parmi les plus inégales d'[Europe](#). L'[indice de développement humain](#) 2024 classe le Royaume-Uni au 15<sup>e</sup> rang sur 193. Selon l'[indice de démocratie](#) de l'unité de renseignement de *The Economist*, le Royaume-Uni obtient la 17<sup>e</sup> place mondiale, avec un score exceptionnellement élevé en matière de processus électoraux et de pluralisme. Bien qu'il se classe au 30<sup>e</sup> rang de l'[indice mondial de la paix](#) 2025, il s'agit d'un important [exportateur mondial d'armes et de matériel de défense](#) et le pays possède un arsenal d'[armes nucléaires](#). Par conséquent, le Royaume-Uni affiche la 110<sup>e</sup> note la plus faible pour l'indicateur des armes de destruction massive dans l'indice Normandie. Il obtient des résultats supérieurs à la moyenne régionale pour les risques liés au [terrorisme](#).



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Le [coût de la vie](#) a fortement augmenté au Royaume-Uni au cours des quatre dernières années, avec une inflation élevée et une flambée des prix des denrées alimentaires, de l'énergie et du logement. La dégradation du bilan du pays en matière de [droits de l'homme](#) et des protections dans ce domaine s'est doublée de violences, encouragées par de la désinformation en ligne, perpétrées contre les migrants et les minorités en juillet et en août. Alors que l'environnement de sécurité en Europe se durcit, le Royaume-Uni a relevé ses dépenses en matière de défense et porté son [plafond de stock d'armes nucléaires](#) de 225 à 260 ogives. Bien que le pays affiche un niveau élevé de liberté de la presse, se plaçant 20<sup>e</sup> dans le [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2025, il n'est pas à l'abri de la désinformation et subit des [ingérences russes](#) dans ses processus politiques.

### Rôle de l'Union européenne

Depuis le 31 janvier 2020, le Royaume-Uni n'est plus membre de l'Union européenne. Par conséquent, les relations mutuelles sont désormais régies par l'[accord de commerce et de coopération](#) (ACC) UE-Royaume-Uni. L'Union et le gouvernement travailliste britannique ont lancé un [partenariat en matière de sécurité et de défense](#), qui s'appuie sur un dialogue structuré semestriel portant sur la politique étrangère ainsi que sur des mécanismes de consultation qui faciliteront l'échange d'informations et la coopération. S'y ajoutent des négociations dans d'autres domaines, comme le commerce, l'énergie et la mobilité des jeunes. L'Union et le Royaume-Uni collaborent également au sein de l'OTAN, dans les domaines définis par les trois [déclarations conjointes UE-OTAN](#). Les deux parties ont [coopéré](#) avec succès, notamment dans le cadre du G7, face à la [guerre menée par la Russie contre l'Ukraine](#), en fournissant de l'aide et des armes, et en coordonnant leurs sanctions. Le Royaume-Uni a adhéré au projet de [mobilité militaire](#) dans le cadre de la coopération structurée permanente de l'Union. Les [liens économiques](#) sont également étroits, l'Union étant le premier [partenaire commercial](#) du [Royaume-Uni](#).

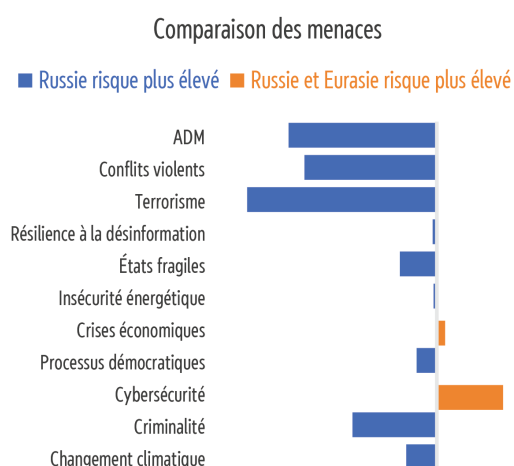
## Russie

La Russie occupe la 124<sup>e</sup> place de l'indice Normandie 2025. Ce net recul par rapport à 2024 s'explique par l'augmentation des risques liés aux armes de destruction massive, aux conflits violents, au terrorisme et à la criminalité. Les menaces pour la sécurité risquent de s'accroître en conséquence de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

### Contexte et principaux enjeux

À la suite de l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, la Russie a refondé nombre de ses institutions et s'est muée en une «[autocratie électorale](#)». Le régime est devenu de plus en plus autoritaire après l'élection de Vladimir Poutine en 2000, tendance qui s'est encore accentuée à la suite de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en 2022. La Russie a conservé le siège permanent de l'Union soviétique au Conseil de sécurité de l'ONU et a [hérité](#) de l'ensemble du stock d'[armes nucléaires](#) soviétiques. Selon le [SIPRI](#), en janvier 2024, la Fédération de Russie détenait un stock militaire de quelque 4 380 ogives nucléaires. Parmi celles-ci, 2 822 environ étaient des ogives stratégiques, dont près de 1 710 ont été déployées. Le niveau de sécurité énergétique de la Russie est élevé en raison de ses vastes [réserves](#) de pétrole et de gaz, qui sont utilisées depuis longtemps comme [outils](#) d'influence en politique étrangère.

### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

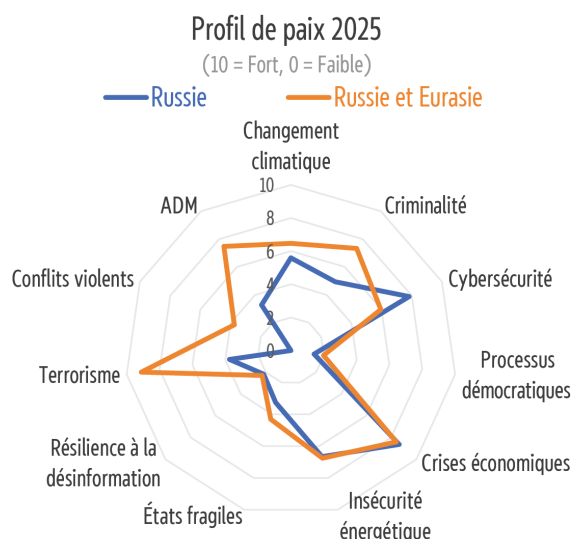


L'invasion à grande échelle et non provoquée de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a fait l'objet d'une [condamnation](#) généralisée au niveau mondial. Les indicateurs de la Russie concernant les conflits violents, les armes de destruction massive, le terrorisme et la criminalité se sont dégradés depuis lors. Les attaques de drones lancées en représailles par l'Ukraine contre des installations stratégiques russes, en particulier des [raffineries](#), visent à entamer les capacités de production de la Russie. La Russie est [considérée](#) comme une source majeure de campagnes de désinformation en ligne, ciblant le public national et le public étranger. Conjugée aux [restrictions](#) imposées aux médias indépendants et à la société civile, cette situation a eu de graves [répercussions](#) sur l'opinion publique. La Russie disposerait de capacités avancées en matière de

[cyberattaques](#). [Alexeï Navalny](#), lauréat du prix Sakharov et plus ardent opposant de Vladimir Poutine, est décédé dans une prison de Sibérie en 2024, mort considérée comme [imputable](#) au président russe.

### Rôle de l'Union européenne

À la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Union a imposé des [sanctions](#), élargissant celles infligées après l'annexion illégale de la Crimée en 2014, afin d'y ajouter des sanctions économiques touchant 55 % des échanges commerciaux d'avant la guerre, ainsi que des restrictions aux médias et à des personnes individuelles. L'Union a également sanctionné des entités et des personnes russes dans le cadre de régimes généraux pour violations des droits de l'homme, utilisation d'armes chimiques et cyberattaques. En 2024, l'Union a adopté deux nouveaux régimes de sanctions visant la Russie afin de lutter contre les [violations des droits de l'homme et la répression interne](#) et de réagir aux [activités déstabilisatrices de la Russie](#) (attaques hybrides) dans le monde entier. Une [proposition législative](#) visant à supprimer complètement les importations de gaz naturel et de pétrole en provenance de Russie d'ici à 2027-2028 est en cours de [négociation](#). Ursula von der Leyen, présidente de la Commission, [considère](#) que le financement des «besoins financiers urgents» liés à la guerre en Ukraine et à la reconstruction du pays au moyen d'avoirs russes gelés est l'option la plus acceptable.

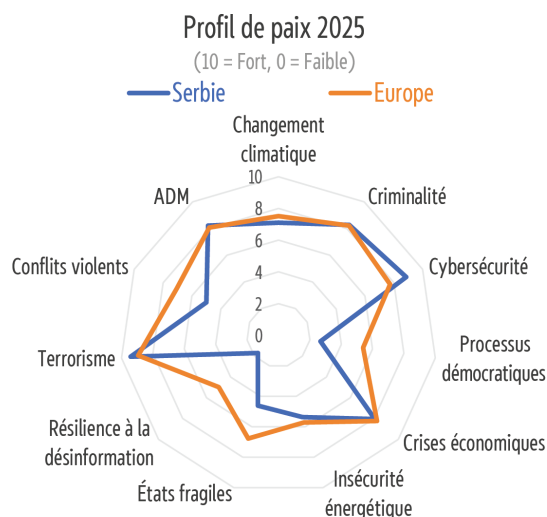


## Serbie

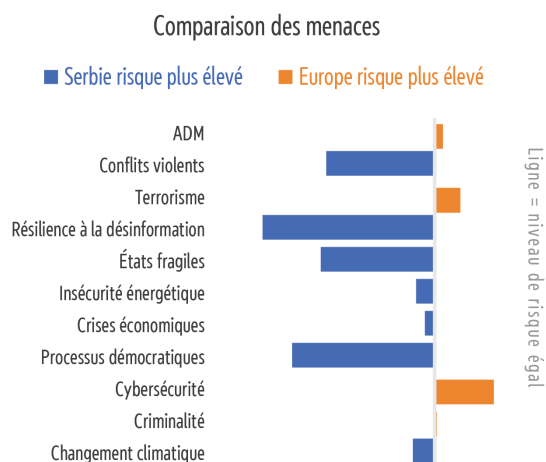
La Serbie occupe la 41<sup>e</sup> place de l'indice Normandie et présente un bilan inférieur à la moyenne de la région européenne, en particulier en ce qui concerne les conflits violents, les processus démocratiques et la résilience à la désinformation. Bien qu'elle obtienne de bons résultats sur les questions de terrorisme et de crise économique, la Serbie doit régler certains problèmes de toute urgence, dont le processus de normalisation avec le Kosovo et le découplage vis-à-vis de l'énergie russe.

### Contexte et principaux enjeux

La coopération régionale et les relations de bon voisinage, aux fins de la résolution des problèmes bilatéraux, dont celui du [différend entre Belgrade et Pristina](#), sont des conditions préalables à l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne. Cependant, une normalisation complète des relations avec le Kosovo reste délicate malgré quelques éléments encourageants, tels que l'engagement pris en 2023 à Ohrid, en Macédoine du Nord, de mettre en œuvre l'accord négocié par l'Union. La Serbie a organisé des [élections législatives](#) anticipées en 2023, marquées par la victoire du Parti progressiste serbe (SNS) au pouvoir et par des allégations d'irrégularités électorales qui ont déclenché un mouvement de protestation dirigé par une coalition de partis d'opposition. De nouvelles [manifestations](#) ont éclaté en novembre 2024, à la suite de l'effondrement de la gare ferroviaire de Novi Sad, qui était en cours de rénovation par des contractants chinois.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La [concurrence stratégique](#) et les [campagnes de désinformation](#) entre puissances mondiales sont en hausse en Serbie. La Russie, [alliée géopolitique](#) traditionnelle du pays, apporte un soutien diplomatique, en appuyant la position de la Serbie sur la non-reconnaissance du Kosovo. La Serbie est également impliquée dans les tensions dans le nord du Kosovo, où l'Union a [demandé](#) une désescalade immédiate, des élections anticipées avec la participation des Serbes du Kosovo et un retour au dialogue sur la normalisation. La Serbie [refuse](#) de s'aligner sur l'Union au sujet des sanctions infligées à la Russie en raison du conflit en Ukraine. La Serbie est aussi un membre fondateur de l'[initiative 16+1](#), menée par la Chine. Malgré la [concurrence](#) croissante de la Chine, la [Russie](#) reste le principal fournisseur d'armes de la Serbie. Le 9 octobre 2025, les

sanctions américaines à l'encontre de la compagnie pétrolière serbe NIS, détenue par des entités russes, sont entrées en vigueur, un découplage progressif vis-à-vis de la Russie étant demandé.

### Rôle de l'Union européenne

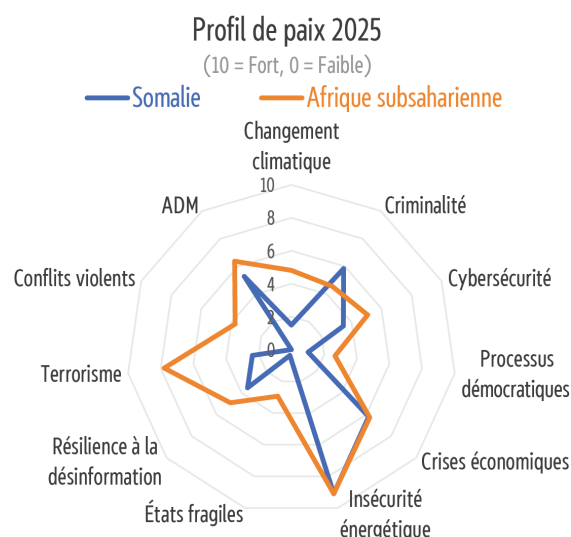
La Serbie a déposé une demande d'adhésion à l'Union européenne le 22 décembre 2009 et les [négociations d'adhésion](#) ont débuté en 2014. Le gouvernement a continué de déclarer que l'adhésion à l'Union était son objectif stratégique et s'est fixé une nouvelle échéance plus ambitieuse, à savoir fin 2026, pour satisfaire aux critères techniques d'adhésion. La Serbie et le Kosovo mènent un [dialogue facilité par la médiation de l'Union](#) depuis 2011, à la suite de l'adoption de la [résolution 64/298 de l'Assemblée générale des Nations unies](#) de 2010. La Serbie (et le Kosovo) doivent encore mettre en œuvre l'[accord d'Ohrid de mars 2023](#) dans le cadre des exigences des négociations d'adhésion au titre du chapitre 35 («Questions diverses»).

## Somalie

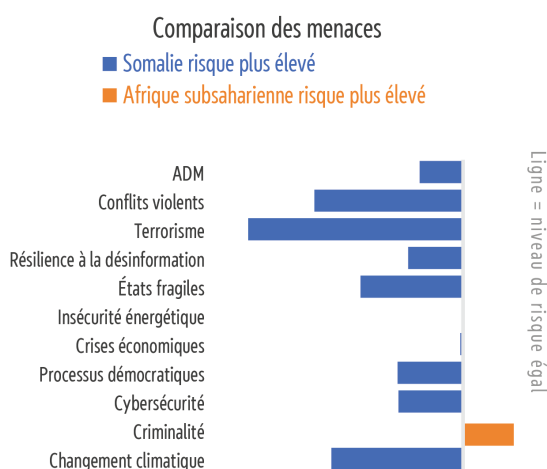
La Somalie, 136<sup>e</sup> de l'indice Normandie, est plus exposée aux menaces pour la paix que la moyenne des pays de l'Union africaine. Son gouvernement central faible peine à contrôler le territoire de la République fédérale et est confronté à des tensions avec certaines de ses régions, à la violence entre clans et à des attaques fréquentes et massives de groupes armés dirigées contre des civils.

### Contexte et principaux enjeux

Le modèle fédéral décentralisé de la Somalie se caractérise par la faiblesse des institutions centrales, qui n'exercent que peu de contrôle dans la pratique sur une grande partie du territoire (notamment au [Pount](#) et au Somaliland) et sur de vastes zones rurales et nœuds critiques contrôlés par le groupe extrémiste violent [Al-Chabab](#). En janvier 2025, la mission de soutien et de stabilisation de l'Union africaine (AUSSOM) a remplacé la mission de transition et devrait renforcer la gouvernance et les forces de sécurité de la Somalie. En outre, la Somalie est très vulnérable aux chocs climatiques, tels que les inondations et les sécheresses. En raison de la situation fragile du pays et de l'éventail complexe de crises auxquelles il est confronté, près de six millions de Somaliens ont [besoin](#) d'une aide humanitaire d'urgence, cinq millions étant en situation d'insécurité alimentaire aiguë.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



L'accord entre l'Éthiopie et le Somaliland, au titre duquel [l'Éthiopie se voit accorder un accès à la mer](#) en échange de la reconnaissance, le cas échéant, de l'indépendance du Somaliland, a provoqué des tensions entre le gouvernement fédéral, d'une part, et le Somaliland et l'Éthiopie d'autre part. Le groupe Al-Chabab demeure la [menace la plus importante pour la paix et la sécurité](#); il profite des revendications nationales et régionales pour recruter des combattants issus de clans somaliens, ainsi que des Éthiopiens, des Kenyans et des Tanzaniens. La lutte contre le terrorisme dépend de l'aide militaire extérieure de l'AUSSOM, de pays tels que le Kenya, l'Égypte, la Turquie et les États-Unis, ainsi que de diverses [sociétés militaires privées](#). La faiblesse des contrôles aux frontières facilite la contrebande d'armes. Les violations

du droit international humanitaire et des [droits de l'homme](#) sont généralisées.

### Rôle de l'Union européenne

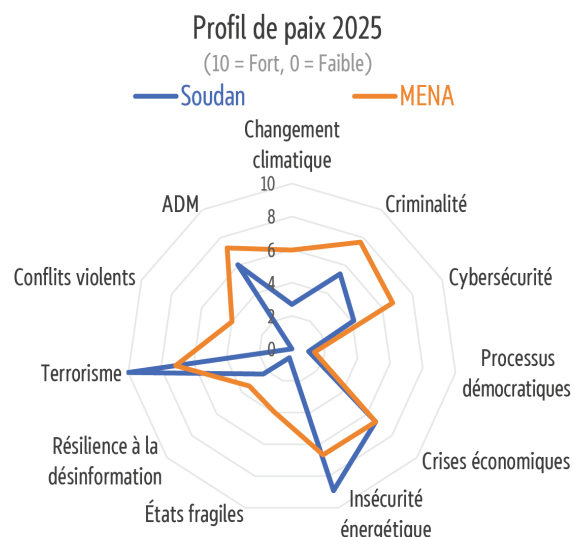
La [stratégie de l'Union pour la Corne de l'Afrique](#) combine différents programmes de politique extérieure et d'autres instruments afin de remédier à l'insécurité et à ses causes premières dans la région de la mer Rouge, en Somalie et dans les pays voisins. Trois [missions de la PSDC](#) de l'Union sont basées en Somalie: une force navale ([EUNAVFOR Atalanta](#)), une mission de renforcement et de formation des forces de sécurité somaliennes ([EUTM Somalia](#)) et une mission civile visant à améliorer la sûreté maritime et les capacités policières au sens large. La force Atalanta protège les navires du Programme alimentaire mondial et d'autres bateaux contre la piraterie et les vols à main armée dans les eaux territoriales somaliennes. Elle se coordonne avec la mission EUNAVFOR Aspides pour protéger les navires contre les attaques de milices houthistes yéménites en mer Rouge. L'aide humanitaire fournie par l'Union à la Somalie s'est élevée à 82,16 millions d'euros en 2024 et à 36 millions d'euros en 2025.

## Soudan

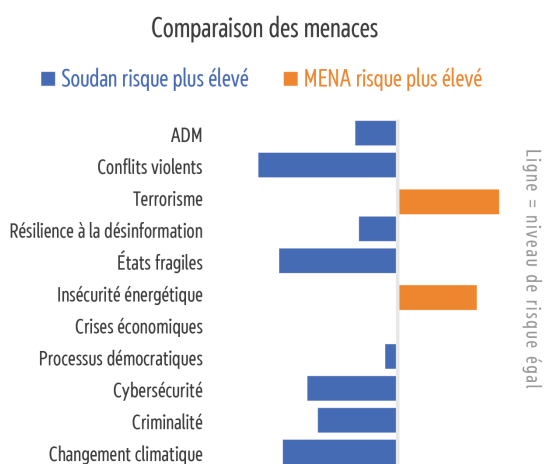
Le Soudan occupe le 122<sup>e</sup> rang de l'indice Normandie. Le conflit armé entre les deux factions militaires au pouvoir entrave la progression du pays sur la voie de la démocratie. Il a provoqué le déplacement de plus de 15 millions de personnes, plongé 25 millions d'individus dans l'insécurité alimentaire et entraîné l'apparition de maladies graves telles que le choléra. La situation au Soudan fait peser une lourde menace sur la stabilité régionale.

### Contexte et principaux enjeux

Les [efforts consentis en vue de la transition](#) au Soudan ont stagné à cause de désaccords profonds au sein du Conseil souverain, dirigé par le général Al-Burhan, ancien commandant des Forces armées soudanaises (FAS), et le général «Hemetti» Dagolo, chef des Forces de soutien rapide (FSR), un groupe paramilitaire qui contrôle le secteur minier (principalement les mines d'or du Darfour). Le différend, notamment l'intégration des FSR aux FAS, a conduit à des [combats](#) dans la capitale en avril 2023, qui se sont rapidement propagés dans tout le pays. Ces événements ont entraîné des violations massives des droits de l'homme, y compris des violences sexuelles, le recrutement d'enfants soldats et l'instrumentalisation de la faim. Plus de la moitié de la population soudanaise a besoin d'[aide humanitaire](#), que ce soit au Soudan ou dans les pays voisins.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Alors que les [besoins humanitaires](#) augmentent rapidement, les violations du droit international humanitaire entravent gravement l'accès de l'aide humanitaire. Cela fragilise encore davantage la situation en matière de sécurité dans la région. Le pays est de facto dirigé par deux [gouvernements parallèles](#), séparés par une ligne de front mouvante. Les FAS comme les FSR ont renforcé leurs alliances avec des pays de la région et des acteurs mondiaux. Leur alignement tient compte de considérations géopolitiques plus vastes, par exemple le contrôle des voies navigables stratégiques de la mer Rouge, ou l'accès aux ressources en or et en minerais. Une des conséquences de ce soutien étranger est que le pays est rempli d'armes de contrebande, provenant pour certaines d'usines européennes, malgré l'embargo

imposé par les Nations unies au Darfour. Des tentatives de médiation ont [échoué](#) en raison des divergences idéologiques entre les FAS et les FSR, mais aussi de leur volonté de consolider leurs positions militaires avant toute négociation. Les rivalités géopolitiques, notamment au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, ont donné lieu à l'émergence de «feuilles de route» pour la paix concurrentes. Selon les experts, ces feuilles de route ne peuvent réussir qu'en présence d'une pression internationale [coordonnée](#) et [durable](#).

### Rôle de l'Union européenne

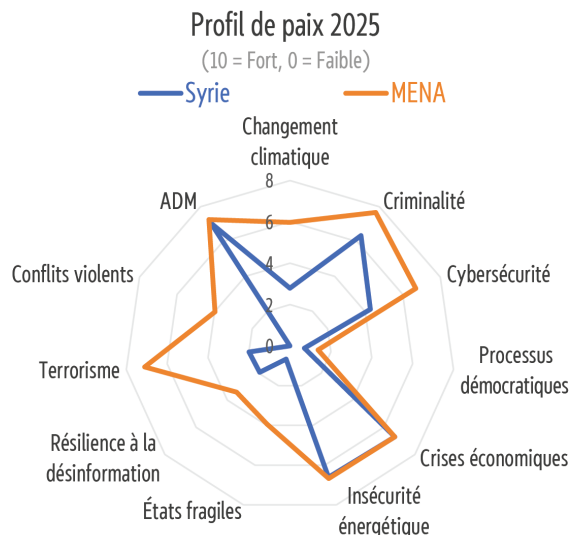
L'[aide humanitaire](#) versée par l'Union européenne au Soudan et aux pays voisins également touchés s'élevait à 260 millions d'euros en 2024 et à 269 millions d'euros du 1<sup>er</sup> janvier au 19 juin 2025. L'Union et ses États membres se sont engagés à verser un total de 522 millions d'euros en 2025. L'Union a imposé des [sanctions](#) aux belligérants au Soudan et s'engage activement dans la coordination des initiatives de paix.

## Syrie

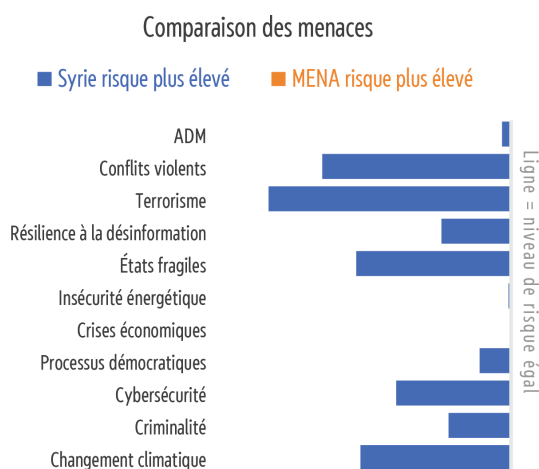
La Syrie occupe la 134<sup>e</sup> et dernière place de l'indice Normandie: il s'agit donc du pays le moins pacifique du monde. Pour cet État fragile, les indicateurs relatifs aux processus démocratiques, au terrorisme, à la résilience face à la désinformation et aux conflits violents sont particulièrement inquiétants.

### Contexte et principaux enjeux

Le 8 décembre 2024, le régime de Bachar al-Assad a été renversé par une coalition rebelle dirigée par le groupe djihadiste Hayat Tahrir al-Cham, ce qui a mis fin à près de 14 ans de guerre civile, dont le bilan est de plus de 500 000 morts. La [Syrie](#) est confrontée à de grands défis économiques, humanitaires et sécuritaires. Ainsi, [14 millions de personnes](#) ont été déplacées à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie, et [16,5 millions de personnes](#) dans le pays ont besoin d'une assistance humanitaire. En mars 2025, le nouveau président syrien, Ahmed al-Charaa, a signé une déclaration constitutionnelle ouvrant une période de transition de cinq ans et nommé un gouvernement intérimaire. Le 5 octobre 2025 ont eu lieu les premières [élections](#) législatives au suffrage indirect, sauf dans les régions kurde et druze; l'assemblée n'a été que partiellement élue, un tiers des [membres](#) étant nommés par le président.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La reconstruction du pays reste un défi de taille: les coûts estimés vont de 250 à 923 milliards de dollars. Pour [faciliter](#) ce processus, l'[Union européenne](#) a levé les sanctions qu'elle avait prises à l'encontre de la Syrie le 29 mai 2025, tandis que les [États-Unis](#) en ont fait de même le 1<sup>er</sup> juillet 2025. La Syrie reste fragmentée et le gouvernement continue de se heurter aux forces [kurdes syriennes](#) dans le nord-est du pays. Des violences ont également éclaté sur le littoral, à majorité [alaouite](#), et dans la région de [Soueïda](#), à majorité druze. En outre, [Israël](#) occupe la zone tampon qui sépare le [plateau du Golan](#), aussi occupé par Israël, et la Syrie, et lance des frappes aériennes ciblées contre des sites militaires syriens. Des [discussions](#) sont en cours entre Israël et la Syrie en vue d'un accord de sécurité. La Syrie figure à la 3<sup>e</sup> place de l'[indice mondial du terrorisme 2025](#), en raison

des 369 attentats terroristes menés par l'EIL/Daech en 2024.

### Rôle de l'Union européenne

En réaction à la répression des manifestations antigouvernementales, l'Union européenne a suspendu sa coopération avec le gouvernement syrien au titre de la politique européenne de voisinage en 2011 et a adopté des sanctions contre le régime de Bachar El-Assad. L'Union européenne et ses États membres sont les premiers donateurs en faveur de la Syrie; ils ont versé plus de 37 milliards d'euros depuis 2011 au titre de [l'aide humanitaire](#), [l'aide au développement](#), [l'aide économique](#) et [l'aide à la stabilisation](#) pour la Syrie et les Syriens de la région. En 2025, l'aide humanitaire de l'Union en faveur de la Syrie s'est élevée à 202,5 millions d'euros. La [neuvième édition](#) de la conférence de Bruxelles sur la Syrie s'est tenue en mars 2025. L'Union et ses partenaires s'y sont engagés à verser un total de 5,8 milliards d'euros pour aider la Syrie.

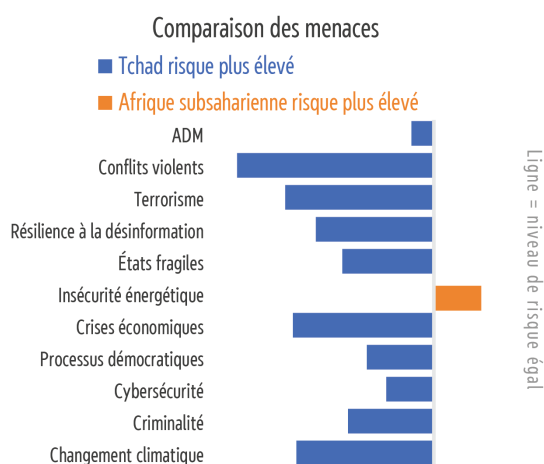
## Tchad

Le Tchad occupe la 135<sup>e</sup> place de l'indice Normandie, soit loin derrière la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. Il est confronté à un ensemble complexe d'insurrections, en particulier autour du lac Tchad, et aux répercussions des conflits touchant les pays voisins, en particulier la guerre civile au Soudan. La situation du Tchad est également aggravée par la fragilité climatique et l'insécurité alimentaire.

### Contexte et principaux enjeux

Après une période de transition de trois ans, Mahamat Déby a remporté l'[élection présidentielle](#) controversée du 6 mai 2024. L'économie du [Tchad](#) reste vulnérable aux pressions accrues sur les ressources naturelles en raison du changement climatique et des déplacements de population. Il est confronté à une crise prolongée autour du lac Tchad, où les attaques menées par Boko Haram et d'autres groupes et la répression exercée par l'armée ont déclenché des déplacements internes et transfrontières massifs. Depuis avril 2023, la guerre civile au Soudan a provoqué des mouvements de réfugiés vers le Tchad, précipitant le pays vers une catastrophe humanitaire. Au total, 7 millions de personnes au Tchad ont besoin d'une aide humanitaire en 2025.

### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires

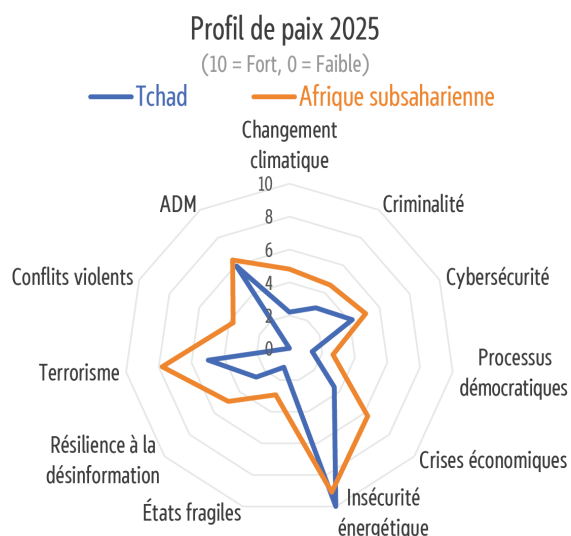


Les autorités tchadiennes ont [combiné diverses stratégies](#) pour faire face au mécontentement généralisé. Elles ont annoncé la gratuité de l'eau et de l'électricité pour les ménages à la fin de l'année 2024 et ont également étouffé la dissidence en interdisant ou en réprimant les manifestations. Le meurtre du chef de l'opposition Yaya Dillo par les forces de sécurité en 2024 est demeuré impuni. Le Tchad s'est détourné des accords militaires passés avec la France en décembre 2024 en faveur de nouveaux partenaires tels que la [Russie](#), la [Turquie](#) et les [Émirats arabes unis](#). La guerre civile au Soudan a des répercussions multiples sur le Tchad: l'afflux de réfugiés soudanais et le retour de Tchadiens mettent à rude épreuve les camps de réfugiés et attisent les tensions entre les communautés. Le Tchad a également été accusé d'autoriser les drones des

Émirats arabes unis à décoller depuis sa frontière pour appuyer les Forces de soutien rapide (FSR) paramilitaires soudanaises.

### Rôle de l'Union européenne

Conformément à sa stratégie pour le Sahel, la [coopération de l'Union avec le Tchad](#) vise à renforcer la sécurité et la gouvernance du pays, le développement humain, l'agriculture durable et l'énergie propre. Le programme de coopération UE-Tchad devrait permettre de lutter contre le terrorisme, la radicalisation, les trafics illicites, la migration irrégulière et les déplacements forcés. Pour répondre aux besoins humanitaires engendrés par les conflits internes et externes et par le changement climatique, l'Union a alloué plus de 85 millions d'euros d'aide humanitaire en 2024. En 2025, l'Union a [mobilisé](#) plus de 541,6 millions d'euros d'aide humanitaire, d'aide au développement et d'aide en faveur de la paix pour faire face aux répercussions massives sur les personnes déplacées, les communautés qui les accueillent et les populations directement affectées par l'insécurité au Sahel et dans les pays entourant le lac Tchad.

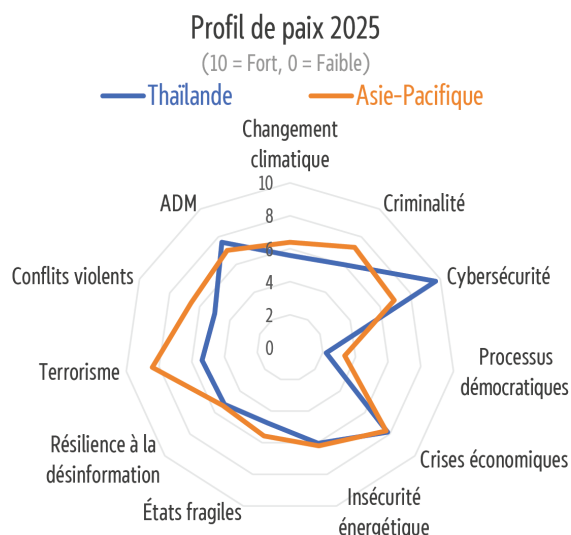


## Thaïlande

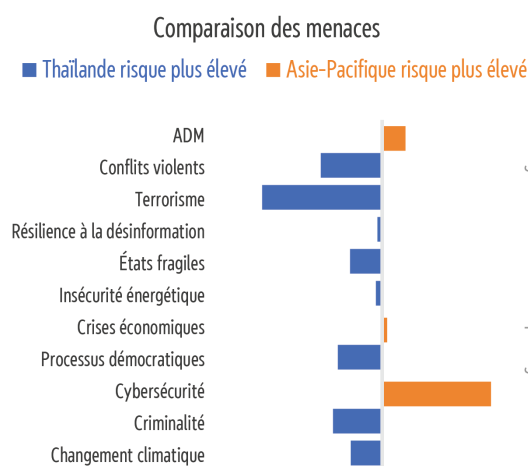
La Thaïlande occupe la 64<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Grâce à une croissance économique rapide, elle est passée, en seulement quelques dizaines d'années, de la catégorie des pays à faible revenu à celle des pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure. Toutefois, l'instabilité politique, le terrorisme et les putschs militaires récurrents ont entravé son développement.

### Contexte et principaux enjeux

Depuis 2004, l'insurrection qui sévit depuis longtemps dans le sud de la Thaïlande, à majorité musulmane, a causé plus de [7 000 morts](#) et met en péril la sécurité du pays. Des pourparlers de paix entre le gouvernement et le principal groupe rebelle, le Barisan Revolusi Nasional, n'ont permis que peu de progrès. En 2024, la Cour constitutionnelle a [dissous](#) le parti d'opposition Move Forward en raison de sa [proposition de réformer](#) la législation sur le crime de lèse-majesté et a démis le Premier ministre Srettha Thavisin. Paetongtarn Shinawatra est alors devenue Première ministre, jusqu'à ce qu'elle soit à son tour démise à l'été 2025 pour faute éthique dans sa gestion du [conflit avec le Cambodge](#).



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La Thaïlande a connu au cours des dernières années de fréquents [affrontements](#) entre les réformateurs et les conservateurs favorables à la monarchie. Après cinq ans de régime militaire, les élections de 2019 ont abouti à la mise en place d'un gouvernement civil sur le papier, bien que l'ancienne junte conserve la réalité du pouvoir. Les élections de 2023 se sont déroulées [de manière pacifique et sans heurts](#), ce qui explique l'amélioration du score relatif au progrès démocratique; cependant, l'espace dévolu au débat démocratique s'est considérablement réduit, en grande partie à cause de la loi sur le crime de lèse-majesté. La Thaïlande est à la 85<sup>e</sup> place du [classement de la liberté de la presse 2024](#), reflet de ces restrictions à la liberté d'expression. Elle occupe le 95<sup>e</sup> rang de l'[indice des États fragiles 2024](#);

l'instabilité politique et le rôle de l'armée sont vus comme des faiblesses particulières. La Thaïlande est le 28<sup>e</sup> pire pays pour l'[indice mondial du terrorisme 2024](#), ce qui représente une légère amélioration par rapport à l'année précédente.

### Rôle de l'Union européenne

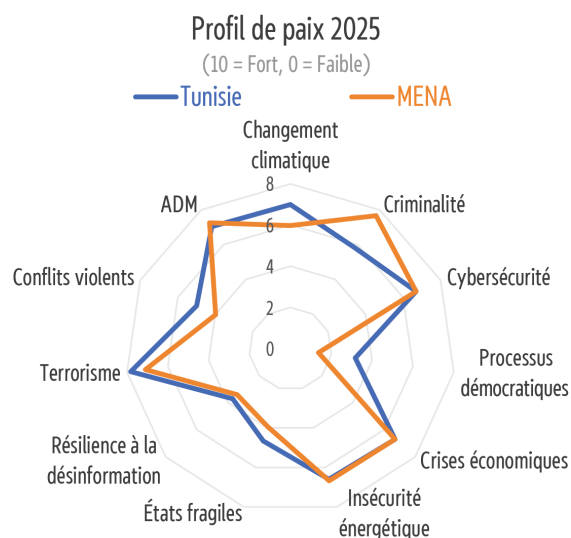
En réaction au coup d'État militaire de 2014, l'Union a rompu les pourparlers sur un accord de partenariat et de coopération (APC) ainsi qu'un accord de libre-échange avec la Thaïlande. Le retour partiel à un pouvoir civil en 2019 a ouvert la voie à une [reprise des négociations](#). À la suite des conclusions du Conseil européen de 2019, l'Union a commencé à élargir son dialogue avec la Thaïlande. Les négociations sur l'APC ont repris en juillet 2021 et ont été conclues en septembre 2022. L'APC a été signé en décembre 2022. L'aide bilatérale de l'Union comprend des projets de soutien aux exportateurs thaïlandais, aux réfugiés du Myanmar et aux travailleurs du secteur de la pêche. Le 23 mars 2023, les deux parties ont annoncé la reprise de négociations commerciales. La Thaïlande est en outre membre de l'ASEAN et coopère à ce titre avec l'Union dans les instances multilatérales. Le 27 mai 2024, l'Union a réaffirmé son engagement en faveur des [droits de l'homme et de la démocratie](#) dans le pays, en prolongeant jusqu'à 2027 son plan d'action 2020-2024 dans ce domaine.

## Tunisie

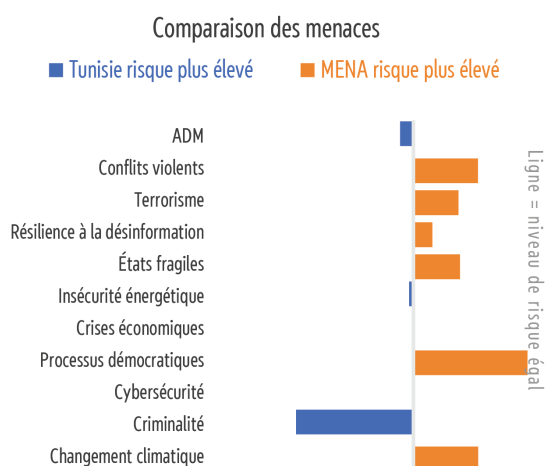
La Tunisie occupe la 72<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Le pays est bien classé sur les critères d'insécurité énergétique, de changement climatique, de cybersécurité et de conflits violents. En revanche, il enregistre des scores faibles pour les indicateurs de processus démocratiques, de criminalité et de résilience à la désinformation.

### Contexte et principaux enjeux

Depuis la destitution de l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali, au cours de la révolution du jasmin de 2011, la Tunisie a entrepris des réformes démocratiques. La révolution a conduit le pays à remonter dans l'[indice des États fragiles](#), où il est passé de la 118<sup>e</sup> place en 2010 à la 92<sup>e</sup> en 2025. La Tunisie est également [touchée](#) par l'instabilité régionale et les conflits, notamment en Libye. Le président Kaïs Saïed a dissous l'Assemblée en juillet 2021. Un référendum constitutionnel [a été organisé](#) un an, jour pour jour, après que Saïed a assumé de vastes pouvoirs, dans ce que ses opposants ont qualifié de coup d'État. La Tunisie a organisé des élections législatives en décembre 2022 (premier tour) et janvier 2023 ([second tour](#)). En décembre 2023, les électeurs tunisiens ont élu 2 155 membres de 279 conseils locaux pour un mandat de cinq ans. Kaïs Saïed a quant à lui obtenu un second mandat présidentiel en octobre 2024, lors d'élections marquées par un faible taux de participation (28,8 %).



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



La Tunisie occupe la 129<sup>e</sup> place sur 180 du [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2025. En matière de sécurité énergétique, le pays est bien classé, puisque ses ressources propres lui permettent [de couvrir](#) environ 85 % de ses besoins en pétrole et en gaz. Le [développement régional](#) hétérogène ainsi que les écarts qui existent entre le nord et le sud du pays sont une source permanente d'instabilité interne. Le désarroi de la jeunesse et la fragilité économique des habitants du sud du pays les incitent à la rébellion antigouvernementale et au terrorisme. En 2015, la Tunisie a subi deux attentats terroristes majeurs dans des zones à forte concentration touristique, ce qui a entraîné un sérieux déclin de son industrie touristique. Un [état d'urgence](#) à l'échelle nationale, mis en place après un attentat-suicide contre un bus de police le 24 novembre 2015, a été [prolongé](#)

jusqu'à la fin de l'année 2025. En 2020, trois personnes sont mortes dans un attentat-suicide à la bombe près de l'ambassade américaine. La Tunisie figure à la 43<sup>e</sup> position de l'[indice mondial du terrorisme](#) 2025.

### Rôle de l'Union européenne

L'[accord d'association entre l'Union européenne et la Tunisie](#) a été conclu en 1995. La révolution de 2011 a conduit à un partenariat privilégié en 2012. De 2011 à 2017, l'aide octroyée par l'Union à la Tunisie s'est élevée à 2,4 milliards d'euros. L'Union européenne et la Tunisie négocient actuellement un accord de libre-échange. De 2017 à 2020, l'aide bilatérale de l'Union s'est élevée à 300 millions d'euros par an en moyenne. La Tunisie peut également prétendre à des financements au titre de l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix et du programme Erasmus+. Le 16 juillet 2023, un protocole d'accord a été [signé](#) en vertu duquel l'Union accepte notamment d'apporter à la Tunisie un soutien financier et technique pour décourager la migration irrégulière à destination de l'Europe. Le Parlement, le Conseil de l'Europe et plusieurs ONG ont relevé que le protocole d'accord et l'externalisation des mesures en matière d'asile et de migration ne présentaient pas de [conditions préalables](#) relatives aux droits de l'homme suffisantes.

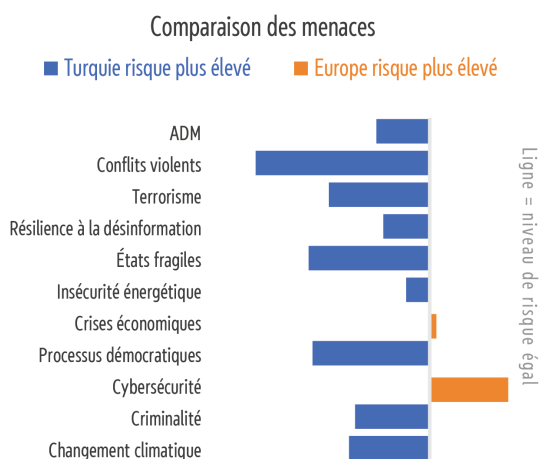
## Turquie

La Turquie occupe la 96<sup>e</sup> place de l'indice Normandie, notamment en raison de la violence des conflits, du terrorisme, de la faiblesse des processus démocratiques et du changement climatique. Le président Recep Tayyip Erdoğan a remporté l'élection présidentielle de mai 2023. En revanche, son parti conservateur, l'AKP, n'a pas connu le même succès lors des élections locales de 2024. En octobre 2025, un tribunal turc a émis une nouvelle ordonnance d'arrestation à l'encontre du maire d'Istanbul, déjà emprisonné, en raison de suspicions d'espionnage politique; cela a marqué une étape supplémentaire dans la répression de l'opposition.

### Contexte et principaux enjeux

Le coup d'État [militaire](#) manqué de 2016 a été suivi d'une réforme constitutionnelle renforçant le régime présidentiel, de la [répression](#) de l'opposition politique, ainsi que de la participation à des conflits étrangers et à des différends maritimes en [Méditerranée orientale](#) avec des États membres de l'Union européenne. La Turquie se classe 62<sup>e</sup> dans [l'indice des États fragiles](#) et 29<sup>e</sup> selon [l'indice mondial du terrorisme 2023](#). Ces classements reflètent les attaques menées par l'État islamique/Daech et le parti des travailleurs du Kurdistan. Le président Recep Tayyip Erdoğan, issu du Parti de la justice et du développement (AKP), a été réélu en 2023 avec 52,18 % des voix. En revanche, les [élections locales](#) de 2024 ont montré que le Parti républicain du peuple constituait une véritable force politique d'opposition, qui a su conserver la mairie d'Ankara et conquérir 15 autres villes, et ont renforcé Ekrem Imamoğlu, maire d'Istanbul et principale figure de l'opposition.

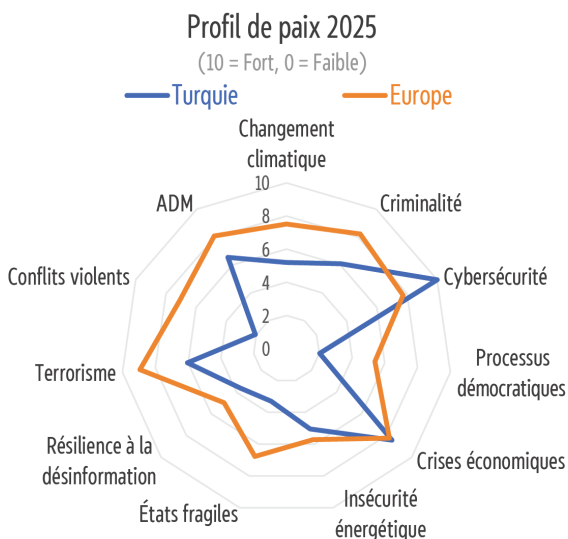
### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Ekrem Imamoğlu et des dizaines de fonctionnaires de la municipalité d'Istanbul ont été arrêtés en mars 2025 pour corruption. Depuis lors, le maire est en prison. Il est vu comme le principal rival du président Erdoğan, au pouvoir depuis 22 ans. Son arrestation a provoqué les plus grandes manifestations depuis plus de dix ans. La Turquie occupe la 159<sup>e</sup> place sur 180 du [classement mondial de la liberté de la presse](#) 2025. Le pays souffre également d'une forte insécurité énergétique, étant donné que 74 % de l'énergie est importée. En octobre 2025, l'inflation annuelle s'est établie à 32,8 %, soit une baisse significative par rapport à son pic (75,45 % en mai 2024). La banque centrale turque a relevé ses prévisions d'inflation de fin d'exercice pour 2025 à la fourchette 31-33 %; elle s'attend à ce que l'inflation soit de 13-19 % d'ici la fin 2026.

### Rôle de l'Union européenne

La Turquie fait partie d'une [union douanière](#) avec l'Union européenne depuis 1995 et est [candidate à l'adhésion](#) depuis 2005. Les relations entre la Turquie et l'Union européenne se sont détériorées ces dernières années. En 2017, les colégislateurs sont convenus de réduire les fonds de préadhésion en raison de la défaillance des normes démocratiques et ont suspendu les négociations d'adhésion. À la suite du tremblement de terre de février 2023, la conférence internationale des donateurs a [promis](#) un montant total de 7 milliards d'euros, dont 6,05 milliards d'euros sous la forme de subventions et de prêts en faveur de la Turquie. La «[politique non alignée](#)» de la Turquie dans la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine reflète un [taux d'alignement](#) très faible de 4 % (au 24 octobre 2025) sur les déclarations de la haute représentante de l'Union et les décisions du Conseil relatives aux sanctions, contre 6 % en 2024.

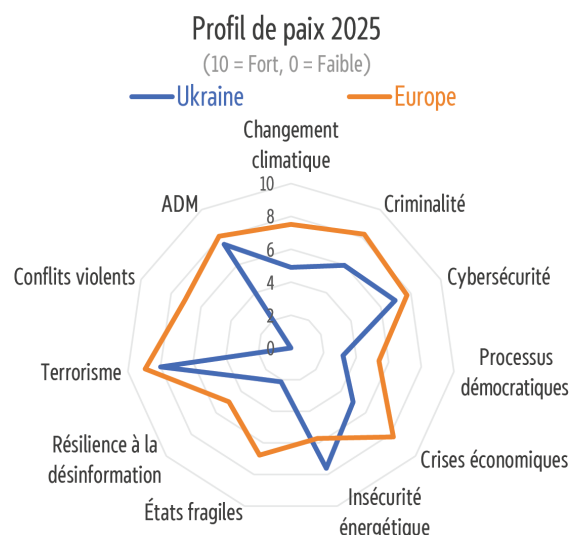


## Ukraine

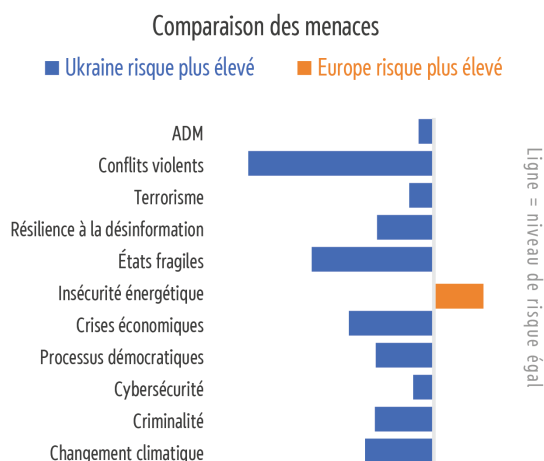
L'Ukraine occupe la 108<sup>e</sup> place de l'indice Normandie. Depuis février 2022, la guerre d'agression illégale et injustifiée menée par la Russie déstabilise fortement les activités humaines, économiques et politiques. L'Union européenne reste déterminée à aider l'Ukraine à exercer son droit à la légitime défense, en lui apportant un soutien politique, militaire et financier supplémentaire.

### Contexte et principaux enjeux

En 2013, l'ancien président ukrainien Viktor Ianoukovitch a [choisi](#) de ne pas signer d'accord d'association avec l'Union européenne, provoquant d'importantes [manifestations pro-européennes](#). En février 2014, le Parlement ukrainien a [voté](#) la destitution de Ianoukovitch, au motif qu'il avait abandonné son poste. La Russie a réagi en annexant la péninsule de Crimée en mars 2014. Cet événement a marqué le début d'une guerre hybride, consistant notamment en une agression militaire, d'abord limitée à l'est de l'Ukraine, et en une accumulation [progressive](#) des forces russes aux frontières de l'Ukraine. Le 24 février 2022, la Russie a engagé une véritable guerre contre l'Ukraine, en violation du droit international. Plus de 5,7 millions de [réfugiés](#) ont quitté le pays.



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Depuis 2022, l'[Ukraine](#) a perdu le contrôle d'environ 19 % de son territoire, notamment la péninsule de Crimée, les régions bordant la mer d'Azov, la majeure partie de la région de Louhansk, de grandes zones situées dans le Donbass ainsi qu'une partie du littoral de la mer Noire. Cependant, elle a [repris](#) le contrôle de régions situées dans le nord-est et le sud du pays, et a [neutralisé](#) un tiers de la flotte russe stationnée en mer Noire. Elle a mené des frappes de drones contre des raffineries russes, [réduisant ainsi la capacité de raffinage du pétrole de 38 %](#). La seconde administration Trump a commencé par remettre en question la politique précédemment suivie par les États-Unis. Selon une [évaluation conjointe](#), fin 2024, la guerre avait causé 170 milliards d'euros de dégâts et 568 milliards d'euros de pertes économiques.

Les [dépenses](#) militaires ont atteint 64,7 milliards de dollars, soit 34 % du PIB ukrainien. Comme le relève le [rapport 2025 de la Commission européenne sur l'Ukraine](#), «le NABU et le SAPO [organes de lutte contre la corruption] ont maintenu la pression en révélant des cas graves de corruption, y compris aux plus hauts niveaux politiques».

### Rôle de l'Union européenne

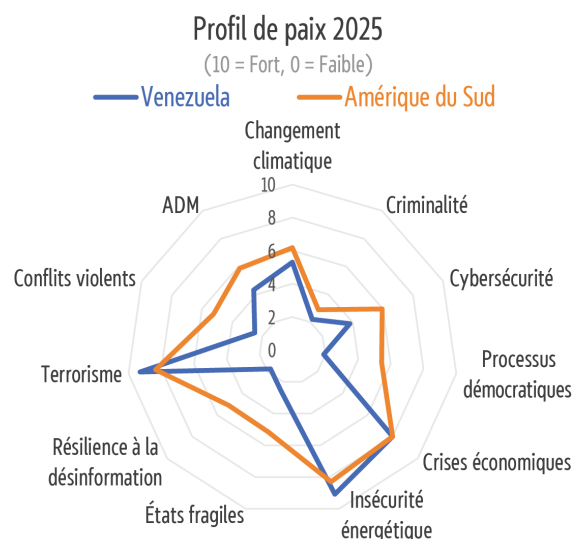
Les relations entre l'Union européenne et l'Ukraine sont fondées sur un [accord d'association](#) signé en 2014, qui comprend un accord de libre-échange approfondi et complet. L'Union européenne, ses États membres et ses institutions financières ont alloué à l'Ukraine 177,5 milliards d'euros, notamment 63,2 milliards d'euros d'aide militaire, dont 6,1 milliards au titre de la [facilité européenne pour la paix](#). Pour soutenir l'armée ukrainienne, l'Union a mis en place une mission d'assistance militaire ([EUMAM Ukraine](#)). Créée pour une période de deux ans, l'EUMAM a formé [80 000](#) soldats ukrainiens. La [facilité pour l'Ukraine](#), dotée de [50 milliards d'euros](#), fournit un soutien financier pour la période 2024-2027. En 2022, le réseau électrique ukrainien a été synchronisé sur le réseau continental européen, en vue de réduire l'insécurité [énergétique](#) du pays. Les dirigeants de l'Union ont accordé à l'Ukraine le statut de candidat à l'adhésion en 2022. Les [négociations](#) d'adhésion ont débuté le 25 juin 2024. Le processus d'examen analytique s'est achevé en [octobre 2025](#), mais les négociations n'ont pas encore été ouvertes.

## Venezuela

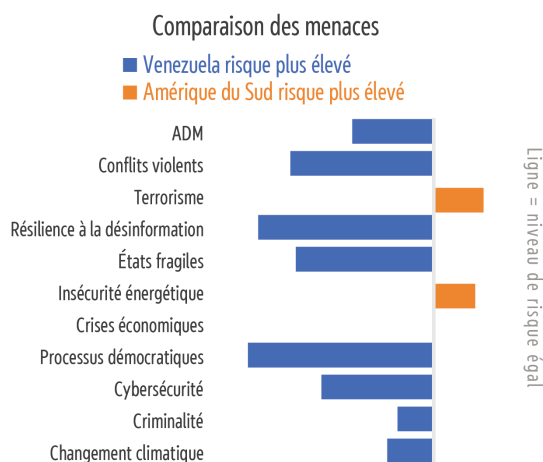
Le Venezuela occupe la 114<sup>e</sup> place de l'indice Normandie et est considéré comme plus vulnérable que la moyenne des pays d'Amérique du Sud. Il est moins bien classé au niveau régional pour tous les indicateurs, à l'exception de l'insécurité énergétique, mais des sanctions internationales sont source de fragilité dans ce domaine.

### Contexte et principaux enjeux

Lors des élections présidentielles de juillet 2024, une grande majorité de Vénézuéliens ont voté en faveur du changement démocratique, en soutenant [Edmundo González Urrutia](#). Les autorités vénézuéliennes avaient précédemment déclaré [María Corina Machado](#), candidate du mouvement d'opposition Plataforma Unitaria et lauréate du prix Nobel de la paix 2025, inéligible pendant 15 ans en raison de son soutien à l'ancien dirigeant de l'opposition Juan Guaidó. En septembre 2024, Edmundo González Urrutia s'est exilé après que le procureur général du Venezuela a émis un mandat d'arrêt contre lui. Il vit encore caché au Venezuela. Le 10 janvier 2025, Nicolás Maduro a pris le pouvoir [de manière illégitime](#) et frauduleuse, sans aucune légitimité démocratique ni preuve vérifiable du respect de l'intégrité électorale. L'ONG [Freedom House](#) qualifie le Venezuela de pays «non libre».



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



Dans l'[indice des États fragiles](#) 2024, le Venezuela est mal classé en raison du recul de la légitimité de l'État. Ce pays affiche l'un des [taux de criminalité](#) les plus élevés au monde, en raison de la corruption du gouvernement, de la défaillance du système judiciaire et de la dégradation de l'état de droit. Il compte aussi l'un des taux [d'homicides](#) les plus élevés au monde. [Selon le HCR](#), près de 8 millions de Vénézuéliens sont réfugiés ou déplacés. Le 10 janvier 2025, dans le cadre d'un plan multilatéral de sanctions, les États-Unis, le Canada, l'Union européenne et le Royaume-Uni ont sanctionné diverses personnes vénézuéliennes liées au gouvernement vénézuélien et à d'importantes entités publiques. Le régime de Maduro [utilise](#) également la désinformation numérique comme stratégie politique et continue de réprimer les [journalistes](#) et de bafouer la liberté d'expression. En 2025, l'armée américaine

a frappé au moins trois [bateaux vénézuéliens](#), au motif que des narcotrafiquants et des stupéfiants se seraient trouvés à bord. Elle a également [saisi](#) un pétrolier transportant du pétrole vénézuélien.

### Rôle de l'Union européenne

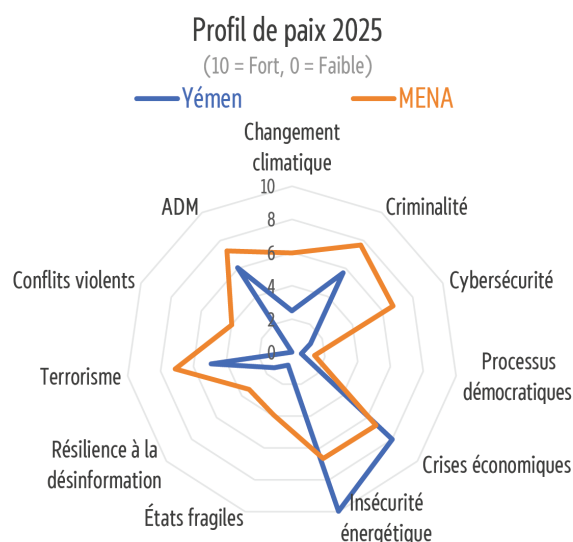
L'Union européenne a soutenu les tentatives avortées de dialogue entre le gouvernement et la majorité parlementaire, et a rappelé la nécessité d'[élections](#) transparentes en 2018, puis en 2020. Elle a également imposé des [sanctions ciblées](#) ainsi qu'un embargo sur les armements. Le Venezuela a bénéficié de 10 projets de l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix, pour un montant total de plus de 21 millions d'euros. En 2020, l'Union a [encouragé](#) la tenue d'une conférence internationale des donateurs en vue d'aider les réfugiés et les migrants vénézuéliens, promettant d'accorder [147 millions d'euros](#). Elle a constitué un [groupe de contact international](#) sur le Venezuela, qui s'efforce de faciliter les conditions d'une [solution pacifique et démocratique](#) à la crise vénézuélienne et de favoriser l'acheminement rapide de l'[aide humanitaire](#). En mars 2023, la Commission a versé plus de 75 millions d'euros d'aide humanitaire. Le 10 janvier 2025, l'Union européenne a [souligné](#) que Nicolás Maduro n'avait pas la légitimité d'un président démocratiquement élu.

## Yémen

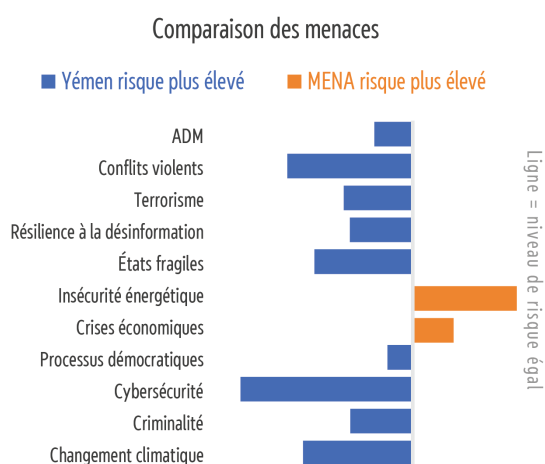
Le Yémen occupe la 132<sup>e</sup> place de l'indice Normandie: il s'agit donc du quatrième pays le moins pacifique du monde. Le conflit qui a éclaté en 2014 entre le gouvernement, soutenu par l'Arabie saoudite, et les forces houthistes, soutenues par l'Iran, a causé des centaines de milliers de morts, déplacé des millions de personnes et créé de graves pénuries alimentaires. Une trêve négociée en avril 2022 se poursuit, au-delà des espérances initiales.

### Contexte et principaux enjeux

Le Yémen a souffert de [décennies](#) de conflits internes, de mauvaise gestion économique et de conditions climatiques extrêmes. En 2011, un soulèvement populaire a poussé le président autoritaire Ali Abdallah Saleh à se retirer. En 2014, profitant de la période d'[instabilité politique](#) qui a suivi, le mouvement houthiste, lié à la minorité musulmane chiite et soutenu par l'Iran, a pris le contrôle des régions du nord du pays, déclenchant ainsi une [guerre civile](#) avec le gouvernement yéménite, soutenu par l'Arabie saoudite. Selon les [estimations](#), 151 000 personnes ont été tuées et 4,5 millions [déplacées](#) à la suite directe du [conflit](#). Plus de 226 200 personnes seraient mortes des conséquences indirectes de la guerre, notamment les pénuries alimentaires et le manque de services de santé. Le Yémen se classe en 22<sup>e</sup> position dans l'[indice mondial du terrorisme 2025](#).



### Nouvelles menaces hybrides et sécuritaires



En 2025, le Yémen occupe la sixième place dans l'[indice des États fragiles](#). Cette situation s'explique principalement par l'absence de contrôle du gouvernement central sur de vastes régions dominées par les forces houthistes. La guerre entre Israël et le Hamas a aggravé les tensions avec les [rebelles houthistes](#), alliés de l'Iran, qui ont [repris les frappes](#) contre des navires israéliens et d'autres pays dans la mer Rouge. Néanmoins, le cessez-le-feu de six mois, qui a débuté en 2022 sous l'égide des Nations unies, semble toujours tenir. La [médiation](#) de l'Arabie saoudite, d'Oman, des États-Unis, des Nations unies et du Conseil de coopération du Golfe a empêché une nouvelle escalade, mais le [risque](#) reste élevé. En 2025, on estime que [19,5 millions](#) de personnes ont besoin d'une aide humanitaire et que 17,6 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire et nutritionnelle, soit

1,3 million de plus que l'année précédente. Le pays est [dépendant à 97 %](#) des importations pour les céréales et importe un tiers de son blé en provenance d'[Ukraine](#). Le Yémen est le 15<sup>e</sup> pays le moins bien classé dans l'[indice mondial d'adaptation Notre-Dame 2023](#), ce qui traduit une grande vulnérabilité au changement climatique.

### Rôle de l'Union européenne

Depuis le début de la guerre en 2015, l'Union européenne a [consacré](#) près de 1,5 milliard d'euros en réponse à la crise au Yémen. Ce montant comprend un milliard d'euros d'aide humanitaire (dont 125 millions alloués en 2024) et 487 millions d'euros d'aide au développement. L'aide humanitaire de l'Union comprend l'assistance alimentaire, les soins de santé, l'éducation, l'eau et les abris. Elle inclut également l'amélioration des services d'hygiène dans les zones de forte insécurité alimentaire et de malnutrition, dans les zones touchées par des conflits et auprès des populations déplacées.

## ANNEXE – L'indice Normandie; Méthode

## 5. Méthode employée pour établir l'indice Normandie

### 5.1. Contexte

L'humanité est confrontée à des difficultés inédites. La pandémie de 2020 a engendré une crise mondiale profonde et cristallisé l'interconnexion d'une société mondialisée. Cette crise s'inscrit dans un contexte de «grandes tendances» provoquées par le changement climatique, le déclin continu de la biodiversité, l'épuisement des ressources en eau potable et la surpopulation. Tous ces problèmes surviennent dans un climat sociopolitique marqué par une grande incertitude et caractérisé par un phénomène de redistribution des pouvoirs entre superpuissances mondiales, la rupture des alliances traditionnelles et une crise généralisée de la démocratie.

Ces difficultés, sur le court terme comme sur le long terme, requièrent des solutions mondiales et la mise en place d'une coopération d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Dans un monde hyperconnecté, elles sont souvent multifactorielles et de plus en plus complexes, et présentent un caractère transfrontière.

Si elles sont ignorées, ces difficultés accroîtront la pression sur les ressources, les infrastructures et la société, ce qui pourrait fragiliser la paix au sein des nations et dans le monde. Le rapport «Pathway for Peace» publié en 2018 par les Nations unies et la Banque mondiale met en évidence leur caractère interdépendant, et préconise de tenir compte de la nature éminemment complexe des risques (Banque mondiale & Nations unies, 2018).

Désireux de s'associer à cette réflexion, le Parlement européen, en partenariat avec la région Normandie, publie annuellement un «indice Normandie» depuis 2019. L'indice Normandie est un outil de mesure permettant aux décideurs politiques et au grand public d'appréhender la multiplicité des menaces qui pèsent sur nous. Il vise à définir les menaces contre la paix et offre un éclairage sur les risques complexes auxquels sont confrontés les pays. Cet outil mis à jour annuellement permet de mesurer les dynamiques d'une année sur l'autre et d'évaluer l'évolution positive ou négative des risques.

L'indice Normandie poursuit trois objectifs principaux, à savoir:

- 1 évaluer le niveau et le potentiel de conflit de chaque pays donné, en tenant compte de la situation actuelle et des éventuelles évolutions à venir;
- 2 offrir un outil de mesure et de suivi des tendances dans le temps;
- 3 permettre d'établir un classement à l'intérieur de chacune des catégories de menaces susmentionnées, en fonction du «niveau et [du] risque de conflit» mesurés, à des fins d'élaboration de politiques.

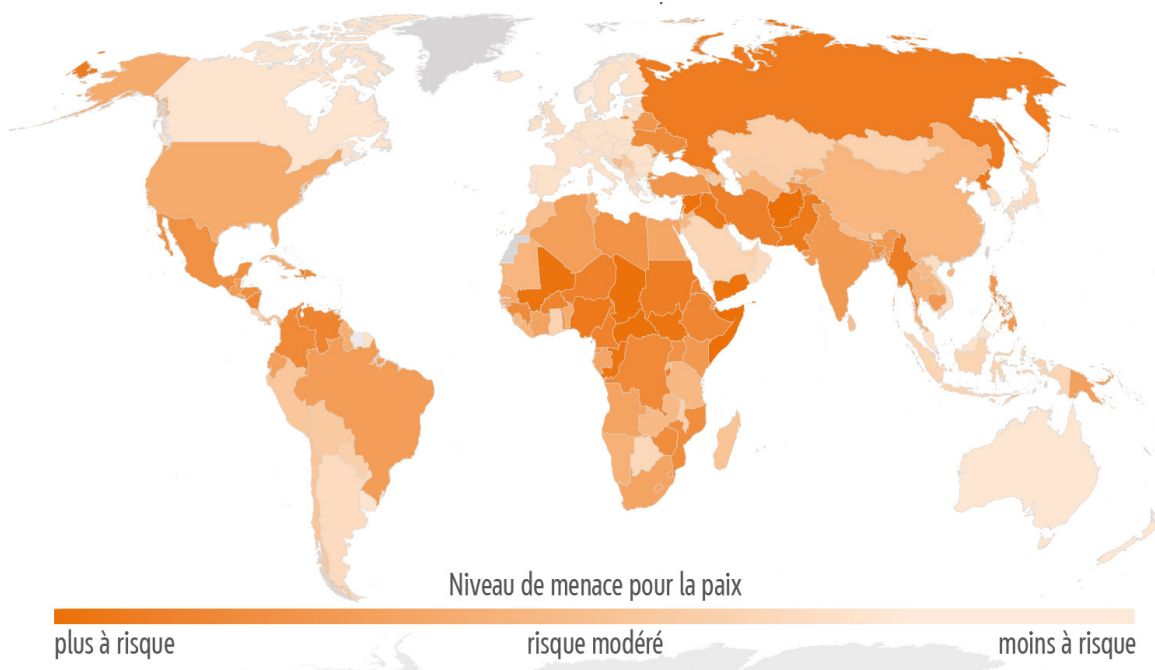
#### **Zone de texte 1: Contexte de l'élaboration de l'indice Normandie**

L'indice Normandie a été conçu pour déterminer les différents facteurs qui constitueront, selon le Parlement européen, des menaces pour la paix dans les années à venir. Il offre un point de vue distinct de celui que proposent d'autres indices composés, tels que l'indice mondial de la paix (Global Peace Index ou GPI) publié par l'Institut pour l'économie et la paix.

Le GPI classe 163 pays et territoires indépendants en fonction du degré de paix qui les caractérise, la paix étant définie comme l'absence de violence et l'absence de crainte de violence (Institut pour l'économie et la paix, 2019a). Il mesure ainsi le niveau actuel de paix *négative*. L'Institut pour l'économie et la paix étudie également les indices de paix *positifs* au moyen de son Positive Peace Index (PPI), qui évalue au sein de 163 pays les comportements, institutions et structures qui contribuent de façon notoire à l'émergence et au développement des sociétés pacifiques.

Tant le GPI que le PPI mesurent le degré *actuel* de paix dans le monde. L'indice Normandie mesure quant à lui les *menaces* qui planent actuellement sur la paix dans le monde, de sorte qu'il complète utilement l'éventail des outils utilisés dans le cadre de l'analyse quantitative de la paix et de la sécurité.

**L'indice Normandie analyse 137 pays ainsi que l'Union européenne, qui est considérée comme un bloc unique et se voit attribuer la moyenne des indices de ses États membres.**



Dans le cadre de sa stratégie globale pour 2016, l'Union européenne a identifié un certain nombre de domaines représentant une menace pour la paix dans les années à venir.

Chacun de ces domaines constitue un système complexe, dont les aspects multiples et liés sont difficiles à appréhender. L'indice Normandie en tient compte et s'emploie à simplifier une grande partie des concepts rattachés aux domaines en question, en sélectionnant un indicateur clé par domaine, plutôt que de sélectionner, de mettre en balance et d'agréger des indicateurs multiples pour chacun des domaines, ce qui constituerait une entreprise autrement plus complexe et subjective. Les indicateurs retenus pour chacun de ces domaines l'ont été, après consultation du Parlement européen, sur la base de textes officiels et d'ouvrages universitaires récents, en fonction de la disponibilité des données.

Le tableau 1 présente les indicateurs retenus pour appréhender ces menaces.

Tableau 1 — Indicateurs

Les recherches relatives au GPI servent directement à l'indice Normandie.

| Domaine                 | Indicateurs                                                             | Définition                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Source                                      | Nombre de pays étudiés | Données les plus récentes |
|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|------------------------|---------------------------|
| Changement climatique   | Indice mondial pour la gestion des risques INFORM                       | INFORM est un modèle global et de source ouverte d'évaluation des risques de crise humanitaire et de catastrophes.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Nations unies                               | 191                    | 2024                      |
| Cybersécurité           | Indice de cybersécurité                                                 | L'indice de cybersécurité dans le monde (Global Cybersecurity Index) mesure l'engagement des États membres en matière de cybersécurité à des fins de sensibilisation. Il s'agit du seul indice de cybersécurité de source ouverte disponible.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Union internationale des télécommunications | 193                    | 2024                      |
| Processus démocratiques | Indice de démocratie participative                                      | Indicateur de la mesure dans laquelle l'idéal de la démocratie participative est atteint dans un pays.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | V-Dem                                       | 178                    | 2024                      |
| Crises économiques      | Vulnérabilité financière – Prêts non productifs en % du total des prêts | Le ratio prêts non productifs/total brut des prêts est calculé en retenant la valeur des prêts non productifs comme numérateur et la valeur totale du portefeuille de prêts comme dénominateur. Il est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des actifs.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Banque mondiale                             | 143                    | 2023                      |
|                         | Dettes de l'administration centrale, total (% du PIB)                   | Dettes de l'administration centrale, total (% du PIB)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Fonds monétaire international               | 135                    | 2024                      |
| Insécurité énergétique  | Importations d'énergie                                                  | Importations nettes d'énergie (en % de l'utilisation d'énergie). Valeur fixée à 0 si le pays est un exportateur net d'énergie.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Banque mondiale, Enerdata                   | 187                    | 2023                      |
|                         | Consommation d'énergie électrique (kWh par habitant)                    | Consommation d'énergie électrique (kWh par habitant)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Banque mondiale                             | 142                    | 2024                      |
| États fragiles          | Indice des États fragiles                                               | L'indice des États fragiles (Fragile States Index, FSI) est un classement annuel de 178 pays, établi sur la base des différentes pressions auxquelles ils sont confrontés et qui ont une incidence sur leur niveau de fragilité. Cet indice se fonde sur l'approche analytique du Fonds pour la paix et de son outil propriétaire Conflict Assessment System Tool (CAST). Grâce à une méthode complète de sciences sociales, trois flux primaires de données – quantitatives, qualitatives et validées par des experts – sont triangulés et soumis à un examen critique afin d'obtenir des scores finaux pour le FSI. | Fonds pour la paix                          | 178                    | 2024                      |
| Criminalité             | Taux d'homicide pour 100 000 personnes                                  | Taux d'homicides pour 100 000 personnes – utilisé comme indicateur de la criminalité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | ONU DC                                      | 192                    | 2023                      |
|                         | Perception (catégorisée) de la criminalité                              | Réponses à la question du sondage mondial Gallup: «Vous sentez-vous en sécurité lorsque vous marchez seul?»                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Gallup                                      | 163                    | 2024                      |

| Domaine                        | Indicateurs                                                | Définition                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Source                              | Nombre de pays étudiés | Données les plus récentes |
|--------------------------------|------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------|---------------------------|
| Résilience à la désinformation | Résilience à la désinformation                             | Mesure de la fréquence à laquelle les gouvernements ainsi que les partis politiques nationaux et étrangers utilisent les médias sociaux et la publicité pour pratiquer la désinformation dans le pays.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | V-Dem                               | 177                    | 2024                      |
| Terrorisme                     | Indice mondial du terrorisme                               | Il s'agit d'un indice composite dans lequel les pays sont classés en fonction des opérations terroristes dont ils sont la cible. Ce classement prend en considération les attentats, les morts, les blessés et les dommages matériels causés par le terrorisme.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Institut pour l'économie et la paix | 163                    | 2024                      |
| Conflits violents              | Sous-indicateurs de conflit de l'indice mondial de la paix | Plus mauvais score parmi les indicateurs suivants de l'indice mondial de la paix:<br>1) intensité des conflits internes;<br>2) décès dus aux conflits internes;<br>3) nombre de conflits internes;<br>4) intensité des conflits externes;<br>5) décès dus aux conflits externes.<br>L'indice de menace nucléaire évalue les progrès réalisés par les pays en matière de sécurité nucléaire, met en évidence les lacunes dans ce domaine et recommande aux gouvernements des mesures visant à mieux protéger les matières et installations nucléaires ainsi qu'à mettre en place une architecture de sécurité nucléaire mondiale efficace. | Institut pour l'économie et la paix | 163                    | 2024                      |
| ADM                            | Indice de menace nucléaire                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | EIU                                 | 176                    | 2023                      |

La stratégie globale de l'Union pour 2016 souligne également l'importance croissante des *menaces hybrides* dans les années à venir. Les menaces hybrides recouvrent des activités conventionnelles ou non, militaires ou non, susceptibles d'être exercées de manière coordonnée par des acteurs étatiques ou non étatiques pour atteindre certains objectifs politiques. Elles peuvent prendre la forme de cyberattaques contre des systèmes informatiques sensibles, d'une perturbation de services clés, tels que l'approvisionnement en énergie ou les services financiers, d'atteintes à la confiance des administrés dans les institutions gouvernementales ou encore de comportements visant à aggraver les divisions sociales. Compte tenu de la nature mixte des menaces hybrides, il n'est pas possible d'évaluer le risque qui en découle pour un pays en se fondant sur une mesure unique. Les composantes potentielles des menaces hybrides sont déterminées au sein des domaines couverts par l'indice Normandie. Les «menaces hybrides» ne sont donc pas étudiées au sein d'un domaine spécifique.

## 5.2. Détail des domaines et description des indicateurs

### 5.2.1. Domaine 1 – Changement climatique

**Indicateur:** Indice mondial pour la gestion des risques INFORM – sous-indicateur du risque de catastrophe naturelle

**Description complète:** L'indice mondial pour la gestion des risques INFORM établit un classement annuel des pays en fonction d'une note qui s'échelonne de zéro à dix, les pays présentant un «risque très élevé» se voyant attribuer la note de dix.

**Principe:** INFORM est un modèle global de source ouverte d'évaluation des risques de crise humanitaire et de catastrophes en fonction des trois dimensions que sont le danger et l'exposition au danger, la vulnérabilité et le manque de capacités de réaction. Cet indice met en évidence l'origine tant naturelle

qu'humaine du changement climatique et des risques qui y sont associés, et montre que le risque découlant du changement climatique dépend également de la manière dont les pays s'adapteront aux effets de ce dernier.

**Source:** INFORM (Commission européenne, 2019)

**URL:** <http://www.inform-index.org/>

### 5.2.2. Domaine 2 – Cybersécurité

**Indicateur:** Indice de cybersécurité dans le monde

**Description complète:** L'indice de cybersécurité dans le monde évalue les actions des États membres de l'Union internationale des télécommunications en matière de cybersécurité à l'aune de cinq indices: mesures juridiques, mesures techniques, mesures organisationnelles, renforcement des capacités et actions de coopération.

**Principe:** Les menaces en matière de cybersécurité ne peuvent être combattues que par une approche réglementaire systémique et transsectorielle fondée sur la technologie. Un pays qui ne s'emploie pas à protéger les infrastructures financières et physiques ainsi que les données personnelles et gouvernementales s'expose à des attaques. L'indice de cybersécurité dans le monde, qui tient compte des actions entreprises et des mesures prises par les pays aux fins d'écarter la menace que représentent les cyberattaques, propose une évaluation en source ouverte, précise et adaptée de la menace future.

**Source:** Union internationale des télécommunications, 2017

**URL:** <https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx><https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx>

### 5.2.3. Domaine 3 – Processus démocratiques

**Indicateur:** Indice de démocratie participative

**Description complète:** La base de données de Varieties of Democracy (V-Dem) reprend un ensemble d'indicateurs par pays concernant les organisations politiques ou gouvernementales, les sociétés ou institutions dotées d'un gouvernement organisé, les États et le corps politique.

L'indice de démocratie participative utilisé dans le cadre de l'indice Normandie mesure l'ampleur de l'idéal de démocratie participative atteint dans un pays.

**Principe:** Il est largement reconnu que les processus démocratiques contribuent à la paix. Les démocraties solides disposent elles-mêmes d'institutions visant à faire face aux revendications de la société de manière non violente. Il est également considéré que les démocraties sont moins enclines à s'engager dans des conflits armés avec d'autres démocraties. Les pays démocratiques affichent les niveaux de paix les plus élevés à l'échelle planétaire, d'après l'indice mondial de la paix (Institut pour l'économie et la paix, 2019a). Par ailleurs, à l'exception d'événements politiques ou de conflits relativement peu fréquents, le statut démocratique actuel d'un pays est souvent un bon indicateur de son futur statut démocratique.

**Source:** Varieties of Democracy (V-Dem) (Université de Göteborg, 2020)

**URL:** <https://www.v-dem.net>

### 5.2.4. Domaine 4 – Crise économique

**Indicateur:** Vulnérabilité financière – Prêts non productifs en % du total des prêts

**Description complète:** Le ratio prêts non productifs/total brut des prêts est calculé en retenant la valeur des prêts non productifs comme numérateur et la valeur totale du portefeuille de prêts comme dénominateur. Il est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des actifs.

**Principe:** Les prêts non productifs représentent un bon signe avant-coureur des crises financières, avec de vastes conséquences sociales. De façon plus directe, des niveaux d'endettement élevés peuvent affecter la capacité de l'État à fournir les services publics de base, laquelle constitue une source clé de légitimité pour un gouvernement. Le recours excessif à l'emprunt, en particulier à la dette extérieure, implique une exposition accrue aux risques du marché mondial et aux décisions des créanciers, deux facteurs qui peuvent rendre un État vulnérable aux chocs économiques extérieurs (Forum économique mondial & Zurich Insurance Group, 2019). Des dettes et des emprunts trop lourds peuvent exacerber les clivages sociétaux sous-jacents, en particulier si les inégalités réelles ou perçues se creusent.

**Source:** Banque mondiale (Banque mondiale, 2020, Trading Economics, 2021)

**URL:** <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FB.AST.NPER.ZS>

#### **Indicateur: Endettement net des administrations publiques (% PIB)**

**Description complète:** Le ratio d'endettement public net/PIB est calculé en utilisant la valeur de l'endettement net des administrations publiques au numérateur et le PIB total au dénominateur.

**Principe:** Il a été prouvé que les crises de la dette souveraine et les troubles civils sont liés (Reinhart, 2010). Certains ont fait valoir que la crise de la dette souveraine et les mesures d'austérité extrêmes qui ont suivi faisaient partie des causes de la Seconde Guerre mondiale en Allemagne comme du génocide au Rwanda.

**Source:** Fonds monétaire international

**URL:** <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2022/April>

### 5.2.5. Domaine 5 – Insécurité énergétique

#### **Indicateur: Importations d'énergie**

**Description complète:** Importations nettes d'énergie (en % de l'utilisation d'énergie).

**Principe:** L'indépendance énergétique, c'est-à-dire l'autosuffisance permise par des sources d'énergie nationales, y compris le pétrole, le gaz naturel, les autres minéraux et les sources d'énergie propre, est un élément déterminant de la sécurité énergétique, au moins depuis le choc pétrolier d'octobre 1973. Bien qu'elle ne représente qu'un aspect de la sécurité énergétique, elle constitue, avec des mesures telles que la diversité des sources d'approvisionnement et la distance parcourue jusqu'au lieu de consommation, une mesure pour laquelle il existe à l'échelle mondiale des données de sources publiques et comparables, et qui est donc suffisante pour saisir la menace conceptuelle de l'insécurité énergétique.

L'Institut pour l'économie et la paix a complété les données de la Banque mondiale par des données plus récentes obtenues à partir de l'annuaire statistique mondial de l'énergie 2020. Celui-ci traite de 60 pays, jusqu'en 2019.

**Source:** Banque mondiale (Banque mondiale, 2020 et Enerdata, 2021)

**URL:** <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/eg.imp.cons.zs>  
<https://yearbook.enerdata.net/>

#### **Indicateur: Consommation d'énergie électrique (kWh par habitant)**

**Description complète:** Consommation d'énergie électrique (kWh par habitant)

**Principe:** Les pays dont la consommation d'énergie est plus élevée et qui dépendent fortement des importations seront plus fragiles que les pays présentant un profil différent.

**Source:** Banque mondiale (Banque mondiale, 2022)

**URL:** <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.USE.ELEC.KH.PC>

## 5.2.6. Domaine 6 – États fragiles

### Indicateur: Indice des États fragiles

**Description complète:** Les pays sont classés du moins fragile (score de 0) au pays plus fragile (score de 120). Tous les ans, chaque pays est noté sur la base de 12 indicateurs de risque de conflit regroupés en quatre catégories: économiques, politiques, sociaux et indicateurs de cohésion.

**Principe:** L'indice des États fragiles repose sur un outil d'évaluation des conflits, dénommé «CAST», qui a été mis au point par le Fonds pour la paix il y a près d'un quart de siècle afin d'évaluer la vulnérabilité des États au risque d'effondrement. Cet outil a été conçu pour mesurer cette vulnérabilité dans les situations précédant les conflits, pendant les conflits et dans les situations d'après-conflit, et continue d'être largement utilisé par les décideurs politiques, les praticiens de terrain et les réseaux communautaires locaux. La méthode utilise des indicateurs à la fois qualitatifs et quantitatifs, repose sur des données de sources publiques et produit des résultats quantifiables.

**Source:** Fonds pour la paix (Fonds pour la paix, 2020)

**URL:** <https://fragilestatesindex.org/>

## 5.2.7. Domaine 7 – Criminalité/Homicides

### Indicateur: Taux d'homicides

**Description complète:** Taux d'homicides dans le pays pour 100 000 habitants

**Principe:** Les taux d'homicides élevés sont associés à des risques élevés pour la sécurité des personnes à l'intérieur d'un pays et reflètent une capacité réduite du gouvernement à s'acquitter de ses obligations en matière de protection des personnes à l'intérieur de ses frontières.

La stratégie globale de l'Union souligne que la criminalité transfrontalière constitue une menace importante pour la paix dans le monde. La criminalité transnationale organisée affecte, par sa nature même, tous les pays. La nature des crimes transfrontaliers varie considérablement, allant du trafic de drogues de classe A à la traite d'êtres humains. En outre, le recensement de la criminalité varie d'un pays à l'autre, mais il n'existe pas de base de données unique répertoriant les crimes transfrontaliers commis. Bien que l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) publie une évaluation des menaces que représente la criminalité transnationale organisée, cette évaluation est destinée à être appliquée au niveau local et ne constitue pas une plateforme permettant d'établir un classement comparatif mondial des pays<sup>30</sup>. De surcroît, les facteurs à l'origine de la criminalité transfrontalière favorisent également tous les autres types d'activités économiques: les communications, le commerce, l'interconnexion, la mondialisation et les nouvelles technologies.

En l'absence de mesure nationale relative de la criminalité transnationale/transfrontalière, l'indice Normandie utilise un taux d'homicides pour 100 000 habitants par pays comme indicateur des niveaux de criminalité. Bien qu'il s'agisse d'une mesure grossière, le lien entre homicide et criminalité organisée a été largement étudié<sup>31</sup> et utilisé dans la littérature comme indicateur de la criminalité organisée dans un pays<sup>32</sup>.

**Source:** Office des Nations unies contre la drogue et le crime, 2020

**URL:** <https://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/statistical-activities.html>

### Indicateur: Perception de la criminalité

**Description complète:** Réponses à la question du sondage mondial Gallup: «Vous sentez-vous en sécurité lorsque vous marchez seul?»

<sup>30</sup> ONUDC, 2010.

<sup>31</sup> ONUDC, 2011.

<sup>32</sup> Alberto Alesina, 2019.

**Principe:** La perception de la criminalité dans une société a une incidence sur le sentiment de sécurité et d'identité des citoyens, avec des conséquences plus larges sur les entreprises, les dépenses de sécurité et les politiques de sécurité. La perception de niveaux élevés de criminalité peut avoir un effet néfaste pour le contrat social entre un gouvernement et sa population. L'Institut pour l'économie et la paix a constaté que le coût de l'endiguement de la violence, qui varie en fonction des menaces perçues, s'élève à environ 1 800 dollars américains par personne et par an (Institut pour l'économie et la paix, 2019).

**Source:** Institut pour l'économie et la paix, 2019

**URL:** <https://visionofhumanity.org>

Le score final de chaque pays est calculé par une somme pondérée de 0,75 pour le taux d'homicides + 0,25 pour la perception de la criminalité.

### 5.2.8. Domaine 8 – Résilience face à la désinformation

**Indicateur:** Résilience à la désinformation

**Description complète:** La base de données Variety of Democracy (V-Dem) reprend quatre indicateurs de présence de désinformation:

- Diffusion par le gouvernement de fausses informations (au niveau national). À quelle fréquence le gouvernement et ses agents se servent-ils des médias pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations afin d'influencer leur propre population?
- Diffusion par les partis de fausses informations (au niveau national). À quelle fréquence les grands partis politiques et les candidats se servent-ils des médias pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations afin d'influencer leur propre population?
- Diffusion par les gouvernements étrangers de fausses informations. À quelle fréquence les gouvernements étrangers et leurs agents se servent-ils des médias pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations afin d'influencer les politiques nationales dans ledit pays?
- Publicités des gouvernements étrangers. À quelle fréquence les gouvernements étrangers et leurs agents se servent-ils de publicités payantes sur les médias sociaux pour diffuser des opinions trompeuses ou de fausses informations pour influencer les politiques nationales dans ledit pays?

Chaque pays est classé sur une échelle de Likert allant de «extrêmement souvent» (0) à «jamais ou presque jamais» (4). L'indicateur de résilience face à la désinformation utilisé dans le cadre de l'indice Normandie correspond à la moyenne nationale de chacun de ces quatre indicateurs.

**Principe:** La capacité des acteurs étatiques et non étatiques à restreindre la libre circulation de l'information est de plus en plus préoccupante, tout comme leur capacité à s'ingérer dans le fonctionnement de la société civile par le biais de campagnes de désinformation. La recherche sur la résilience face à la désinformation est un domaine de quantification relativement nouveau, qui a vu apparaître un certain nombre de sources ces dernières années (Eurasian States in Transition Research Center, 2018; Indice mondial de la désinformation, 2020). L'indice Normandie suivra de près cette documentation de manière à s'appuyer sur ces mesures dans de prochaines publications.

**Source:** Varieties of Democracy (V-Dem) (Université de Göteborg, 2020)

**URL:** <https://www.v-dem.net/>

### 5.2.9. Domaine 9 – Terrorisme

**Indicateur:** Indice mondial du terrorisme

**Description complète:** Indice composite dans lequel les pays sont classés en fonction des opérations terroristes dont ils sont la cible. Ce classement tient compte des attentats, des morts, des blessés et des prises d'otage liés au terrorisme.

**Principe:** Il s'agit d'un indicateur clé montrant les incidences multiples du terrorisme sur un pays. Il s'agit de la source de données la plus fiable et la plus cohérente, disponible dans plus de 163 pays et actualisée chaque année depuis 2007.

**Source:** Institut pour l'économie et la paix, 2023

**URL:** <http://www.visionofhumanity.org/>

## 5.2.10. Domaine 10 – Conflits violents

### **Indicateur: Conflits violents**

**Description complète:** Indicateur composite du nombre de conflits violents internes et externes, de leur intensité et du nombre de décès qu'ils causent.

**Principe:** Chaque année, l'Institut pour l'économie et la paix publie son indice mondial de la paix, qui mesure les quatre indicateurs suivants relatifs aux conflits violents:

#### **Nombre et durée des conflits internes**

Cet indicateur mesure le nombre et la durée des conflits qui surviennent à l'intérieur des frontières juridiques d'un pays donné. Cet indicateur se fonde sur trois séries de données du programme d'Uppsala sur les données relatives aux conflits: la série de données sur les décès liés aux combats, celle sur les conflits non étatiques et celle sur la violence unilatérale.

#### **Nombre de décès causés par des conflits internes organisés**

Cet indicateur repose sur la définition de conflit du programme d'Uppsala sur les données relatives aux conflits, à savoir «la contestation d'un gouvernement ou d'un territoire qui implique l'usage d'une force armée entre des combattants, dont l'un au moins est le gouvernement d'un État, et qui a provoqué le décès d'au moins 25 personnes en une année». Les statistiques sont recueillies à partir de l'édition la plus récente de la base de données des conflits armés de l'Institut international d'études stratégiques, qui définit les décès liés aux conflits armés comme les pertes de vies militaires et civiles résultant directement d'un conflit armé.

#### **Nombre, durée et rôle dans les conflits externes**

Cet indicateur mesure le nombre et la durée des conflits extraterritoriaux dans lesquels un pays est impliqué. Cet indicateur se fonde sur la série de données du programme d'Uppsala sur les décès liés aux combats. Le score d'un pays est déterminé en additionnant tous les scores relatifs aux conflits individuels lorsque ce pays intervient en tant qu'acteur dans un conflit surgissant en dehors de ses frontières légales. Les conflits ne sont pas imputés à un pays s'ils lui ont déjà été imputés pour l'indicateur du nombre et de la durée des conflits internes.

#### **Nombre de décès causés par des conflits externes organisés**

Cet indicateur repose sur la définition de conflit du programme d'Uppsala sur les données relatives aux conflits, à savoir «la contestation d'un gouvernement ou d'un territoire qui implique l'usage d'une force armée entre des combattants, dont l'un au moins est le gouvernement d'un État, et qui a provoqué le décès d'au moins 25 personnes en une année». En l'absence de données, plusieurs autres sources ont été consultées: la base de données sur les conflits armés de l'Institut international d'études stratégiques, le site web Iraq Coalition Casualty Count et l'EIU.

Chacune de ces sources est notée de 1 à 5. L'indice Normandie retient le plus mauvais score du pays pour l'ensemble de ces indicateurs dans la catégorie «Conflits violents».

**Source:** Institut pour l'économie et la paix, 2019a

**URL:** <http://www.visionofhumanity.org/>

### 5.2.11. Domaine 11 – Armes de destruction massive

#### Indicateur: Indicateur des capacités nucléaires et des armes lourdes

**Description complète:** L'indice de paix mondial des capacités nucléaires et des armes lourdes est un système de classification par catégories de la capacité destructrice du stock d'armes lourdes d'un pays donné. Les stocks d'armes sont ceux des forces gouvernementales et ne comprennent pas les armes détenues par les groupes d'opposition armés. Le nombre d'armes lourdes a été déterminé après compilation des données issues du rapport «Military Balance» de l'Institut international d'études stratégiques et du registre des Nations unies sur les armes classiques. Les pays reçoivent la note 1 lorsqu'ils ont de faibles capacités militaires. La note 5 est attribuée aux pays dotés de l'arme nucléaire.

**Principe:** Cet indicateur est un système de classification par catégories de la capacité destructrice du stock d'armes lourdes d'un pays donné.

**Source:** Institut pour l'économie et la paix, 2019a

**URL:** <http://www.visionofhumanity.org/>

#### Indicateur: Indice de menace nucléaire

**Description complète:** L'indice de menace nucléaire évalue les progrès réalisés par les pays en matière de sécurité nucléaire, met en évidence les lacunes dans ce domaine et recommande aux gouvernements des mesures visant à mieux protéger les matières et installations nucléaires ainsi qu'à mettre en place une architecture de sécurité nucléaire mondiale efficace.

Le score de l'indice Normandie correspond au score le plus bas du pays dans les trois indicateurs suivants:

- 4 Menace nucléaire 1: scores pour 22 pays disposant au minimum de 1 kg de matières nucléaires exploitables à des fins militaires
- 5 Menace nucléaire 2: scores pour 153 pays, ainsi que Taiwan, disposant de moins de 1 kg de matières nucléaires exploitables à des fins militaires
- 6 Sabotage nucléaire: 46 pays, ainsi que Taiwan, disposant d'installations nucléaires, dont des centrales et des réacteurs de recherche d'une capacité supérieure à 2 MW

Pour saisir les éventuelles répercussions ou tensions que la menace nucléaire des pays voisins ou régionaux fait peser sur un pays, l'indice Normandie incorpore également la moyenne du score régional dans le score national du pays.

Le score final d'un pays est calculé par une somme pondérée du score national (75 %) et du score régional (25 %).

**Source:** Unité de renseignement de *The Economist*

**URL:** <https://www.ntiindex.org/>

### 5.2.12. Disponibilité et imputation des données

La méthode mise au point a été conçue pour la faire concorder avec d'autres grands indicateurs mondiaux, et des efforts considérables ont été accomplis pour étoffer l'indice avec les meilleures informations disponibles sur les pays. Toutefois, la principale difficulté inhérente à l'élaboration d'un indice composite harmonisé tient au manque de données homogènes et complètes dans des pays très disparates à travers le monde. Ces derniers diffèrent ainsi considérablement les uns des autres, non seulement par leurs caractéristiques démographiques et géographiques, mais aussi par leurs particularités socio-économiques, qui peuvent souvent influencer sur la collecte et la qualité des données.

Le problème des données lacunaires constitue une difficulté courante dans l'élaboration d'un indice. L'OCDE recommande plusieurs techniques statistiques pour procéder à l'imputation des données afin de combler les lacunes. Le tableau 2 dresse la liste des méthodes utilisées dans l'indice Normandie. Grâce à la combinaison de ces techniques, l'indice contient ainsi les meilleures données possibles sans devoir se fonder sur une méthode trop complexe

Tableau 2: Méthode d'imputation des données

| Méthode                        | Description                                                                                  | Application dans l'indice                                                                                                                                                                                                     |
|--------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Méthode d'imputation cold-deck | Remplacer la donnée manquante par une valeur obtenue à partir d'une autre source de données. | Cette méthode est utilisée pour l'indice Normandie, soit en prenant les données les plus récentes d'une série comme données actuelles, soit en intégrant des statistiques nationales supplémentaires pour combler une lacune. |
| Méthode d'imputation hot-deck  | Remplacer la donnée manquante par une moyenne régionale.                                     | Cette méthode est utilisée pour l'indice Normandie lorsque les données ne sont pas disponibles pour tous les pays.                                                                                                            |

### 5.3. Pondération des indicateurs

Étant donné que la stratégie globale de l'Union pour 2018 ne classe pas les domaines par ordre de priorité, *une pondération égale de 1* est appliquée dans tous les domaines, ce qui simplifie le calcul de la note finale de l'indice Normandie.

Le seul domaine de l'indice Normandie qui présente plus d'un indicateur est celui de la *criminalité*, qui comprend les *homicides volontaires (pour 100 000 personnes)* et la *perception (catégorisée) des différents niveaux de criminalité*, qui comptent respectivement pour 75 % et 25 %.

### 5.4. Calculs relatifs aux domaines

Cette section illustre la façon dont est traité chaque indicateur, et donc chaque domaine. Le traitement se fait en deux étapes: 1) collecte des données et 2) imputation et catégorisation.

Dans le cas de l'indice Normandie, catégoriser les données est un moyen de comparer des informations qui, autrement, seraient disparates. Les données relatives à chaque indicateur sont projetées sur l'intervalle [0;1]: pour ce faire, les valeurs minimales et maximales appropriées pour l'ensemble de données sont déterminées de sorte que toute valeur inférieure au minimum est affectée de la note 0, toute valeur supérieure au maximum est affectée de la note 1, et tout le reste est réparti de manière proportionnelle entre les deux. Par conséquent, au cours de l'année  $y$ , après imputation des données, le score obtenu après catégorisation est calculé pour l'indicateur  $i$  à l'aide de l'équation 1.

#### Équation 1: Équation de catégorisation

$$Banded_i = \frac{\text{Country Indicator Value in Year } y_i - \text{minimum cutoff}_i}{\text{maximum cutoff}_i - \text{minimum cutoff}_i}$$

Cette méthode de catégorisation se fonde sur l'hypothèse implicite que les valeurs élevées traduisent de meilleures performances. Toutefois, pour certains indicateurs, comme l'indice mondial de terrorisme, on vise au contraire le score le plus bas possible. Dans ce cas, on a recours à une catégorisation inversée, et le score est calculé à l'aide de l'équation 2.

#### Équation 2: Équation de catégorisation inversée

$$\text{Reverse Banded}_i = 1 - \frac{\text{Country Indicator Value in Year } y_i - \text{minimum cutoff}_i}{\text{maximum cutoff}_i - \text{minimum cutoff}_i}$$

L'indicateur de catégorisation pour chaque pays est alors le score du domaine, situé entre 0 et 1, puisque chaque domaine est mesuré par un seul indicateur.

Une partie intégrante de ce processus consiste à fixer des valeurs seuils minimales et maximales pertinentes pour les scores que l'on souhaite catégoriser. À cette fin, on dispose de méthodes empiriques et normatives. Bien que certaines données suivent une distribution normale et se prêtent donc bien à des

techniques mathématiques standard, par exemple qualifier d'aberrante toute valeur située à plus de trois écarts-types de la moyenne, d'autres ensembles de données ne suivent pas des tendances aussi nettes. En définitive, le choix de la technique utilisée doit dépendre de plusieurs considérations: la nature des données, la distribution sous-jacente, l'objet de l'indice, les informations que l'on veut communiquer, etc. L'examen des ensembles de données mondiales utilisés dans l'indice Normandie montre que très peu d'indicateurs suivent une distribution normale. La présence de valeurs aberrantes influe non seulement sur la moyenne, mais aussi sur la variance, biaisant à la fois les valeurs minimales et maximales.

Pour tenir compte de cette situation, l'Institut pour l'économie et la paix fixe parfois des minimums et des maximums artificiels pour s'assurer que les résultats ne sont pas trop fortement influencés par des valeurs aberrantes. En présence de valeurs aberrantes, le minimum fixé pour le processus de catégorisation est le point de données le plus bas qui se situe à moins de 1,5 fois l'écart interquartile en dessous du premier quartile (l'écart interquartile étant défini comme étant la distance entre le premier et le troisième quartiles). De même, le maximum fixé pour le processus de catégorisation est le point de données le plus grand qui se situe à moins de 1,5 fois l'écart interquartile au-dessus du troisième quartile.

## 5.5. Agrégation des scores dans les domaines pour obtenir le score final de l'indice Normandie

Étant donné que tous les domaines reçoivent une pondération égale pour ce qui est de l'importance de la menace, le score agrégé final de l'indice est la moyenne des onze scores associés aux différents domaines. Ainsi, tous les ans, l'indice Normandie de chaque pays est compris entre 0 et 10.

$$NI\ Score = 11 \times \frac{\sum_{i=D1}^{D11} Country\ Indicator\ Banded\ Score_i}{11}$$

### 5.5.1. Bibliographie

- Cohen, G., Joutz, F., Loungani, P. (2011). Mesurer la sécurité énergétique: Tendances dans la diversification de l'offre de pétrole et de gaz naturel.
- Eurasian States in Transition Research Center (2018). Résilience face à la désinformation en Europe centrale et orientale. [http://prismua.org/wp-content/uploads/2018/06/DRI\\_CEE\\_2018.pdf](http://prismua.org/wp-content/uploads/2018/06/DRI_CEE_2018.pdf)
- Commission européenne (2019). INFORM est un modèle global et de source ouverte d'évaluation des risques de crise humanitaire et de catastrophes. <https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index>
- Union européenne (2016). Une stratégie globale pour l'Union européenne. [https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/eugs\\_review\\_web\\_0.pdf](https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/eugs_review_web_0.pdf)
- Indice mondial de la désinformation (2020). Indice mondial de la désinformation (GDI) <https://disinformationindex.org/>
- Enerdata. «Global Energy Statistical Handbook», 2021.
- Goldmann, M. (2012). Les crises de la dette souveraine vues comme des menaces pour la paix: déclencher la restructuration au titre du chapitre VII de la charte des Nations unies?
- Institut pour l'économie et la paix (2019a). Indice mondial de la paix 2019. <https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2020/10/GPI-2019web.pdf>
- Indice mondial de la paix (2019b) Positive Peace Report 2019: analyse des facteurs de paix. <https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2020/10/Positive-Peace-Report-2018.pdf>
- Institut pour l'économie et la paix (2023). Indice mondial du terrorisme 2023. <https://www.visionofhumanity.org/resources/global-terrorism-index-2023/>
- Union internationale des télécommunications (207). Indice de cybersécurité dans le monde <https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx>
- OCDE, Union européenne et Centre commun de recherche (JCR) – Commission européenne (2008). Manuel sur la construction d'indicateurs composites: méthodologie et guide d'utilisation. OCDE. <https://doi.org/10.1787/9789264043466-en>
- Fonds pour la paix (2020). Indice des États fragiles <https://fragilestatesindex.org/>
- Office des Nations unies contre la drogue et le crime (2020). Office des Nations unies contre la drogue et le crime – Statistiques. Nations unies: Office des Nations unies contre la drogue et le crime <https://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/statistical-activities.html>
- Université de Göteborg (2020). Varieties of Democracy. <https://www.v-dem.net/>
- Forum économique mondial et Zurich Insurance Group (2019). Risques mondiaux 2019: rapport. [https://www3.weforum.org/docs/WEF\\_Global\\_Risks\\_Report\\_2019.pdf](https://www3.weforum.org/docs/WEF_Global_Risks_Report_2019.pdf)
- Banque mondiale & Nations unies (2018). Chemins vers la paix: approches inclusives de la prévention des conflits violents. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>
- Banque mondiale, 2020 Les données ouvertes de la Banque mondiale. <https://donnees.banquemondiale.org/>

---

Dans le contexte des guerres en Ukraine et dans d'autres régions du monde, et des retombées de plus en plus mondiales – sur le plan matériel et politique – des conflits, il est plus important que jamais de mesurer le niveau des menaces pour la paix, la sécurité et la démocratie dans le monde. L'«indice Normandie» présente une mesure annuelle de ces menaces depuis le Forum Normandie pour la paix de 2019. Les conclusions de l'exercice 2025 montrent que le niveau des menaces pour la paix n'a jamais été aussi élevé depuis que l'indice est publié. Cela confirme la tendance à la baisse de la sécurité mondiale, qui s'explique par des conflits, des rivalités géopolitiques, une militarisation en hausse et des menaces hybrides. Les conclusions de l'exercice 2025 s'appuient sur les données compilées en 2024 et 2025, afin de comparer le niveau de paix – définie sur la base des performances d'un pays donné par rapport à une série de menaces prédéterminées – entre pays et régions. Se fondant sur l'indice, 63 études de cas nationales donnent un aperçu de l'état de la paix dans le monde aujourd'hui.

Conçu et préparé par le Service de recherche du Parlement européen (EPRS), en collaboration avec l'Institut pour l'économie et la paix et sur la base de données fournies par celui-ci, l'indice Normandie est publié en partenariat avec la région Normandie.

Ce document fait partie de la contribution de l'EPRS au Forum mondial Normandie pour la paix 2026.

---

Ce document est une publication du service de recherche pour les députés.  
EPRS | Service de recherche du Parlement européen

Le présent document a été préparé à l'attention des députés et du personnel du Parlement européen comme documentation de référence dans le but de les aider dans leur travail parlementaire. Le contenu de ce document relève de la responsabilité exclusive des auteurs et les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.